

Édito

Le Kurdistan n'existe pas comme un État-nation. Il est un territoire déchiré, tiraillé au sein des conflits du Proche-Orient et du Moyen-Orient, considéré comme une question intérieure par la Turquie, la Syrie et l'Irak pendant des années. La résurgence des tensions autour des conflits irako-syriens depuis le début du vingt-et-unième siècle, a redonné au problème kurde une nouvelle centralité géopolitique. Coordonné par Solène Poyraz, Jean-François Pérouse et Laurent Dissard, le dossier spécial de ce numéro revient par des approches disciplinaires croisées, anthropologiques, sociologiques, historiques, géopolitiques, sur ce que les auteurs appellent les « dynamiques kurdes » de ces dix dernières années. Ce regard analytique s'insère bien dans une histoire immédiate, celle d'un monde souvent oublié, mal connu, mais qui recoupe bien des problématiques du nouveau siècle : tensions territoriales et enjeux diplomatiques, antagonismes politiques, guerre(s) civile(s) ou guérillas (?), cycles de contestations/répressions, violences contre les populations civiles, réfugiés, migrants, querelles religieuses, etc. La liste des questions qui émergent de ce dossier est longue. Mais plus encore, ce dossier se caractérise aussi par son approche, voulue par un regard de l'intérieur, « par le bas », s'appuyant sur des enquêtes de terrain. Les CHI par cette contribution, comme l'écrit dans sa conclusion Jean-François Pérouse, ont cherché « dans ce numéro original, grâce à ces contributions de première main et ciblées sur des objets situés/définis socialement, historiquement et spatialement, la possibilité nous a été donnée d'être plus attentifs aux dynamiques de l'ordinaire, aux pratiques quotidiennes, aux micro-rapports sociaux. Ce, enfin, loin des “grandes et éternelles questions” identitaro-politiques obstinément assignées, reproduites et incessamment remises à l'agenda politique ou scientifique ».

À ce dossier s'ajoutent des rubriques venant valoriser l'actualité de la recherche et une présentation des ressources documentaires de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste qui regroupe somme de documents sur l'histoire politique de la France principalement au vingtième siècle.

Laurent Jalabert¹

¹ Laurent Jalabert est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, directeur des *Cahiers d'histoire immédiate*.



Directeur de la Revue : Laurent Jalabert, Professeur d’histoire contemporaine, UPPA.

Secrétaire de Rédaction : Sylvaine Guinle-Lorinet, maître de conférences, HDR, histoire contemporaine, UPPA.

Comité de Rédaction : Laurent Dornel, Maître de conférences en histoire contemporaine, UPPA ; Sabine Forero, Professeur d’histoire de l’art et d’esthétique, UPPA ; Victor Pereira, Maître de conférences d’histoire contemporaine, UPPA ; Jean-Yves Puyo, Professeur de géographie, UPPA ; Renaud Carrier, Professeur d’histoire du Droit, UPPA.

Comité de lecture : François Audigier, Professeur d’histoire contemporaine, Université de Lorraine ; Jean-Pierre Bat, Docteur en histoire ; David Bellamy, maître de conférences en histoire contemporaine, Université Jules Verne (Amiens) ; Mathias Bernard, Professeur d’histoire contemporaine, Université Clermont-Ferrand ; Jacques Cantier, Professeur d’histoire contemporaine, Université Toulouse Jaurès (ancien directeur) ; Maurice Carrez, Professeur d’histoire contemporaine, Université de Strasbourg (IEP) ; Michel Catala, Professeur d’histoire contemporaine, Université de Nantes ; Yves Dénéchère, Professeur d’histoire contemporaine, Université d’Angers ; Paul Dietschy, Professeur d’histoire contemporaine, Université de Franche Comté ; Jacques Dumont, Professeur d’histoire contemporaine, Université des Antilles ; Dominique Dussol, Professeur d’histoire de l’art contemporain, UPPA ; Anne-Marie Granet, Professeur d’histoire contemporaine, Grenoble-Alpes ; Xavier Itxaïna, Directeur de recherche au CNRS en sciences politiques, IEP Bordeaux ; Abel Kouvouama, Professeur d’Anthropologie, UPPA ; Bernard Lachaise, Professeur émérite d’histoire contemporaine, Université Bordeaux-Montaigne ; Sébastien Laurent, Professeur d’histoire contemporaine à l’Université de Bordeaux ; Stéphane Le Bras, maître de conférences en histoire contemporaine, Université Clermont-Ferrand ; Nicolas Marty, Professeur d’histoire contemporaine, Université Perpignan ; Christophe Patillon, Archiviste au Centre d’histoire du Travail (Nantes) ; Guy Pervillé, Professeur émérite d’histoire contemporaine (ancien directeur) ; Gilles Richard, Professeur d’histoire contemporaine Rennes II ; Jean-François Sirinelli, Professeur d’histoire contemporaine, Sciences po Paris ; Jean-François Soulet, Professeur émérite d’histoire contemporaine (ancien directeur) ; Thibault Tellier, Professeur d’histoire contemporaine, IEP de Rennes ; Christian Thibon, Professeur émérite d’histoire contemporaine, UPPA ; Evelyne Toussaint, Professeur d’histoire de l’art contemporain, Université Toulouse Jaurès ; Bertrand Vayssière, Professeur en histoire contemporaine, Université Toulouse Jaurès (ancien directeur) ; Jean Vigreux, Professeur d’histoire contemporaine, Université de Dijon.

Couverture : Procession lors du festival de Newroz à Akre en 2018. © levi-meir-clancy/unsplash.

ISBN : 979-10-7006-025-4/© Cairn 2021

La revue

Cahier d’histoire Immédiate,

lancée en 1991 par Jean-François Soulet à l’Université Toulouse Jaurès, est rattachée depuis le 1^{er} janvier 2017 au laboratoire Identités, Territoires, Expressions, Mobilités de l’Université de Pau et des Pays de l’Adour (ITEM, EA 3002) avec l’appui de l’éditeur Cairn.

Pluridisciplinaire, elle s’intéresse à la partie terminale de l’histoire contemporaine, qui couvre le champ des trente dernières années, et soulève des questions intellectuelles auxquelles l’historien, comme ses collègues des autres disciplines, ne peut rester aveugle. La nouvelle équipe qui anime la publication s’évertue à travailler dans la continuité des réflexions menées depuis la fondation des Cahiers, laissant la parole aux chercheurs réputés, implantés dans l’institution, mais aussi aux plus jeunes chercheurs, doctorants ou même parfois brillants étudiants de master. Dans le même état d’esprit, la revue laissera la place à la diversité des objets, permettant les réflexions méthodologique et épistémologique sur l’histoire immédiate tout en privilégiant l’analyse scientifique des grandes questions de l’histoire contemporaine. Elle continuera de maintenir un équilibre entre dossiers thématiques, varies, comptes rendus scientifiques, entretiens avec des chercheurs ou même des acteurs majeurs, témoins de leurs temps.

Les textes peuvent être envoyés au Comité de rédaction de la revue. Anonymés, ils seront soumis à une expertise par les membres du comité de lecture qui émettront un avis positif, négatif ou suggéreront des corrections aux auteurs. La mise en forme finale relève d’un travail éditorial.

Les manuscrits soumis auront un calibrage entre 30 000 et 40 000 signes espaces et notes compris, soit environ 7 000 mots. Les notes seront placées en fin de texte.

Ils sont à expédier à :
laurent.jalabert@univ-pau.fr
joelle.sauces@univ-pau.fr
item.univ-pau.fr/

Sommaire

- 10** Introduction du dossier
- 19** La dynamique nationale kurde en Syrie : de l'indépendance au processus révolutionnaire syrien
- 36** Le camp ou la reproduction de l'histoire Une ethnographie de l'en-campement au Kurdistan d'Irak
- 53** Les ambiguïtés de l'école du Rojava : entre héritages militants, nationalisme vertueux et adaptations locales
- 71** Le cinéma au Rojava : un outil politique, culturel et social
- 84** L'intégration du Rojava dans l'espace kurde et les rivalités intra-kurdes à travers l'opposition PYD-ENKS
- 97** Les tribus en Cezîre : conserver des espaces entre les solidarités et les démocraties
- 110** La (re)considération de la problématique kurde par les autorités turques au regard de l'évolution du conflit syrien
- 126** Remettre en question la « question » par les dynamiques kurdes

- 137** La maison de l'Histoire européenne à Bruxelles : projet culturel ou projet politique ?
- 152** Entretien avec Christophe Batardy, docteur en histoire. Autour du Programme commun de la gauche.
- 165** L'OURS : archives, histoire et mémoire du mouvement socialiste français.
- 182** Le projet TRANSENVIR. Approche historique de la transition environnementale.
- 188** François Quantin, *Chimères autochtones, le malentendu identitaire en Méditerranée*.

Auteurs

Christophe Batardy est docteur en histoire contemporaine, ingénieur d'étude au ministère de la Culture.

Frédéric Cépède est historien, journaliste, archiviste de l'OURS.



Joseph Daher enseigne à l'Université de Lausanne et est professeur affilié à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Il est l'auteur notamment de *Syria after the Uprisings*, *The Political Economy of State Resilience* (2019) et fondateur du blog Syria Freedom Forever.

Arthur Delaporte est agrégé d'histoire et secrétaire général adjoint de l'OURS.



Aurélien Denizeau est docteur en sciences politiques et relations internationales. Ses recherches portent sur la politique stratégique de la Turquie ainsi que sur la géopolitique de l'espace méditerranéen.



Laurent Dissard est anthropologue rattaché aux laboratoires ITEM (Université de Pau et des Pays de l'Adour) et CETOBaC (EHESS). Il travaille notamment sur les politiques de patrimonialisation en Turquie et dans le Moyen-Orient.

Stéphane Frioux est maître de conférences en histoire contemporaine (Université Lumière-Lyon 2), membre de l'UMR 5190 LARHRA, membre junior de l'Institut universitaire de France (2018-2023).



Lucile Irigoyen est diplômée d'un master à l'EHESS. Son travail propose d'appréhender les transformations que connaît la société kurde du nord de la Syrie depuis 2011 par le prisme de sa production cinématographique.

Laurent Jalabert est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, directeur des *Cahiers d'histoire immédiate*.



Boris James est maître de conférences à l'Université Paul-Valéry – Montpellier 3 et ancien directeur de l'antenne d'Erbil de l'Institut Français du Proche-Orient. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur les Kurdes aux périodes médiévale, moderne et contemporaine.



India Ledeganck est doctorant en anthropologie à l'Université Catholique de Louvain. Sa thèse porte sur l'affiliation tribale au sein des dispositifs de représentation politique et de médiation sociale dans le Cezîre.

Marilyn Moreaux est étudiante en histoire contemporaine à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès, laboratoire Framespa (UMR 5136).

Jean-François Pérouse est maître de conférences (HDR) à l'Université Toulouse Jean-Jaurès et ancien directeur de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes à Istanbul. Il est notamment l'auteur de *La Turquie en marche* (2004), *Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* (2016) et *Istanbul planète La ville-monde du XXI^e siècle* (2017).



Solène Poyraz est une politologue rattachée au CETOBaC (EHESS) et à l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes à Istanbul. Elle travaille pour sa thèse de doctorat sur les effets de la crise syrienne sur la Turquie depuis 2011.



Charlotte Watelet est doctorante en anthropologie à l'IAC et au CETOBaC (EHESS). Sa thèse retrace l'itinéraire d'un camp de réfugiés Kurdes syriens en Kurdistan irakien depuis le temps de l'exil jusqu'à celui de l'errance.



Ozcan Yilmaz enseigne à l'Université de Genève. Ses recherches portent sur l'histoire des relations internationales et du nationalisme kurde. Il a publié notamment *La formation de la nation kurde en Turquie* (2013).



Dossier

**Guerres
de Syrie et
dynamiques
kurdes :
2011-2021**

Laurent Dissard
et Solène Poyraz

Guerres de Syrie et dynamiques kurdes : 2011-2021

Mot d'introduction



© Erika Wittlieb de Pixabay.

Faire quelque chose, marquer le coup, ne pas laisser la voix à des velléités réductrices et nationalistes, voilà ce qui nous a motivés à penser ce numéro, à l'occasion des 10 ans des révolutions que l'on a appelées « arabes » mais qui ont affecté le monde et ses sociétés. En tant que chercheur.e.s, beaucoup de supposés et de raccourcis nous ont dérangés dans le traitement de ces processus, on avait donc des choses à dire, il nous restait à choisir un angle d'approche. Solène Poyraz, politologue, travaillant sur les effets de la crise syrienne sur la Turquie, et Laurent Dissard, anthropologue de la Turquie et du Moyen-Orient, choisissent alors d'aborder une thématique cruciale qui semble avoir changé la donne dans la crise syrienne : les Kurdes. Une thématique omniprésente mais souvent traitée à travers un prisme ethnique et macro-politique, ne permettant pas de saisir les éléments du débat.

Dès lors, s'entame un épineux chemin de réflexion car si le sujet peut paraître déjà largement abordé en long et en travers, voire surmédiatisé, ce dossier nous montre encore qu'il reste des angles morts, des angles parfois même volontairement mis de côté par certains acteurs, de toutes parts. La surmédiatisation a même imposé un filtre orientaliste et misérabiliste, cachant les réalités vécues sur le terrain, notamment par le pouvoir des images et quelques initiatives filmiques. Les contributions des chercheur.e.s qui ont répondu à l'appel nous ont confirmé l'existence de travaux récents à caractère ethnographique, porteurs d'une nouvelle réflexion. Alors que c'était une question fréquemment laissée à la seule science politique et habitée de fantasmes et de projections diverses, ce dossier présente, avec des approches multidisciplinaires et des pratiques ethnographiques, une réappropriation du sujet par d'autres sciences sociales mais aussi par une nouvelle génération de chercheurs.

Fallait-il parler de guerre au singulier ou au pluriel, de guerre civile ou de l'expression locale d'un conflit global ? Autant d'interrogations qui nous ont fait hésiter sur la formulation des termes de l'intitulé du dossier : une entreprise laborieuse et consciencieuse, notamment au vu du contexte politique mais aussi académique. Se dégageait aussi la difficulté de traiter de l'histoire



© Institut français d'études anatoliennes fonds cartographiques.

immédiate, une histoire en train de se faire et d'être mise en récit. D'où la nécessité des retours historiques et de la diversité des matériaux, proposés dans ce numéro que l'on a pensé comme réponse à une histoire ou un récit qui s'impose et se heurte aux mémoires locales plurielles. Au-delà de la difficulté de présenter un numéro sur une actualité très proche, chronologiquement et géographiquement, les coéditeurs ont aussi posé le défi de renouveler une certaine approche de la « question kurde » ou du « problème kurde », un construit historique idéologiquement marqué, préférant le terme moins monolithique et immobilisant de « dynamiques ». Pour ce faire, rien de mieux que de s'éloigner des théories partisans présentes jusque dans la recherche et de se recentrer sur ce qui fait la richesse de notre profession : le terrain. C'est donc assez naturellement que nous avons reçu de nombreuses propositions à caractère ethnographique, issues d'enquêtes de terrain récentes. Non que l'on puisse se passer de théorie, mais le retour sur le terrain des jeunes générations de chercheurs permet de repenser les concepts à l'épreuve des réalités sociales et de se confronter aux analyses dominantes, qui frisent désormais l'anachronisme.

Aujourd'hui en Turquie, en Syrie et en Irak principalement, la « question kurde » est présentée comme le poison et l'antidote, le déclencheur permettant d'ouvrir la voie à un système plus démocratique pour les sociétés en question. Pour que cette affirmation prenne sens, il s'agit de ne pas rentrer dans le jeu d'homogénéisation des acteurs qui tend à réifier globalement « les Kurdes », pour les présenter comme une force révolutionnaire démocratique ou au contraire, comme un groupe terroriste. Du côté des États concernés, l'acharnement pour homogénéiser

voire pratiquer l'amalgame tend à enliser la représentation des Kurdes dans la position de problème, de bouc émissaire, de terroristes qu'il faut mettre « hors d'état de nuire » (*etkisiz haline getirmek*) selon la formule employée dans les médias turcs. Quant aux groupes de soutien européens, politiques ou académiques, ils sont marqués par une certaine nostalgie et un misérabilisme qui tendent également à nier la diversité des situations ainsi que les contradictions sur le terrain. Du côté des acteurs kurdes, les efforts pour rassembler et réifier le « peuple kurde » dont la représentation est revendiquée par certains groupes forts, sont aussi à souligner.

Terres inconnues, peuple inconnu ? Nommer pour mieux gouverner

Les dynamiques kurdes ont pour spécificité de recueillir en leur sein des enjeux à la fois nationaux propres au cadre syrien, mais aussi régionaux et transnationaux. Au-delà du poids des idéologies et des nationalismes, plusieurs temporalités et échelles sont donc à préciser pour démêler les réalités du terrain. C'est là tout l'objet de notre numéro. D'abord, il faut rappeler la présence historique des Kurdes dans cette région et les efforts, intéressés et menés à toutes les époques, pour délimiter le Kurdistan. Celui-ci irait de Erzurum (actuellement en Turquie) à Bassora (Irak actuelle) selon le célèbre voyageur de l'Empire ottoman, Evliya Çelebi. Souvent désigné comme « terres inconnues » (*diyar-i meçhul*), le Kurdistan fait l'objet des curiosités et des volontés de pouvoir.

Cela se traduit inévitablement par des tentatives de contrôle de cette population, souvent criminalisée par les empires ou les gouvernements. En Syrie, les Kurdes sont d’ailleurs traditionnellement désignés comme *eskiya* (bandits, contrebandiers). L’historien Stefan Winter explique ainsi que les tribus kurdes de Syrie entretiennent alors à l’époque un rapport ambigu avec l’administration ottomane qui distribue des titres en échange de l’impôt et les utilise pour la normalisation des relations entre l’État et la société nomade. Ce rapport de force et de contrôle entre tribus et politique se retrouve aujourd’hui aussi dans l’est de la Turquie avec le système des gardiens de village, chargés de jouer les médiateurs (et/ou délateurs) et d’assurer l’ordre social.

Qui dit tentative de contrôle dit aussi déplacement de population, si cette dernière ne consent pas. Cela donne lieu à des pratiques d’ingénierie démographique que l’on retrouve de nos jours, accentuée par les guerres en cours sur ces territoires, et qui seront abordées dans ce dossier. Au-delà du déplacement, les populations kurdes, dans le brouillage des nouvelles formes de conflit qui ne distinguent plus les combattants et les civils, sont aussi victimes de bombardements et d’opérations militaires. Dans ce sens, il faut s’interroger sur cet acharnement à vouloir délimiter un territoire et uniformiser un groupe d’individus, limitant alors leur marge de manœuvre réelle. Quel pouvoir cela donne aux « spécialistes » et à quel point cela sert les politiques ? N’est-ce pas aussi une volonté de délimiter pour mieux maîtriser ?

On retrouve la thématique des tribus kurdes dans l’enquête ethnographique d’India Ledenganck qui démontre bien aussi que les problématiques locales doivent être abordées au-delà de la simple « question

kurde » tant les espaces et relations sont fluctuantes depuis 2011. La *Meclisa Rûspî yên Qamişli* – l’Assemblée des sages de Qamişli composée de dignitaires occupant « une certaine position » dans les tribus du Cezîre – est présentée à l’auteur lors de son terrain en 2019 et 2020 comme indépendante de l’AANES (Administration autonome du nord et de l’est de la Syrie) : plus connue sous le nom de Rojava. Les tribus font du social, lui explique-t-on, alors que les partis, le PYD (Parti de l’union démocratique) notamment, font du politique. Elles peuvent influencer les décisions juridiques et politiques, bien sûr, mais elles ne sont pas pensées comme politiques. Les tribus conservent des valeurs, défendent le vivre-ensemble, résolvent des discordes, notamment celles entre l’AANES et la population, car elles sont, du moins elles se considèrent comme démocratiques, unificatrices et proches du peuple. Au-delà de la question ethnique, ce sont bien les négociations constantes entre tribu et instances politiques qui caractérisent aussi les dynamiques sociales, politiques et économiques du nord-est syrien.

Syrie : de la périphérie au centre dans la politisation du fait kurde

La genèse du mouvement kurde contemporain remonte à la fin des années 1970 avec la naissance du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en 1978, actif principalement à l’est de la Turquie. Dans les années 1990 qui opposent le PKK à l’État turc dans des combats violents, la Syrie est cantonnée à un rôle de base militaire,

utilisé avec brio par les Assad contre la Turquie. En 2011, avec l’éclatement de la révolution syrienne, le mouvement kurde doit prendre position et saisir l’opportunité politico-militaire qui se présente ou s’impose à lui. On présente alors les Kurdes comme menant une révolution parallèle au peuple syrien et qui viserait une indépendance politico-territoriale, sur le modèle irakien. L’expérience kurde dite du Rojava, menée dans trois « cantons » du nord-est de la Syrie, une région traditionnellement habitée par des populations kurdes, prend forme dès 2013. Le PYD, branche syrienne du PKK, s’essaye alors aux formes d’autonomisation, laissant apparaître les fondations d’un proto-État.

Le déclenchement de la révolution syrienne en mars 2011, marque un tournant et bouleverse la région et le monde, faisant rejaillir les enjeux de territoires, de frontières et des forces politiques en présence. À la « guerre civile » entre les partisans du régime et les opposants s’ajoutent très vite des guerres par procuration entre les puissances, d’où le titre de « guerres » au pluriel, et guerres non pas syriennes mais de Syrie. Et ceci notamment du fait des dynamiques kurdes qui s’inscrivent progressivement dans le conflit et s’affirment comme incontournables et révélatrices des enjeux en cours.

Une nouvelle dynamique s’articule dès le début du mouvement de protestation en 2011 à travers les différents comités de coordination kurdes comme nous le rappelle le chercheur Joseph Daher. Ces organisations à majorité kurde ont fait face au scepticisme de la majorité des partis kurdes établis qui se tenaient plus ou moins éloignés du soulèvement populaire syrien. Cette première dynamique a joué un rôle clé

dans le mouvement de protestation puis s’est affaiblie au fil du temps avant qu’une nouvelle dynamique au sein de la future AANES menée par le PYD et ses forces armées dans les cantons du Rojava se mette en place. Dans ce chaos « syrien », on trouve donc les Kurdes, revisibilisés par les conflits en cours comme acteurs à part entière avec l’expérience du Rojava comme point d’acmé.

Özcan Yılmaz nous décrit un mouvement kurde hétérogène rempli de tensions qui se cristallisent autour de la rivalité entre le PYD et l’ENKS (Conseil national des Kurdes syriens), qui trouve son modèle d’autonomie dans le gouvernement régional du Kurdistan en Irak. D’un côté, le PYD tente une nouvelle forme de démocratie locale inspirée par les écrits du militant écologiste libertaire Murray Bookchin qui remet en cause à travers son choix fédéraliste l’idée notamment d’un état centralisateur. De l’autre, l’ENKS, crée en octobre 2011 afin de contrebalancer l’influence du PYD, revendique la création d’un Kurdistan syrien autonome et fédéral à l’image du Kurdistan irakien. Le PYD et ENKS sont respectivement sous la tutelle du PKK en Turquie et du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) en Irak, qui eux-mêmes dépendent de leurs alliances avec les pouvoirs régionaux et internationaux. Rojava devient donc un terrain d’affrontement non seulement entre le PYD et ENKS, mais aussi entre le PKK et PDK présents dans leurs sections locales, dont la marge de manœuvre, Yılmaz nous le rappelle, reste fragile.

Alors que le mouvement kurde s’organise dans le nord-est de la Syrie, en lien avec le sud-est de la Turquie mais aussi avec des partis de gauche du monde entier, et tente de se créer un chemin sinueux entre l’Armée Syrienne Libre et le régime, l’arrivée de l’État islamique vient perturber les radars



Procession lors du festival de Newroz à Akre en 2018.
© levi-meir-clancy/unsplash.

régionaux et internationaux. Les combattants kurdes qui se retrouvent en première ligne contre les forces de l'État islamique sont tout autant héroïsés qu'abandonnés. La bataille de Kobanê en 2014 illustre alors les prises de position des États impliqués dans cette guerre plurielle et constitue un véritable traumatisme pour les acteurs des parties concernées. Les guerres de Syrie ont obligé le Parti de la justice et du développement (l'AKP du Président Recep Tayyip Erdoğan) en Turquie à se repositionner. L'annonce par le PYD de l'autonomie du Rojava en novembre 2013 inquiète les autorités turques qui y voient une base de soutien et de repli pour le PKK.

L'année 2015 marque ainsi un tournant, selon le politologue Aurélien Denizeau. L'AKP met fin au processus de paix redonnant la priorité à l'angle militaro-

sécuritaire. Il envoie les forces armées turques dans le nord syrien à partir de 2016 et crée une alliance avec le MHP, le Parti d'action nationaliste d'extrême droite, à partir de 2017. C'est bien donc l'ensemble du champ politique turc, ajoute Denizeau, qui à partir de ces nouvelles dynamiques kurdes en Syrie est obligé de se repositionner idéologiquement et stratégiquement. Pour la Turquie, l'obsession anti-kurde a pris le dessus sur le soutien à l'opposition syrienne : s'ensuivent les opérations militaires dans le nord-est syrien pour créer une « zone tampon », une zone d'accueil pour les « réfugiés » qui change en fait la composition démographique de la région. À l'intérieur, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le « procès Kobanê » est en cours contre des membres du parti pro-kurde, le HDP ou Parti démocratique des peuples, pour soutien au terrorisme. Après une

décennie syrienne, la Turquie redeviendra-t-elle le centre de la politisation kurde ?

Les dégâts de l'homogénéisation : une approche multi-terrains pour décrire une identité plurielle

Pour ne pas tomber dans l'illusion contre-productive d'un groupe unifié et monolithique, nous préférons parler d'espaces kurdes. Car on a bien affaire à une pluralité d'appartenances physiques et culturelles qui dépassent la logique des frontières et des territoires et qui se matérialisent dans des quartiers, des villes, des régions, ou même dans des camps (Charlotte Watelet), des zones de guerre, voire dans une mémoire collective, dans l'imaginaire historique (Boris James), ou dans la culture cinématographique (Lucile Irigoyen).

Dans ce numéro, l'anthropologue Charlotte Watelet propose une ethnographie des camps où l'on retrouve ce rapport de force entre PYD et PDK. Ses enquêtes de terrain effectuées à partir de 2014 nous emmènent dans les camps soi-disant provisoires de la région autonome du Kurdistan d'Irak, gérée par le PDK, et notamment le camp de Qushtapa qui accueille plus de 8 000 demandeurs d'asile kurdes provenant pour la plupart de l'AANES géré par le PYD. Watelet examine alors l'effet de l'humanitaire qui reproduit les frontières. La solution humanitaire proposée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avec d'autres associations humanitaires locales

provoque un repli des deux communautés kurdes. Alors que les acteurs humanitaires reproduisent la frontière territoriale, matérielle, symbolique de classe, entre Kurdes de Syrie et Kurdes d'Irak, les camps eux-mêmes permettent de tenir à distance des réfugiés syriens éventuellement proches du PYD en territoire irakien contrôlé par le PDK. Cette situation d'en-campement, nous explique Watelet, affecte non seulement la kurdicité mais un rapport subjectif à l'histoire.

De son côté, en historien, Boris James nous dévoile les dessous de la construction du récit nationaliste et nationalisant, avec une étude sur les manuels scolaires du Rojava, lieu d'expérimentation pour le PKK/PYD. C'est la suite logique, selon eux, de leur projet d'émancipation, qui passe par une lutte armée mais aussi par l'éducation des masses. Les livres d'histoire distribués dans les écoles du Rojava à partir de 2016 ont évidemment une teneur politique autant que pédagogique. Issus d'une matrice PKK (nationaliste, révolutionnaire, pro-kurde), leurs contenus évoquent toutes les révolutions kurdes et internationales, mais présentent Abdullah Öcalan, fondateur-chef du PKK, comme le guide qui mènera l'humanité toute entière vers la liberté. Dans le contexte local du Rojava, le discours nationaliste du PKK/PYD y est même présenté comme dépassant la nationalisme kurde, d'où l'une des ambiguïtés des manuels scolaires selon James.

Une autre forme d'expression localisée de la kurdicité est abordée par Lucile Irigoyen. Car au-delà des écoles, le PYD est aussi en quête de visibilité internationale. Lucile Irigoyen dans son article nous éclaire donc sur la diversité des dynamiques sociales, politiques et culturelles et sur l'usage

politique du cinéma dans le Rojava, à travers l'exemple de la *Komina Film a Rojava*. La démarche de cette Commune du Film de Rojava, qui est composée de Kurdes syriens en quête de formes d'expression artistique, de membres du PKK venus de Turquie, mais aussi d'artistes et professionnels étrangers avec « tous une conscience politique des images », consiste à filmer, produire, diffuser des films, mais aussi à enseigner le cinéma en organisant des formations théoriques et pratiques. Le cinéma permet au PYD d'étendre son influence, de développer des stratégies de revendications politiques, tout en opérant une reconquête culturelle du récit historique. Ses objectifs sont la mise en image de la (re)constitution d'une communauté kurde dans le nord-est syrien afin de redonner voix aux habitants de la région, les rendre acteurs de leurs propres récits et représentations, et les sortir de leur statut uniquement victimaire à l'international tout en utilisant le cinéma comme un outil de reconstruction à la fois individuelle et collective.

Autant d'espaces dans lesquels s'expriment une kurdicité plurielle et des rapports de force intra-kurdes. C'est en analysant la pluralité et les multiples dynamiques en cours que l'on pourra sortir de la « question kurde » et se rapprocher au plus près des réalités sociales vécues et ressenties. Et cela est rendu possible par ce moment proprement syrien, un moment opportun qui met en exergue les dynamiques en cours et qui a servi de point de départ aux réflexions entamées dans ce dossier. Les événements en Syrie ont présenté une conjoncture spécifique de crise qui nous permet, en tant que chercheur.e.s, de repérer des éléments de continuité ou de rupture dans les processus en cours. Ce moment de crise qui réinterroge les grilles de lecture classiques autorise et encourage la recherche à explorer de nouvelles approches permettant, comme l'écrit Jean-François Pérouse dans la conclusion de ce numéro, de remettre en question la « question ». ■

Joseph Daher

La dynamique nationale kurde en Syrie : de l'indépendance au processus révolutionnaire syrien

En Syrie, l'autoritarisme du régime et l'appauvrissement croissant des masses, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain pour l'insurrection populaire, qui n'a eu besoin que d'une étincelle. Cela a été fourni par les révoltes populaires en Tunisie et en Égypte. Elles ont inspiré les classes populaires d'autres pays à se soulever. En Syrie, de larges segments de la population sont descendus dans la rue avec les mêmes exigences que celles soulevées par d'autres révoltes : liberté, dignité, démocratie, justice sociale et égalité. Dans le cadre de ce soulèvement populaire syrien, les revendications autour de la question nationale kurde vont réapparaître et prendre une ampleur sans précédent dans l'histoire du pays.

Au début de l'éruption du processus révolutionnaire en Syrie en mars 2011, les manifestants kurdes se sont initialement organisés de manière similaire que dans d'autres régions du pays grâce à la création des Comités de Coordination Locales (CCL) et d'autres groupements de jeunes issues des différentes composantes de la population

syrienne. Cependant, la collaboration entre les divers comités de coordination arabe et kurde s'est progressivement affaiblie avant de cesser en raison des divisions de plus en plus importantes au sein du mouvement de protestation populaire et des désaccords toujours plus profonds avec les groupes d'opposition arabes syriens, ainsi que de la montée des tensions ethniques arabes et kurdes au fil des années et de la transformation progressive du soulèvement populaire en conflit armé.

De son côté, le Partiya Yekitiya Demokrat (PYD ou le Parti de l'Union Démocratique), qui est issu historiquement et idéologiquement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) créé en Turquie, avec l'attitude bienveillante initiale du régime syrien, a acquis un contrôle accru sur la scène politique kurde en Syrie. Le PYD a pu profiter des divisions entre les différents acteurs régionaux et internationaux intervenant en Syrie, notamment en recevant l'aide des États-Unis (et dans une moindre mesure de la Russie) pour faire avancer ses propres intérêts politiques.

Cependant, ce soutien d'acteurs étrangers s'est estompé avec le temps, ou du moins a semblé moins solide. L'autonomie du PYD sur de larges régions du nord-est de la Syrie est devenue un point de discorde fréquent entre de nombreux acteurs locaux et régionaux. La question nationale kurde en Syrie a constitué un élément essentiel dans l'évolution du processus révolutionnaire syrien et des divisions croissantes qui se sont développées au sein du mouvement de protestation populaire et des groupes et coalitions de l'opposition.

Dans notre article, nous aborderons la question nationale kurde en Syrie dans une perspective historique longue, depuis

l'indépendance du pays, jusqu'au processus révolutionnaire syrien. Nous aborderons tout d'abord le contexte de l'émergence des partis politiques kurdes en Syrie et les politiques discriminantes de l'État syrien envers les populations kurdes ces dernières décennies. L'éruption de la révolte syrienne et les formes de collaborations des différentes composantes de la population syrienne, y compris kurdes seront ensuite examinées, avant d'analyser la division progressive au sein du mouvement de protestation populaire entre composantes arabe et kurde. L'hostilité des partis dominants de l'opposition syrienne arabe aux revendications nationales kurdes sera également étudiée. L'article finira par une analyse de l'idéologie et des politiques du PYD, le parti dominant sur la scène politique kurde syrienne depuis 2011¹.

La question nationale kurde dans une perspective historique : 1950-2011

De nombreux États précédemment occupés par des puissances coloniales à travers le monde ont à la suite de leur indépendance nationale, formelle plus que réelle, très souvent développé des discours et politiques stigmatisant et discriminant, certains groupes au sein de leurs sociétés considérés comme « étrangers » et des menaces potentielles pour les « intérêts » des nouveaux États indépendants et leurs développements. Les mesures contre ces groupes étaient souvent présentées et promues comme une continuation de la



lutte anticoloniale². En Syrie, ce sont les populations kurdes qui ont souvent été désignées comme des « étrangers » et une menace instrumentalisée par des puissances étrangères contre l'intérêt national.

Les premiers partis kurdes syriens ont été créés dans les années 1950. La grande majorité de ces nouveaux mouvements kurdes ont adopté des idéologies socialistes, même si l'élite tribale est restée bien représentée parmi leurs dirigeants³. Le développement des partis kurdes syriens a deux sources principales. Tout d'abord, une frustration croissante à l'égard du Parti Communiste Syrien (PCS), que de nombreux Kurdes avaient rejoint initialement en masse. Le PCS a montré un désintérêt et s'est même opposé à toute reconnaissance officielle des droits nationaux kurdes en Syrie, tout en soutenant également les campagnes militaires du régime baathiste irakien contre les populations kurdes d'Irak dans les années 1960. Mais c'est surtout l'atmosphère politique du pays dominée par la montée du nationalisme arabe⁴, y compris pendant la République Arabe Unie (RAU)⁵ et par la suite durant le règne du parti Baath à partir de 1963, qui a été un déclencheur fondamental dans la création et la multiplication des organisations kurdes à cette période. Dans les années 1950 et 1960, les populations Kurdes de Syrie étaient parmi les principales cibles et boucs émissaires des autorités syriennes

et mouvements issus ou proches du nationalisme arabe. Les populations kurdes étaient souvent décrites comme des agents engagés au service de puissances étrangères, en particulier de l'impérialisme états-unien et de l'ennemi sioniste. Des officiers kurdes ont notamment été déchargés de leurs fonctions au sein de l'armée syrienne, tandis que les arrestations contre les membres d'organisations politiques kurdes se multipliaient [Jordi Tejel, 2009].

Des politiques étatiques discriminatoires et répressives ont progressivement été mises en place contre les populations kurdes. Par exemple, les premières mesures du plan de la « ceinture arabe » ont débuté en 1962 et consistaient en un cordon sanitaire (un type de zone de protection) entre les populations arabes et kurdes voisines autour de la bordure nord et nord-est de la Jazirah, le long des frontières avec la Turquie et l'Irak. Un « recensement exceptionnel » de la population de Jazirah en 1962 a également abouti à ce qu'environ 120 000 Kurdes soient retirés la nationalité syrienne et déclaré « étrangers », les laissant, ainsi que leurs enfants, privés de leurs droits civils fondamentaux et condamnés à la pauvreté [M. Seurat, 2012]⁶.

Le régime de Hafez al-Assad, arrivé au pouvoir en 1970, a poursuivi sa politique discriminatoire à l'égard des populations Kurdes en Syrie et maintenu un système raciste institutionnalisé contre elles. Entre 1972 et 1977, une politique de colonisation a été mise en œuvre dans les régions à majorité kurde du pays dans le cadre de la continuation du plan « de la ceinture arabe ». Environ 25 000 paysans « arabes », dont les terres avaient été inondées par la construction du barrage de Tabqa, ont été envoyés et installés dans la Haute Jazirah, où les autorités syriennes ont construit des

« villages modernes » adjacents aux villages kurdes [M. Seurat, 2012].

Damas a cependant développé en même temps une politique de cooptation de certains segments de la société kurde - en particulier avec une opposition croissante dans le pays à la fin des années 1970 et au début des années 1980, et afin de servir des objectifs de politique étrangère. Certaines élites kurdes ont été cooptées au sein de réseaux sous l'égide du régime syrien, tel que des dirigeants kurdes des confréries religieuses comme Muhammad Sa'id Ramadan al-Buti⁷ et Ahmad Kuftaro, mufti de la république entre 1964 et 2004 [Paulo Gabriel, Hilu Pinto, 2007]. Plusieurs personnalités Kurdes occupaient des postes de haut rang, comme le Premier ministre Mahmud Ayyubi (1972-1976) ou Hikmat Shikaki, chef du renseignement militaire (1970-1974) et chef d'état-major (1974-1998). Cependant, ces formes de cooptation n'étaient permises qu'à la condition que ces personnalités ne manifestent aucune conscience ethnique kurde dans leur rhétorique ou leur stratégie politique.

Cette politique de cooptation a également inclus certains partis politiques kurdes. Le régime syrien n'a pas hésité par exemple à établir une sorte d'alliance avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)⁸. Son leader Abdullah Öcalan est devenu un invité officiel du régime au début des années 1980 alors que les tensions syriennes et turques s'intensifiaient. Le PKK a été autorisé à recruter des membres et des combattants, atteignant entre 5,000 et 10,000 personnes dans les années 1990 et à lancer des opérations militaires depuis la Syrie contre l'armée turque. Le PKK avait des bureaux à Damas et dans plusieurs villes du nord [H. Bozarslan, 2009]. Des militants

du PKK ont pris le contrôle de petites portions du territoire syrien, en particulier à Afrin. D'autres partis politiques kurdes ont également collaboré avec le régime syrien. Parmi ceux-ci figurait l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK)⁹, dirigée par Jalal Talabani, qui était en Syrie depuis 1972; et, plus tard en 1979, le Parti Démocratique Kurde (PDK)¹⁰, affilié au *leader* kurde Masoud Barzani.

La condition *sine qua non* du soutien du régime syrien était l'abstention des mouvements kurdes d'Irak et de Turquie de toute tentative de mobilisation des Kurdes syriens en Syrie. Damas a instrumentalisé ces formations politiques comme outil de politique étrangère pour réaliser certaines ambitions régionales et, au niveau national, en détournant la question kurde de la Syrie vers l'Irak et la Turquie. Les partis kurdes mentionnés plus haut ont participé à cette stratégie du régime syrien durant cette période en rejetant toute légitimité aux luttes de la part d'organisations kurdes en Syrie contre Damas considérées comme un détournement de la « vraie lutte » pour le « vrai » Kurdistan, en d'autres termes en Irak et en Turquie [J. Tejel, 2009].

Les relations entre les partis politiques kurdes et le régime syrien ont cependant commencé à se détériorer vers la fin des années 1990 et au début des années 2000. Une amélioration des relations turco-syriennes a incité les forces de sécurité syriennes à lancer plusieurs vagues de répression contre les éléments restants du PKK en Syrie¹¹. À la suite de l'exil d'Öcalan en 1998 et de l'emprisonnement de nombreux membres du PKK, les militants du parti ont tenté de créer une nouvelle entité politique, avec le double objectif d'échapper à la répression étatique et de fournir un

soutien social à ses milliers de membres et de sympathisants. Le Parti de l'Union Démocratique (connu sous son acronyme PYD) a été créé en 2003 pour succéder au PKK en Syrie [J. Tejel, 2009], dans le cadre de la stratégie régionale du parti visant à établir des antennes locales dans les pays voisins. Le PYD a également réorienté ses objectifs politiques vers le cadre national syrien, se rapprochant des programmes politiques d'autres partis politiques kurdes, en exigeant des droits culturels et politiques des Kurdes de Syrie et la démocratisation du pays. Les relations avec le PDK et l'UPK se sont également affaiblies à partir de 2000, alors que Damas tentait de normaliser ses relations avec le régime de Bagdad, ce qui signifiait la fin de son ingérence dans les affaires kurdes irakiennes¹².

En 2004, un soulèvement populaire kurde a éclaté dans la ville de Qamishli et s'est ensuite propagé dans les régions du pays à majorité kurde - Jazirah, Afrin, mais aussi à Alep et à Damas, où les manifestations ont été sévèrement réprimées par les forces de sécurité du régime syrien. La répression du régime a été violente, avec environ 2 000 manifestants arrêtés et plusieurs dizaines tuées¹³. Cependant des nouveaux groupes de résistances kurdes se formeront à partir de cette « intifada kurde ». Le Mouvement de la jeunesse kurde en Syrie (connu sous son acronyme kurde, TCK, « Tevgera Ciwanên Kurd ») a par exemple été établi en mars 2005, une année après la répression du soulèvement populaire kurde. Il deviendra l'un des principaux acteurs des manifestations populaires de 2011 dans les zones à majorité kurde [Th. Schmindiger, 2015].

Les différents partis politiques kurdes et groupes de jeunes kurdes ont continué à s'organiser contre les politiques



© Ahmed akacha, Pexels.

anti-kurdes et plus généralement anti-démocratiques du régime syrien jusqu'à l'avènement du processus révolutionnaire syrien en mars 2011. En même temps, la grande majorité des partis d'oppositions syriens arabes se sont opposés ou ont tout simplement ignoré la question nationale kurde, la limitant la plus souvent à l'octroi de la nationalité aux Kurdes qui en avaient été privés. L'unique exception majeure au sein de l'opposition était le Parti de l'Action Communiste dans les années 1970 et 1980 par son soutien à l'autodétermination du peuple kurde en Syrie et dans la région et en développant tout un programme autour de la reconnaissance de droits démocratiques, sociaux et culturels des populations kurdes de Syrie [R. Shabo, 2020].

Début du processus révolutionnaire syrien en 2011, des formes d'unité au sein du mouvement de protestation populaire

Les manifestations populaires dans les zones à prédominance kurde ont commencé dès la fin mars 2011, comme dans les villes d'Amuda et Qamishli. Les slogans des manifestantes et manifestants se distinguaient par des appels à la liberté et la

fraternité entre Arabes, Kurdes et Assyriens et la solidarité avec la ville du Daraa, berceau du soulèvement populaire¹⁴.

Le mouvement de protestation populaire dans ces zones a émergé autour de groupes de jeunes préexistants tels que le TCK ou les Comités de Coordination Locales (CCL), nouvellement créés. Tout au long de l'année 2011, « les comités de coordination kurdes ont coordonné et coopéré avec leurs homologues d'autres villes syriennes à travers les différents réseaux disponibles », comme l'explique un activiste kurde syrien, Alan Hassaf¹⁵. Ces comités de coordination par leurs organisations collectives et collaborations avec les autres comités de coordination à majorité arabe dans le reste du pays ont représenté des nouvelles dynamiques politiques au sein de la scène politique kurde. Ils ont été confrontés initialement au scepticisme de la grande majorité des partis politiques kurdes traditionnels, qui étaient presque tous réticents à participer ou à jouer un rôle de premier plan dans les manifestations anti-régime¹⁶. Seul le Mouvement du Futur en Syrie, dirigé par Mishal Tammo, et le Parti Yekiti ont publiquement soutenu le soulèvement depuis le début et y ont participé.

Les manifestations se sont poursuivies et se sont intensifiées lors des mois suivants, malgré les premières tentatives du régime syrien de diviser le mouvement de protestation et gagner le soutien (ou du moins la passivité) des partis politiques kurdes en annonçant des mesures pour mettre fin à certaines pratiques discriminatoires étatiques, l'octroi de la nationalité à des segments de la population kurde en Syrie qui en étaient privées, et en célébrant et en diffusant à la télévision d'État le nouvel an kurde, Nawruz, qui était interdit et réprimé auparavant par les autorités.

De plus, les services de sécurité syriens ne réprimaient pas de manière violente les manifestations dans les zones à majorité kurde durant les premiers mois du soulèvement comme dans d'autres régions du pays.

À partir de l'été 2011, les manifestants commencent de plus en plus souvent à hisser le drapeau kurde aux côtés de celui de la Syrie. En octobre de la même année, des manifestations massives ont lieu dans la ville de Qamishli demandant la chute du régime à la suite de l'assassinat du militant politique kurde syrien Mishal Tammo. Il était membre du Mouvement du Futur et avait récemment été libéré après avoir passé plus de deux ans dans une prison du régime syrien, et avoir également été membre du comité exécutif de la coalition d'opposition nouvellement formée, le Conseil National Syrien (CNS). Les manifestations de masse ont atteint leur apogée à la mi-2012, après quoi elles ont considérablement diminué en raison de la militarisation du soulèvement populaire et de la domination progressive du PYD sur ces régions¹⁷.

La collaboration entre les groupes de jeunes arabes et kurdes et les CCL s'est poursuivie jusqu'en mars 2012 environ. Après cette période, les activistes kurdes ont commencé à utiliser leurs propres slogans faisant référence à des problèmes spécifiques aux Kurdes et qui n'avaient pas été auparavant acceptés comme slogans généraux. L'utilisation de certains slogans religieux par divers groupes de l'opposition arabe est également devenue un point de discorde. Un certain nombre de comités de jeunes kurdes ont néanmoins continué à organiser des manifestations et des actions de protestation contre le régime syrien et tenter de diminuer les tensions arabes – kurdes dans différentes localités à population mixte dans le nord-est

du pays comme Tal-Abyad ou bien dans la ville d'Alep dans certains quartiers comme Sheikh Maqoud pendant les premières années du soulèvement. L'influence et l'activité de ces comités ont cependant progressivement diminué puis finalement disparu au cours de la révolution.

De même, un certain nombre d'activistes et de comités kurdes ont initialement salué la création des factions armées de l'Armée Syrienne Libre (ASL). Cependant, ce soutien initial a rapidement diminué à la suite de l'aide étrangère et du parrainage que certaines factions de l'ASL ont reçus de puissances étrangères, en particulier de la Turquie, et de leurs pratiques autoritaires et attitudes hostiles à l'égard des revendications et des symboles politiques kurdes¹⁸. La grande majorité des dirigeants de l'ASL était opposée aux droits et aux revendications nationales kurdes en Syrie.

De manière similaire, des plaintes grandissantes ont été soulevées par des militants politiques kurdes contre des militants arabes pour avoir tacitement eu ou soutenu une rhétorique anti-kurde depuis le début du soulèvement. Les militants kurdes ont été accusés d'être des « séparatistes », de vouloir l'indépendance kurde, ou encore d'avoir trahi la révolution syrienne par leurs revendications¹⁹. Les manifestants kurdes dans leur très grande majorité ne se sont pourtant jamais limités à des revendications uniquement « kurdes », telles que boctroi de la nationalité syrienne à des Kurdes dépourvus de citoyenneté. De nombreux témoignages de militants politiques kurdes considéraient plutôt faire partie d'un mouvement de protestation populaire beaucoup plus vaste dans tout le pays et comme des participants à part entière et actifs de la construction d'une nouvelle Syrie pour toutes et tous, reflétant

une nouvelle dynamique au sein des milieux politiques kurdes par leurs participations à un mouvement national d'une telle ampleur²⁰. Cela ne signifiait pas que les revendications nationales kurdes traditionnelles étaient écartées, mais étaient plutôt intégrées dans leur lutte contre le régime d'Assad et un horizon plus lointain.

Les premières ruptures au sein du mouvement de protestation, l'opposition syrienne et la question nationale kurde

Les messages d'unité et de fraternité entre les différentes ethnies et confessions du mouvement de protestation populaire dans ces premières années n'ont néanmoins pas mis fin aux dilemmes historiques entourant la question nationale kurde en Syrie qui ont réapparu avec le soulèvement populaire. L'opposition syrienne dans sa grande majorité a démontré à nouveau son refus de toute acceptation ou ouverture envers les revendications nationales kurdes.

Lors de la première conférence de cercles d'opposition en exil en Turquie à la mi-juillet 2011, des représentants kurdes ont quitté la réunion en signe de protestation après le refus de leur demande de changer le nom du pays de la République Arabe Syrienne à la République de Syrie, qui démontrait, même de manière symbolique, le biais d'un maintien d'une volonté d'une domination

nationaliste arabe d'une grande majorité de l'opposition²¹.

Les relations entre le Conseil National Syrien et le Conseil National Kurde (CNK)²² ont été difficiles dès le début. Le premier président du CNS, Burhan Ghalioun, a refusé la principale revendication du CNK pour un système fédéral dans une Syrie post-Assad, la qualifiant de « délire ». Ghalioun a également exaspéré les Kurdes syriens en les comparant aux « immigrés en France » en novembre 2011, cherchant à démontrer leur extériorité à la Syrie en les présentant dès lors comme des nouveaux arrivants dans le pays²³. En réaction au refus continu des revendications kurdes au sein de l'opposition, le 30 mars 2012, les manifestants kurdes ont qualifié les manifestations du « vendredi des droits kurdes » [H. Allsopp, 2015].

Les tensions entre le CNK et le CNS ont considérablement augmenté suite à la publication par le CNS de sa « Charte nationale : la question kurde en Syrie » en avril 2012. Le document a éliminé les passages reconnaissant une nation kurde en Syrie qui avaient été inclus dans la déclaration finale du projet de la réunion des Amis de la Syrie en Tunisie quelques mois auparavant. Cela a abouti au retrait du CNK des pourparlers d'unité avec le CNS, après quoi ils ont accusé la Turquie d'influencer excessivement la politique du CNS²⁴. Lors d'une nouvelle réunion de l'opposition au Caire en juillet 2012, l'opposition arabe syrienne a porté un nouveau coup au CNK en refusant ses demandes d'inclure une référence au « peuple kurde en Syrie » dans le cadre de la conférence et son agenda²⁵.

Face au déni continu par le CNS des droits nationaux kurdes, de nombreuses manifestations et actions durant cette période ont été organisées par les comités

et groupes de jeunes et des partis kurdes qui brandissaient des banderoles autour de revendications kurdes ou pour confirmer l'existence du peuple kurde en Syrie [H. Allsopp, 2015].

Le CNK a rejoint la nouvelle coalition syrienne en exil, la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (connue sous le nom de la Coalition), en août 2013, espérant des améliorations au niveau de l'accueil des droits nationaux kurdes. La Coalition a cependant maintenu une position similaire au CNS envers les partis et les intérêts kurdes. L'inclusion du KNC au sein du Haut Comité de Négociation (HCN) de l'opposition mis en place après la Conférence d'opposition de Riyad en décembre 2015 n'a pas changé l'attitude négative et le refus continu des droits kurdes.

En même temps, le CNS et la Coalition ont continué à s'opposer de manière radicale au PYD et à le caractériser comme un ennemi de la révolution. George Sabra, président du CNS à l'époque, a déclaré en janvier 2016 que le PYD ne faisait pas partie de l'opposition et était très proche du régime politiquement, en plus de faire partie du PKK, qui était classé comme une organisation terroriste. Cette déclaration s'inscrivait et soutenait la position officielle du gouvernement Turc à l'égard du groupe kurde²⁶. En mars 2016, à la suite de l'annonce officielle du système fédéral démocratique du Rojava dans les régions du Nord-Est contrôlée par le PYD, le membre de l'opposition Michel Kilo a déclaré que les Syriens ne permettront pas la création d'une entité similaire à Israël sur le sol syrien et qu'il n'y a pas de terre kurde en Syrie, seulement des citoyens kurdes. Cette déclaration rappelait les discours des années 1960, qui comparaient les Kurdes à Israël²⁷.

À l'automne 2016, la grande majorité des mouvements politiques kurdes syriens, y compris le PYD et le CNK, étaient irrités par le plan de transition proposé par le HCN de l'opposition qui démontrait à nouveau son manque d'inclusivité sur la question kurde, mais pas uniquement. Le CNK a déclaré que ce document était un danger pour une Syrie démocratique, pluraliste et unifiée garantissant les droits culturels, sociaux et politiques à tous ses groupes ethniques, religieux et linguistiques. Il a ajouté « quiconque lit le document note immédiatement que le point 1 des *Principes généraux* énumère exclusivement la culture arabe et l'islam comme sources de production intellectuelle et de relations sociales. Cette définition exclut clairement les autres cultures – qu'elles soient ethniques, linguistiques ou religieuses – et place la culture majoritaire comme la principale... Les similitudes entre cette définition et les politiques chauvines du régime d'Assad sont indéniables »²⁸.

En mars 2017, le CNK a suspendu de manière temporaire sa participation aux négociations et aux réunions avec le HCN, lorsque ce dernier a refusé de transmettre un document rédigé par le CNK à l'envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura. Ce document confirmait la représentation kurde dans le processus de négociation et exigeait l'inclusion de la question kurde et des intérêts d'autres segments de la population syrienne dans l'ordre du jour des négociations²⁹.

L'opposition et l'hostilité envers le PYD, mais plus généralement les populations kurdes et leurs aspirations n'ont cessé de croître au sein des groupes d'oppositions en exil, la Coalition et le CNS, et au sein de certains secteurs de l'opposition à l'intérieur du pays. Cela s'est manifesté particulièrement lors de l'invasion armée par les forces

armées Turques assistées par des groupes de l'opposition armée syriennes tombées progressivement complètement à la solde du gouvernement d'Ankara, à la fois des unités de l'ASL et des forces fondamentalistes islamiques comme Ahrar al-Sham³⁰ et Faylaq al-Sham³¹, contre la région d'Afrin en janvier 2018. Sous le commandement d'Ankara, l'opposition en exil et les groupes armés d'opposition ont justifié leur implication en affirmant que les Kurdes étaient en fait des alliés du régime et qu'il était important de garder la Syrie unie contre des groupes séparatistes tels que le PKK/PYD³². Des vidéos de combattants syriens ont émergé pendant cette période montrant une rhétorique raciste et haineuse contre les Kurdes, ainsi que des slogans en faveur de Saddam Hussein et Erdoğan.

Des habitations civiles et des magasins à Afrin ont été pillés et la statue de Kawa, figure symbolique kurde de la célébration du Nouvel An de Nowruz, a été démolie. Les cadavres mutilés de soldats et de civils kurdes ont été publiés sur les réseaux sociaux. À la fin de l'année 2018, on estimait que plus de 150 000 personnes avaient été forcées de quitter leurs maisons dans la région d'Afrin en raison de l'opération militaire turque et de l'occupation qui a suivi [Th. Schmindiger, 2015].

Les tensions ne font que s'intensifier avec le temps entre le PYD et les différents groupes armés d'opposition, conduisant à des affrontements plus fréquents, ainsi qu'à une aggravation des divisions ethniques entre Arabes et Kurdes. La situation n'a cessé de se détériorer ces dernières années avec les nombreuses déclarations des groupes d'opposition armés syriens affirmant leur disponibilité et désir à participer à de nouvelles offensives armées menées par



© India Ledenganck

l'armée turque contre les régions à l'est de l'Euphrate en Syrie contrôlées par le PYD. La coalition syrienne a également multiplié les signes de soumission et soutien politiques au gouvernement turc et ses politiques répressives et guerrières contre le PKK/PYD et les populations kurdes³³.

Le CNK a échoué de façon répétée à faire reconnaître les droits des Kurdes par les diverses composantes de l'opposition syrienne et a été systématiquement ignoré et attaqué par ces dernières malgré sa participation à ces instances. Face à cette situation et les diverses menaces contre les populations kurdes en Syrie, le PYD et sa branche armée, les YPG (les Unités de protection du peuple – en

kurde : Yekîneyên Parastina Gel) et par la suite les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), ont été progressivement considérés par de larges segments des populations kurdes comme les seuls protecteurs viables des Kurdes de Syrie, de par leurs institutions politiques bien établies en Syrie et surtout de par leurs capacités de défense militaires. Ils se sont, pour cette raison, renforcés.

PYD – entre espoirs et contradictions

Le 19 juillet 2012, 17 mois après le début du soulèvement du populaire syrien, les forces armées du régime se sont retirées

de neuf villes majoritairement peuplées par des populations Kurdes et ont remis le contrôle au PYD. Les membres du PYD ont affirmé que les représentants du régime avaient décidé de quitter ces localités après l'ultimatum lancé par le parti kurde qui les menaçait de les attaquer s'ils ne partaient pas dans les 24 heures ; tandis que le CNS et certains rivaux kurdes accusaient le PYD d'avoir conclu un accord avec Damas³⁴.

Le retrait des forces du régime d'Assad était très probablement le résultat d'un accord tacite avec le PYD, qui a été autorisé à revenir et à s'organiser quelques mois après le déclenchement de la révolte populaire syrienne. Damas avait besoin de toutes ses forces armées pour réprimer les manifestations dans le reste du pays et ne voulait pas ouvrir un nouveau front militaire, bien qu'il ait maintenu une présence limitée dans certaines villes, comme Qamishli et Hasakah. Cela faisait également partie de la stratégie des autorités syriennes visant à diviser le mouvement de protestation populaire et plus largement le pays selon des lignes ethniques et confessionnelles en attisant les tensions et les craintes entre ces diverses populations, le PYD ayant initialement adopté une position neutre vis-à-vis de larges segments des forces de l'opposition et était moins désireux de collaborer avec les organisations populaires et les militants dans les zones habitées par les populations arabes, tout en essayant de dominer et de contrôler la population kurde en Syrie. Le régime de Damas d'ailleurs maintient une opposition totale à toute forme de système fédéral et accuse le PYD d'être des « séparatistes » et des « traîtres » alliés aux États-Unis jusqu'à aujourd'hui.

Le PYD a assumé *de facto* l'autorité gouvernante, gérant une administration de

transition dans ce qu'il – et les Kurdes plus généralement – à l'époque, a appelé le Rojava (Kurdistan occidental). Le Rojava comprenait trois enclaves non contiguës : Afrin, Kobani et Cezire (région de Jazirah dans la province de Hasakah). L'administration intérimaire mixte était composée d'assemblées et de gouvernements locaux et législatifs, ainsi que d'une assemblée générale comprenant des représentants kurdes, arabes, syriaques et assyriens des trois cantons. L'objectif déclaré était une administration autonome au sein d'une Syrie fédérée³⁵. Fin septembre 2017, lors du septième Congrès du PYD, les participants ont confirmé le fédéralisme comme la solution la plus appropriée pour la région³⁶. Le Rojava a pris le nom d'« Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie » (AANES) en septembre 2018.

La mise en œuvre du projet de l'AANES a été caractérisée comme une forme « d'autonomie démocratique » ou « d'auto-administration ». Cependant, malgré l'accent public mis sur le pluralisme et l'auto-administration, le PYD et les réseaux liés à ce dernier ont dominé les institutions politiques régionales et locales de l'AANES, et n'ont pas hésité à faire usage de pratiques autoritaires et répressives à certaines occasions contre leurs rivaux politiques kurdes et certaines manifestations des populations arabes dénonçant des pratiques discriminatoires et sécuritaires à leur encontre.

Une des réussites majeures de l'AANES est la promotion des droits des femmes et leurs participations à tous les niveaux – un accomplissement que même ses détracteurs ont reconnu³⁷, même si des contradictions existaient, notamment sur la préférence des femmes issues du PYD au sein des institutions. De même, la codification de lois laïques et une plus grande inclusion des

minorités religieuses et ethniques sont des réalisations significatives. Enfin, l'AANES a développé au fil des années un imposant appareil bureaucratique comptant plus de 250 000 employés, dont 70 000 soldats, 40 000 enseignants, 30 000 policiers et 150 000 fonctionnaires grâce aux ressources économiques accumulées sur le territoire et l'aide internationale [Haenni et Quesnay 2020].

Tout en bénéficiant d'un large soutien de secteurs importants des populations locales, Kurdes et autres, pour la distribution de services de base à travers ses institutions, peu ou pas de changements au niveau économique ont eu lieu. Le PYD a en effet promu de manière rhétorique les coopératives agricoles et industrielles en tant que piliers de sa structure alternative d'économie sociale, mais elles n'ont pas réussi à remplacer la propriété privée, qui a été garantie, et leur impact sur les finances de la région est marginal. L'ANNES est très largement resté dépendant de la vente de pétrole, tandis que le régime syrien continuait d'avoir une influence dominante dans les secteurs économiques clés de la région.

Le projet de l'AANES constitue sans aucun doute une nouvelle dynamique historique à la fois pour les populations kurdes en Syrie, avec un acteur syrien kurde, le PYD, dominant et gouvernant des territoires du pays à travers ses propres institutions, et plus généralement en remettant en cause l'idée dominante, même au sein de l'opposition à majorité arabe comme le CNS et la Coalition, au niveau national de la nécessité d'un État très centralisateur pour gouverner la pays au profit d'une option fédéraliste et des formes de décentralisation du pouvoir.

* * *

Ce choix d'une approche chronologique cherche à démontrer tout d'abord que la question nationale kurde n'est pas un élément nouveau dans l'histoire du pays, même si elle a pris une dimension sans précédent au cours du processus révolutionnaire syrien depuis 2011, et qu'il constitue un révélateur, parmi d'autres, de certaines limites des groupes dominants de l'opposition syrienne dans la construction d'une alternative politique inclusive au régime de Damas. Dans ce cadre, contrairement à l'approche d'une certaine littérature académique, les manifestantes et manifestants kurdes n'avaient pas uniquement des demandes « corporatistes » ou limitées à la question nationale kurde et une volonté d'autonomie [F. Balanche, 2011 ; A. Baczo et Alii, 2013], ils ne constituaient pas une « autre mobilisation » ou une « révolution à part » du soulèvement populaire syrien et cherchant uniquement « la consécration étatique de leur identité culturelle ? »³⁸. Certains chercheurs ont même démontré une certaine hostilité à des forces kurdes syriennes, tel quel le PYD, en la caractérisant comme quasi étranger ou en cherchant à démontrer une certaine extériorité au champ national syrien³⁹, et n'hésitant pas à reprendre le vocabulaire du gouvernement turc en décrivant le PKK comme une organisation séparatiste⁴⁰, et qu'Ankara avait « quand même quelques raisons de combattre » son aile syrienne⁴¹. L'évolution des événements en Syrie démontre bien au contraire que le destin du peuple kurde en Syrie, et plus généralement de la question nationale kurde, étaient indissolublement liés aux causes et aux conditions de développement du soulèvement populaire syrien. Leurs affaiblissements respectifs mettaient en effet leur avenir en danger.

L'éruption du soulèvement populaire en Syrie a permis l'émergence de manière inédite d'une dynamique nationale kurde profonde dans l'histoire du pays. Les groupes et réseaux de jeunes kurdes ont initialement joué un rôle important dans le mouvement de protestation, mais ils ont été considérablement affaiblis au fil des années. Dans ce contexte, le PYD a saisi le soulèvement comme une opportunité pour devenir l'acteur politique kurde dominant en Syrie. Le mouvement populaire kurde a cependant été progressivement isolé au sein du mouvement de protestation. Cette situation est le résultat de deux éléments. Premièrement, le PYD a poursuivi une politique de renforcement de son influence politique à travers ses propres forces armées pour contrôler les zones à majorité kurde et imposer une forme d'autonomie kurde qui lierait géographiquement les cantons du Rojava. Cela a été fait en maintenant une attitude non conflictuelle envers le régime, qui était occupé à se battre sur d'autres fronts. Le régime considérait l'influence croissante du PYD comme un moyen de faire pression sur la Turquie. L'autre élément expliquant l'isolement et même l'hostilité croissante de la question kurde au sein du mouvement de protestation populaire recouvre les positions politiques belligérantes de l'opposition arabe syrienne en exil, représentée d'abord par le CNS puis par la Coalition. Dans le pays, la grande majorité des groupes d'opposition armés arabes était contre les revendications politiques du peuple kurde de Syrie. Ces différentes entités ont également soutenu les offensives militaires de la Turquie et/ou des groupes armés d'opposition contre les YPG et les FDS et visant des civils kurdes. Cela s'est accompagné très souvent de discours chauvinistes arabes contre les

Kurdes. Plus généralement, le CNS et la Coalition n'ont pas proposé de programme inclusif susceptible de plaire et de convaincre les populations Kurdes (mais aussi des secteurs plus larges de la population et pas seulement les minorités confessionnelles et ethniques), aggravant les tensions ethniques entre Arabes et Kurdes. De manière plus générale ces acteurs de l'opposition ont été incapables d'élaborer et mettre en pratique une alternative démocratique et socio-économique qui pourrait attirer de larges secteurs de la société⁴². Cette situation a poussé de plus en plus les jeunes Kurdes dans les bras du PYD, considéré comme le seul défenseur de la population kurde en Syrie.

Les cantons du Rojava continuent également à être menacés par les politiques et campagnes militaires des forces armées turques en Syrie cherchant à mettre fin à toute présence et consolidation politique autonome kurde à sa frontière. En octobre 2019, Ankara lançait une nouvelle opération militaire, appelée « Opération Printemps de la Paix », réconfortée par le fait que le gouvernement américain ne la contesterait pas sur le terrain. Son objectif était d'évincer les FDS de la bande frontalière turque et d'y établir une « zone de sécurité », dans laquelle il était également prévu de déplacer et de réinstaller une partie de la population de réfugiés syriens résidant actuellement en Turquie. Acculés et convaincus que leur partenaire américain ne les protégerait pas contre l'offensive turque, les FDS ont conclu un accord militaire avec Damas sous les auspices de la Russie, qui autorisait le retour d'un nombre limité de troupes syriennes dans des zones proches de la frontière turque, mais sans retour majeur de l'influence de Damas dans cette zone. Le gouvernement turc et les groupes armés de l'opposition syrienne affiliés à Ankara

continuaient à menacer les régions sous le contrôle de l'AANES. L'aviation turque avait par exemple mené des frappes aériennes à la fin mars 2021 contre une zone tenue par les FDS dans le village de Saida, près de la localité d'Ain Issa⁴³.

Les victoires successives des forces armées du régime syrien assistées par ces alliés à partir de 2016 dans les régions du nord ont également compliqué la situation du PYD. La montée du mouvement de protestation populaire en Syrie avait en effet poussé Damas à rechercher des accords occasionnels et temporels avec le PYD, ces points d'ententes ponctuels perdaient cependant progressivement de leurs valeurs pour le régime syrien avec la disparition progressive de la menace des groupes armés de l'opposition au pouvoir syrien et sa récupération de nouveaux territoires avec l'aide de ses alliés de l'Iran et de la Russie ces dernières années. Les pourparlers entamés entre les deux entités depuis plusieurs

années n'ont abouti à rien à l'heure de l'écriture de ce texte. Damas refuse d'accorder toute forme de concession à l'AANES, en particulier toute forme d'autonomie minimale. La rhétorique hostile des médias étatiques syriens et les manœuvres politiques du régime syrien contre l'AANES n'ont au contraire cessé de croître depuis lors pour miner de plus en plus son autonomie.

En conclusion, les nouvelles dynamiques de la scène politique kurde syrienne ne se limitent pas simplement à cette dernière, mais incluent la Syrie dans sa globalité. Elles posent en effet de nombreuses questions sur l'avenir du pays, en envisageant notamment une identité pluraliste au lieu d'être basée sur l'Arabité (et la religion islamique), ou sur la nature de l'État et son modèle social. Toutes ces interrogations, et en soi défis, ne sont dans ce cadre pas séparés du processus révolutionnaire syrien, mais lui sont intrinsèquement liés. ■

© India Ledenganck



Bibliographie

Allsopp Harriet, *The Kurds of Syria*, Londres, I.B. Tauris. 2015.

Baczko Adam; Dorronsor Gilles et Quesnay Arthur, « Vers un nouvel Etat syrien ? Les institutions du gouvernorat d'Alep » in Bugarat F. et Paoli B, *Pas de Printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013

Balanche, Fabrice ; « Géographie de la révolte syrienne », *Outre Terre*, numéro 29, <http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-3-page-437.htm>, 2011

Bozarslan, Hamit, *Conflit Kurde, Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, Mondes et Nations, 2009.

Haenni, Patrick and Quesnay, Patrick (2020), "Surviving the Aftermath of Islamic State: The Syrian Kurdish Movement's Resilience Strategy", Research Project Report, (Florence: European University Institute, Middle East Directions, Wartime and Post-Conflict in Syria), <https://bit.ly/3xg3ZWg>

Pinto Paulo, Gabriel Hilu, « Les Kurdes en Syrie » dans Baudoin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage (dir.), *La Syrie au présent*, Paris, Sindbad/Actes Sud and Ifpo, 2007.

Schmindinger Thomas, *Rojava: Revolution, War and the Future of Syria's Kurds*, Londres, Pluto Books, 2018

Seurat Michel, *L'État de Barbarie Syrie, 1979-1982*, Paris, Presses Universitaires de France, Proche-Orient, 2012.

Shabo Rateb, *Un Récit du Parti de l'Action Communiste en Syrie (1976-1992) : un Chapitre de l'Histoire de la Gauche en Syrie*, (en Arabe), al-Maraya, Le Caire, 2020

Sharma Nandita, *Home Rule: National Sovereignty and the Separation of Natives and Migrants*, Durham et Londres, Duke University Press 2020.

Tejel Jordi, *Syria's Kurds: History, Politics, and Society*, New York, Routledge, 2009.

Notes de fin

1 Au niveau méthodologique, cet article s'appuie sur des entretiens effectués avec des militants en Syrie et en exil, à travers des interviews physiques, skype et par email, ainsi que de nombreuses discussions informelles, avec des profils partisans différents. Cette recherche se base également sur analyse textuelle détaillée de divers articles de journaux et de rapports.

2 Par exemple, c'est sous la présidence du pan-africaniste du Ghana, Kwame Nkrumah, que les personnes catégorisées comme appartenant au groupe des Yoruba travaillant et vivant dans le pays comme des « étrangers » venant réellement du Nigeria. Décrit comme une menace pour les intérêts nationaux, ils ont été déportés en masse à la fin des années 1960. [Sharma, 2020].

3 Les exceptions notables à cette dynamique étaient le Parti des Travailleurs du Kurdistan (connu sous son acronyme du PKK) dans les années 1980, qui, dès le début, a cherché à représenter les classes populaires kurdes et a considéré l'élite tribale comme des collaborateurs de la colonisation du Kurdistan. Dans une moindre mesure, le parti Yekiti a également eu une large base populaire dans les années 1990 et 2000 avant de souffrir de divisions internes. Le Parti Yekiti a été créé en 1992 à la suite de l'unification de plusieurs groupes kurdes d'origine gauchiste et nationaliste. Les étudiants, les intellectuels et les professionnels libéraux dominaient leurs rangs, même si des membres de toutes les strates pouvaient être trouvés.

4 L'accumulation de victoires en politique étrangère, en particulier lors de l'agression tripartite de la France, le Royaume-Uni et Israël lors de la crise de Suez en 1956, par le dirigeant égyptien Nasser va élever son statut dans le monde arabe en le transformant en héros régional. Les forces politiques syriennes alignées sur Le Caire, en particulier le Ba'th et les autres mouvements dans la tendance du nationalisme arabe, ont été considérablement renforcées au sein de la population syrienne par la popularité de Nasser.

5 Fédération éphémère de l'Égypte nassérienne et de la Syrie, créée en 1958 et dissoute en 1961. Les autorités de la RAU ont lancé une dure campagne de répression contre le principal parti kurde de cette période, le Parti démocratique du Kurdistan de Syrie (KDPS), en août 1960. Plus de 5000 personnes ont été arrêtées et torturées, tandis qu'une vingtaine de ses dirigeants ont été emprisonnés et accusés de séparatisme. Certains des dirigeants du mouvement se sont réfugiés au Kurdistan irakien.

6 Entre 120000 et 150000 Kurdes sont classés comme étrangers non-citoyens (ajanib) sur leur carte d'identité et ne peuvent pas voter, posséder des biens ou obtenir un emploi dans le gouvernement (mais ne sont cependant pas exemptés du service militaire obligatoire); et en tant que soi-disant maktumin (non enregistré), qui ne peut même pas recevoir de traitement dans les hôpitaux publics ou obtenir des certificats de mariage. Les maktumin ne sont pas du tout reconnus officiellement et n'ont pas de carte d'identité.

7 Sheikh Al-Buti était un supporter de longue date du régime syrien. Il a condamné les protestations populaires en Syrie à partir de mars 2011 comme une conspiration étrangère. Il est mort dans un attentat à la bombe à Damas en mars 2013.

8 Le PKK a été formé à la fin des années 1970 en Turquie, et son idéologie était à l'origine une fusion du marxisme, du tiers-mondisme et du nationalisme kurde, mais l'idéologie du groupe a évolué au-delà de cela, reflétant l'influence du théoricien social américain Murray Bookchin, un penseur prônant « municipalisme libertaire ».

9 L'UPK était à l'origine un parti politique de gauche irako-kurde qui s'est séparé du PDK au milieu des années 1970.

10 Le PDK est le plus ancien parti politique kurde du Kurdistan irakien. Il a été fondé en 1946 dans la région kurde d'Iran où les Kurdes irakiens, dirigés par Mustafa Barzani, se réfugiaient.

11 International Crisis Group (2013), "Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle", <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/syrias-kurds-a-struggle-within-a-struggle.pdf>, p. 12.

12 International Crisis Group (ICG). (2011). "Popular Protest in North Africa and the Middle East (VII): The Syrian Regime Slow-Motion Suicide", <https://fr.scribd.com/document/59955127/International-Crisis-Group-Report-The-Syrian-Regimes-Slow-Motion-Suicide>, p. 21.

13 Robert Lowe, "The Syrian Kurds: A People Discovered" *Chatam House*, <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/Research/MiddleEast/bspyriankurds.pdf>, p. 5.

14 Interview Alan Hassaf, ancien militant politique en Syrie et membre de l'Union des étudiants syriens libres, Genève, Suisse, 2018; Interview Aziz Abd El-Krim, ancien activiste à l'Amuda, Lausanne, Suisse, 2016; Sabr Darwish (2016), "Cities in Revolution: Qamishihi" *Syria Untold*.

15 Ibid.

16 International Crisis Group (2013), p. 9.

17 Sabr Darwish (2016), *op. cit.*

18 Interview Alan Hassaf; Interview Aziz Abd El-Krim; Interview Shiar Youssef, activiste d'Amuda en exil, Paris, 2016.

19 Lundi Matin (2018). "Les révolutionnaires n'ont pas d'autre choix que de s'armer", <https://lundi.am/Les-revolutionnaires-n-ont-pas-eu-d-autre-choix-que-de-s-armer>.

20 Interview Alan Hassaf; Interview Aziz Abd El-Krim; Interview Shiar Youssef, activiste d'Amuda en exil, Paris, 2016; et discussion informelle avec d'autres activistes syriens kurdes.

21 Sirwan, Kajjo et Christian Sinclair (2011), "The Evolution of Kurdish Politics in Syria", *MERIP*.

22 Le Conseil National Kurde (CNK) a été formé à Erbil, en Irak en octobre 2011, sous le parrainage de Massoud Barzani, président du Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak. Barzani a toujours disposé d'une grande influence parmi plusieurs groupes d'opposition kurdes syriens. La mission déclarée du CNK était de trouver une solution démocratique à la question kurde tout en soulignant qu'elle faisait partie de la révolution.

23 Tamam Abdallah, Tarek, Abd al-Hayy et Ernest Khoury (2012), "Stuck in the Middle: The Struggle for Syria's Kurds", *Al-Akhbar English*, <https://www.shiachat.com/forum/topic/235000214-kurds-and-the-syrian-revolution>.

24 Carnegie (2012), "The Kurdish National Council in Syria", <http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=48502>.

25 Ghadi Sary (2016), "Kurdish Self-Governance in Syria: Survival and Ambition", *Chatham House, The Royal Institute of International Affairs*, https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2016-09-15-kurdish-self-governance-syria-sary_0.pdf, p. 9.

26 Al-Jazeera English (2016), "George Sabra: A Unity Government Is Unacceptable", <https://www.youtube.com/watch?v=h9flH8Pq-Q4&feature=youtu.be>.

27 Kurd Future Movement, "Michel Kilo, il n'y a pas de terres kurdes en syrie et nous n'accepterons pas d'un second Israël" (en Arabe), 16 avril 2016, <http://www.kurdfuture.org/?p=12401>.

28 Kurdish National Council 2016. "Release: The HNC's 'Executive Framework' Will Neither Bring Peace Nor Equality", <http://knc-geneva.org/?p=710&lang=en>.

29 Kurdish National Council (2017), "Press Release: Kurdish National Council Suspends Participation in Current Round of Negotiations", <http://knc-geneva.org/?p=1310&lang=en>.

30 Ahrar al-Sham est une organisation armée salafiste qui a été officiellement fondée à la fin de l'année 2011 dans la région d'Idlib et de Hama. L'objectif initial déclaré de l'organisation était de mener le djihad contre les efforts menés par l'Iran pour étendre le « pouvoir chiite à travers le Levant et de remplacer le régime d'Assad par un État islamique ». Ahrar al-Sham a cité à plusieurs reprises le mouvement des talibans en Afghanistan comme un exemple de projet islamique réussi et a publié en août 2015, une déclaration rendant hommage à leur chef fondateur, le mollah Muhammad Omar.

31 Faylaq al-Sham a été fondée en mars 2014, rassemblant plusieurs organisations armées fondamentalistes islamiques combattant dans le nord et le centre du pays ainsi que près de Damas. Faylaq al-Sham est considérée comme proche de la branche syrienne du mouvement des Frères Musulmans.

32 Rudaw (2018), "Syrian Rebels Allege Kurd-Assad Alliance to Justify Afrin Operation", <http://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/300120183>.

33 L'opposant Michel Kilo a d'ailleurs déclaré en décembre 2020 lors d'un entretien pour *Le Figaro* que la Turquie « décidait pour nous (l'opposition syrienne) ». (George Malbrunot (2020), « Bachar el-Assad a sauvé son pouvoir, mais règne sur un champ de ruines », *Figaro*, <https://www.lefigaro.fr/international/bachar-el-assad-a-sauve-son-pouvoir-mais-regne-sur-un-champ-de-ruines-20201216>.

34 International Crisis Group (2013), p. 14.

35 International Crisis Group (2014), « Flight of Icarus? The PYD's Precarious Rise in Syria », <http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/MiddleEastNorthAfrica/IraqSyriaLebanon/Syria/151-flight-of-icarus-the-pyd-s-precarious-rise-in-syria.pdf>, p. 15.

36 Hisham Arafat (2017), « Syrian Kurdish PYD Elects New Co-chairs in Rojava », *Kurdistan*, <http://www.kurdistan24.net/en/video/4861d542-8761-4ea6-a90a-38d6eb8233ed>.

37 Voir par exemple Sheikhi, Mahwash (2017). « Women's Activist: Rojava Laws a Dream Turned Reality », *Syria Untold*, <http://www.syriauntold.com/en/2017/03/women-rojava-laws-dream-turned-reality/>.

38 Christophe Ayad, Cécile Hennion et Madjid Zerrouky (2016), « François Burgat : « En Syrie, la posture des Occidentaux face à Daech est celle du taureau devant la muleta' », *Le Monde*, 21 octobre, https://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/21/francois-burgat-en-syrie-la-posture-des-occidentaux-face-a-daech-est-celle-du-taureau-devant-la-muleta_5017904_3210.html.

39 Jean Pierre Filiu (2017), « Le vrai visage des libérateurs de Rakka », *Le Monde*, 25 juin, <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2017/06/25/le-vrai-visage-des-liberateurs-de-rakka/>.

40 Fondation Robert Schuman (2016), « L'inaction a parfois un coût bien pire que l'action – Entretien avec Jean Pierre Filiu », 8 février, <https://www.robert-schuman.eu/fr/entretiens-d-europe/0089-l-inaction-a-parfois-un-cout-bien-pire-que-l-action>.

41 Information retirée sur Facebook, François Burgat, 27 octobre 2020, <https://www.facebook.com/francois.burgat/posts/10221781433437374>.

42 Voir Joseph Daher (2019), « Pluralism Lost in Syria's Uprising », *The Century Foundation*, 7 mai, <https://tcf.org/content/report/pluralism-lost-syrias-uprising/>.

43 https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/21/syrie-des-frappes-aeriennes-turques-contre-une-zone-kurde-les-premieres-depuis-dix-sept-mois_6073911_3210.html.

Charlotte Watelet

Le camp ou la reproduction de l'histoire

Une ethnographie de l'en-campement au Kurdistan d'Irak

Cet article s'intéresse aux Kurdes Syriens réfugiés dans la région autonome du Kurdistan d'Irak (KRG) suite à l'éclatement de la guerre qui perdure depuis 2011 en Syrie. Arrivés par vagues successives, ils viennent en majorité des zones de peuplement kurde : cantons administrés depuis 2012 par le « Mouvement pour une société démocratique » (TEV-DEM) [Amal Youssef, 2016], et quartiers kurdes de Damas et d'Alep. Au mois d'octobre 2020, le Haut-Commissariat des Nations-unies pour les réfugiés (UNHCR) enregistrait 241 682 réfugiés, dont 96 808 installés dans des camps établis pour la plupart en 2013 dans un objectif provisoire. C'est sur cette population que l'article se concentre, plaçant d'emblée le dispositif du camp au cœur de notre réflexion [M. Agier, 2014].

Certes particularisés par un statut et un mode d'habitat spécifiques, les Kurdes Syriens résidant en camp restent culturellement et historiquement proches de la société d'accueil : deux communautés partageant une expérience historique commune, celle de la mise en frontière par l'État, et présentant des traits culturels communs (langues, traditions, etc.). À partir de ces considérations, deux hypothèses

se dessinent : cette migration va-t-elle déboucher sur des dynamiques collectives (inter-kurdes) et la « kurdicité » devenir une ressource pour la communauté kurde syrienne en exil ou va-t-elle aboutir à une situation de marginalisation, récurrente dans les contextes d'en-campement ? D'autant que les camps du KRG, administrés par un acteur extérieur, l'humanitaire (représenté ici par le HCR et les ONG locales), sont gouvernés par une souveraineté susceptible d'altérer les liens qui résultent de cette migration. Envisagé comme un « moyen du politique » [Corbet, Pandolfi, 2011] et plus largement comme une extension du pouvoir d'État, cet acteur risque de reproduire une mise en frontière non seulement territoriale mais aussi de classe, à la fois matérielle et symbolique. En modifiant les usages locaux de solidarité, en s'immisçant dans les relations inter-kurdes et en imposant sa forme d'hospitalité, l'ingérence humanitaire va-t-elle avoir un quelconque effet sur la kurdicité, au cœur des enjeux cristallisés par cette situation migratoire ?

En partant d'une perspective générale proposant une observation d'ensemble sur les neuf camps installés au Kurdistan irakien, nous présenterons l'enjeu que soulève la question des exilés au sein de l'espace kurde et le rôle du dispositif migratoire sur la scène politique régionale. Après avoir montré comment les camps deviennent des instruments politiques à plusieurs niveaux, local, régional et global, nous réduirons la focale pour nous concentrer sur l'un d'entre eux en particulier : celui de Qushtapa, du nom de la ville limitrophe. Cette micro-approche de l'exil nous amènera à regarder de plus près comment le dispositif du camp structure l'organisation sociale et les rapports

Figure 1. Le passage de Peshkhabour est indiqué par un point rouge. Grâce au fleuve Tigre, le pont relie les berges kurdes syriennes du Rojava à celles du KRG. (Source : carte tirée de googlemap).



des Kurdes Syriens à la société d’accueil. Assez paradoxale, cette situation d’interaction inter-kurde, susceptible de renforcer les liens communautaires, et de mise en camp, à même d’instaurer de nouvelles frontières, interrogera pour finir les identités kurdes du camp. L’en-campement altère-t-il le rapport à la kurdicité, à ce que l’on pourrait appeler une « conscience kurde » ?

Réalisé dans le cadre d’un doctorat en anthropologie, ce travail s’appuie sur plusieurs enquêtes de terrains menées entre 2014 et 2019 dans la région kurde irakienne, principalement dans le camp de Qushtapa où 8281 demandeurs d’asile résident depuis le mois d’août 2013. Une partie des données récoltées est tirée d’un séjour pendant lequel nous nous sommes concentrés sur la situation générale des camps du KRG. Le reste des matériaux est issu d’un travail plus ethnographique, mené sur le quotidien du camp de Qushtapa que nous avons pu observer dans la durée, permettant d’entrevoir une certaine évolution dans son rapport à la société d’accueil. Si la partie de l’enquête réalisée sur la situation générale

des camps a principalement été effectuée à partir d’entretiens semi-directifs, conduits à la fois auprès des résidents des camps et des travailleurs humanitaires, l’ethnographie entreprise à Qushtapa a imposé un cadre de travail particulier. Au vu de la difficulté d’accès au terrain et de l’environnement très sécurisé du camp, l’intégralité de l’enquête s’appuie sur un quotidien duquel le format entretien est exclu ; ce dernier aurait risqué d’entraver des liens de confiance, tissés sur plusieurs années avec les résidents. Construit à partir de discours informels, d’impressions, de notes rédigées de manière éparse compte tenu de la surveillance à laquelle nous étions soumis de la part des autorités du camp et de la difficulté à écrire « sur » des personnes qui nous accueillaient mais nous entouraient constamment (la forme de vie collective excluait tout espace de solitude y compris nocturne), ce travail propose une forme d’élaboration anthropologique bâtie sur une méthode que nous qualifions de « perceptive » et qui croit pouvoir décrire non pas *la* réalité mais *une* vérité relative : celle de l’expérience intersubjective à partir de laquelle se crée la situation ethnographique [M. Naepels 2008]. Certes tirées d’une démarche objectivante, dans le sens où elles tentent d’élaborer un certain savoir, nos hypothèses restent imprégnées d’un sensible qui exclut toute forme de certitude. Il s’agit d’une ethnographie, de ses réflexions et de ses pistes.

Les camps, un ensemble très stratégique

Dès le passage du pont de Peshkhabour, reliant les rives qui séparent les régions syriennes et irakiennes du Kurdistan, la

problématique de l’exil apparaît comme un enjeu crucial qui se répercute ensuite sur la gestion des camps.

Le rôle de l’exil sur la scène politique régionale

Absent de la liste des signataires de la Convention de Genève censée administrer le droit des réfugiés et très obscur quant à sa réglementation de l’asile [A.G. Sipowo, 2018], l’Irak laisse à chacun de ses gouvernorats la liberté de gérer cette problématique selon ses propres prérogatives. La juridiction irakienne permet ainsi au KRG de s’emparer de la question des réfugiés et de faire cavalier seul dans la gestion de l’asile. Dès 2012, à l’époque où il est encore président de la région kurde et de l’entité qui la gère, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani se présente comme un hôte pour les Kurdes en exil et décide d’accueillir en « parrain » ses cousins syriens. Neuf camps de réfugiés voient le jour, tous établis entre 2012 et 2014, répartis sur les trois gouvernorats du KRG, Dohuk, Erbil et Sulaymanie.

Cette régionalisation de l’asile impose aux bénéficiaires de rester à l’intérieur des frontières du Kurdistan, rendant illégale la présence des réfugiés dans le reste de l’Irak. D’un point de vue national, ces derniers ne bénéficient que d’une carte de résidence kurde – *iqama* –, non reconnue par Bagdad. Une configuration qui accentue la dimension kurde de cette migration et à travers laquelle Barzani tente de se positionner. Se porter provisoirement garant des Kurdes Syriens lui permet effectivement de s’imposer à plusieurs échelles : face au gouvernement central irakien avec qui il entretient des relations tendues, face aux puissances environnantes desquelles son autosubsistance



Figure 2. Carte de l’ensemble des camps installés dans la région kurde, dont ceux établis dans les zones disputées entre le gouvernement central et le KRG. (Source : carte produite par le HCR, octobre 2020, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/83344>).

dépend et face au Rojava sur lequel il espère acquérir une certaine influence. Ce dernier, autonome depuis 2012, est indirectement géré par le principal concurrent du PDK, le parti de l’union démocratique (PYD), avec lequel Barzani entretient des relations très conflictuelles. Une conflictualité qui s’inscrit dans des rapports plus anciens, propres à l’espace politique kurde et déterminés par une tension historique entre le parti kurde irakien et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Banni du territoire syrien depuis 1999 ce dernier peut à nouveau agir en Syrie grâce à la création du PYD (2003), réinstaurer des relations privilégiées avec Damas et marginaliser le reste du champ partisan kurde syrien dont le parti du clan Barzani, le PDK de Syrie (PDKS) [J. Gautier, 2006].

Tiré d’anciennes dissensions, le rapport de force qui se (re)joue entre le PYD et le PDK depuis l’éclatement du conflit syrien va se réactualiser au sein des espaces de l’exil, symptomatiques du territoire kurde syrien, sur lesquels chacun des partis tente



Figure 3. Le pont de Peshkhabour, qui relie les zones kurdes irakiennes et kurdes syriennes, a été construit en avril 2013. (Source : Photographie de Pierre Torres, mai 2013, <https://journals.openedition.org/echogeo/13630#bodyftn2>).

d'imposer son hégémonie. Ces tensions rejaillissent dès la frontière de Peshkhabour, laquelle se présente d'emblée comme un lieu de négociations politique et de gestion migratoire. Dès la construction du pont en 2013 et la liaison des deux rives kurdes, un jeu d'ouverture/fermeture à intervalles très réguliers se met en place à la frontière témoignant explicitement de l'outil que représente la gestion des flux dans la compétition entre les deux partis [C. Roussel, 2014]. Apparaissant comme le moyen de répondre à la politique de l'adversaire, cette stratégie dévoile plus largement un désir d'accroître une influence régionale et d'imposer un « modèle partisan » [Y. Benhaim et A. Quesnay, 2016]. Avant même d'entrer dans la problématique des camps, le déplacement kurde syrien, en cristallisant des enjeux de longue date, représente déjà une certaine ressource, potentiellement bénéfique d'un point de vue politique.

Les camps au KRG, une cartographie à l'image d'un jeu partisan

Si le Rojava est implicitement régi par le PYD, le PDKS se présente localement comme son principal rival. Or, ce dernier est largement soutenu par son homologue irakien, lequel récupère une certaine influence sur le territoire kurde syrien en s'assurant du monopole du PDKS à l'intérieur des camps installés dans les gouvernorats où il domine : Erbil et Dohuk. Parallèlement à cette coalition, qui détermine la couleur politique (officielle) des camps installés dans les territoires du PDK, l'Union démocratique du Kurdistan (UPK), à la tête du gouvernorat de Sulaymanie et concurrent historique du clan Barzani sur le territoire kurde irakien¹,



Figure 4. Photographies prises dans les camps de Qushtapa et de Kawergosk. (Source : données de terrain, juillet 2014-avril 2015). CW4 2 et 3. Photographies : C. Watelet, tout droit réservé.

soutient le PYD dont il préserve l'hégémonie au sein du camp installé sur son territoire [Ch. Watelet, 2016].

Cette situation de compétition entre le PYD et le PDK d'une part, le PDK et l'UPK d'autre part renforce la position cruciale occupée par les camps de réfugiés sur la scène régionale : l'exil kurde syrien entraîne une double dynamique, locale et transnationale, et met ces deux ensembles en concurrence par le biais des camps.

Les observations menées sur l'ensemble du KRG ont dévoilé une coloration politique similaire entre les lieux humanitaires et le gouvernorat sur lequel ils prennent pied. Les camps des gouvernorats d'Erbil et de Dohuk sont gérés par une Organisation non gouvernementale (ONG) locale, Barzani charity foundation (BCF), qui s'avère être le relais humanitaire du PDK. *A contrario*, le camp situé dans le gouvernorat de Sulaymanie est dirigé par l'ONG locale Civil development organization (CDO), reconnue comme étant l'organisation de l'UPK. Quant à l'administration des camps, service réservé aux autorités nationales dans les camps du HCR², elle est octroyée à la Joint crisis coordination (JCC), un bureau relié au ministère de l'Intérieur et spécialisé dans la gestion de crise. Divisé en trois cabinets rattachés à chacune

des provinces kurdes³, chacun est tributaire des modes de gouvernamentalité locaux, à savoir du parti qui a la majorité : en l'occurrence le PDK ou l'UPK.

Un monopole explicite

À l'intérieur des camps, ce mécanisme se manifeste d'abord d'un point de vue visuel et discursif. Dans ceux du gouvernorat d'Erbil, espaces publics et espaces privés sont occupés par le parti de Barzani : drapeaux aux couleurs du PDK ou arborant la figure du leader kurde, nombreux murs peints aux couleurs du parti et bâtisses recouvertes de fanions sur lesquels figurent le sigle du PDK.

À Qushtapa, que nous connaissons davantage, une boutique située au cœur du bazar est dédiée à la vente de produits (gadgets en tout genre) portant l'image du parti ou celle des Barzani⁴. Du côté des discours, le « texte public » analysé par James Scott (ensemble des interactions visibles entre subalternes et dominants) [J. Scott, 2009], rejoue l'exclusivité du PDK dans chacun des lieux publics ou dans les configurations impliquant une situation susceptible d'exposer ses acteurs. Implicitement proscrit du camp, le PKK/PYD (le PYD est constamment confondu avec le PKK, que ce soit par les acteurs en-campés ou humanitaires) n'intervient qu'à l'extérieur,

Figure 4. La géographie politique du KRG aménage le territoire en deux parties avec, d'un côté, la zone PDK au nord et sur laquelle sont installés les camps des gouvernorats de Dohuk et d'Erbil, d'un autre la zone UPK au sud sur laquelle se trouve le camp d'Arbat. (Source : Carte tirée de l'article de Bérévan Adlig, « Le Kurdistan irakien », Hérodote, 2007/1, n° 124).

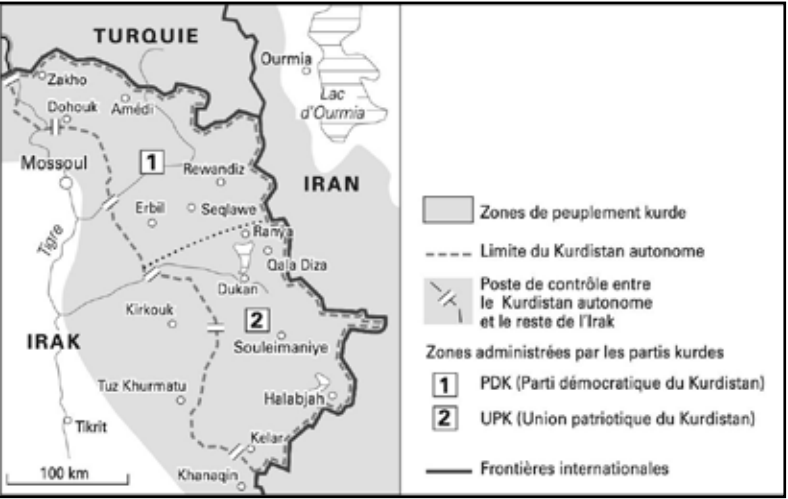


Figure 5. Visage de Massoud Barzani tissé sur un tapis en vente chez un petit tapissier du camp de Qushtapa; Portrait de Mustafa Barzani affiché à l'entrée d'une boutique dans le camp. (Source: photographies transmises par un de nos interlocuteurs, résidant dans le camp de Qushtapa, février 2021)



lorsqu'il devient possible de prononcer ne serait-ce que le nom du parti⁵; contrairement au PDK, libre d'être publiquement soutenu et d'occuper les conversations du camp.

Régi par un staff local depuis 2017 avec un personnel exclusivement kurde irakien pour les instances en charge de la gestion, de l'administration et de la coordination du camp⁶ (à savoir BCF, le HCR et EJCC, le reste des ONG qui n'emploient que des résidents pour les services effectués sur place)⁷, l'espace humanitaire du camp est soumis à une allégeance au clan des Barzani. Le système de sécurité du camp, assuré par la police et les assaish⁸, est également sous la coupe du PDK qui contrôle l'ensemble des fonctions régaliennes à l'échelle du gouvernorat d'Erbil. Depuis les habitants du camp jusqu'aux agents de sécurité en passant par les managers, aucune entorse à la norme Barzani n'est permise, laissant une certaine forme de duplicité organiser l'ensemble

du champ social avec l'obligation implicite d'afficher publiquement sa loyauté au PDK. Une hégémonie déterminée par un mode de gouvernementalité locale et renforcée du fait des atouts offerts par le dispositif du camp, lequel présente un attirail sécuritaire idéal pour l'assise du PDK.

Le camp humanitaire, un modèle propice à l'hégémonie du pouvoir local

Entendu comme modèle archétypique de rassemblement, la structure-camp apparaît comme un lieu idéal au contrôle d'une population qui, une fois regroupée, devient plus facile à mobiliser. La généalogie des

lieux d'internement de masse proposée par Marc Bernardot [2008] souligne le caractère historiquement politique de ce type de structure, apparaissant tantôt comme une solution contre-insurrectionnelle, tantôt comme un lieu d'exploitation économique et politique. Le caractère toujours « disponible » de la structure-camp confère à ce modèle politique la capacité de s'ajuster à des contextes variés permettant de répondre simultanément à plusieurs objectifs. Plus tardif que l'éclosion des premières politiques d'asile⁹, l'usage humanitaire de la structure-camp ne relève pas seulement de politiques d'assistance ou de gestion des flux. Utile d'un point de vue global pour freiner la circulation des étrangers sur le sol européen [Agier et Valluy, 2007; Bouagga et Al, 2017], elle permet parallèlement de répondre à des impératifs locaux. Dans le contexte du KRG, le quadrillage de la population kurde syrienne agit certes de manière à réguler le flux migratoire mais représente aussi un bénéfice politique, notamment vis-à-vis de l'espace kurde.

D'un point de vue architectural, le rassemblement en un lieu délimité permet de déployer un mode de surveillance accrue, à la fois matérielle (grillages, barbelés, caméras, lampadaires) et symbolique (quadrillage des espaces, dénonciation, intimidation, découragement), propice au développement des besoins sécuritaires du pouvoir local. À cet outillage s'ajoute un mode de gestion humanitaire qui, à travers des méthodes propres au travail du HCR¹⁰, s'avèrent aussi efficace pour la domination des partis. Si, dans les gouvernorats d'Erbil et de Dohuk, l'opportunité d'agrandir la base de soutien du PDK repose sur l'origine kurde des exilés, la production de sujets réfugiés provoquée par la mise en camp et la gestion

humanitaire de l'exil renforcent elles aussi, indirectement, le pouvoir du parti. Le réflexe de désubjectivation et d'assujettissement des sujets en-campés analysé par Alexandra Galitzine-Loumpet comme étant propre à la gestion humanitaire des camps – traitement uniforme des masses et regard focalisé sur la vulnérabilité des sujets de l'exil –, provoqué paradoxalement par un processus d'hypersubjectivation¹¹, profite au jeu politique kurde qui envisage quant à lui ces flux « anonymes » et « fragiles » comme la possibilité d'accroître l'influence des partis (et de récupérer potentiellement des voix). La présence du PYD dans les camps, certes clandestine mais incontestable, déséquilibre l'influence du PDK qui tente, à travers le système de surveillance inhérent à ce type de dispositif, de neutraliser les éléments perturbateurs. De ce point de vue là, la structure-camp permet de tenir à distance une population susceptible d'être dangereuse pour l'assise du parti.

Selon les critères de vulnérabilité officiellement reconnus par l'agence onusienne, communs à tous les camps qu'elle gère quelle que soit leur localisation, et les informations rapportées par des résidents officiellement présentés comme des intermédiaires entre les autorités du camp et les habitants mais qui travaillent officieusement avec le PDK (et sa branche syrienne) sur les familles de leur bloc¹², le HCR et BCF établissent ensemble un tableau au sein duquel tous les résidents sont répertoriés. Sans savoir si ce procédé avait déjà lieu avant que l'ONG kurde n'ait en charge le management du camp de Qushtapa (nous n'avons eu ces informations qu'une fois installés dans le camp où nous avons très fréquemment accès au bureau du management), il sert

néanmoins à établir un système de points visant à évaluer chacun des résidents du camp afin de leur attribuer un traitement correspondant à leur situation¹³. Cette liste comprend les degrés de vulnérabilité de chacun ainsi que leur « background ». À partir de là, les requêtes émises par les habitants du camp se verront accepter ou non, en fonction de leur « taux » de vulnérabilité et de leur bonne conduite. Le mauvais comportement d’untel (moral, social ou politique) aboutit au retrait d’un certain nombre de points dans le total déjà accumulé, autrement dit à la destitution de certains « privilèges » ou, plus grave encore, à l’exclusion du camp. Grâce à un dispositif de surveillance qui s’immisce jusque dans les espaces intimes du camp puisque tout se sait ou fait mine d’être su et aux méthodes de traitement humanitaire¹⁴, les membres de BCF et du HCR peuvent, avec l’appui des assaish, gérer au mieux le monopole du parti qu’ils soutiennent.

Au-delà de la réalité très locale des logiques sécuritaires à l’œuvre dans le camp (système propre à l’ensemble du KRG), l’idéologie véhiculée par le HCR (sécurisation du territoire, désubjection par le biais de la vulnérabilité et mise en dépendance d’une population) permet d’opérer un processus de désidentification indispensable à une assistance de masse, de désanonymisation nécessaire à une forme personnalisée de soutien (en fonction de critères de vulnérabilité), ainsi qu’un un système de sanction en cas de « mauvaise conduite ». Le caractère socio-policiier de ce lieu de gestion migratoire, issu du dispositif lui-même et de l’usage qui en est fait localement¹⁵, légitime des pratiques de surveillance qui permettent de paralyser des adversaires politiques tout en proposant une masse électoralement bénéfique. Une situation

qui impacte le rapport des Kurdes Syriens à la société d’accueil et les relations inter-kurdes de manière plus générale.

Les effets de la mise en camp sur les relations inter-kurdes dans la ville de Qushtapa

En suivant l’évolution du camp de Qushtapa entre 2014 et 2019, nous avons pu observer la manière dont le dispositif humanitaire se développait, et entrevoir ses effets du point de vue des habitants. Progressivement séparé du paysage environnant, le camp a radicalement modifié le rapport des Kurdes Syriens à leur voisinage et introduit des frontières susceptibles de transformer les relations de kurdicité.

L’arrivée des Kurdes Syriens : le temps de la solidarité

Avant la création du camp en août 2013, la ville de Qushtapa, jusqu’alors composée d’environ 15 000 habitants, accueillait et soutenait la population kurde syrienne sans appui institutionnel à travers des formes d’hospitalité à la fois autonomes et spontanées. Tous les témoignages recueillis, qu’ils proviennent des Kurdes Syriens ou des habitants de la ville de Qushtapa, attestent d’une prise en charge collective, mêlant demandeurs d’asile et qushtapiotes, et aménageant la détresse kurde syrienne comme une problématique locale imposant à la collectivité la nécessité d’une gestion d’ensemble. Les habitants du camp insistent sur la quotidienneté des liens



Figure 6. Entrée du camp, octobre 2017. (Source : donnée de terrain). Photographies: C. Watelet, tout droit réservé.

qu’ils entretenaient avec les qushtapiotes, notamment à travers des activités partagées : cuisine collective, ravitaillement en matériel de première nécessité, accompagnement administratif, embauche, etc. Une mise en commun de l’urgence perçue *a posteriori* comme une pratique palliative, une manière d’atténuer la dureté de l’incertitude et de se fabriquer des repères. De nombreux mariages inter-kurdes avaient également lieu, célébrant ces nouveaux liens à travers lesquels un « Kurdistan » semblait pouvoir se construire, s’imaginer du moins. Mais l’intervention humanitaire (supervisée à cette époque par Acted, le HCR et le ministère de l’intérieur kurde¹⁶) et la construction du camp (dirigée par « Contractors Union »¹⁷, une entreprise privée locale) ont conduit au déplacement de la population kurde syrienne vers l’« espace extraterritorial¹⁸ » du camp, produisant peu à peu une communauté distincte formée de sujets réfugiés à la fois craints et jaloués. [Agier et Valluy, 2007]

De l’enclavement au déclasserement

D’un point de vue strictement matériel, le processus d’extra territorialisation du camp est tout à fait explicite. Entre 2017 et 2019, le lieu subit une réelle métamorphose tant du point de vue de son architecture que de son organisation interne. Les clôtures sont progressivement renforcées, le sas d’entrée est muré, les espaces de gouvernance – bureaux humanitaires et policiers – séparés des espaces de vie, un lieu spécialement dédié aux distributions est créé, des caméras sont installées¹⁹, etc. Au quadrillage et à la surveillance des lieux répond une forme de coprésence inédite, distanciée et hiérarchique : si des requêtes pouvaient être émises sans conditions durant les trois premières années de vie du camp, souvent spontanées et amicales, elles sont désormais réduites à la froideur d’un entretien bureaucratique, soumises à des horaires et à un lieu précis. La

Figure 7. Entrée du camp, février 2020 (Source : données de terrain). Photographies: C. Watelet, tout droit réservé.



convivialité des premiers temps a laissé place à des rapports de subordination, désagréant les relations amicales qui s'étaient établies entre le staff local et les habitants du camp. En réservant par ailleurs les emplois à responsabilité à la population kurde irakienne, le HCR et BCF, auprès desquels se font tous les entretiens relatifs à l'accession à un poste à l'intérieur du camp, privent les résidents de toute opportunité d'ascension alors même que ces derniers sont autorisés à travailler sur le territoire kurde irakien.

Une nouvelle classe émerge au sein du camp, composée d'une jeunesse erbiliote souvent originaire de la vallée de Barzan, rabattant progressivement les Kurdes du camp au statut de subalternes. Si, à titre individuel, jeux sociaux et débrouilles peuvent permettre de contourner les frontières matérielles et symboliques de classe, la monopolisation du secteur humanitaire par une jeune élite kurde irakienne contribue néanmoins au phénomène de « déclasserment » des habitants du camp. Ce

processus dévoile par ailleurs les liens étroits qu'entretiennent les trois branches autour desquelles la jeune élite kurde irakienne gravite. Alternant entre des postes au PDK, au HCR, à BCF et dans les différents ministères kurdes, cette classe moyenne supérieure permet de relier les secteurs gouvernementaux, humanitaires et partisans à travers des trajectoires professionnelles constituées d'aller-retours entre ces différentes sphères. La durabilité du camp et de son mode de gestion humanitaire apparaît d'autant plus essentielle qu'elle permet à ce groupe social de solidifier le pouvoir du PDK via l'intersection des secteurs humanitaires et politiques et de se stabiliser en tant que classe.

Une population-cible

En s'insérant dans la réalité qushtapiote et une fois ajusté aux logiques socio-politiques locales, le dispositif du camp resubjective l'ensemble de ses sujets à travers une identité à la fois passive et menaçante

tout en mettant à profit cette foule utile au jeu partisan. Le processus est double : l'objectivation politique de l'exil transforme la kurdicité en une ressource partisane tandis que la désincarnation des sujets du camp, résultant de pratiques inhérentes à une assistance humanitaire de long terme (gouverner l'asile et le restreindre au provisoire), provoque une stratification des identités qui fait passer les Kurdes Syriens du statut de compatriotes à celui de réfugiés. Cette évolution, marquée par la récupération du poste de gestionnaire par BCF, est perceptible dans les mots du personnel de l'ONG et du HCR : « On a changé les règles car avant, ici, tout le monde pouvait faire ce qu'il voulait, comme si c'était le paradis ! » ; « Il faut garder les caractères du camp, ce n'est pas une zone de business ici ! » ; « Avant d'être dans le camp, les Syriens étaient des bonnes personnes mais maintenant on ne peut faire confiance à aucun réfugié, ils sont devenus mauvais »²⁰. Une situation qui se perpétue au-delà du camp : la population qushtapiote commence à remettre en cause l'aide qui est fournie aux demandeurs d'asile et à revendiquer le maintien des barrières qui entourent le camp pour éviter les vols de la part de ces derniers. Ce phénomène d'extraterritorialité fait naître de nouveaux imaginaires qui creusent davantage les frontières résultant du processus d'en-campement. Les habitants de la ville de Qushtapa qui travaillent pour BCF racontent faire l'objet de jalousies concernant de potentielles histoires avec les « belles Syriennes ». À l'inverse, les Kurdes Syriens se méfient terriblement de leurs voisins qushtapiotes et des Kurdes Irakiens de manière plus générale : le personnel humanitaire est évité au maximum et les femmes cachées des « prédateurs » locaux.

Les années ont installé un sentiment local d'hostilité envers la population en-campée, d'autant plus esseulée que le camp est rendu quasiment impénétrable pour les non-résidents. Auparavant ouvert sur l'extérieur et accessible à tous, y compris aux ethnographes étrangers qui n'avaient alors qu'à passer quelques coups de fil²¹, le camp de Qushtapa est devenu un lieu très difficile à approcher et dans lequel il est impossible d'évoluer sans être accompagné du personnel humanitaire et muni de justificatifs professionnels. Ce double processus d'insularisation et de « déliaison²² » est renforcé par des pratiques de découragement assez explicites, aussi bien à l'encontre des non-résidents que des habitants du camp qui finissent par refuser de nous accueillir en raison des problèmes que notre présence leur cause (l'« accueilli » et l'« accueillant » ne pouvant plus se confondre ni se conjuguer). Interrogatoires, rumeurs, intimidations, rétention des papiers d'identité, etc. Un répertoire très efficace, destiné à saper les liens, la confiance, l'amitié, à maintenir le camp dans cet en-dehors auquel il est assigné. Tantôt Kurdes, tantôt réfugiés (utiles mais indésirables, accueillis mais rejetés), les habitants du camp s'imprègnent de cette ambivalence qui détermine à son tour les relations intérieures, attisant la bipolarité et décuplant les stratégies de dissimulation.

Le jeu du rejet et de l'ambiguïté, une stratégie de survie

Le double jeu alternant kurdification/dékurdification en fonction d'objectifs politiques, économiques ou sociaux, amène les habitants du camp vers l'appropriation de

cette ambivalence, laquelle aura des effets sur leurs discours, leurs pratiques et leurs modes de subjectivation (entendu comme le fait d’expérimenter une identité et de constituer un certain rapport à soi et au monde).

L’ambivalence comme mode de protection

Apparaissant comme une manière de s’affirmer et de se protéger à la fois, la contradiction est observée comme une attitude très générale chez de nombreux résidents. Au-delà de l’espace public, dont on a vite compris l’effet d’uniformisation sur les comportements politiques, laissant émerger une forme de subjectivation collective arrangée autour du consensus Barzani, l’espace de vie du camp fait l’expérience d’un jeu où s’alternent propos contradictoires et gestes inversés, révélant une tendance au brouillage et à la diversion. Qu’elles se déploient dans la rue, à l’intérieur des habitations, à l’extérieur du camp ou en présence d’autrui, les attitudes s’adaptent à chacune des situations faisant chaque fois varier les sympathies politiques. Le PDK, légal et omniprésent dans le camp (contrairement au PYD), peut ainsi passer d’un soutien démesuré à des marques d’hostilité radicale. Discours, pratiques et appartenances dessinent deux surfaces d’expression, *apparente* et *souterraine*²³, avec une posture pro-Barzani à maintenir en public, notamment lorsque les interactions ont lieu avec des membres de BCF, du PDK, du PDKS ou du HCR, et une autre, plus complexe, qui s’aménage en plusieurs strates concentrées autour d’un espace privé prenant forme dès que la « classe dirigeante » est absente (membres des services relatifs à la gestion du camp).

Deux Kurdes rencontrés sur place, auparavant affiliés au PDK syrien et ce

jusqu’à leur installation dans le camp, expliquaient en 2017 avoir récemment quitté le parti par crainte et refus d’obtempérer à l’hypocrisie et au pouvoir de l’argent qui, selon les dires, le caractérisent. L’un d’entre eux manifestait parallèlement une admiration récurrente pour Massoud Barzani et son parti, nous sollicitait en public sur les bienfaits du PDK, nous interrogeait sur notre sympathie pour le leader kurde et nous envoyait par messages privés des vidéos et des photos révélant un véritable culte voué à cette icône. Un jour, en partant ensemble vers Erbil accompagnés d’un de ses amis – résident du camp mais originaire de Kobané, contrairement à la majorité de son entourage qui venait de Qamishli, Hassakê ou Amouda²⁴ –, il entreprend un long monologue sur le PKK nous expliquant que ce dernier menait une « vraie » lutte, que ses combattants étaient bien meilleurs que les peshmergas qu’il tournait d’ailleurs en dérision, tout en exigeant qu’aucun de ces mots ne soient relatés à nos amis respectifs et précisant qu’il nous en raconterait davantage ultérieurement²⁵. D’un côté des propos propagandistes dont la redondance semble parler de loyauté, de respect et de protection à la fois (moyen de « survie » dans cette partie du KRG et volonté d’acquérir un statut), d’un autre des mots qui expriment une certaine forme de résistance, le refus de croire en une quelconque couleur politique jusqu’à parfois sous-entendre que les structures partisans trahiraient la cause kurde. Si cette bipolarité fait paradoxalement exister le pouvoir local [celui du PDK] qui, entre idolâtrie et blâme, se rend omniprésent²⁶, elle apparaît également comme la marque d’un jeu dont la règle serait finalement de brouiller les pistes, de survivre au Kurdistan et à l’*épreuve* du camp.

Le rejet comme expérience de subjectivation

Les relations entretenues avec les institutions humanitaires, largement monopolisées par le HCR dans l’esprit des habitants du camp qui associent l’ensemble du champ humanitaire aux « UN²⁷ », expriment quant à elles une forme de souffrance contre laquelle il importe plus directement de lutter, impliquant alors des attitudes plus uniformes. Un sentiment d’hostilité s’est généralisé à l’ensemble des individus rencontrés dans le camp, tous pointant l’indifférence du HCR ou des ONG face aux multiples demandes qu’ils effectuaient et l’utilitarisme de ces organisations qui agiraient uniquement pour faire tourner la machine « parti-camp ». L’antipathie à l’égard des institutions de l’aide porte ouvertement les maux du camp et, plus généralement, de l’exil. Par son omniprésence, le champ humanitaire s’est doté d’un pouvoir évocateur : en rappelant constamment au lieu sa raison d’être, il devient le symbole de sa souffrance. Se positionner *contre* apparaît comme une nécessité, une manière de déréaliser la violence subie (guerre, exil, ingérence, incertitude) et à laquelle la structure-camp participe. La permanence du blâme et l’absence de confiance envers cette forme de « tutorat » ne parlent pas seulement de scepticisme mais dévoilent un imaginaire de l’humanitaire oppresseur contre lequel il *faut* se positionner. Que cette forme d’oppression soit réelle ou fantasmée, il devient vital, de la même manière que pour le *damné* de Fanon, de s’approprier la violence subie pour la transformer. Or, cette condition blessée, nourrie par le dispositif du camp qui semble immobiliser l’exil et l’enfermer dans une situation exilique²⁸, semble s’associer à une forme de souffrance plus lointaine²⁹, propre à

la contemporanéité kurde et à l’intervention de l’État moderne, alors rejouée par la mise en camp.

L’expérience du camp ou la reproduction des malheurs de l’histoire

Une perte de confiance généralisée

La multiplicité des postures observées manifeste un processus de désenchantement qui s’exprime lorsque la situation permet l’intimité requise : un nombre de personnes réduit, un cadre familial et des murs qui protègent. Si la question partisane vient, par la contrainte de son omniprésence, s’infiltrer dans le camp et dans les relations que celui-ci met en scène, elle dissuade parallèlement les Kurdes Syriens de formuler une revendication purement politique d’un Kurdistan territorial, que celui-ci prenne la forme d’une région ou d’une nation. La désillusion vis-à-vis d’un certain mode de représentativité et d’inclusion pousse de nombreux résidents à ne plus croire aux partis censés les incarner ni à la formation d’un Kurdistan politique, lequel pourrait par exemple relier les zones kurdes syriennes et irakiennes ou imaginer une révolution pankurde grâce aux opportunités territoriales offertes par le conflit syrien [Poyer, Félix, 2013]. On observe à l’inverse une sorte de fatalisme lié à la cause kurde, déterminé par une condition historique (ré)activée par l’expérience de l’exil et du camp et perceptible dans des paroles récurrentes de lassitude et de

désœuvrement. Ces dernières renient toute forme de confiance, que celle-ci s’adresse aux institutions humanitaires ou politiques, à la cause kurde ou à l’existence de manière plus générale. La tonalité des mots alterne entre virulence et désillusion, les attitudes entre agitation et léthargie et l’atmosphère oscille entre émoi et neurasthénie. Les paroles assimilent souvent la peine de l’exil à celle d’une existence déterminée par une histoire kurde qui impliquerait une forme de souffrance continue, intergénérationnelle, et à laquelle tous les Kurdes seraient fatalement rattachés, construisant ainsi une sorte de subjectivité collective bâtie sur un mode d’être en souffrance.

Le réveil des traumatismes du passé

Dans le camp, la thématique du drame kurde apparaît de manière centrale. La majorité des rencontres effectuées durant notre séjour étaient rythmées par le rituel de la plainte : après avoir mis en avant le fait qu’ils soient Kurdes, nos interlocuteurs nous chargeaient de sensibiliser le monde aux douleurs du peuple kurde. Tout en considérant les dimensions protocolaires et caricaturales des paroles relatives à la récurrence du drame dans l’histoire du peuple kurde et de l’influence³⁰, sûrement déterminante, de la présence de l’ethnographe dans l’élaboration de ce discours, elles étaient tout de même mobilisées pour expliquer le contexte de précarité du camp, pourtant relatif à la crise syrienne. Lorsque nous *étions installés là-bas*, notre hôte répétait souvent que sa situation était le produit d’un destin auquel les Kurdes étaient condamnés, une sorte de « mauvais sort » [J. Favret-Saada, 1994] dans lequel ces derniers seraient fatalement pris. Si le caractère « public » du

discours en question, toujours plus ou moins présent dans la situation ethnographique, détermine peut-être la tonalité plaintive et dramatique de ces tirades, il n’annule pas pour autant l’importance de la jonction drame/kurdicité ni la place qu’elle occupe dans l’esprit de nos interlocuteurs. *A contrario*, le caractère dramatique de la situation syrienne n’était jamais évoqué pour expliciter la situation de précarité sociale, culturelle ou politique dans laquelle nos interlocuteurs évoluaient. Toujours suscitée comme un manque, un rêve ou un idéal, la Syrie n’était pas appréhendée comme étant à l’origine de leur malheur : le drame était d’abord kurde et devait être reconnu comme tel. Une interprétation capable de donner du sens à une situation désastreuse, tant d’un point de vue matériel qu’existentiel, et de (sur)vivre dans cette région du Kurdistan et dans le contexte d’incertitude imposé par le camp.

En même temps qu’elle affecte la conscience kurde des habitants du camp, cette situation d’en-campement paraît rouvrir les plaies du passé et faire ressurgir une expérience de séparation historiquement fondatrice, laquelle renforce paradoxalement une forme d’*être* kurde. Alors qu’il est né dans le camp et, par conséquent, considéré comme un enfant du Kurdistan, Serdar prend un jour le tricycle qui traîne dans la cour et nous lance des adieux ; d’emblée ses parents lui rendent ses « au-revoir » le questionnant ironiquement sur sa destination : du haut de ses trois ans, Serdar nous répond vivement : « Au Kurdistan ! ».

* * *

En s’avérant être un dispositif approprié au jeu politique régional et aux besoins sécuritaires du KRG, le camp de Qushtapa a fini par reproduire localement ce qu’il représente d’un point de vue global : une frontière. Plutôt que d’accueillir la population

kurde syrienne en exil et lui permettre de renforcer ses liens avec la société d’accueil, à laquelle elle est historiquement liée, la solution humanitaire du camp entraîne au contraire une situation de relégation qui débouche sur des rapports de classe provoquant le repli sur soi de cette nouvelle communauté. Esseulés par l’*épreuve* du camp, les Kurdes Syriens de Qushtapa se confrontent à une expérience d’endeuillement radicale, à travers laquelle l’histoire paraît ressurgir. Si les Kurdes ont été historiquement dispersés sur différents ensembles nationaux, le conflit syrien de 2011 a amené certains d’entre eux à se (re) trouver. Mais à Qushtapa, où des Kurdes de Syrie et d’Irak se trouvaient à nouveau réunis, l’irruption du camp semble avoir réveillé les douleurs du passé.

Bibliographie

- Agier Michel (dir.), *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, 2014.
- Agier Michel, *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008, p. 225-226.
- Agier Michel et Valluy Jérôme, « Le HCR dans la logique des camps », in, Lhuillier, Valluy (dir.), *Le retour des camps ?* Le Cour Grandmaison, Paris, Autrement, 2007
- Benhaim Yohanan et Quesnay Arthur, « L’espace politique kurde dans le conflit syrien : intégration régionale et polarisation partisane », *Confluences Méditerranée*, n° 98, 2016/3, p. 75-87.
- Bérevan Adlig, « Le Kurdistan irakien », *Herodote*, n° 124, 2007, p. 155-172.
- Bernardot Marc, *Camps d’étrangers*, Bellecombe-en-bauges, Croquant, 2008.
- Bouagga et al., *De Lesbos à Calais : comment l’Europe fabrique des camps*, Paris, Babels, 2017.
- Bozarslan Hamit, *Conflit kurde : le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009.
- Corbet Alice et Pandolfi Marielle, « De l’humanitaire imparfait », *Ethnologie française*, n° 41, 2011, p. 465-572
- Fanon Frantz, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2010 [1961].
- Favret-Saada Jeanne, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1994
- Galitzine-Loumpet Alexandra « Le livre de « la jungle de Calais » : imaginaires et déssubjectivations », *Journal des anthropologues*, Hors-série n° 5, 2018, p. 99-127.
- Galitzine-Loumpeté Alexandra, « Habiter l’exil ; le corps, la situation, la place », in Samuel Lequette et Delphine Le Vergos, *Décamper*,

En même temps qu’il renaît, le « mythe » du Kurdistan s’effondre et se mêle à toutes les autres pertes vécues par la population du camp : celle d’un pays, la Syrie, celle plus individualisée de vies regrettées et celle de la normalité du temps. Le camp finit alors par s’aménager comme un univers de repli où s’enchevêtrent des pratiques et des imaginaires qui font (re)vivre *ensemble* et *autrement* Syrie et Kurdistan³¹. Alors réunis par l’épreuve du deuil, ces deux ensembles sont animés par un même impératif : faire vivre *plutôt* que de laisser mourir. ■

- Paris, La Découverte, 2016
- Gauthier Julie, « Syrie: le facteur kurde », *Outre-Terre*, n° 14, 2006, p. 217-231
- De Martino Ernesto, *La fin du monde : essai sur les apocalypses culturelles*, Paris, Ehess, 2016.
- Sandro Mezzadra Sandra et Neilson Breit, *La frontière comme méthode : ou la multiplication du travail*, Toulouse, l’Asymétrie, 2019.
- Naepels Michel, *Dans la détresse, une anthropologie de la vulnérabilité*, Paris, Ehess, 2019
- Pandolfi Marielle, « Une souveraineté mouvante et supracoloniale », *Multitudes*, n° 3, 2000, p. 97-105.
- Poyer Félix, « Intérêts régionaux et leviers nationaux: regards sur le conflit syrien par ses marges kurdes », *EchoGéo*, 2013
- Roussel Cyril, « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? », *Maghreb - Machrek*, volume 222, n° 4, 2014, p. 75-97.
- Scott James, *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Amsterdam, 2009.
- Sipowo Alain Guy, « Les réfugiés syriens au Moyen-Orient: entre vide juridique et instabilité chronique », *Études internationales*, 49 (2), 2018, p. 291-315
- Youssef Amal, « Rojava, d’un champ de cactus à un autre, deux récits », *Confluences Méditerranée*, 2016/4, n° 99, p. 61-73
- Watelet Charlotte, *L’exil comme enjeu politique : le cas des réfugiés Kurdes syriens au Kurdistan d’Irak, 2011-2015*, Mémoire de Master en Études politiques, dirigé par Hamit Bozarslan, Paris, Ehess, 2016.
- Wedeen Lisa, *Ambiguities of domination : politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

Notes de fin

- 1 Sur la situation de conflictualité entre le PDK et l’UPK [Bérevan Adlig, 2007].
- 2 Sur les fonctions propres aux camps du HCR, voir <https://emergency.unhcr.org/entry/42974/camp-coordination-camp-management-cccm>
- 3 Erbil join crisis coordination (EJCC); Dohuk join crisis coordination (DJCC); Sulaymanie join crisis coordination (SJCC).
- 4 Ce pluriel englobe à la fois le père, Mustafa, leader de la révolte kurde irakienne des années 1940 aux années 1970 et son fils, Massoud Barzani, président du PDK et ancien président du KRG (jusqu’en 2017).
- 5 Il est parfois possible de discuter du PKK dans les espaces intimes du camp mais de manière très prudente et avec un entourage à la fois réduit et proche. Pourtant, même dans ces conditions, il semblerait que le silence imposé par les autorités du camp fasse perdurer la discipline et agisse sur les esprits jusque dans leur intimité: les murs des maisons n’empêchent pas le panoptique de fonctionner.
- 6 Trois services similaires à tous les camps installés par le HCR.
- 7 Si les ONG en charge des différents secteurs d’activité dans le camp de Qushtapa changent d’année en année, on répertoriait quinze organisations en février 2021: Acted, IRC et UNICEF pour l’éducation; Kurds et NRC pour la gestion des infrastructures; IOM, WFP et WVI pour l’alimentation; UPP et UNICEF pour les services de santé; Acted, DVAW, Intersos, IRC, NRC, Qandil, IDH et le HCR pour les services de protection et RI et UNICEF pour l’eau et le nettoyage. Pour un suivi par année des ONG en charge de l’ensemble des secteurs, voir <https://data2.unhcr.org/fr/situations/syria/location/19> et <https://reliefweb.int/country/irq>. Bien qu’elles aient leur propre financement, chacune de ces ONG est engagée par le HCR qui leur accorde un certain budget. Sans avoir de détails sur les financements réservés à Qushtapa et sur les sommes versées à chacune des organisations (ces questions n’ont jamais obtenu de réponses, l’agence onusienne ayant toujours rétorqué que ces informations étaient confidentielles), nous pouvons néanmoins donner pour exemple la somme réservée aux besoins des réfugiés syriens en Irak pour l’année 2020, incluant tous les services d’action humanitaire, et qui s’élève à 225 millions et 700000 dollars, <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-country-chapter-3rp-regional-refugee-resilience-plan-2020-2021-response-syria>
- 8 Service dont les activités rejoignent à la fois celles les renseignements, des forces de sécurité et de la police secrète.
- 9 En dehors du cas palestinien qui a constitué un terrain d’expérimentation pour les politiques d’en-campement dès 1949, la solution du camp comme mode d’intervention humanitaire ne s’est répandue qu’à partir des années 1980.
- 10 <https://www.unhcr.org/fr/publications/operations/4ad2f83f36/partenariat-manuel-gestion-operations-partenaires-hcr.html>
- 11 Alexandra Galitzine-Loumpet [2018] condamne les effets et les imaginaires provoqués par les mots employés pour caractériser les lieux et les sujets de l’exil et pointe le processus de sur-subjection du lieu-camp qui, par son ampleur, va dé-subjectiver les sujets exilés (l’imaginaire qui se construit autour du camp finit par étouffer ses sujets), et, de fait, masquer les rapports de domination en place dans ce type d’espace.
- 12 Appelés « enjumans » (mot qui signifie littéralement « conseil » en kurde), ces intermédiaires sont officiellement décrits comme des bénévoles, aidant à la fois BCF et le HCR lors des distributions et leur transmettant les besoins des habitants de leur quartier. Conjointement choisi par le gouvernement et les autorités du camp (HCR et BCF), qui se chargent ensuite de les superviser, ils permettent plus officieusement de relayer un travail politique et de neutraliser les éventuels opposants [Watelet, 2016].
- 13 À Qushtapa, le HCR est représenté par une seule personne employée comme « staff de terrain » et présente quasi quotidiennement dans le camp.
- 14 L’omniscience peut être simulée pour s’assurer de la discipline escomptée.
- 15 Le caractère socio-policier du camp tire évidemment ses origines

des fonctions de contrôle et de relégation inhérentes à la structure-camp ainsi que du contexte dans lequel elle prend sens, à savoir une Europe qui refoule et un KRG confronté à des enjeux locaux et régionaux, impliquant alors des acteurs et des problématiques qui déterminent une situation précise: celle du camp de Qushtapa. 16 Lors de la création du camp, Acted avait en charge la fonction de « management » qu’elle a gardé jusqu’en 2015. DRC l’a ensuite reprise jusqu’en janvier 2017, date où BCF récupère le poste qu’elle occupe toujours [2021]. 17 Embauchée par le HCR, Contractors union engage ensuite les demandeurs d’asile pour construire le camp dans lequel ils vont ensuite habiter. 18 Sur le phénomène d’extraterritorialité propre aux dynamiques d’en-campement, [Michel Agier, 2014]. 19 Un projet visant à « améliorer la sûreté et la sécurité des résidents de camps vulnérables dans la région du Kurdistan d’Irak », financé par le Canada puis redistribué par l’UNOPS, a été mis en place en 2016 dans les camps de Kawergosk et de Qushtapa. Ils sont depuis dotés de centres d’opérations de sécurité, de caméras de surveillance, de clôtures et de 205 lampadaires solaires. <https://www.unops.org/fr/news-and-stories/news/canada-and-unops-support-increased-safety-and-security-for-camp-residents-in-the-kurdistan-region-of-iraq>. 20 Ces phrases, traduites par nos soins, sont tirées de diverses conversations avec deux salariés de BCF et un du HCR. 21 Notre première rencontre avec le camp de Qushtapa, en 2014, a été relativement facile. Nous avons ensuite pu y évoluer sans problème jusqu’à y résider quelque temps en 2017 (non sans difficultés cette fois-ci). Les choses se sont ensuite compliquées au point de ne plus pouvoir entrer dans le camp. 22 « Ce qui délie, ce qui casse les liens, qu’ils soient sociaux, amicaux, politiques ou psychiques », *in* Léopoldine Manac’h, « Politiques de liaison et de déliaison », séminaire *Les non-lieux de l’exil*, 26.02.2020, Campus Condorcet, Paris. 23 Similaire à la dichotomie analysée par James Scott entre « texte public » et « texte caché », [Scott, 2009]. 24 Son attitude n’était pas due uniquement au fait que l’on se trouvait à l’extérieur du camp mais dépendait aussi sûrement de l’origine de son ami. 25 Les peshmergas sont les combattants kurdes irakiens. 26 Peut-être une forme de domination enchevêtrée dans les pratiques de résistance, un phénomène observé par Lisa Wedeen dans la Syrie d’Hafez al-Assad où la résistance s’insérait dans le champ discursif du pouvoir et dans ses mécanismes de contrôle. Des habitudes qui se perpétuent sûrement à travers l’exil. [Wedeen Lisa, 1999]. 27 « Nations-unies ». 28 Alexandra Galitzine-Loumpet [2016] élabore à l’image de la situation coloniale de Georges Balandier une situation *exilique* défini par plusieurs rapports de domination et d’altérisation propre à la structure-camp. 29 Nous envisageons cette souffrance comme le signe d’une conscience culturelle aiguë de fin du monde qui, selon Ernesto De Martino, interviendrait suite à des transformations brutales, lesquelles provoqueraient une situation latente de crise. Or, dans le cas kurde, ce phénomène peut être rattaché à l’expérience de rupture collective liée à l’effondrement de la société ottomane et à l’irruption de l’État moderne qui (pour les Kurdes) a provoqué un processus simultané de déclin et de resubjection duquel découle une mise en tension dramatique du monde. [Ernesto De Martino, 2016]. 30 Le terme de caricature n’entend évidemment pas minimiser la douleur en question ni ce qu’elle peut représenter pour les personnes concernées mais sert plutôt à souligner le caractère récurrent et hyperbolique de ces tirades. 31 Le processus d’extra territorialisation du camp a agi sur le camp de telle sorte que personne ne sort aujourd’hui de cet endroit sauf par nécessité: travail, emplettes ou visites familiales et amicales dont la plupart ont lieu dans les autres camps du KRG.

Boris James

Les ambiguïtés de l’école du Rojava : entre héritages militants, nationalisme vertueux et adaptations locales

En 2012, le Parti de l'Union Démocratique (Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD), organisation sœur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK), établissait son contrôle sur une série d'enclaves kurdes. En 2013, le TEV-DEM, ou mouvement de la société démocratique, l'instance englobant les institutions de gouvernance civile de la fédération de Syrie du Nord, déclarait officiellement l'autonomie du Rojava, composé de ses trois cantons : la Djéziré, Kobané et Afrîn. En 2015, une de ses émanations, le Congrès pour l'éducation de la société démocratique, annonçait la mise en place d'un enseignement dispensé en kurde et en arabe¹. À la rentrée 2016, des professeurs formés au nouveau cursus prenaient place dans les écoles laissées vacantes par les fonctionnaires syriens et désormais sous autorité du TEV-DEM et les manuels scolaires validés par le *Bureau d'éducation et*

d'instruction des cantons du Rojava étaient distribués ; distribution largement relayée sur les réseaux sociaux et par la presse locale. Depuis, les manuels ont connu deux rééditions (2017 et 2020) occasionnant une extension et de nombreuses modifications des contenus enseignés. Un jeune syrien du nord peut donc aujourd'hui suivre en langue kurde un enseignement renouvelé, radicalement différent des contenus de l'école nationaliste arabe baathiste syrienne dans les villes de Qamişlo, Derîk, Hassakeh, Amûda et jusqu'à il y a peu de temps Afrîn.

Dans la société syrienne fortement scolarisée, ce puissant médium, l'école, s'impose de manière constante à des centaines de milliers d'individus. Les acteurs politiques kurdes de Syrie ont une très forte conscience de la portée politique de l'institution scolaire. En 2017, un cadre du PYD nous indiquait la chose suivante à propos de l'impact de l'enseignement au nord de la Syrie : « Nous sommes en train de faire naître une nouvelle génération démocratique dans le Rojava »². L'enjeu est d'une part, de montrer la capacité de la nouvelle administration à construire des institutions pérennes et englobantes en mesure de fournir un service d'instruction efficace aux jeunes du nord de la Syrie. D'autre part, il s'agit pour les organisations issues de la mouvance du PKK de prendre une place significative dans leur vie quotidienne et de transmettre la substance du projet politique, social et sociétal en vigueur dans le Rojava.

Nous concentrerons notre attention sur les manuels d'histoire en kurde et en

arabe utilisés dans ces écoles³. La matière histoire, au-delà de son intérêt pédagogique, a une teneur toute particulière pour les organisations de la mouvance PKK. Elle insère la construction politique du Rojava dans une série d'expériences historiques (*dirokî*) et institue le moment vécu par les élèves et leurs parents comme un épisode crucial pour l'humanité tout entière. Les contenus d'histoire et leurs modalités de diffusion orientent de manière déterminante l'ethos et les valeurs d'une société. Par extension, ils forgent des représentations sociales qui la travaillent, définissent le « nous » et le « eux » ou encore instituent les formes de gouvernement et de pouvoir et légitiment parfois ses dépositaires.

Loin d'être le fruit d'un processus de création monologique et *ex nihilo* les programmes d'histoire du Rojava trouvent leur origine dans une variété de courants intellectuels et culturels. Ils sont notamment traversés par le matériau officiel en circulation au sein des écoles syriennes, turques, irakiennes et iraniennes (influencées par le baathisme, le kémalisme et le nationalisme persan)⁴. Les études orientalistes du début du XX^e siècle et les éléments anciens de la mythologie nationale kurde constituent également une part importante des thèmes et des motifs abordés dans les manuels du Rojava. Enfin, ils semblent que leur forme et leur teneur soient aussi déterminées en partie par la pratique militante au sein de la mouvance du PKK et par ses orientations idéologiques et stratégiques anciennes comme récentes, ainsi que par les adaptations aux contingences du terrain du nord-est syrien.

Après un rappel de la tradition ancienne d'instruction propre au mouvement transfrontalier du PKK et sa survivance

dans les ouvrages scolaires du PYD, nous montrerons la spécificité de la situation du Rojava. En quoi ce territoire se distingue-t-il du reste de la Mésopotamie du point de vue de l'offre pédagogique ? Différent en soi de par son histoire, le Rojava devient également un lieu particulier d'expérimentation idéologique. Pour la première fois la mouvance du PKK est en mesure d'exercer de manière directe sa gouvernance sur des populations civiles et d'y diffuser sa vision politique et historique qui porte le nom de « confédéralisme démocratique », un programme qui se veut anti-centraliste et anti-nationaliste. Loin de l'oblitérer totalement, les principes de ce nouveau projet idéologique entraînent une redéfinition du nationalisme kurde sur fond d'adaptation locale du discours pédagogique et historique.

À l'école du PKK depuis 1986

La nouvelle administration avait pour ambition de dispenser un enseignement autonome du programme scolaire syrien à un public qu'elle estimait en 2015 à environ 300 000 élèves. Nous nous penchons ici sur les contenus d'histoire en kurde et en arabe dispensés dans les établissements sous contrôle du PYD où l'instruction publique est obligatoire de 5 à 14 ans. Comme dans le reste de la Syrie, l'histoire n'y est dispensée qu'à partir de l'âge de 9 ans. Cet apprentissage intervient d'abord dans un bloc intitulé « sciences sociales » (*Zanistên civakî*) qui comporte de l'histoire, de la géographie, des rudiments de sciences sociales et une forme d'éducation civique. Cette dernière qui porte le nom d'éducation « patriotique » (*wataniyya*) ou

« nationaliste » (*qawmiyya*) dans le système scolaire baathiste, n'apparaît plus en tant que telle dans le programme du Rojava. Elle est plus ou moins remplacée par deux enseignements hybrides, « société et vie » (*civak ou jiyan*) et « culture et morale » (*çand û exlaq*). Au collège (*dibistana navîn*), en revanche, les cours d'histoire deviennent des cours à part entière et se poursuivent jusqu'à la fin du lycée (*dibistana amadeyî*) comme dans le reste de la Syrie. La différence avec le système scolaire du régime syrien réside donc essentiellement dans la teneur des contenus. Au-delà de cette corrélation avec le système syrien baathiste, la pratique militante du PKK marque de son empreinte les programmes scolaires du Rojava.

Les organisations politiques dont le but est de s'emparer du pouvoir, d'étendre et de pérenniser leur légitimité au sein de la société, s'attèlent souvent à instituer un système d'enseignement propre comme moyen efficace de cette conquête. Pour le PKK et les formations qui lui sont affiliées tel que le PYD, le processus semble moins instrumental et disjoint. La question de l'instruction, de l'éducation, voire de la rééducation, est pour le PYD/PKK consubstantielle de la militance. C'est pourquoi tous les militants et tous les combattants de même qu'une partie des sympathisants de la mouvance PKK reçoivent une formation idéologique où l'enseignement de l'histoire prend une part très importante. Dès 1986, soit deux ans après les débuts officiels de la lutte armée lancée par le PKK contre l'Etat central turc et le recrutement massif de jeunes kurdes de Syrie et de Turquie, le mouvement associe exercices militaires et militants à un apprentissage intellectuel au sein de l'Académie Mahsum Korkmaz, du nom d'un des premiers commandants militaires du PKK, localisée

dans le maquis de Bekaa au Liban (O. Grojean, 2008).

Depuis, pour les nouvelles recrues comme pour les combattants aguerris, la formation intellectuelle s'est poursuivie que ce soit clandestinement dans les prisons et les maquis de Turquie ou dans les montagnes de Qandil au Kurdistan irakien. Cet enseignement s'adresse dans un premier temps aux militants et aux militaires, mais le PKK se veut également un mouvement d'éducation des masses, car son projet d'émancipation en dehors de la libération par les armes, a pour but la réforme et l'amendement des attitudes « féodales » et « machistes » ancrées dans l'idéologie perçue comme coloniale par le mouvement kurde et inculquée par le gouvernement turc (O. Grojean, 2008). Toute opération de recrutement ou de mise en place de gouvernance locale s'accompagne de l'établissement d'un système scolaire, quel que rudimentaire soit-il. Il n'est pas étrange que les premières images qui nous sont parvenues de la mise en place d'une administration à Raqqa sous l'autorité des Forces Démocratiques Syriennes, organisation militaire encadrée par les militants du PKK, comportaient des scènes dans lesquelles des classes pleines suivaient un enseignement sur « le collectivisme et le droit des femmes »⁵. De même, lorsque des journalistes français visitent en 2017 une prison pour jihadistes syriens, irakiens et séoudiens tenue par le PYD à Qamişlo, les geôliers leur permettent d'assister à un « programme de déradicalisation »⁶ consistant à des cours d'art plastique, de philosophie et d'histoire.

Le PYD/PKK prétend faire ici ce qu'il a simplement l'habitude de faire depuis toujours, à savoir éduquer les populations et « réformer l'Homme » (O. Grojean, 2008).

Les centres de formation pour militants du PKK, les internats pour étudiants de la région de Raqqa et la prison-collège de Qamişlo portent tous le même nom : *Akademî*. Ces dispositifs visent tous un même but : transmettre la philosophie du mouvement et la nouvelle grammaire de la construction politique qui doit advenir en Syrie et ailleurs. Les *akademî*-s et les écoles sont des lieux centraux de formation dans tous les sens du terme.

Ainsi, les manuels scolaires du Rojava par une intéressante mise en abîme, suggèrent à peu près la même chose. Dans un livre de classe de primaire niveau 2 de « société et vie » (*Civak û jiyan*), la première rubrique d'une vingtaine de pages, soit un quart du manuel, concerne l'école et comment s'y comporter. Un peu plus loin dans une autre partie, parmi « les lieux dans lesquels nous vivons », « mon école » arrive en premier avant « mon quartier » ou « le village ». Dans l'édition de 2020, les « objectifs de la leçon » affichés au début du manuel sont « l'amour et la connaissance de l'école »⁷.

La première expérience concrète d'éducation des masses au grand jour, s'est déroulée à partir de la fin des années 1990 au sein du camp de réfugiés de Makhmour aux marges du Kurdistan d'Irak, non loin d'Erbil. Bien que précaire, l'installation de quelques milliers de Kurdes de Turquie, les uns suivant leurs parents combattants au sein du PKK depuis les montagnes de Qandil, les autres chassés de leurs villages de l'est anatolien par l'armée et les services de sécurité turcs, permit la mise en place d'une vie communautaire structurée et d'institutions de tout type. C'est là que furent expérimentées de nouvelles formes d'organisations politiques basées sur le communalisme prôné par le PKK⁸ (O. Grojean, 2008). Ce dernier y met en

place un système éducatif aux contenus très élaborés. Les manuels scolaires du PYD ainsi que le système d'enseignement à l'œuvre dans le nord de la Syrie sont issus de la matrice en usage au sein du camp de Makhmour. Cette dernière fut également complétée par les expériences pédagogiques antérieures permises au Kurdistan de Turquie dans la période de libéralisation politique et de calme relatif du début des années 2000, et dans les diasporas kurdes en Europe (C. Scalbert-Yucel, 20)

Les manuels scolaires de Makhmour publiés en 2015 sont similaires à de très nombreux égards aux manuels du Rojava, qu'il s'agisse de la table des matières ou des contenus jusqu'à la police d'impression. L'ensemble des manuels de primaire du Rojava de 2016 et 2017 indiquent cette filiation par une note dans les premières pages annonçant que leur contenu est tiré des livres de Makhmour.

Au Kurdistan de Syrie : des manuels du PKK ?

Au-delà de la généalogie des politiques pédagogiques mises en place par le PKK depuis sa création, il est intéressant de se pencher sur ce qui transparaît de son influence dans les manuels d'histoire en usage au nord de la Syrie. Tout d'abord, l'esthétique qui prédomine dans les éditions de 2015 et 2017 renvoie sans hésiter à un *decorum* PKKisant avec l'omniprésence d'étoiles et des couleurs vert, rouge et jaune, couleurs des divers drapeaux kurdes dont l'association a longtemps été interdite de manière officielle en Turquie, à tel point que leur scansions, « *kesk û sor û zer* », dans certaines

chansons militantes sonnaient et sonnent encore comme un slogan politique affirmant l'identité kurde et l'adhésion aux idéaux du PKK.

Le lien ambigu avec la culture esthétique, intellectuelle et idéologique du PKK des premiers temps ne s'arrête pourtant pas là. Les cadres du PYD ne manquent pas de rappeler que les manuels du Rojava évoquent « toutes les révolutions kurdes qui ont marqué l'histoire, même celle de Mullah Mustafa Barzanî [le chef kurde du Kurdistan d'Irak], contrairement aux autres formations kurdes [notamment le PDK qui dirige le Kurdistan d'Irak et] qui ne parlent pas de la révolution du président (*Serok*) Apo »⁹. Abordant une multitude de sujets, les auteurs des manuels du Rojava mettent toutefois en exergue à la fois la trajectoire du PKK et son action politique ainsi que le rôle et la pensée de son leader Abdullah Öcalan, dit Apo. Bien que le PKK soit dépositaire d'une « révolution kurde » parmi d'autres, il semble, d'après les manuels du Rojava, avoir raison sur toutes les autres du fait de son ampleur géographique et de la portée idéologique de son combat. Ce dernier prétend dépasser le nationalisme kurde. Par ailleurs, Apo n'y est pas décrit comme un chef politique ou militaire, il est le guide (*Rehber*) qui a une vision non seulement sur l'évolution du mouvement, mais également sur les grandes mutations de l'histoire et les réformes à entreprendre pour que l'Homme et la Femme atteignent la liberté¹⁰. Dans les manuels édités en 2016 et 2017, ses paroles et ses aphorismes sont cités dans des cadres stylisés et des cartouches rappelant la révérence qui lui est due¹¹. Ainsi, seul Abdullah Öcalan est honoré d'une rubrique spécifique pour sa biographie dans les manuels scolaires¹². Comme indiqué plus haut, la présence d'autres mouvements

kurdes (PDK, UPK) n'est évidemment pas dissimulée, mais leur division et leur hostilité envers le PKK et Apo est soulignée, de même que leur orientation politique réprouvée par ces derniers (« féodalisme »)¹³. On perçoit également que le PKK émerge à un moment particulier de l'histoire. Cet avènement semble clore et magnifier la succession des révolutions kurdes. Il n'est pas surprenant qu'une des parties du manuel de 3^e année de collège édité en 2017 s'intitule « Situation des Kurdes et du Kurdistan avant le Guide Apo »¹⁴. En un sens, il y a un avant Apo et un après Apo. Il est donc suggéré que le leader du mouvement prend le relais et donne une dimension particulière aux combats des Kurdes pour la liberté.

Au-delà de l'importance accordée à l'histoire du PKK et de son leader, la vision idéologique défendue dans les manuels scolaires du PYD suit une trajectoire parallèle à celle du mouvement. C'est-à-dire qu'elle reste influencée de manière explicite par l'anti-imperialisme, le marxisme-léninisme et le nationalisme kurde. Les manuels scolaires du Rojava construisent néanmoins une image ambiguë de ce dernier dans laquelle la supériorité morale des Kurdes se situe dans leur rejet de tout nationalisme.

Anti-capitalisme et anti-impérialisme, la formule léniniste des premiers temps du PKK

Tout en revendiquant depuis toujours une forme d'originalité, l'action politique du PKK s'inscrit dans le cadre plus large des

gauches internationalistes anti-capitalistes et anti-impérialistes. Ce que les auteurs des manuels scolaires du Rojava ne manquent pas de faire poindre. Le PKK, l'ensemble de sa mouvance, revendiquent aujourd'hui la sortie de deux paradigmes idéologiques qui les plaçaient au début des années 1980 au cœur de la confrontation entre le bloc soviétique et le bloc occidental : le marxisme-léninisme et la lutte de libération nationale. Or, les résurgences de ces types de discours sont pléthores dans les manuels scolaires du Rojava. Bien que l'exposé des faits historiques ne laisse souvent transparaître qu'une froide analyse des difficultés politiques et économiques mondiales, on note en filigrane ou de manière explicite une très vive critique du système capitaliste global. Par exemple, un chapitre entier du manuel scolaire de troisième année de collège, aussi bien en kurde qu'en arabe, est consacré à l'émergence du capitalisme et à ses méfaits¹⁵.

Les révoltes et révolutions des peuples évoquées dans les manuels, qu'il s'agisse de la révolution française, de la Commune de Paris ou des combats anticolonialistes ou des luttes de libération nationale, se lèvent ainsi contre « la modernité capitaliste »¹⁶. Pêle-mêle, Mao, Ho Chi Minh, Gandhi, Fidel Castro et d'autres sont cités en exemple. Contrairement à la très forte réticence manifestée à l'égard du système capitaliste, on ne trouve dans les manuels scolaires du Rojava aucune critique des expériences politiques se revendiquant du marxisme. Placé à la suite de la série des figures tutélaires des révolutions du « Tiers-monde » citées plus haut, le cas kurde semble s'inscrire dans la lignée de ces soulèvements contre le capitalisme et l'impérialisme¹⁷. À l'origine, le PKK revendiquait une place dans le cadre d'une révolution mondiale prolétarienne communiste qui prit ensuite

les atours du tiers-mondisme (H. Bozarslan et alii, 2011) La rhétorique socialisante est omniprésente dans les manuels scolaires du Rojava : capitalisme, bourgeoisie, impérialisme mondial etc. Ainsi par exemple, les contemplations d'Apo sur les relations hommes-femmes mentionnées dans les manuels, font état de son auto-critique quant à son appartenance passée à la « société bourgeoise »¹⁸. Le prisme et la rhétorique communistes et tiers-mondistes repris dans les manuels du PYD sont, on ne peut plus clairement, hérités de l'histoire des premières années du PKK. À plusieurs reprises, les manuels reproduisent le premier drapeau de l'organisation, totalement rouge et frappé du symbole communiste du marteau et de la faucille¹⁹.

Le PKK et ses organisations sœurs s'inscrivent dans une histoire du socialisme et de la lutte contre le colonialisme, le « fascisme turc » et l'impérialisme occidental²⁰. Ce dernier est très clairement dénoncé et représenté dans les manuels comme étant « l'OTAN et les organisations qui lui sont affiliées », soutien de l'État turc et responsable d'une politique internationale d'« opposition au combat du peuple kurde et du guide Apo ». « Les combats de [ce dernier] contre l'expansionnisme turc et contre les intérêts de l'impérialisme mondial » vont effectivement de pair²¹. Il est assez frappant que les alliances des dernières années sur le terrain syrien du PYD/PKK avec les États-Unis et d'autres pays occidentaux ne s'accompagnent sur le plan scolaire d'aucun discours d'adhésion à la démocratie libérale ni d'aucun amendement de la rhétorique anti-impérialiste du mouvement. Peut-être est-ce là un signe de la fragilité de ces alliances et de la claire distinction entre intérêts stratégiques et partage des conceptions politiques.

Par ailleurs, l'affaiblissement de l'idéal démocratique libéral en Occident-même a pu provoquer un amoindrissement de sa promotion auprès de certains partenaires.

Grandeur et décadence de la civilisation mésopotamienne : que faire du récit national kurde ?

Lié à l'anti-impérialisme et au marxisme, la rhétorique nationaliste kurde du PYD/ PKK est encore plus prégnante dans les manuels du Rojava. Le nationalisme kurde est conçu ici comme processus symbolique, discursif et politique diffus d'institution de la nation kurde entraînant des mises en récit historique multiples. Le discours nationaliste prend plusieurs formes dans les programmes du Rojava. Tout d'abord, à l'inverse de leur habituelle marginalité dans les récits irakien, syrien, iranien et turc, les Kurdes et le Kurdistan prennent une place centrale dans toutes les sections des manuels d'histoire du Rojava. En parallèle des grands faits historiques mondiaux et régionaux, tout y est appréhendé du point de vue kurde : l'expansion de l'Islam au Kurdistan, la situation des Kurdes au sein de l'Empire ottoman, les conséquences de la conquête mongole et de la diffusion du capitalisme en pays kurde etc.²². S'adressant évidemment à un public kurde, il s'agit de l'informer et de réfléchir à l'impact de la survenue de divers phénomènes globaux qui ont traversé cette région dans l'histoire. L'intérêt particulier pour le Kurdistan et non pour le Moyen-

Orient dans son ensemble nous amène à subsumer les processus d'identification qui sont à l'origine de ces productions pédagogiques et ceux qui peuvent en résulter. Il y a toujours dans le discours nationaliste une teneur tautologique : les Kurdes sont kurdes parce qu'ils sont Kurdes, et les constructions politiques nationalistes kurdes ne sont que la manifestation de ce fait immuable. Voir le monde et l'histoire par le prisme kurde renforce cette tautologie²³.

En dehors de l'omniprésence du fait kurde dans les histoires du monde, les manuels scolaires distillent l'idée d'une antériorité et d'une supériorité kurde, tout au moins morale. La permanence du fait kurde et son importance s'imposent comme une évidence. C'est lorsqu'il s'intéresse à la grande thématique des « civilisations » (*şarestanyan*) que le programme scolaire du Rojava est le plus manifestement influencé par le nationalisme. Évoquer « les Civilisations » revient à se pencher sur l'histoire de l'Antiquité mésopotamienne et méditerranéenne, matrice de la plupart des mythologies politiques de la région. Ainsi, les mythes nationalistes arabes et turcs s'appuient sur les récits historiques grandiloquents de Sumer, d'Akkad, de la Babylonie, de l'Assyrie, de l'Empire hittite... (E. Copeau 20; S. Valter, 2002, O. Baskhin). Le discours du PYD ici à l'œuvre opère tout d'abord un pas de côté et se place à rebours des idéologies classiques du Moyen-Orient. Les manuels scolaires du Rojava établissent à de nombreuses reprises une filiation entre les Kurdes et de petites formations politiques locales de haute Mésopotamie antique : Les Gûtî, les Lulubî, les Kassites, les Hourites etc. Dans le manuel de sciences sociales de niveau 6 édité en 2016, les Gûtî « sont parmi les ancêtres (*bapîr*) les plus anciens des Kurdes qui résidaient entre

l'an 2155 et 2119 avant Jésus Christ dans la région de Shahrâzûr, entre Souleimaniyyah et Kirkouk ». « Il se pourrait que leur nom vienne de « cot » [terme qui veut dire « agriculture » en kurde], parce qu'ils cultivaient la terre et élevaient du bétail »²⁴. Cette étymologie renforce tout à la fois la proximité des Kurdes avec les Gûtî, le sentiment d'une présence kurde continue sur plusieurs millénaires et l'impression d'immuabilité de leur langue. En plus de décrire un continuum temporel, culturel et géographique kurde entre tous les peuples de la Haute Mésopotamie, l'évocation de ces tribus ou petits royaumes permet d'attribuer aux Kurdes une sorte de supériorité morale et politique. Parmi eux, seuls les Hourites du royaume de Mitânî connurent une étendue importante. Les autres furent pour la plupart de petits potentats en butte à l'autorité des Empires akkadien, assyrien et babylonien. C'est ce point précis qui semble intéresser les auteurs. Dans le manuel d'histoire de collège 1^{re} année (élèves âgés de 11 ans), le propos s'éclaircit. Tous les petits peuples de Mésopotamie cités plus haut sont énumérés dans une même partie dont le paragraphe introductif est intitulé « en Mésopotamie, contre la civilisation centrale, l'histoire de la lutte (*berxwedan*) des ethnicités »²⁵. La forme qu'adopte le récit historique mésopotamien ressemble ici à s'y méprendre à la geste nationale kurde narrée depuis sa création par le PKK : le combat pluriséculaire contre l'oppression des Etats centraux et l'impérialisme. Le récit national kurde se démarque des récits nationalistes arabes, turcs et persans en faisant mine d'écarter toute fascination pour la gloire passée des civilisations mésopotamiennes. C'est en cela que se fonde la supériorité morale des Kurdes, à savoir, le rejet de la *puissance* pour soi comme pour les autres, car elle est

synonyme de tyrannie. Au-delà de cet aspect, les rédacteurs des manuels du Rojava mettent en avant l'un des leitmotifs de la nouvelle formule politique proposée par le PYD/ PKK qui exprime son opposition théorique à toute forme de centralisme : le confédéralisme démocratique.

Cette idée qui transparaît dans les manuels scolaires est justifiée par une attitude éthique et de distinction. Les manuels scolaires du Rojava ne sont pas censés, d'après les militants du mouvement, faire œuvre de nationalisme. Ils ont pour but « de rectifier l'histoire qui a, jusqu'à présent, été mal écrite et de donner aux Kurdes leur juste place »²⁶. Il s'agit, selon les auteurs et les promoteurs des programmes du Rojava, de battre en brèche le racisme (*şovîniye*) arabe, turc et persan qui y a été instillé en n'hésitant pas à montrer les aspects positifs de l'histoire kurde tout en se gardant d'y voir une quelconque supériorité de ce peuple sur les autres. C'est là que réside toute l'ambiguïté de l'emploi dans les manuels des adjectifs *neteweyî* (national ou patriotique) et *neteweperest* (nationaliste), le premier étant exclusivement employé pour faire référence à la résistance des Kurdes à l'oppression et le second renvoyant uniquement à la tyrannie des Etats centraux. Ainsi, l'opposition au nationalisme intransigeant devient un argument de la supériorité de la nation kurde.

Les Mèdes, la synthèse d'un nationalisme vertueux

En dépit de cette ambiguïté vis-à-vis de l'idée nationale kurde, les manuels

scolaires du Rojava succombent néanmoins à l’attrait de la grandeur des Civilisations antiques. Pour entrer en compétition avec les nationalismes turc (Hittites), irakien et syrien arabe (Akkad, Babylone, l’Assyrie, Ugarit etc.), iranien (Achéménides et Sassanides), le nationalisme kurde en gestation depuis le début du XX^e siècle devait marquer son originalité. Parmi toutes les « civilisations » antiques, ce sont les Mèdes qui satisfaisaient le mieux aux exigences de grandeur politique et civilisationnelle et correspondaient à l’idée que l’on se faisait des éventuelles origines du peuple kurde : une population indo-européenne localisée entre les contreforts occidentaux du Zagros et la haute Mésopotamie. L’idée de l’origine ou de l’identité mède des Kurdes apparaît sous la plume d’orientalistes européens et d’érudits et activistes kurdes dans le premier quart du XX^e siècle²⁷. Elle connaît une forte diffusion dans les publications périodiques initiées par ces derniers (Ronahî, Hawar²⁸, etc.) à tel point qu’elle devient un motif populaire dans les productions littéraires telles que les œuvres poétiques de l’écrivain Cegerxwîn²⁹. Les manuels scolaires du Rojava reprennent ce thème. Dans le livre de « sciences sociales » de niveau 4 (pour les élèves âgés de 9 ans), la partie histoire fait la présentation de trois types de calendriers : le calendrier kurde, le calendrier chrétien et le calendrier hégirien. Le calendrier kurde placé en premier, commence selon les auteurs « en 612 avant Jésus Christ, au mois de mars, au moment de l’avènement de la révolution des Kurdes mèdes et lors de la libération de leur terre de la mainmise de l’Empire assyrien »³⁰. Ainsi, les Mèdes ne sont plus présentés comme des ancêtres pour les Kurdes. Ils sont les Kurdes eux-mêmes. Leur révolution marque le point de départ de l’Histoire. Dans le manuel du

collège de niveau 1 édité en 2017, la mise en page et le graphisme renforcent la confusion entre fait kurde et fait mède. La partie qui leur est consacrée, est parsemée de photos actuelles mettant en scène des nomades kurdes³¹. Une gravure tirée d’une édition du *Mem u Zin* d’Ehmede Xanî (1650-1707), ouvrage composé au XVII^e siècle, sert à illustrer la vie culturelle et artistique sous les Mèdes³². Il n’y a donc plus aucune distinction entre les époques que les Kurdes traversent de manière immuable. Ce qui ne constitue pas une exception par rapport aux traditions pédagogiques dans la région élargie. En revanche, les Mèdes ne sont pas qualifiés ici de « civilisation » ou d’« Empire » en dépit du prestige de leur histoire et de l’omniprésence de ces termes dans les parties des manuels du PYD consacrées à la Mésopotamie antique. La nuance est de taille et dans cet ouvrage les Mèdes apparaissent étrangement comme une confédération de tribus. L’insistance sur la nature confédérale du phénomène mède est l’occasion de mettre en avant la prédilection du PYD/PKK pour ce genre d’organisation politique. Marque de leur supériorité morale, le confédéralisme des « Kurdes mèdes » les maintient dans une position à la fois subalterne et révolutionnaire ; car c’est contre le « système esclavagiste de l’Empire assyrien » que les Mèdes se lèvent³³.

Dans l’iconographie utilisée pour illustrer la partie sur « la confédération mède », un autre élément frappe. Il s’agit d’une carte du grand Kurdistan matérialisé par une zone de couleur jaune s’étendant de Xoremabad en Iran actuelle à la mer Méditerranée. La ville d’Amed (Diyarbakir) est marquée d’une étoile rouge de la même manière que les capitales des États-Nations alentours (Bakou, Bagdad, Damas, Beyrouth etc.). En dehors du fait que cette carte ait assez peu

de lien avec la toponymie de l’époque mède, elle affirme clairement un message voire un programme politique nationaliste bien qu’il entre aujourd’hui en contradiction avec le positionnement idéologique du mouvement. On retrouve d’ailleurs, cette exacte même illustration dans le chapitre d’un autre manuel traitant de la situation du Kurdistan à la période ottomane³⁴.

Allant dans le même sens, une carte relativement similaire du grand Kurdistan clôtüre les premières versions (2016 et 2017) de la plupart des manuels scolaires du PYD, y compris les manuels de mathématiques. Le nationalisme kurde qui traverse les manuels scolaires du Rojava prend une coloration pan-kurde. Le sentiment de l’unité ou de la communauté de destin d’un grand Kurdistan intemporel s’impose³⁵. Les ouvrages scolaires se font beaucoup plus explicites aux niveaux les plus élevés. Ils montrent la nature transfrontalière de la question kurde et l’interdépendance des différents Kurdistan-s. La thèse défendue dans les livres scolaires est que l’histoire de la question kurde n’est autre que l’histoire « de la partition du Kurdistan » conséquence de divers « complots » fomentés contre les Kurdes³⁶.

C’est pourquoi les réflexions d’Apo mises en exergue à la fin du manuel du lycée de niveau 3 s’intéressent à la lutte de la libération du Kurdistan dans son ensemble, Kurdistan du sud, du nord, de l’est et de l’ouest³⁷. Le trauma originel est donc celui de la partition de ce territoire et de la permanence de cette séparation. Se révolter contre cette injustice est légitime tout comme l’aspiration à y établir des formes d’organisations politiques transversales.

Le Rojava, à savoir en kurde « le Kurdistan de l’ouest », est le lieu où la continuité territoriale kurde est la plus difficile à instituer.

Il y a à cela plusieurs raisons qui tiennent à la particularité des implantations kurdes situées dans trois zones géographiques disjointes (Afrîn, Kobane et la Djéziré) depuis le démembrement de l’Empire ottoman et l’établissement des frontières entre Syrie, Turquie et Irak. Si on ajoute à cela les politiques de déplacement de populations, dites « ceinture arabe », mises en place par l’Etat central syrien dans les années 1950-1960, le nationalisme kurde semble y avoir le moins de chance de se réaliser dans une organisation territorialisée (J. Tejel, 2009). Cette situation n’empêche en aucun cas le rejet de l’espace politique et territorial syrien (c’est-à-dire arabe) par les communautés kurdes de Syrie et par le PYD/PKK. Les manuels scolaires du Rojava expriment également ce rejet. Dans le manuel de Sciences sociales de niveau 6 de l’école primaire édité en 2016, sous une carte du grand Kurdistan et dans une rubrique intitulée « nos voisins », on lit : « Parmi nos voisins à l’ouest du Kurdistan, se trouve la Syrie »³⁸.

La teneur nationaliste et pan-kurde des manuels scolaires du Rojava, même inconsciente, est attendue. Elle est issue, comme indiqué plus haut, d’une longue maturation et transformation des contenus historiographiques en usage au Moyen-Orient et en Europe depuis le début du XX^e siècle. Elle émane finalement du fond idéologique dans lequel le PKK des origines a puisé pour marquer son identité nationaliste radicale. Dans les manuels scolaires du Rojava s’exprime cependant la compétition ou le paradoxe mêlant d’une part ce discours nationaliste et pan-kurde classique, et d’autre part des formes nouvelles liées à la fois aux spécificités de la situation syrienne et à l’évolution idéologique de la mouvance du PKK depuis le début des années 2000.

Localiser et inclure : l'école du Rojava, laboratoire du confédéralisme démocratique ?

En dépit du pankurdisme et du différencialisme souvent affichés, le matériau pédagogique du Rojava pose les jalons d'un discours plus inclusif et plus local. La comparaison avec la matrice d'origine, à savoir les manuels scolaires du PKK en usage à Makhmour, et entre les différentes éditions des manuels est à ce titre très éclairante et montre une progression constante vers la mise en place d'un projet local, pluraliste, moins nationaliste et en apparence autonome de l'organisation mère du PKK. On note tout d'abord, dans les nouveaux manuels (2017, 2020), la référence à des éléments d'histoire renvoyant non plus à une grande mythologie nationale kurde, mais à un récit « rojavien » local. Par exemple l'évocation des Hourites du royaume de Mitanî ou de la civilisation de Tell Halaf³⁹. Tous deux ont leurs sites principaux dans la région de Sere Kaniye (ou Ra's al-'Ayn) au Rojava. Auparavant à peine cités dans les ouvrages historiographiques kurdes, ils font l'objet dans les manuels étudiés au Rojava de parties entières. On voit également apparaître le drapeau du Rojava. Bien que créé de date récente par le PYD/PKK, il se distingue de ceux des autres zones du Kurdistan et de celui du PKK⁴⁰.

Par ailleurs, on assiste à un effacement progressif de la centralité historique du PKK. Premièrement, contrairement aux manuels scolaires utilisés à Makhmour, on ne trouve plus dans les premières pages de chaque livre scolaire du Rojava le drapeau du PKK,

la photo d'Apo ou la mention d'un de ses aphorismes. L'édition de 2020 marque une inflexion encore plus nette. La connexion avec les manuels du PKK de Makhmour explicitement mentionnée à l'incipit des éditions de 2016-2017 est aujourd'hui tue. Les drapeaux du PKK et les références historiques à Apo encore présentes dans les versions de 2017, ont totalement disparu des nouveaux manuels. La biographie du leader du PKK qui clôturait le livre d'histoire de troisième année de collège a été remplacée par une partie sur « l'ouest du Kurdistan » et une autre sur « le mouvement de libération du peuple kurde et la lutte des femmes »⁴¹. Le processus d'inclusion politique au Rojava semble donc également passer par une moindre référence au PKK et une mise en avant de la lutte des Yekîneyên Parastina Gel (YPG) et de la « révolution du nord-est de la Syrie »⁴². Néanmoins, ce processus discursif ne préjuge en rien des liens réels de l'administration autonome avec la mouvance du PKK et de l'influence de cette dernière sur la politique locale.

En plus de ces formes de localisation et d'apparente autonomisation du discours du PKK, les manuels du Rojava répondent au projet politique annoncé par le PYD de démocratisation du nord de la Syrie et d'intégration de toutes les communautés (Arabes, Syriques, Turkmènes etc.). L'existence même d'un cursus en langues arabe et syriaque apparaît déjà comme une forme de recul du nationalisme kurde au profit d'un pluralisme culturel militant. Sans entrer dans les détails, signalons par exemple que les programmes en arabe insistent sur l'appartenance commune des Arabes et des Kurdes au « nord de la Syrie ». On y exalte leur amitié historique et on y condamne le racisme du régime baathiste. Le *sanadîd*, les

forces militaires arabes alliées des YPG y sont également honorées pour leur participation à « la révolution du nord de la Syrie »⁴³. Dans la même veine, les livres d'histoire du Rojava, cette fois-ci en kurde, rappellent à de nombreuses reprises les relations de bonne entente entre les Kurdes et les autres populations de la région : Arabes et Turcs⁴⁴. Lorsqu'il s'agit d'évoquer les combats actuels au Rojava, au propre comme au figuré, la logique inclusiviste est à son comble. Dans la partie du manuel de sciences sociales de niveau 4 à l'école primaire consacrée aux « personnalités à l'avant-garde dans l'histoire de la lutte de la nation (*netewa*) démocratique », les biographies citées rendent hommage à trois combattants martyrs des YPG/YPJ : Arin Mîrkan, une femme des YPJ morte à Kobane, Temir Behde, dit « Athro », un commandant assyro-chaldéen du conseil militaire syriaque et Basil Xelîl, un soldat arabe des YPG originaire de Hassakeh⁴⁵. L'édition de 2020 du manuel de sciences sociales de 5^e année ajoute à ce panthéon un commandant arabe de la région de Manbij et une volontaire britannique⁴⁶. Dans une sorte de mémorial sur papier, les manuels prennent à contre-pied les conceptions d'un nationalisme kurde étriqué. On note également dans ces nouveaux manuels l'usage d'un code chromatique qui ne renvoie pas systématiquement aux couleurs du drapeau kurde. Le signal envoyé est clair : tous les habitants du Rojava et du nord de la Syrie ont leur place dans l'histoire qui s'y écrit dans le passé comme dans le présent.

La relocalisation du récit historique, l'affichage du pluralisme culturel, du dépassement du nationalisme et l'effacement presque ostensible de la référence au PKK et à son leader, donne paradoxalement à ces derniers une centralité politique et

idéologique indéniable, surtout face aux autres partis kurdes. N'étant plus une organisation politique séparée de la société, mais les inspireurs d'un mouvement révolutionnaire, la mouvance du PKK tente de faire corps avec les communautés locales. Depuis le début des années 2000, le PKK par la voix de son *leader*, Abdullah Öcalan, prône la mise à l'écart des idéologies centralistes telles que le capitalisme et le marxisme-léninisme de même que la notion d'État-nation. À l'inverse, il promeut des formes d'écologie radicale, de féminisme et de démocratie participative (O. Grojean, 2008). Dans un cadre confédéral et municipaliste inspiré par les écrits du social anarchiste Murray Bookchin, toutes les communautés sans exception auraient une part à jouer⁴⁷.

Pour le PYD qui s'inspire de la vision historique d'Apo, les manuels scolaires ne sont pas un prétexte à distiller avec parcimonie les idéaux anti-nationalistes et anti-centralistes du leader. Il s'agit de construire un récit historique élaboré permettant de trouver dans un passé reconstitué du Moyen-Orient des « solutions » pour le présent. Ainsi les écrits d'Apo depuis le début des années 2000 ont eu une très forte teneur historique et se focalisent essentiellement sur la Mésopotamie antique (par exemple : *Les héritiers de Gilgamesh ; des Sumériens à la civilisation démocratique*⁴⁸). Peignant une fresque historique immense, il développe l'idée centrale selon laquelle la démocratie ne trouve pas seulement son origine dans l'Europe humaniste et libérale, mais également dans le combat de petites sociétés antiques dispersées au Moyen-Orient en butte aux *Empires et aux civilisations « hégémoniques et esclavagistes »*, dont le premier fut Sumer⁴⁹. Les écrits d'Apo

et les manuels scolaires partagent les mêmes références historiques et le même schème théorique. Parmi les concepts en vogue, on trouve l'idée d'une « société naturelle » (*civaka xwezayî*) qui aurait préexisté à l'avènement des cités-États mésopotamiennes, dont Sumer, sous la forme de petites communautés moins oppressives, plus démocratiques, offrant une place plus équitable aux femmes et une relation plus saine à la nature.

Apo prescrit évidemment dans ses œuvres le retour à ces formes d'organisation politique et leur coordination, alors que les manuels scolaires du Rojava sont moins explicites. Ils ne font que décrire, mais de manière très éloquente, la formation de ces organisations dans l'évolution humaine⁵⁰. Les auteurs du manuel d'histoire du collège au niveau 1 expliquent par exemple, que « les sociétés [humaines] passent par deux processus. ». Ils produisent ensuite un petit tableau scindant en trois périodes chacune des deux phases : 1. La société naturelle : paléolithique > mésolithique > néolithique ; 2. La société avec État : esclavagisme > féodalisme > capitalisme⁵¹. En quelques lignes, associée à l'esclavagisme, au féodalisme et au capitalisme, la renvoyant ainsi aux formes les plus extrêmes d'asservissement, la notion d'État prend ici une connotation tout à fait négative. Par contraste, « la société naturelle » apparaît comme une sorte de paradis perdu. Dans la partie consacrée à la « société naturelle », on trouve également des illustrations montrant les scènes du passé d'une vie en société apaisée et faite d'entraide et de frugalité. Les manuels scolaires du Rojava ont pour but de simplifier l'énoncé parfois abscons du confédéralisme démocratique et de créer un imaginaire complexe autour de ses conceptions. Ils sont

également à la fois une tribune et un lieu de réinterprétation de l'idéologie du mouvement.

D'un point de vue politique, si l'on excepte la pure fonction d'instruction, l'enseignement du Rojava répond à la nécessité de produire une matrice de discours communs. De ce point de vue et en dépit des difficultés rencontrées sur le terrain, le Rojava apparaît comme le premier vrai laboratoire du confédéralisme démocratique. Il s'agit d'un espace vierge car anciennement sous domination du nationalisme arabe syrien, multi-ethnique bien que majoritairement pro-kurde. C'est ici que la matrice municipaliste d'Öcalan pourrait remplacer le logiciel usé du baathisme.

Nous avons pu constater les importants efforts entrepris dans l'élaboration des manuels scolaires du Rojava. De nombreuses questions subsistent pourtant quant à la capacité de ces contenus à répondre aux objectifs que se sont fixés les autorités de la fédération de Syrie du nord dirigée par le PYD. Produisent-ils la grammaire idéologique cohérente permettant la mise en place d'institutions pérennes et engageant la société dans la défense de celles-ci ? Tout d'abord, les textes ne semblent pas en soi totalement aboutis. Par exemple, le bloc des manuels en kurde du collège comporte de très fortes similitudes avec celui du lycée. En dehors de l'ajout d'un certain nombre d'éléments dans les manuels du secondaire, la progression entre les niveaux n'a pas été pensée en profondeur. Par ailleurs, d'autres chercheurs ont déjà exposé les contradictions au sein même de l'idéologie du confédéralisme démocratique entre l'affichage d'un anti-centralisme et d'un inclusivisme



© Institut français d'études anatoliennes fonds cartographiques.

théorique et le maintien de la culture avant-gardiste léninissante (M. Leezenberg, 2016). Ces contradictions trouvent leur traduction dans le contenu des manuels scolaires du Rojava. Bien qu’une attention toute particulière soit donnée à l’élaboration d’un discours en rupture avec l’idée d’État-nation ou de centralisme démocratique, les scories d’un proche passé nationaliste kurde et léniniste persistent.

L’existence de programmes en arabe et en syriaque va dans le sens de l’émergence d’une culture politique confédéraliste démocratique. Les fortes dissemblances entre ces programmes et les manuels en langue kurde restent néanmoins problématiques. Porté par l’idéalisme des militants du PYD et de leurs alliés kurdes venus de l’autre côté de la frontière, le projet pédagogique du Rojava est également confronté à la dure réalité d’une situation politique et militaire troublée. La question de l’adhésion à ce projet devient une question de loyauté politique. La conquête d’Afrîn et d’une partie de la Djéziré par l’armée turque et ses supplétifs arabes locaux en janvier 2018, ainsi que la rumeur persistante concernant la supposée fermeture d’établissements scolaires syriaques à Qamişlo, toutes deux provoquant des campagnes de communication hostiles au discours du PYD, sont la preuve des difficultés massives que le mouvement rencontre. Plus prosaïquement, les diplômés délivrés par l’administration autonome de la fédération de la Syrie du Nord ne sont pas reconnus au niveau régional et international. Ainsi, afin d’assurer a minima l’avenir professionnel ou académique de leurs enfants, les familles du Rojava les inscrivent au niveau secondaire dans les écoles du régime, dans celles des communautés chrétiennes locales ou incitent les professeurs locaux à

enseigner le cursus de Damas, afin d’obtenir un baccalauréat syrien valide dans le reste du monde. Ceci ne manque pas de déstabiliser un système à peine émergeant et de susciter de vive réaction de la part des autorités kurdes. Début 2021, par exemple, les forces locales de sécurité (Asayeş) ont incarcéré temporairement une vingtaine d’enseignants qui s’étaient risqués à ouvrir leur enseignement aux programmes du régime⁵². Enfin, alors que les élèves du nord de la Syrie font face à une telle situation, les Kurdes de Syrie réfugiés au Kurdistan d’Irak (env. 350 000) suivent le cursus du gouvernement régional très différent et très antagonique de l’expérience du Rojava.

De tout cela, il ressort une forte impression d’atomisation du vécu scolaire des jeunes syriens du nord. La séparation entre les Kurdes de Syrie et la Syrie nationaliste arabe du régime semble actée. Est-elle pour autant synonyme d’une adhésion généralisée aux structures mises en place par le PYD ? Rien n’est moins sûr. La translation imparfaite de son projet dans le discours scolaire de ses administrés de même que l’éclatement que nous venons de décrire pourraient fragiliser les fondements de sa légitimité politique. ■

Bibliographie

Orit Bashkin, *The Other Iraq – Pluralism and Culture in Hashemite Iraq*, Stanford UniversityPress, 2009.

Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (dir.), *La commune du Rojava ; l’alternative kurde à l’État-nation*, Éditions Syllepse, 2017.

Hamit Bozarslan, Gilles Bataillon & Christophe Jaffrelot, *Passions révolutionnaires, Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Éditions EHESS, 2011, p. 53, 54, 96.

Cegerxwîn, *Salar û Mîdya*, Avesta, Istanbul, 2003 (Beyrouth, 1973) ; *Kî me Ez*, Avesta, Istanbul, 2011.

Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque : analyse d’une historiographie nationaliste, 1931-1993*, CNRS Éditions, 1997

Étienne Copeaux, *Une vision turque du monde à travers les cartes - De 1931 à nos jours*, CNRS éditions, Paris, 2000, 240 p.

Étienne Copeaux, « Manuels scolaires : détournements et contournements », *Outre-Terre*, 2005/1, n° 10, p. 157-171.

Olivier Grojean, *La révolution kurde, le PKK et la fabrique d’une utopie*. La Découverte, p. 90-97 ; « La production de l’Homme nouveau au sein du PKK », *European Journal of Turkish Studies*, 2008, URL : http://journals.openedition.org/ejts/2753.

Notes de fin

1 Congrès pour l’éducation de la société démocratique, « Programme d’éducation de la société démocratique pour l’ouest du Kurdistan », déclaration du 15/06/2015.

2 Entretien de l’auteur avec le représentant du PYD à Erbil, 21/05/2017.

3 L’ensemble des traductions de l’arabe et du kurde au français citées dans l’article sont de l’auteur.

4 Ces contenus pédagogiques ont fait l’objet de nombreuses études notamment de la part d’E. Copeaux (1997) et S. Valter (2002) pour ce qui est des écoles turque et syrienne.

5 Daphné Roulier, « *Les Amazones de Rakka* », reportage pour *L’effet papillon*, Canal +, 2017, source : https://www.youtube.com/watch?v=sUqFNq3O978 (consulté le 26/04/2021).

6 Stéphane Kenech et Mehdi Meddeb, « La prison des jihadistes » reportage pour Arte, 2017, source : https://www.arte.tv/fr/videos/079770-000-A/syrie-la-prison-des-jihadistes/ (consulté le 26/04/2021).

7 Manuel scolaire de « société et vie » (*Civak û jîyan*), niveau 2 (2016), p. 1-20, 40 ; Manuel scolaire de « société et vie » (*Civak û jîyan*), niveau 2 (2020), p. 7.

8 Y. Renoult, « Maxmur, un petit laboratoire du confédéralisme démocratique » (in S. Bouquin et al., 2017).

9 Entretien de l’auteur avec le co-directeur de la représentation du Rojava à Souleymaniyyeh, le 04/04/2017.

10 La coïncidence de cette représentation d’Apo avec la figure de Mustafa Kemal Atatürk dans les manuels scolaires turcs est frappante et interroge au-delà de la matrice des programmes dispensés au sein du PKK à Makhmour le lien entre ces ouvrages d’histoire kurde et le système scolaire kémaliste encore largement en vigueur dans la République de Turquie (Étienne Copeaux, 2005).

11 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 3 (2017), p. 148, 160.

Hawar, Damas, 1930.

Michiel Leezenberg, « The ambiguities of democratic autonomy: the Kurdish movement in Turkey and Rojava », *Southeast European and black sea Studies*, vol. 16, n° 4, 2016, p. 671-690.

Marie Le Ray et Clémence Scalbert-Yücel, « Knowledge, ideology and power. Deconstructing Kurdish Studies », *European Journal of Turkish Studies* [en ligne], n° 5, 2006, URL : http://ejts.revues.org/777.

John Limbert, « The Origins and Appearance of the Kurds in Pre-Islamic Iran », *IranianStudies*, Vol. 1, n° 2, printemps 1968, p. 41-51.

Abdullah Öcalan, *Sümer Rahip Devletinden Demokratik Uygarlığa*, Mezopotamya Yayınları, 2001 ; trad. *Gilgamescherben. Von Sumer zurdemokratischen Zivilisation*, Atlantik, 2003 ; *Prison WritingsI: The Roots of Civilisation*, Pluto Press, 2007 ; *Glieredi di Gilgamesh; dai sumeri alla civiltà democratica*, Edizioni Punto Rosso, 2011.

Clémence Scalbert-Yücel, « Kurdes sans Kurdistan », *Outre-terre*, n° 12, 2005, p. 93-104.

Jordi Tejel, *Syria’s Kurds. History, Politics and Society*, Routledge, New York, 2009, 189 p.

Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIII^e-XIX^e siècle*, Le Seuil, 2001.

Stéphane Valter, *La construction nationale syrienne. Légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, Paris, CNRS éditions, 2002.

12 *Ibid.*, p. 159-165.

13 *Ibid.*, p. 137 ; (2020), p. 112, 116.

14 *Ibid.*, p. 147.

15 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 3 (2020, en kurde), p. 7-25 ; (2020, en arabe), p. 7-29.

16 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 2 (2017), p. 133-157 ; Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 3 (2020), p. 7-29.

17 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 2 (2017), p. 161 ; Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 3 (2020), p. 30.

18 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 3 (2017), p. 160 ;

19 *Ibid.*, p. 137, 155.

20 *Ibid.*, p. 155.

21 Manuel scolaire d’histoire du lycée niveau 3 (2017/2020), p. 156, 163-171.

22 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 2 (2017), p. 51, 61, 71 ; (2020), p. 109 ; Manuel scolaire d’histoire du lycée niveau 3, p. 25-55.

23 A.-M. Thiesse décrit avec justesse l’articulation entre conscience nationale et processus d’apprentissage d’une tautologie : « la nation naît d’un postulat et d’une invention. Mais elle ne vit que par l’adhésion collective à cette fiction. Les tentatives avortées sont légion. Les succès sont les fruits d’un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu’ils sont, leur fait devoir de s’y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif ». (A.-M. Thiesse, 2001 p. 14)

24 Manuel scolaire de sciences sociales de niveau 6 (2016), p. 44.

25 Manuel scolaire d’histoire du collège niveau 1 (2017), p. 76 ; Le titre est modifié dans la version de 2020 : « La lutte des peuples contre la civilisation centraliste », p. 83.

26 Entretien de l’auteur avec le co-directeur de la représentation du Rojava à Souleymaniyyeh, le 04/04/2017.

27 Au sujet des productions orientalistes sur l'origine des Kurdes et leur lien avec le mythe national kurde (J. Limbert, 1968; M. Le Ray et C. Scalbert-Yücel, 2006).

28 Dans le premier numéro de la revue culturelle Hawar publiée en 1930, une note (en français dans le texte) indique que « la langue kurde est une langue aryenne. Langue indo-européenne, indo-germaine. D'après les dernières recherches archéologiques et philologiques, il semble que la langue actuelle dont les Kurdes se servent est la langue des Mèdes, comme celle des Persans est celle des Parses ». *Hawar*, Damas, p. 11.

29 Entre autres éléments, un de ses recueils de poèmes porte le titre de « Salar û Mîdya (Chefs de guerre et Mèdes) ». Son poème intitulé « Kî me Ez (qui suis-je) » comporte les vers suivants : « Naxwazim bimrim/dixwazim bigrim/Kurdistan xwe/axa Mîdya (Je ne veux pas mourir/je veux m'emparer/de mon Kurdistan/terre des Mèdes) ». Cegerxwîn, *Salar û Mîdya; Kî me Ez*.

30 Manuel scolaire de sciences sociales de niveau 4 (2016), p. 70; (2020), p. 109.

31 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 1 (2017), p. 105.

32 *Ibid.*, p. 113. Cette mise en page a été largement modifiée dans l'édition de 2020 et a fait disparaître cette confusion des époques.

33 *Ibid.*, p. 105; (2020), p. 109.

34 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 2 (2017/2020), p. 126.

35 Ici encore, on trouve de fortes similitudes entre ces procédés cartographiques kurdes et les représentations géographiques dans les manuels scolaires turcs, sans pour autant que les premiers atteignent la même profusion (E. Copeaux, 2010).

36 Manuel scolaire d'histoire du lycée niveau 3 (2017/2020), p. 82, 125.

37 *Ibid.*, p. 158-164.

38 Manuel scolaire de sciences sociales de niveau 6 (2016), p. 118.

39 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 1 (2017), p. 35.

40 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 3 (2017), p. 11.

41 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 3 (2020), p. 119-141.

42 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 3 (2020), p. 127.

43 Manuel scolaire d'histoire arabe du collège niveau 3 (2017), p. 113-118; (2020), p. 123-126.

44 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 2 (2017), p. 47, 75; (2020), p. 55.

45 Manuel scolaire de sciences sociales de niveau 4 (2016), p. 78-82.

46 Manuel scolaire de sciences sociales de niveau 5 (2020), p. 36-40.

47 K. Cuvelier, « Rojava : la démocratie directe comme alternative à la guerre » (S. Bouquin et Al., 2017).

48 L'ouvrage en question a été publié en turc avant d'être traduit en allemand puis en anglais et en italien avec quelques modifications et sous des titres différents. Il est souvent présenté comme des « écrits de prison » en référence allusive aux travaux d'Antonio Gramsci. Sumer y est décrit comme l'archétype de l'« État-prêtre » ou de la « civilisation esclavagiste » dont la structure oppressive se perpétue dans les édifices babyloniens et assyriens (A. Öcalan, 2001).

49 *Prison Writings I: The Roots of Civilisation*, « Slave-Owning society and the development of civilization », p. 5-94.

50 Manuel scolaire de sciences sociales de niveau 4 (2020), p. 111.

51 Manuel scolaire d'histoire du collège niveau 1 (2020), p. 21, 41.

52 <https://www.kurdistan24.net/en/story/23917-Asayish-arrest-more-teachers-for-using-regime-education-plan-in-northern-Syria>; <https://www.artafm.com/news/25341> [pages publiées en février 2021, consultées en avril 2021].

Lucile Irigoyen

Le cinéma au Rojava : un outil politique, culturel et social

Au cœur de la guerre, *Komîna Film a Rojava* réunit des acteurs multiples, aux intentions diverses, parfois difficiles à décrypter. Née en 2015, dans la ville de Girê Sipî (Tell Abyad), cette Commune du Film, entend produire et diffuser des films tout en organisant des formations théoriques et pratiques en cinéma. Au croisement entre les champs culturel, politique et social, cette institution a vu le jour pour des motifs différents. Artistes, militants, idéologues, ou les trois à la fois, ses membres actifs ou plus lointains ont tous une conscience politique des images. Si leurs priorités et leur approche du cinéma diffèrent, leurs collaborations semblent toujours mues par une quête de visibilité, qu'elle soit locale ou internationale.

Pour tenter d'éclairer cette institution émergente, je me concentrerai d'abord sur les réseaux politiques et culturels liés à sa création. Ceux-ci permettent de saisir l'inscription de cette Commune du Film dans une histoire kurde transnationale. Dans un second temps, je décrirai comment ce cinéma s'engage dans une forme de reconquête du récit historique. Enfin, à partir d'activités et de discours observés lors de mon terrain, ainsi que par l'étude des œuvres produites au sein de *Komîna Film a Rojava*, j'examinerai la façon dont le cinéma est envisagé comme un outil de reconstruction sociale¹.

De la Turquie au Rojava, un réseau culturel transnational

En novembre 2018, lorsque j'arrive au Rojava, je suis accueillie durant deux jours dans les locaux de *Komîna Film a Rojava* à Qamişlo. J'y attends l'équipe du festival annuel de cinéma auquel je suis venue assister. Lieu de travail et de stockage de matériel, ce bâtiment fait aussi office d'hébergement pour une partie des personnes présentes. À leur accent, je comprends que trois d'entre eux sont originaires du Bakur, le Kurdistan Nord, en Turquie. Ils sont venus clandestinement. Deux sont arrivés de Qandîl, la montagne abritant la guérilla du PKK, et sont des cadres de l'organisation². Le dernier est venu d'Amed (Diyarbakir). Avec certains membres de *Komîna Film a Rojava*, ils travaillent à l'écriture d'une série télévisée pour la chaîne *Ronahî TV*³. Ces premières rencontres témoignent de la porosité des frontières et des liens étroits que cette Commune du Film (et l'ensemble des nouvelles institutions du territoire) entretient avec des membres directs du PKK ainsi qu'avec les populations du Kurdistan Nord. En ce sens, si les structures administratives portées par le PYD ne sont pas à ce jour clairement fixées, une partie des modèles institutionnels implantés dans le nord-est syrien sont anciens et existent également en Turquie.



Tournage à Kobanê de *Çîrokabajarênwêrankirî* (Histoires de villes détruites), fiction réalisée par Sero Hîndê, possiblement en 2016, 77'. © *Komîna Film a Rojava*

Aux origines, le Tev-çand

Le premier discours public des membres de *Komîna Film a Rojava* revendique une inscription au sein du *Tev-çand* (*Tevgera Çand û Hunera Demokratîka Mezopotamya* – Mouvement de la Culture et de l'Art Démocratique de Mésopotamie). Définie comme un « mouvement », cette organisation rassemble les différentes institutions culturelles liées au PKK. Elle est principalement présente en Turquie et en Europe. Depuis les années 1990, ses réseaux soutiennent la création artistique kurde contemporaine et la transmission des arts traditionnels. La structuration de ses institutions phares est très proche de ce qui est mis en place au Rojava, notamment en matière de cinéma.

En 1991, en Turquie, le *Navenda Çanda Mezopotamya* (NÇM - Centre culturel de Mésopotamie) ouvre à Istanbul. Il offre à des artistes et à des étudiants la possibilité de s'y réunir et de développer des projets en théâtre, danse et musique. Sa branche cinématographique émerge en 1996, avec la création de la société de production

Yapim 13. Toujours active aujourd'hui, elle organise des ateliers de formation à la pratique cinématographique et supporte matériellement la création de films; des activités similaires à celles de *Komîna Film a Rojava*. En 2010, en Turquie, ce sont les premières écoles artistiques kurdes qui s'établissent à Amed, en collaboration avec la municipalité. Depuis, l'Académie Cigerxwîn⁴ propose des enseignements techniques et théoriques sur des cycles de trois ans. Sur un modèle similaire, en octobre 2015, l'*Akademîya Hunerêya Şehîd Yekta Herekol* (Académie des arts du martyr Yekta Herekol) voit le jour au Rojava, dans la ville de Girê Sipî (Tell Abyad). Elle regroupe des enseignements en cinéma, théâtre, *govend* (danses traditionnelles) et en arts plastiques⁵. Enfin, en Turquie, les années 2000 voient également émerger des festivals de films kurdes qui entretiennent des liens étroits avec le *Tev-çand*⁶.

Depuis la fin des années 1990, les politiques culturelles du PKK ont ainsi permis de tisser un réseau d'acteurs et d'institutions à même de développer des espaces de

production, de formation et de diffusion de films kurdes en Turquie. Depuis 2015, et malgré la précarité du contexte socio-politique, cette expérience acquise a manifestement bénéficié au développement d’une fabrique cinématographique kurde au Rojava. *Komîna Film a Rojava* en est la clef de voûte.

Un réseau transnational qui se renforce

Les institutions culturelles du *Tev-çand* contribuent à l’ancrage du PKK au sein de la société kurde de Turquie, notamment en ce qu’elles proposent des événements ainsi que des espaces de création et de formation accessibles et en langue kurde. Dans un même temps, comme le décrit Clémence Scalbert-Yücel (2017), elles « forme[nt] des professionnels qui poursuivront leur travail dans le [...] réseau [PKK] ». Ces mêmes circulations se retrouvent au Rojava, où les étudiants de l’Académie des Arts doivent réaliser un stage pratique qui se déroule au sein des structures développées localement depuis 2012. Ainsi, ils constituent un vivier de personnel formé, à même de rejoindre, voire d’ouvrir, de nouvelles institutions et de participer au développement administratif du PYD. En ce sens, en 2015-2016 et 2016-2017, lors de deux sessions de formation à l’Académie des Arts, le développement du programme et les cours du parcours cinématographique sont principalement assurés par des membres de *Komîna Film a Rojava*. En 2018, d’anciens étudiants ouvrent *Komîna Film a Kobanê* (La Commune du Film de Kobanê) et inscrivent leur démarche en continuité avec celle développée par *Komîna Film a Rojava*.

En 2016 déjà, ce modèle de formation avait prouvé son efficacité par la pérennité du réseau d’acteurs culturels transnationaux qu’il peut produire. Cette année-là, Sevînaz

Evdike, aujourd’hui co-présidente de *Komîna Film a Rojava*, s’engage dans la préparation des premières « Journées du Film » dans les six principales villes de la région. Réfugiée durant quatre ans au Kurdistan Nord, elle intègre le parcours cinéma de l’Académie Cigerxwîn et participe, comme les autres étudiants, à l’organisation du *Yilmaz Güney Film Festival*, du *Amed Film Festival* et du *Festival Filman a Axtamarayê Wan* (Festival de film de Axtamar à Van). Ce parcours au Kurdistan Nord et le réseau professionnel qu’elle s’est alors constitué lui permettent d’organiser cinq jours de projections. Malgré la précarité matérielle dans laquelle se trouvent les habitants du Rojava, en deux semaines les contacts avec les réalisateurs sont pris, les films sélectionnés et les diffusions assurées⁷.

Aussi, la dimension internationale de *Komîna Film a Rojava* dépasse le seul cadre régional. Cet internationalisme est une composante de l’institution puisque sur ses six membres fondateurs à ce jour retrouvés, trois sont originaires du Rojava, un de Turquie, une d’Italie et le dernier du Rojhilat (Kurdistan Est, Iran). Au fil des ans, les échanges avec des professionnels étrangers se sont renforcés, allant jusqu’à donner lieu à une co-production pour le film *Ji bo Azadiye, The end will be spectacular* (*Pour la liberté, La fin sera spectaculaire*, fiction, 2019, 112’) réalisé par Ersin Çelik⁸. Ainsi, avec l’apparition de *Komîna Film a Rojava* les chaînes de collaboration qui se développent au sein de *Tev-çand* s’étayaient. Elles contribuent à consolider sa dimension transnationale et à la déployer au-delà du seul cadre régional. Localement, elles permettent à la fois au PYD d’étendre son ancrage institutionnel en Syrie et à de jeunes cinéastes de développer leur pratique artistique.

À travers le cinéma, une reconquête du récit historique

Dès 2012, l’administration du PYD prend au sérieux l’élaboration d’images filmées et s’engage dans la production médiatique. À l’instar de *Ronahi TV*, des centres médiatiques des groupes combattants ou de l’Union des Médias Libres, plusieurs structures voient le jour pour encadrer et développer des stratégies de mise en image des revendications politiques et de la situation guerrière⁹. À partir de 2015, l’ouverture d’espaces cinématographiques ne vise plus seulement à représenter les actions politiques et militaires menées sur place. Elle s’inscrit dans une démarche de réappropriation culturelle qui évince et remplace les politiques du pouvoir central syrien et s’engage dans une reconquête du récit historique.

Donner à voir une histoire politique

En s’officialisant le 14 juillet 2015, les membres de *Komîna Film a Rojava* ont choisi de commémorer les grèves de la faim débutées le 14 juillet 1982 dans la prison d’Amed par plusieurs militants du PKK¹⁰. Ces derniers sont devenus des figures du mouvement et cet épisode cristallise symboliquement l’ampleur des violences politiques du gouvernement du général Evran en Turquie¹¹ et légitiment, en creux, l’entrée dans la lutte armée du PKK¹². En associant son institution à cet événement, *Komîna Film a Rojava*



Affiche du film *Ji Bo Azadiyê*. Un long métrage fabriqué et diffusé dans des réseaux transnationaux. ©*Komîna Film a Rojava, AlbaSotorra Cinéma Productions et Demkrat Film Production*.

inscrit son action dans une continuité avec la lutte du PKK. Cette filiation, qui n’a rien d’artistique, questionne quant à une possible subordination du politique sur le développement du cinéma au Rojava. Dans leur premier texte public, les membres de cette Commune du Film déclarent hériter « des devoirs et des responsabilités¹³ » de leur affiliation au *Tev-çand*. Bien que ces mots d’ordre ne soient jamais explicités, tous se définissent comme militants et placent leur cinéma comme partie prenante de « la révolution du Rojava¹⁴ ». Aussi, ce collectif porte la responsabilité de ce qu’il représente et travaille en conscience, voire en soutien, des lignes idéologiques qui animent le PYD. Pour autant, les projets artistiques n’émanent pas du parti, mais sont écrits et élaborés par les membres de l’institution qui se compose d’habitants kurdes de la région¹⁵. Sur les huit longs et moyens métrages et les trois courts-

métrages produits à ce jour, un seul film échappe à ce fonctionnement.

Ji bo Azadiyê, The end will be spectacular, n’a pas été écrit au sein du collectif. Il a bénéficié d’un budget conséquent et d’un site internet dédié¹⁶. Il retrace une histoire de la lutte du PKK au Kurdistan Nord (Turquie)¹⁷. Ce film de guerre s’inscrit dans un rapport plus frontal à la propagande que la majorité des œuvres de *Komîna Film a Rojava*. Dans ces derniers, la guerre se trouve aussi au cœur des récits, mais elle n’est pas abordée dans sa dimension spectaculaire. Ces films se placent du point de vue d’une partie de la société ; lorsque les combattants sont évoqués ou mis en avant, ils sont toujours définis comme membres du corps social du Rojava. Présenté dans plusieurs festivals internationaux¹⁸, *Ji bo Azadiyê* a partagé une vision jusqu’alors peu diffusée de la violence extrême qui a animé le Kurdistan Nord dans les années 2015 et 2016. Il a permis au PKK de mettre en scène cette période médiatiquement passée sous silence. Dans un même temps, lors de sa tournée de diffusion, ce film a donné l’occasion aux membres de *Komîna Film a Rojava* de présenter leurs actions et d’élargir leurs contacts avec le milieu professionnel du cinéma¹⁹. *Ji bo Azadiyê* est symptomatique de l’entremêlement d’acteurs et d’orientations qui se croisent au sein et autour de *Komîna Film a Rojava*. Si ce film s’inscrit dans une démarche de mise en image idéologique, le cinéma qui se fait au Rojava entretient des rapports complexes au politique qui ne peuvent se réduire à une unique acception.

S’ancrer dans un passé local

Ji bo Azadiyê est un film singulier dans le parcours de *Komîna Film a Rojava* qui tend à inscrire son action plus localement, spécifiquement au sein du Rojava. Par ses

productions et ses activités, cette institution participe notamment à la reconquête d’une histoire des Kurdes de Syrie. Depuis 2016, chaque année, le festival annuel de la région débute le 13 novembre « en mémoire du cinéma d’Amûde qui a brûlé en 1960²⁰ ». Cette année-là, environ 280 enfants assistent à une séance organisée par le gouvernement syrien afin de promouvoir la lutte algérienne pour son indépendance. Un incendie se déclare et les brûle vivants. Le gouvernement n’ayant jamais cherché à faire lumière sur les causes des flammes, de nombreux habitants de la région l’accusent d’en être à l’origine. Cet événement est d’ailleurs communément appelé « le massacre d’Amûde ». Il est devenu un épisode majeur de la mémoire collective des Kurdes du Rojava. S’il semble être connu de tous, différentes versions de son histoire m’ont été racontées lors de mon étude de terrain²¹. En mettant en avant ce souvenir, les membres de *Komîna Film a Rojava* font acte de commémoration tout en ravivant et préservant une certaine mémoire collective et locale.

Le cinéma et les initiatives qui s’organisent autour de lui peuvent aussi être envisagés comme vecteurs de construction historique. Comme le souligne Cyril Roussel, « la présence kurde sur cet espace fait l’objet de polémiques concernant son ancienneté ; surtout les Kurdes n’ont jamais politiquement contrôlé ce territoire en tant qu’entité : ils n’ont donc pas de mythe fondateur du territoire auquel ils pourraient se référer » [C. Roussel, 2012]. Conscients de ce manque, les membres de *Komîna Film a Rojava* semblent avoir à cœur de le combler. En reprenant la statue de Kobanê érigée sur le rond-point central de la ville lors de sa libération, le logo du festival de 2018 représentait une femme combattante, le poing levé²². En 2019, Şero



1. Logo du festival annuel, édition de 2018. Une inscription dans un passé récent et international.

2. Logo du festival annuel, édition de 2019. Une inscription dans un passé millénaire et local. ©Komîna Film a Rojava

Hîndê, co-président de cette Commune du Film, considérait que cette illustration en référait seulement à ces dernières années de lutte alors qu’il était important de marquer l’ancrage des Kurdes de Syrie comme bien plus ancien. L’équipe a alors choisi d’adopter l’image des lions du temple de *Aîn Dara*. Datant de l’ère araméenne (1300-700 avant J.-C.), ce site a été la cible de bombardements de l’armée turque en janvier 2018²³. Au-delà de dénoncer finement la destruction de ces vestiges historiques, les membres de *Komîna Film a Rojava* s’affilient dès lors aux peuples mésopotamiens ancestraux, les plus anciens peuples connus du territoire²⁴. Réaffirmer leur ancrage historique dans la région est une façon de légitimer leur présence territoriale et politique²⁵.

Ainsi, une partie des productions et des activités de cette Commune du Film semble s’inscrire dans les prémices de la construction de ce que Marc Ferro appelle une « Histoire-mémoire » [M. Ferro, 1977]. Le passé est mis à l’honneur. Il a pour la communauté « une fonction d’identification ; le groupe se retrouve grâce à son Histoire, il la chante, et il est mû par le souci de sa propre dignité, de sa reconnaissance » [M. Ferro, 1977]. « Anonyme et collective » cette Histoire va de pair avec la constitution en cours d’une

entité territoriale [M. Ferro, 1977]. Les événements traumatiques mis en avant « servent aussi de repères symboliques et temporels (...) qui donnent un sens à la continuité formatrice de la mémoire collective des Kurdes » [Bozarslan, 1997]. Par son travail, *Komîna Film a Rojava* participe à une reconstitution et à une redéfinition de la communauté kurde de Syrie. Elle a pour but de la mettre en image.

Par le travail de l’image, redevenir acteur

Depuis 2012, la guerre n’a jamais cessé de faire partie de quotidien des habitants du Rojava. Comme ailleurs en Syrie, les dégâts matériels et les pertes humaines ont été considérables. Pour les membres de *Komîna Film a Rojava*, reconstruire une culture de l’art est envisagé comme un acte inhérent à la reconstruction de la société. Il s’agit de redonner voix à des habitants jusqu’alors invisibilisés ou dominés par une imagerie médiatique et de les rendre acteurs des récits qui émanent du Rojava.

S’approprier son image

Parce que les membres de *Komîna Film a Rojava* considèrent la situation du territoire comme étant révolutionnaire, ce moment est l’occasion de prendre en main son image et de réfléchir à la façon de l’aborder. Le discours de présentation de l’institution, s’ouvre en rappelant que « les YPG et YPJ qui combattent (...) ne sont pas seuls dans la gestion de la révolution du peuple [des] cantons libérés²⁶ ». Le 1^{er} décembre 2018, lors d’une visite d’internationalistes allemandes dans les bâtiments de la Commune à Sêrêkaniyê, Sevînaz Evdike expliquait que

« beaucoup des [membres fondateurs] étaient dans les YPG ou filmaient pour les YPG²⁷ » avant de se réunir, et que, l'intention du collectif était d'essayer « de filmer ceux qui parlent de la société civile et pas seulement la partie militaire²⁸ ». C'est donc en réaction à une certaine imagerie produite sur place, à laquelle les instigateurs du collectif ont eux-mêmes contribué, qu'ils se sont rassemblés autour du cinéma. C'est aussi pour s'émanciper de la production commanditée ou exploitée par les médias étrangers que ses membres se sont engagés dans le développement d'un cinéma local, sur et pour les habitants.

Depuis 2012, le Rojavaa accueilli de nombreux journalistes et réalisateurs étrangers. Lors de mon étude de terrain, ces productions ont été vivement critiquées par des acteurs et proches de *Komîna Film a Rojava* pour ne s'intéresser qu'à la guerre et ne représenter les habitants que dans des positions victimaires. Aussi, comme ailleurs en Syrie, des médias étrangers ont commandé de nombreuses images à des vidéastes locaux, dès lors assignés à des lignes éditoriales sensationnalistes. Or, en organisant des formations aux théories et aux pratiques cinématographiques, cette Commune du Film souhaite permettre aux habitants de s'approprier les outils filmiques à même de les aider à développer leurs histoires. La question de l'appropriation de son image est dès lors primordiale. Jusqu'ici, la majeure partie des films développés au sein de l'institution n'a pas vocation à être diffusée à l'international. Il s'agit en premier lieu de faire acte d'image, de produire son propre récit. Se faisant, *Komîna Film a Rojava* permet à celles et ceux qui y participent de devenir acteurs de leur représentation.

Dans un registre un peu différent, le

festival annuel de film est animé par des motivations similaires. En proposant un festival de qualité, les organisateurs souhaitent permettre aux habitants de se retrouver hors de l'urgence de la guerre et tentent, du moins pour quelques jours, de rendre accessible, comme ailleurs, un événement de qualité didactique et esthétique qui les aident à s'évader. En 2018, la constitution d'un jury international, composé de professionnels du monde du cinéma, était un point essentiel. L'idée était alors d'ouvrir un espace d'échange entre les habitants de la région, des artistes locaux et ces professionnels étrangers. Les organisateurs souhaitaient que, pour une fois, les habitants de la région puissent inviter des personnalités étrangères dans le seul but de partager un moment. D'après Alberto Garcia Ballesteros, très impliqué dans le développement de cette édition, cette démarche différait avec la venue habituelle des Occidentaux, qu'il décrivait comme étant majoritairement des membres d'ONG ou des journalistes à la recherche d'images misérabilistes²⁹. Pour les organisateurs du festival, sortir d'un unique statut de victime est essentiel à la reconstruction de la société du Rojava. Filmer, enseigner et diffuser des films sont les trois pratiques qui cimentent leur démarche.

Des récits au présent

En 2015, la première activité de *Komîna Film a Rojava* est l'organisation d'un atelier de formation à la prise de vues. Depuis, les deux sessions de formation au sein de l'Académie des Arts ont donné lieu à dix-sept films étudiants qui comptent parmi les productions de *Komîna Film a Rojava*. Estampillés du logo de la Commune, certains d'entre eux ont été présentés lors de festivals ou publiés sur *YouTube*³⁰. Mis côte à côte, l'ensemble des

films réalisés au sein de cette institution, par ses membres ou ses étudiants, permettent de se rapprocher d'une partie des habitants de la région. Ils racontent une Histoire qui se joue au présent. Jusqu'ici la guerre se reflète dans la majorité de ces œuvres et les traverse de façon plus ou moins frontale. Ce motif récurrent peut ainsi nous aider à appréhender ce corpus.

Dans les premières années de cette Commune, les films réalisés présentaient principalement la guerre comme étant révolutionnaire. À l'image de *Roza, walatê du çeman* (*Roza, le pays des deux rivières*, documentaire, 2016, 74') de Kutbettin Cebe³¹, une partie des films étudiants réalisés en 2015 soutiennent frontalement l'image de la guerre que le PYD souhaite donner. *Gulên Rojê* (*Les roses du jour*, fiction, 2016, 17'), d'Alan Lehdo, se concentre sur des mères de combattants et présente la situation révolutionnaire à l'arrière du front. Il insiste sur le nouveau collectif qui s'y organise. Aussi, *Deng* (*Le son*, fiction, 2016, 12') de Diyan Osman et *Bi Zanebûn hebûn* (*Avec l'existence du savoir*, fiction, 2016, 13') d'Eli Hisên, mettent en récit la métamorphose de jeunes hommes indolents qui finalement s'engagent au sein des YPG ou rejoignent des centres de formation politique. Par des dispositifs différents, ces deux films présentent la révolution sur place comme étant un vecteur d'éveil des consciences. Ils sont révélateurs de nouveaux cadres symboliques institués par la révolution et du changement de mœurs qui s'est opéré dans l'espace public depuis 2012. Dans une certaine mesure, ce dernier s'est trouvé modulé par la présence de cadres du PKK et la nouvelle génération de réalisateurs kurdes du Rojava a grandi au cœur de cette redéfinition des symboles et des modes de vie collectifs³².

Pour autant, les propositions cinématographiques de *Komîna Film a Rojava* se concentrent principalement sur



Figure 4. *Roza, Welatê du çeman* (*Roza, le pays aux deux rivières*, 2016), chronogramme. Soutenir la parole officielle : principe d'alternance entre le discours d'une représentante politique (Nezire Gewriye) et des images-preuves (funérailles d'un martyr assyrien). © *Komîna Film a Rojava*



Figure 5. *Xêz* (*Le Trait*, 2017). Mise en résonance des quotidiens civil et militaire : un montage alterné entre les gestes d'un frère qui meurt au combat et de sa sœur qui peint son portrait. © *KomînaFilm a Rojava*

la guerre dans son rapport intime. En ce sens, des films tels que *Mako Sare* (*Mako est froid*, fiction, 2016, 20') de Şero Hindê, *Navê min li serkevirekîye* (*Mon nom est écrit sur une pierre*, fiction, 2017, 10') de Zilan Hemo, et *Xêz* (*Le Trait*, fiction, 2017, 5') de Roşîn Osi, la racontent dans sa dimension sensible, à travers les histoires de celles et ceux qu'elle touche. Par la mise en avant de récits singuliers, souvent inspirés de faits vécus, ces films contribuent à retranscrire des événements traumatiques. En portant attention aux blessures invisibles qui ont marqué la communauté, ils extraient la guerre de l'abstraction qui l'entoure généralement et permettent de saisir ses conséquences sur le quotidien des habitants. En focalisant leur cinéma sur « des formes qui ressemblent à la vie [ces réalisateurs] se concentre[nt] avant tout sur la perception émotionnelle » [A. Tarkovski, 1989] du spectateur, le laissant faire résonner le film avec sa propre histoire. À travers la reconstruction sensible des traces de la guerre sur les quotidiens de leurs personnages, ils forment un corpus qui pose les questions de la reconstruction collective. Ainsi, une partie des films ont une valeur cathartique qui contribue à la formulation d'un peuple en devenir, qui pour se construire doit réaliser un travail de mémoire et de prise en charge des traumatismes. Ces œuvres relèvent néanmoins de regards singuliers et l'ensemble de la production de *Komîna Film a Rojava* se caractérise aussi par son hétérogénéité.

Trois films se démarquent de l'ensemble du corpus produit au sein de l'institution. *Berx* (*L'agneau*, fiction, 2017, 6') de Mistefa Wey, *Masî* (*Le Poisson*, fiction, 2017, 4'30) de Zilan Efrin et *Nîgaş* (*Rêverie*, fiction, 2017, 6'30) de Denîs Derwîş, matérialisent une volonté de s'émanciper de récits politiques, traumatiques ou mémoriels. Ces trois films, sans dialogue,

dépassent une assignation spécifiquement kurde pour mettre en scène des instants de vie ordinaires. Ils font la démonstration en acte de la capacité du cinéma à permettre une évasion. Si les actions du quotidien représentées peuvent sembler insignifiantes (quatre enfants volent un mouton, un autre un poisson rouge, un adolescent joue un air de violon), la construction cinématographique de ces trois courts-métrages insiste sur leur profondeur vitale. En s'échappant du contexte politique, ils rendent hommage à la vie qui continue. Ils résistent à une double assignation qui voudrait que les habitants du Rojava ne soient habités que par des préoccupations politiques et par des traumatismes de guerre³³. Avec eux, le cinéma « devient une façon de se réapproprier sa propre liberté » [M. Slitine, 2015].

* * *

À l'image des personnes engagées dans les transformations politiques et sociales que connaît le Rojava, *Komîna Film a Rojava* se caractérise par la multiplicité des acteurs qui la traversent. Cadres du PKK venus de sa branche militaire et originaires de Turquie, nouveaux cadres originaires de la société kurde de Syrie, habitants qui y trouvent un moyen d'expression et/ou une possibilité de s'inscrire dans la société en recomposition, artistes animés par un désir de cinéma et professionnels étrangers, s'y croisent et collaborent en son sein. En ce sens, il n'existe pas de frontière précise qui démarquerait ce *Monde de l'Art* [S. Becker, 1982] de la société concernée par cette production cinématographique. Se revendiquant comme partie prenante de la révolution du PYD, *Komîna Film a Rojava* n'entend pas prendre en compte tous les habitants du Nord-Est syrien, mais peut nous aider à éclairer la diversité des dynamiques sociales, politiques



Figure 6. *Nîgaş* (*Rêverie*, 2017). Mise en scène d'une évasion : un violoniste entraîne le spectateur dans sa rêverie. © *Komîna Film a Rojava*

et culturelles qui parcourent aujourd'hui la société kurde de Syrie. Questionner les conditions d'émergence de cette expérience artistique et porter attention à l'ensemble des œuvres produites en son sein, m'a permis de réinscrire une partie de la population locale dans l'analyse des événements politiques et guerriers qui l'ont marquée. Pour mener à bien cette première étude, effectuer un terrain de recherche a été fondamental. Il m'a permis d'approcher la multiplicité des acteurs qui composent ce laboratoire cinématographique, de collecter l'ensemble de mon corpus filmique³⁴ et d'effectuer des entretiens et des observations qui m'ont aidé à analyser les œuvres et les discours officiels de *Komîna Film a Rojava*. Considérant que tout film imprime les subjectivités de ceux qui les fabriquent, les productions cinématographiques de l'institution ont été

prises en compte sans distinction de leur richesse artistique. Pour autant, pour pouvoir les analyser, il m'a été nécessaire de les mettre en relation entre elles et avec mon terrain. La guerre, c'était alors révélé comme l'élément contextuel le plus saillant ; elle est également le motif le plus récurrent dans les œuvres de *Komina Film a Rojava*. Elle a ainsi traversé l'ensemble des analyses de film de mon travail. Présentée comme révolutionnaire ou bien source de blessures intimes, touchant spécifiquement la population kurde ou bien partagée avec l'ensemble des Syriens, centrale ou bien absente des récits, elle esquisse l'hétérogénéité des intentions et des sensibilités qui traversent *Komina Film a Rojava*. Tout comme les façons de s'engager et de se projeter dans le projet révolutionnaire du PYD, les usages du cinéma y sont multiples. ■

6 Voir notamment le *Yilmaz Güney Film Festivali* (courts-métrages) à Batman en 2011, le *Festivala Belge filman a Film Amed* (Festival de films documentaires Film Amed) à Amed en 2012 et le *Festivala Filmên Kurdya Stenbolê* (Festival de films kurdes d'Istanbul) en 2019.

7 Des connexions internes au Rojava permettent alors de surmonter une grande partie des contraintes matérielles : *Ronahi TV*, la chaîne de télévision locale, lui donne trois jours d'accès à leur connexion internet et des journalistes l'aident à télécharger les films ; un membre de *HevaSor* fait office de graphiste ; l'appartement d'un ami devient le local principal de travail ; les centres culturels des villes accueillent l'événement et s'occupent de diffuser les affiches et les programmes.

8 Avec sa société de production éponyme, la réalisatrice espagnole Alba Sotorra est la principale coproductrice de ce long métrage. Elle a notamment permis à la post-production du film d'avoir lieu à Barcelone.

9 À partir de 2013, les groupes militaires liés au PYD développent des centres médiatiques. À travers les réseaux sociaux et des chaînes *YouTube*, ils visent un public la fois kurde et international. Cette même année, une Union des Médias Libres (YRA – *Yekîtiya Ragîhandina Azad*), est mise place à Qamişlo et s'occupe notamment d'encadrer les journalistes étrangers.

10 Voir les captures d'écran du premier site internet de *Komîna Film a Rojava*, disponible sur la *Way Back Machine* : <https://web.archive.org/web/20160829014605/http://www.kominafilmaroja.org/english/profile/history/>

11 Kenan Evran (1917-2015), est un général militaire turc qui en septembre 1980 dirige un coup d'état particulièrement violent en Turquie. Il met en place un régime politique autoritaire. Des milliers de personnes sont arrêtées, beaucoup sont torturées, nombres encore s'exilent à l'étranger. Les partis politiques sont notamment dissous.

12 Le film *14 Temmuz* (14 juillet, fiction, 2017, 146'), réalisé par Haşim Aydemir en Turquie et coproduit par Yapim 13 et Mir Produksyon, retrace ces grèves de la faim.

13 Voir le discours d'établissement de *Komîna Fîlm a Rojava*:
<https://web.archive.org/web/20160829072922/http://www.kominafilmaroja.org/english/profile/>

14 Lors de mon terrain, tous les acteurs rencontrés ont défini la situation politique et sociale du Rojava en ces termes.

15 Si les membres fondateurs de *Komîna Fîlm a Rojava* comptent des personnes venues de l'étranger, depuis 2019 l'ensemble de l'équipe est composée d'habitants kurdes de la région.

16 Pour voir le site internet dédié au film : <https://theendwillbespectacular.com/>

17En se plaçant du point de vue des combattants, dont certains jouent leur propre rôle, ce film de guerre se rapproche du *Sineçiya* (cinéma des montagnes), le cinéma de la guérilla du PKK, dont le réalisateur Xelil Dağ fait référence. Voir à ce sujet l'article de Ahmet Hamdi Akkaya et Kevin Smets, « Media and violent conflict: Halil Dag, Kurdish insurgency and the hybridity of vernacular cinema and conflict », *Media, War and Conflict*, SAGE, 2015.

18 En 2020, durant sa tournée internationale, ce film a notamment fait partie de la sélection du festival de catégorie A qu'est le *International Film Festival Rotterdam* (Pays-Bas), de la *Mostra de Valencia* (Espagne), du *Kolkata International Film Festival* (Inde) et du *Geneva International Film Festival* (Suisse).

19 Par exemple, lors de l'*International Film Festival Rotterdam* (Festival International du Film de Rotterdam) de 2020, où *Ji bo Azadiyê* était sélectionnée, la présentation de *Komina Film a Rojava* était aussi officiellement programmée. Elle a été filmée et est disponible sur *YouTube*: <https://www.youtube.com/watch?v=tyD8DTISDxo>

20 Voir notamment le dossier de présentation du *Kobanê International Film Festival* pour l'édition de 2018: <http://www.kobanefilmfest.com/>

21 En 2018, j'ai profité de ma présence au Rojava pour aborder cet événement avec différentes personnes : des membres de *Komîna Film a Rojava*, un artiste plasticien vivant à Amûde, un ancien militant proche des idées du PDK. Certains accusent l'État syrien d'avoir verrouillé les portes et allumé intentionnellement l'incendie. D'autres l'accusent d'avoir mis les enfants en danger en enchaînant les projections du même film. La lampe aurait alors surchauffé et mis le feu au Cinéma, et les portes déformées par la chaleur n'auraient pu être ouvertes.

22 Les batailles de Kobanê de 2014 et 2015 sont les premières à stopper l'expansion territoriale de Daech. D'une violence extrême, la ville est alors détruite. Cette statue, sculptée par un artiste kurde du Rojhilat (Kurdistan Est, Iran) symbolise cette victoire autant que la lutte politique des Kurdes menée sur le territoire du Rojava.

23 Voir *Bulletin de liaison et d'information* de l'Institut kurde de Paris, n° 394, janvier 2018.

24 Les membres de *Komîna Film a Rojava* s'affilient ici aux Araméens, alors que traditionnellement les Kurdes se présentent comme descendants des Mèdes. Ces peuples anciens restent peu connus, mais il semble qu'à l'inverse des Araméens, les Mèdes ne se soient pas étendus jusqu'en Syrie et n'auraient donc pu justifier d'un sempiternel enracinement sur le territoire du Rojava.

25 Dans cette même logique, le documentaire *Darên bi tene* (Les arbres de la solitude, Şêro Hindê, documentaire, 2017, 43'), s'ouvre sur une rapide mise en contexte historique. Deux minutes trente retracent trois mille ans d'histoire. Si à première vue la forme de cette introduction donne l'impression d'une reconstitution historique, c'est un discours sur l'histoire qui se déploie face au spectateur.

26 Voir le discours d'établissement sur la *Way Back Machine*:
<https://web.archive.org/web/20160829072922/http://www.kominafilmaroja.org/english/profile/>

27 Notes en direct lors de la venue d'internationalistes allemandes en visite au Rojava. Sêrêkaniyê, 1^{er} décembre 2018. En anglais. Traduction de l'auteur.

28*ibid.*

29 Entretien avec Alberto Garcia Ballesteros, réalisé en anglais le 24/11/2019 à Sêrêkaniyê.

30 Par exemple, *Derwêş, huner rhekî azade* (Derviche, l'art est une âme libre, Hogir Qolan, fiction, 2016, 15') a été présenté en 2019 à la première édition du Festival de Films Kurdes d'Istanbul. Il est également accessible sur la page *YouTube de Komîna Film a Rojava* : <https://www.youtube.com/watch?v=toUF9FAMlFE&t=9s>

31 Ce film est accessible sur *YouTube*: <https://www.youtube.com/watch?v=2fipJAwje68&t=1755s>

32 Ces modulations mériteraient d'être étudiées en profondeur puisqu'elles ne suscitent pas d'adhésion totale de la part même des militants engagés dans les nouvelles institutions du PYD. Elles se font aussi dans le sens inverse. Certains cadres du PKK présents au Rojava adaptent leurs règles et comportements par contact avec la population.

33 En interne, une assignation tacite au militantisme est portée par le mouvement. Une assignation externe au statut de victime est pour sa part mise en avant par les médias étrangers.

34 Ce corpus comprenait alors vingt-cinq films, dont dix-sept courts-métrages étudiants, trois courts-métrages de fiction et quatre longs métrages (trois documentaires et une fiction).

Ozcan Yilmaz,

L'intégration du Rojava dans l'espace kurde et les rivalités intra-kurdes à travers l'opposition PYD-ENKS

Entre 2004 et 2018, le mouvement kurde syrien connaît un développement spectaculaire alors qu'historiquement il était faible et sous l'influence des partis kurdes d'Irak et de Turquie. Dans les années 2000, l'influence de ces derniers sur les mouvements kurdes syriens s'affaiblit. On assiste ainsi à une autonomisation du mouvement kurde syrien par rapport aux organisations pan-kurdes et à son recentrage sur ses demandes en Syrie [J. Gauthier, 2009]. Une décennie plus tard, le PYD (Parti d'union démocratique) profite de la militarisation et de la régionalisation du conflit syrien, pour mettre en place une zone autonome kurde syrienne avec ses propres institutions politiques, économiques et militaires. Désormais, c'est l'ensemble de l'espace kurde¹ qui se mobilise en direction du Rojava pour défendre les acquis du foyer de la révolution kurde en Syrie.

Dominé par l'idéologie et les cadres du PYD, le Rojava se veut comme un modèle de démocratie locale, non nationaliste, non patriarcal, non sexiste, pluraliste, multiconfessionnel et multiethnique, écologiste, féministe, laïc et égalitaire². Dans l'espace kurde, il devient une alternative à la solution qu'il considère comme nationaliste et dépassée de l'indépendance ou de l'autonomie kurde, revendiquée par différents partis en Syrie ou dans les autres parties du Kurdistan [S. Bouquin et Alii, 2017]. En

favorisant l'émergence d'un mouvement kurde syrien et son intégration dans l'espace kurde transfrontalier, la guerre de Syrie a eu un impact déterminant dans la dynamique kurde en cours. Cependant, cette intégration est aussi synonyme de rivalités et de tensions intra-kurdes. De nombreux partis kurdes syriens marginalisés par la guerre syrienne, n'adhérant pas à la solution proposée par le PYD et désirant participer aussi à la gestion de la zone autonome, se réunissent dans le Conseil national des Kurdes de Syrie (CNKS ou ENKS). L'hétérogénéité du mouvement kurde syrien se manifeste à travers l'opposition PYD-ENKS et se renforce à travers leurs rapports aux partis kurdes de Turquie et d'Irak eux-mêmes tributaires de leurs alliances avec les États de la région.

Cet article porte sur le processus d'émergence du Rojava et son intégration dans l'espace kurde transfrontalier à travers l'évolution des rapports entre les mouvements kurdes de Syrie et les mouvements pan-kurdes et sur la rivalité intra-kurde. En adoptant une approche chronologique et en se basant sur des sources issues des acteurs kurdes, des observateurs non-kurdes et de la littérature secondaire, il analysera les rivalités intra-kurdes pour montrer qu'elles sont une conséquence des difficultés structurelles des mouvements kurdes dont l'existence et la marge de manœuvre dépendent de leur capacité à nouer des contacts avec l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie et de profiter des conflits et des stratégies contradictoires de ces derniers. Il nuancera les facteurs idéologiques de cette rivalité et insistera sur des difficultés structurelles des mouvements kurdes et sur l'évolution de leur rapport avec l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie. En effet, la stabilité de ces États, leurs relations et leur capacité à maintenir une coopération régionale et des



positions communes contre un mouvement kurde transfrontalier débouchent sur un statu quo régional³ qui détermine la marge de manœuvre des organisations kurdes ; marge de manœuvre qui peut s'élargir en cas d'instabilité de ces États et de conflit entre eux. Après un très bref aperçu de la division du Kurdistan ottoman et l'intégration d'une partie des Kurdes dans l'État syrien, nous présenterons la marginalisation des Kurdes en Syrie et l'émergence, à travers la guerre civile syrienne, d'un mouvement kurde syrien qui s'intègre dans l'espace transfrontalier kurde. Nous montrerons que cette intégration détermine également l'intensité et les modalités des rivalités intra-kurdes au Rojava. Résultat de l'hétérogénéité du mouvement kurde syrien, ces rivalités s'insèrent aussi dans l'espace kurde transfrontalier et dépendent des stratégies du PKK et du PDK, deux acteurs dominant l'espace kurde transfrontalier dépendant eux-mêmes de leurs alliances avec les États de la région.

De la marginalisation structurelle à une autonomie *de facto* : les Kurdes de Syrie, 1920-2011

C'est à travers une longue série d'accords franco-turcs entre 1916 et 1929 que le Kurdistan ottoman est divisé entre la Turquie et la Syrie [S. Ghaderi-Mameli, 2005]. Durant son mandat sur la Syrie, la France s'appuie occasionnellement sur la minorité kurde [J. Gauthier, 2006]. Cependant, c'est aussi durant la période mandataire que sont jetées les bases d'une marginalisation structurelle des Kurdes. La finalisation du tracé de la frontière turco-syrienne aura comme conséquence le morcellement du territoire kurde du côté syrien et privera les Kurdes syriens de la possibilité de poursuivre

une stratégie efficace sur un espace déterminé [C. Roussel, 2012].

Après l'indépendance syrienne, face à l'hostilité du nationalisme arabe, le nationalisme kurde s'exprime d'abord à travers un ralliement au parti communiste. Mais, influencés par le renouveau du nationalisme kurde en Irak, les Kurdes de Syrie créent en 1957 leur premier parti politique, le PDKS (Parti démocratique du Kurdistan de Syrie). Dès 1962, dans l'objectif de marginaliser les Kurdes sur le plan démographique, notamment dans les régions proches de l'Irak, plus d'une centaine de milliers de Kurdes sont déchus de leur nationalité syrienne. Avec l'arrivée au pouvoir du parti Baas en mars 1963, l'existence même des Kurdes est menacée. Selon Ismet Cheriff Vanly [1968], certains proposent d'en finir avec toute revendication kurde dans les territoires arabes à travers l'élimination des Kurdes en les « excisant tel une tumeur maligne dans un corps ».

La prise du pouvoir par Hafez al-Asad en 1970 et sa lutte contre les Frères Musulmans ont comme conséquence une politique plus pragmatique par rapport aux Kurdes et la cooptation de certains dignitaires religieux. Mais, le nouveau pouvoir cherche aussi à marginaliser le mouvement kurde à travers une double stratégie : d'abord de soumission des partis kurdes syriens à leurs partis frères irakiens (le PDK et l'UPK) puis à ceux des Kurdes de Turquie (PKK), et ensuite d'« exportation » de l'opposition kurde syrienne vers des foyers révolutionnaires en Irak et en Turquie. La Syrie accueille ainsi les mouvements révolutionnaires kurdes et turcs qui, à l'exception du PKK, se marginaliseront.

Dès 1991, avec l'émergence d'une plus large autonomie kurde en Irak, l'influence des partis kurdes irakiens s'affaiblit au Rojava.

Le *Rojava* (l'ouest/l'occident en kurde) désigne dans le vocabulaire politique kurde le Kurdistan de Syrie ou le Kurdistan occidental. Dès 2012, cette notion s'est imposée au détriment de celle de Kurdistan de Syrie pour des raisons idéologiques et tactiques. Pour le PYD qui domine les régions kurdes, ce choix neutre est une preuve de son refus de la solution nationaliste de la question kurde et de son idéologie de la démocratie locale. Il est aussi la preuve d'une volonté de ne pas provoquer des craintes par rapport à des visées séparatistes kurdes chez le régime ou certains éléments de l'opposition syriens, certains États voisins ou les éléments progressistes dans la région et le monde et garder ainsi les possibilités de coopération ou d'alliances. En mars 2016, lors de la proclamation de son autonomie, la région prend le nom officiel de *Fédération démocratique du Rojava-Syrie du nord*. Avec l'élimination du DAESH des régions plus à l'est et leur intégration dans la zone autonome, le nom de la région est aussi modifié. En décembre 2016, lors de l'adoption officielle de la constitution régionale, la notion de Rojava est abandonnée pour la *Fédération démocratique du nord-est de la Syrie*. En septembre 2018, il devient *Administration autonome du nord-est de la Syrie*. Cela est en effet le résultat l'invasion turque du canton d'Afrine. Les menaces turques conduisent les autorités locales à tenter, en vain, la défense de la région à travers un rapprochement avec le régime syrien qui est dans un refus total d'une fédéralisation de la région qu'il conçoit comme un premier pas de l'indépendance kurde.

Puis, en 1999, à la suite de l'arrestation de son dirigeant, le PKK modifie son programme et limite ses revendications à la résolution du conflit kurde à travers la démocratisation de la Turquie. La perte d'influence politique et idéologique du PDK et ensuite du PKK sur les Kurdes de Syrie contribue ainsi à un recentrage des partis kurdes syriens sur les

demandes politiques et culturelles des Kurdes en Syrie [J. Gauthier, 2005].

Dans les années 2000, un mouvement interne centré sur la satisfaction des revendications des Kurdes de Syrie émerge. Les Kurdes limitent leurs revendications à la reconnaissance de leur existence en Syrie et les expriment à travers le respect des droits humains. Les nouvelles mobilisations débouchent non seulement sur une meilleure visibilité des Kurdes de Syrie [J. Tejel, 2009], mais aussi sur une territorialisation de l'identité kurde. Elles touchent notamment les villes de Qamichli, Kobané et Afrine comme les quartiers kurdes à Damas et à Alep.

Ce processus de visibilité et d'autonomisation dont les événements de Qamichli de 2004⁴ sont devenus le symbole, a lieu dans un contexte d'effritement du *statu quo* régional. L'effondrement des États en Irak et en Syrie [H. Bozarslan, 2015] a comme conséquence l'élargissement de la marge de manœuvre dont disposent les mouvements kurdes. Tout en favorisant l'émergence d'un mouvement kurde syrien, ce contexte contribue aussi à son intégration dans l'espace kurde et la transformation du Rojava en un terrain de rivalités entre partis kurdes de Syrie, de Turquie et d'Irak.

Les Kurdes dans le conflit syrien et sa régionalisation et la montée en puissance du PYD

En 2011, au début des mobilisations visant le régime, les partis politiques restent très réticents. L'espace politique kurde syrien

est caractérisé par une grande diversité de partis et d'organisations politiques. Cependant, il est dominé par le PDKS et les nombreux autres partis issus des scissions qu'il a connues, le Parti d'Union kurde en Syrie (*Yekiti*) créé en 1992, le PYD créé en 2003, le Parti kurde pour la liberté en Syrie (*Azadi*) créé en 2005, et le Mouvement de l'avenir kurde en Syrie (MAKS)⁵ créé en 2005. La majorité des partis kurdes n'appelle pas au renversement du régime, sauf les partis *Azadi*, *Yekiti* et le MAKS. En effet, l'expérience de la répression étatique, des divisions internes, la rapidité des événements et surtout l'hostilité de l'opposition syrienne, dominée par des nationalistes arabes et islamistes, aux revendications kurdes expliquent l'attitude réservée des partis kurdes [H. Allsopp, 2015].

Les Kurdes syriens décident de mettre en place des mécanismes pour gérer leurs propres divergences et pour une représentation commune face à l'opposition syrienne. Ils créent, en mai 2011, à Qamichli, l'Alliance du mouvement kurde syrien. Réunissant tous les partis kurdes, celle-ci revendique la reconnaissance des Kurdes comme une composante de la Syrie et celle des droits culturels des groupes ethniques et religieux du pays. Cette tentative ne résiste pas aux divergences et divisions entre les partis kurdes qui ne parviennent pas à trouver un accord pour l'élection d'un congrès. Certaines réformes du gouvernement syrien concernant les Kurdes déchus de leur nationalité, l'interdiction d'acquisition immobilière pour les Kurdes à Djézireh, la célébration de la fête de Newroz (Nouvel An kurde) comme la stratégie du gouvernement de courtiser les responsables de certains partis kurdes ont également empêché les partis kurdes d'adopter une position commune et de maintenir cette alliance.

Les divisions entre les partis kurdes se sont aussi renforcées à cause de leur relation par rapport à l'opposition syrienne. En juillet 2011, à Istanbul, lors de la préparation de la Conférence du salut national, l'opposition syrienne a refusé d'attribuer un siège aux Kurdes. Elle a également refusé la demande kurde de modifier le nom officiel de l'État (« République arabe de la Syrie ») soulignant le caractère arabe du pays. Ce refus a été interprété par les partis kurdes comme une preuve de la non-reconnaissance des minorités du pays. En août, pour les mêmes raisons, les tensions ont émergé lors de la mise en place du Conseil national syrien (CNS).

La régionalisation du conflit syrien a aussi eu comme conséquence d'insérer les divisions entre les partis kurdes syriens dans un cadre régional. Ces divisions dépendent des stratégies des États impliqués dans ce conflit (notamment la Turquie et l'Iran) et celles des partis kurdes de Turquie et d'Irak qui se repositionnent selon leurs relations avec ces États. Le PDKS s'aligne sur la position de son parti frère kurde irakien, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan). Allié à la Turquie, celui-ci refuse le dialogue avec le régime syrien et n'intègre pas le CNS⁶, même si sa position a évolué depuis 2011. Le MAKS était le seul parti à appeler à la chute du régime et à maintenir ses relations avec le CNS, mais il s'est marginalisé après l'assassinat de son fondateur et dirigeant Mishal Tamo en octobre 2011. Le PYD s'est aligné sur la position du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), son parti frère, et a refusé de s'engager contre le régime et d'intégrer le CNS.

L'échec de mettre en place un front kurde à travers l'Alliance du mouvement kurde syrien, la régionalisation du conflit syrien et les divisions intra-kurdes débouchent

aussi sur des tensions et affrontements entre les partisans de différents partis kurdes syriens. Dans ce contexte, le PYD s'impose rapidement et domine les régions kurdes. En octobre 2011, pour contrebalancer l'influence du PYD, les partis traditionnels kurdes syriens, *Yekiti*, PDKS et une dizaine d'autres partis et groupuscules, avec l'aide du PDK irakien, créent le Conseil national des Kurdes de Syrie (CNKS ou ENKS), mais ils ne parviendront pas à stopper la montée en puissance du PYD.

Pendant l'été 2012, pour pouvoir faire face à la rébellion à Damas et Alep et dans les villes côtières, l'armée syrienne se retire des régions kurdes. Les Kurdes de Syrie, dominés par le PYD prennent le contrôle des régions d'Afrine, Kobané et Qamichli/Jazira. Se substituant rapidement aux forces du régime, le PYD marginalise également les autres partis kurdes. À travers sa lutte contre les mouvements djihadistes, il se renforce davantage et agrandit le territoire sous son contrôle. En juillet 2013, il chasse le Jabhat al-Nosra de la région de Ras al-Aïn/Serê Kanî. En novembre, les Kurdes et leurs alliés arabes et syriaques des trois régions créent une Assemblée constituante. Celle-ci décide de l'établissement d'une administration autonome de transition. En janvier 2014, l'Assemblée constituante adopte la constitution régionale (le contrat social) des trois cantons de Kobané, d'Afrine et de Jazira. Chacun des cantons est doté d'une assemblée locale. Une assemblée régionale réunira leurs représentants et le parti politique ayant obtenu la majorité des votes dans les trois cantons dirigera l'organe exécutif régional. Le kurde, l'arabe et le syriaque deviennent les trois langues officielles des cantons et tous les groupes linguistiques ont la totale liberté d'organiser des publications, des

émissions radiotélévisées et l'enseignement dans leur langue. Le 21 janvier 2014, le canton de Jazira désigne son assemblée locale chargée de gérer les questions économiques, politiques, sociales et culturelles. Le 27 janvier, c'est le tour du canton de Kobané et le 29 janvier celui d'Afrine⁷.

En janvier 2015, après quatre mois de résistance acharnée, à Kobané, les combattants kurdes du PYD font subir à DAESH sa première défaite et stoppent son expansion fulgurante. La prise de Tel Abyad/Girê Spî, en juin, crée une contiguïté territoriale et le début d'un élargissement de la zone autonome vers l'est. Le PYD semble mettre fin au morcellement du territoire kurde, l'élément structurel de leur marginalisation en Syrie [C. Roussel]. Il semble également sorti victorieux de sa rivalité avec les autres partis kurdes car le PDK irakien envoie, via la Turquie, des peshmergas pour soutenir les combattants du PYD à Kobané. De plus, malgré une forte hostilité de leur allié turc, les États-Unis, à travers la coalition contre DAESH, apportent leur soutien militaire au PYD⁸.

Cependant, les victoires du PYD ne signifient pas la fin des rivalités avec les autres partis kurdes. En effet, à travers son intégration dans l'espace kurde, grâce aux succès du PYD, le Rojava devient également dépendant des acteurs kurdes et non-kurdes. Il se transforme rapidement en terrain d'affrontement entre le PDK et le PKK, deux acteurs dominants de la vie politique kurde qui incarnent des modèles de solution différents à la question kurde⁹. Tout en ayant un agenda propre, respectivement pour les Kurdes d'Irak et de Turquie, les deux partis ont bénéficié du soutien des Kurdes de Syrie et mis en place leurs partis frères ou sections locales au Rojava.

Rojava comme objet et lieu des rivalités entre le PKK et le PDK

La rivalité entre le PKK et le PDK se fait à travers des partis frères interposés qui dominant chacun un ensemble de partis réunis dans des conseils ou alliances. Le PYD domine le PYNK¹⁰ qui a remplacé en mai 2020 TEV-DEM. Celui-ci menait les négociations avec le bloc d'opposition, l'ENKS (ou CNKS)¹¹, dominé par le PDKS, le parti frère du PDK irakien. Ainsi, le PYD s'appuie sur le PKK et l'ENKS sur le PDK irakien. Malgré leur quasi-effacement au Rojava, les partis opposés au PYD peuvent insérer leurs stratégies dans les alliances régionales et trouver une marge de manœuvre. Ils peuvent bénéficier du soutien du PDK irakien qui accueille leurs dirigeants au Kurdistan irakien, les soutient sur les plans politique, financier et même militaire en formant notamment les forces armées de certains d'entre eux. Le PDK irakien peut à son tour bénéficier du soutien de la Turquie hostile au PYD mais aussi à toute autonomie kurde. Les partis opposés au PYD peuvent également trouver un certain soutien auprès des États-Unis. En effet, le succès de la lutte américaine contre DAESH dépend de leur partenaire au sol, le PYD. Contre l'hostilité de l'allié turc qui considère le PYD comme une branche du PKK, la stratégie américaine consiste à éviter de soutenir exclusivement le PYD. Ainsi, comme lors de la création des FDS en 2015, Washington soutient aussi un partage de pouvoir entre les organisations kurdes pour que les acteurs acceptés par la Turquie puissent prendre part dans la direction du



© Levi-Meir-Clancy, Unsplash.

Rojava. Le PYD, à son tour, exploite les avantages de sa domination militaire sur le terrain dont le succès dépend d'une stratégie très pragmatique appelée « troisième voie » : s'aligner sur les stratégies du PKK, ne pas intégrer l'opposition syrienne qui est sous l'influence de la Turquie, s'appuyer tantôt sur le bloc opposé à la Turquie (Téhéran-Damas), tantôt sur le régime ou des acteurs tels que la Russie et les États-Unis notamment dans la lutte contre DAESH. Mais, le PYD domine rapidement le terrain et met en place une structure militaire basée sur les « Unités de protection du peuple », les YPG et YPJ (unités féminines).

Malgré une longue période depuis 2012, favorable aux partis et organisations kurdes, et une opinion publique kurde très favorable à la coopération des partis kurdes, la rivalité intra-kurde est restée forte. Les désaccords et

tensions entre le PYD et l'ENKS concernent tout d'abord la solution envisagée. Le PYD tente de mettre en œuvre une nouvelle expérience appelée « la démocratie locale », modèle inspiré par Abdullah Öcalan et par les écrits de Murray Bokchin, militant écologiste libertaire américain. L'ENKS s'inspire quant à lui du modèle d'autonomie kurde irakien et revendique une fédéralisation de la Syrie et la création d'une région kurde semblable à celle du Kurdistan irakien. Un autre point de tension concerne les rapports avec l'opposition syrienne. Le PYD, craignant une marginalisation, refuse d'intégrer l'opposition syrienne réunie dans le CNS, autorité politique de transition créée en septembre 2011 et qui se trouve sous l'influence turque. Dès lors, l'ENKS accuse le PYD de coopérer avec le régime syrien alors que le PYD accuse l'ENKS de coopérer

avec la Turquie et son allié kurde irakien PDK. Le PYD empêche ainsi le retour des forces armées liées à l'ENKS et formées au Kurdistan irakien. Il exerce une pression sur les activités des membres des partis faisant partie de l'ENKS, procède à la fermeture de certains bureaux de ces partis, l'interdiction de certaines mobilisations qu'ils organisent et à l'arrestation de certains de leurs membres¹².

Les tentatives de médiation de Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien jusqu'en 2017 et du président du PDK irakien, ont débouché sur différents accords entre les deux parties. L'accord du 11 juillet 2012 signé à Erbil et renouvelé le 24 décembre 2012 prévoyait un partage d'influence à travers la mise en place de forces de sécurité communes et d'un Conseil suprême kurde¹³. Cela aurait permis aux forces armées des partis de l'ENKS de retourner au Rojava et à l'ENKS d'être intégré dans la prise de décisions et la gestion des territoires kurdes. Le Conseil suprême devait participer en tant que représentant des Kurdes aux négociations internationales « Genève 2 » de janvier 2014 sur la Syrie. Mais, l'accord est resté lettre morte et l'ENKS a participé séparément aux négociations.

Dès l'été 2014, les attaques de DAESH contre les Kurdes en Irak et en Syrie ont provoqué un rapprochement entre le PKK et le PDK. Les combattants du PKK et du PYD ont apporté leur soutien aux Kurdes irakiens dans les régions de Sinjar et Makhmour. Lors du siège de Kobané, les Kurdes irakiens ont envoyé leurs forces armées et du matériel militaire au PYD. Ce contexte a débouché sur un nouvel accord signé à Dohuk le 22 octobre 2014 entre le PYD et l'ENKS, patronné par Massoud Barzani¹⁴. Le nouvel accord prévoyait

également la mise en place de mécanismes de défense et de gestion communes, ainsi qu'une coopération sur les questions politiques et militaires. Mais, celui-ci a connu le même sort que l'accord précédent.

En effet, les relations de la Turquie et l'Iran entre eux et avec la région et la marge de manœuvre dont disposent les acteurs kurdes dominants, le PKK et le PDK, ont joué un rôle déterminant dans ces échecs. L'effondrement de l'État irakien à la suite de l'intervention anglo-américaine de 2003, la rivalité turco-iranienne et la volonté de la Turquie de devenir une puissance régionale ont permis au Kurdistan irakien et notamment au PDK de se renforcer en Irak et dans la région. L'intensification des relations économiques avec la Turquie, liées notamment aux ressources en hydrocarbures du Kurdistan irakien a renforcé sa position. L'implication de la Turquie dans le conflit syrien a détérioré ses relations avec l'Iran et l'Irak. Dans ce contexte, le PDK irakien est devenu un élément important de sa politique en Irak et en Syrie.

Parallèlement, en raison de sa volonté d'adhérer à l'Union européenne et de devenir un leader régional, le gouvernement turc a tenté de mettre fin à la lutte armée du PKK à travers des négociations menées entre 2009-2011 et 2013-2015, appelées « processus de paix ». Dans ce contexte, l'armée turque évite d'organiser des opérations de grande envergure contre le PKK. Libéré de la pression militaire turque, celui-ci peut ainsi jouer un rôle plus actif en Syrie et en Irak. Son activisme est aussi facilité par les difficultés que la Turquie connaît dans la région. L'implication de celle-ci dans le conflit syrien et son soutien actif aux insurgés syriens intensifie les rivalités régionales et aboutit à l'émergence de l'axe Damas-

Téhéran-Bagdad, aidé par la Russie, opposée à la Turquie. Cela permet au PKK de jouer un rôle plus actif dans la région.

De plus, dès l'été 2014, la lutte contre l'EI met les combattants kurdes sur le devant de la scène en Irak et en Syrie. Au Rojava, la régionalisation et la professionnalisation du conflit syrien profitent davantage au PYD. Le parti prend rapidement le contrôle des régions kurdes, met en place des institutions militaires et politiques, devient un élément déterminant de la lutte contre l'EI et bénéficie ainsi d'un fort soutien de la société kurde, de la coalition internationale contre l'EI et de l'opinion publique internationale. Le contexte lui étant favorable, le PYD ne s'empresse pas pour s'engager pleinement dans la réalisation des accords signés en 2012 et 2014 en vue de mettre fin aux rivalités avec l'ENKS.

Cependant, le rapprochement de la Turquie avec l'Iran et la Russie aboutit au processus d'Astana en été 2017. La Turquie brise ainsi son isolement dans le dossier syrien. Elle redéfinit ses objectifs en Syrie en accordant la priorité à sa lutte contre l'autonomie kurde. En négociant son influence (en limitant ou en arrêtant son aide aux rebelles... comme lors de la prise de Halep) sur les rebelles syriens, elle facilite la prise de certaines régions par le régime de Damas et ses alliés russe et iranien. En contrepartie, pour éliminer l'autonomie kurde en brisant d'abord sa contiguïté territoriale, elle organise plusieurs interventions militaires et occupe les régions de Jarablous (2016), Afrine (2018) et Girê Sipi/Tal Abyad et Serê Kani/Ras al-Aïn (2019). Cela réduit la marge de manœuvre des acteurs kurdes, notamment le PKK et le PYD. De plus, dès 2015, la répression et les opérations militaires lancées à la suite de la fin du processus de

paix provoquent une marginalisation du PKK en Turquie et en Irak, où ses combattants subissent des pertes importantes.

L'hostilité de la Turquie au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien organisé en septembre 2017 la rapproche de l'Irak et de l'Iran. Ils s'opposent ensemble à l'indépendance kurde et marginalisent les acteurs kurdes. L'hostilité de la Turquie et son entente avec l'Iran et l'Irak a permis au gouvernement irakien d'exercer un blocus sur le Kurdistan irakien, d'attiser les divisions entre les différents partis kurdes, de reprendre la quasi-totalité des territoires disputés, notamment la ville pétrolière de Kirkouk et de remettre en question certains acquis des Kurdes comme le contrôle des douanes et des aéroports. La stratégie turque a ainsi réduit la marge de manœuvre dont disposait le PDK en Irak et en Syrie.

Le rétablissement de l'entente antikurde et le renforcement du statu quo régional et surtout les opérations militaires turques de novembre 2019 ont conduit les acteurs kurdes syriens à entamer un nouveau cycle de négociations entre le PYD et l'ENKS¹⁵. Celui-ci est soutenu par la coalition internationale contre l'EI, le Gouvernement régional kurde et les États-Unis¹⁶. Pour contribuer à ce cycle considéré comme prometteur, le PYD accepte l'ouverture des bureaux des partis de l'ENKS, leurs activités politiques ainsi que la libération de certains de leurs membres emprisonnés.

L'échec des négociations entre les autorités kurdes et le régime syrien joue aussi un rôle important dans ce nouveau cycle. En effet, malgré les signes contradictoires et les pressions russes¹⁷, Damas refuse de reconnaître une certaine autonomie kurde aux autorités du Rojava. Selon Ilham Ehmed, la coprésidente du Conseil démocratique syrien

représentant les autorités du Rojava dans les négociations, « un accord avec Damas nécessite un miracle ». Ce contexte difficile joue un rôle déterminant dans la décision du PYD de faire des concessions dans ce rapprochement avec l’ENKS.

Depuis, la Turquie continue à s’opposer au rapprochement entre les acteurs kurdes et courtise les dirigeants de l’ENKS. En février 2020, les autorités turques ont rencontré les responsables de l’ENKS et leur ont demandé de ne pas coopérer avec le PYD. Elle a également condamné l’accord signé entre le PYD et l’ENKS. Réagissant à l’accord intra-kurde, Mevlut Çavuşoğlu, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré : « nous ne tolérerons ni la création d’un corridor terroriste [une zone autonome kurde contiguë], ni la légitimation des terroristes [PYD/PKK] (...) tous ceux qui coopérèrent avec le PYD/PKK constituent pour nous une cible légitime » [« Çavuşoğlu, PYD-ENKS müzakerelerini değerlendirdi: Teröristlerin meşrulaştırılmasına izin vermeyiz », <https://www.indyturk.com/node/180276/haber/çavuşoğlu-pyd-enks-müzakerelerini-değerlendirdi-teröristlerin-meşrulaştırılmasına> (Consulté le 17 mai 2020).]

Cet article s’est intéressé à la dynamique kurde en cherchant à mettre en lumière l’histoire récente du mouvement kurde syrien à travers la guerre civile syrienne et sa régionalisation. Il a essayé de montrer que le conflit syrien a aussi comme conséquence le renforcement du mouvement kurde de ce pays et la mise en place d’une autonomie *de facto* au Rojava. Ce dernier devient ainsi un nouveau foyer révolutionnaire dont la défense débouche sur des mobilisations dans l’espace kurde. L’hostilité au Rojava du

régime et de l’opposition syriens comme celle de la Turquie et des organisations djihadistes renforce son intégration dans l’espace kurde et contribue à la dynamique kurde. Cependant, cette transformation met aussi en lumière la diversité des partis et organisations kurdes syriens dont les tensions et rivalités se manifestent à travers un rapport avec les partis kurdes de Turquie et d’Irak et à travers leurs relations avec les acteurs étatiques dans la région et au-delà.

Pour sa survie, Rojava s’intègre dans l’espace kurde et devient dépendant de ses acteurs dominants, le PKK et le PDK, mais, parallèlement, il devient aussi un lieu d’affrontement entre ces derniers. Depuis 2012, encouragés par la détérioration des relations entre les États concernés par la question kurde, tout comme par l’instabilité des États irakien et syrien, les partis kurdes ne parviennent pourtant pas à mettre fin à leur rivalité. L’ENKS (ou CNKS) regroupant un ensemble de partis kurdes syriens marginalisés à travers la militarisation et la régionalisation du conflit syrien, s’oppose au PYNK, dominé par le PYD qui a réussi à profiter du conflit pour créer une autonomie sous son contrôle au Rojava. Cette rivalité concerne les positions présentées comme irréconciliables à cause des lignes idéologiques des principaux partis kurdes sur les questions des relations avec le régime et l’opposition syrienne, du type de solution proposée à la question kurde en Syrie, de la participation de différents partis kurdes à la gestion de la zone autonome et de celle des forces armées dans cette zone.

Bien que chacun des protagonistes insiste sur l’idéologie et le modèle de solution de l’autre, la rivalité entre les partis kurdes est en réalité la conséquence de leur stratégie de survie dans un environnement hostile aux

revendications kurdes. Pour atteindre cet objectif, les partis kurdes de Syrie s’alignent sur les partis kurdes de Turquie et d’Irak dont la marge de manœuvre et la survie dépendent des politiques des États concernés par la dynamique kurde et impliqués dans le conflit syrien. En guerre contre la Turquie, le PKK se positionne contre celle-ci et, pour élargir sa marge de manœuvre, s’aligne davantage sur l’axe Damas-Téhéran qui s’oppose à Ankara. Sa marge de manœuvre dépendant de la Turquie, le PDK irakien s’oppose à l’axe Damas-Téhéran et s’aligne davantage sur la Turquie. L’intégration dans l’espace kurde rend ainsi les partis kurdes de Syrie tributaires de leurs relations avec le PKK et le PDK et des relations de ces derniers avec les États.

Comme le cas de Rojava le montre, à cause de la stratégie des États concernés par la dynamique kurde de réprimer les

revendications des Kurdes pour les droits culturels et politiques à l’intérieur et de coopérer contre le mouvement kurde sur le plan régional, les contextes d’instabilités politiques sur les plans national et régional deviennent aussi des moments de mobilisations pour le mouvement kurde. L’effondrement de l’État syrien a permis l’émergence d’un mouvement kurde syrien et la détérioration des relations entre la Turquie, l’Iran, la Syrie et l’Irak ont contribué à son intégration à un espace kurde transfrontalier. Cependant, la marge de manœuvre des mouvements kurdes dépendant toujours de leurs alliances avec ces mêmes États, l’intégration dans l’espace kurde est perturbée par les rivalités et tensions entre ceux-ci. De ce fait, les acquis kurdes au Rojava et ailleurs restent fragiles et dépendent largement de l’évolution interne de ces États et de celle des relations entre eux. ■

Bibliographie

- Harriet Allsopp, *The Kurds of Syria: Political Parties and Identities in the Middle East*, London, I.B. Tauris, 2015.
- Stéphane Bouquin et alii, *Commune du Rojava, l’alternative kurde à l’État-nation*, Paris, Editions Syllepse, 2017.
- Hamit Bozarslan, *Révolution et état de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
- Julie Gauthier, « Syrie : le facteur kurde », *Outre-Terre*, 2006/1, N° 14, p. 217-231.
- Julie Gauthier, « Les évènements de Qamichli: irruption de la question kurde en Syrie », *Études kurdes, Revue semestrielle de recherches*, No. 7, Paris, Institut kurde de Paris/L’Harmattan, 2005, pp. 97-117.

- Soheila Ghaderi-Mameli, « L’histoire mouvementée des frontières orientales de la Turquie », *Confluences Méditerranée*, No. 53, 2005, pp. 91-102.
- Jordi Tejel Gorgas, *Syria’s Kurds. History, Politics and Society*, New York, Routledge, 2009.
- Olivier Grojean, *La révolution kurde, le PKK et la fabrique d’une utopie*, Paris, La Découverte, 2017.
- International Crisis Group, *Syria’s Kurds: A Struggle Within a Struggle*, Rapport d’International Crisis Group de janvier 2013.
- Cyril Roussel, « La construction d’un territoire kurde en Syrie : processus en cours », *Maghreb-Machrek*, 2012/3, N° 213, pp. 83-98.
- Ismet Chériff Vanly, *La persécution du peuple kurde par la dictature du Baas en Syrie*, Amsterdam, s.n., 1968.

Notes de fin

- 1 C’est-à-dire au sein des populations kurdes dans les différentes parties de la zone de peuplement kurde en Syrie, Irak, Iran et Turquie, des populations kurdes en dehors de la zone de peuplement kurde dans ces pays et les diasporas kurdes à travers le monde.
- 2 Voir la constitution de Rojava appelé le « Contrat social de Rojava » disponible sur <https://civiroglu.net/the-constitution-of-the-rojava-cantons/> (Consulté le 18 août 2020), [Grojean, 2017].

- 3 Dès 1925, de nombreuses révoltes kurdes en Turquie ont été étouffées grâce à une coopération avec les États voisins concernés par la question kurde. Le Pacte de Saadabad de 1937 signé entre l’Irak, l’Iran, la Turquie et l’Afghanistan formalise, dans son art-7, l’objectif d’une coopération régionale.
- 4 En mars 2004, lors d’un match de football, des affrontements entre les fans kurdes et arabes provoquent une répression sévère et la mort de plusieurs personnes. Une nouvelle répression lors des funérailles des victimes provoque des morts et débouche sur une révolte contre le régime qui gagne d’abord Qamichli et ensuite les autres régions

kurdes et les quartiers kurdes dans les villes syriennes comme Damas et Alep. [J. Gauthier].

5 *Sepêla Pêserojê ya Kurdî li Sûriyê*, créé par Mishal Tamo qui sera assassiné en 2011.

6 Sa position a évolué depuis 2011 et, à travers certains partis membres de l'ENKS, il maintient un certain dialogue avec l'opposition syrienne.

7 « Bati Kurdistan'in Son Kantonu Da Ilan Edildi », <http://www.firatnews.eu/news/kurdistan/bati-kurdistan-in-son-kantonu-da-ilan-edildi.html> (Consulté le 29 janvier 2014).

8 En octobre 2015, pour neutraliser l'hostilité de la Turquie et continuer à bénéficier du soutien américain et, le PYD, avec ses alliés arabes et syriaque, créée les Forces démocratiques syriennes (FDS). Celles-ci bénéficient du soutien militaire et financier américain, ce qui permet d'étendre le contrôle du PYD aux régions de Mambij, Rakka et Deir ez-Zor

9 Le UPK (*Yeketiye Nistimaniy Kurdistan*-Union patriotique du Kurdistan), était également dans une rivalité avec le PDK au Kurdistan d'Irak comme au Rojava où il avait un parti frère également, le PDPKS (Parti démocratique progressiste des Kurdes en Syrie-*Partiya Demokrata Pesveru ya Kurd li Suriye*) fondé en 1965. De nos jours, il est le principal rival du PDK au Kurdistan d'Irak mais quasiment effacé des autres parties du Kurdistan.

10 Union des partis de l'unité nationale kurde. Créé le 20 mai 2020, celui-ci a remplacé TEV-DEM (le Mouvement pour une société démocratique) qui menait les négociations depuis 2012.

11 Conseil national des Kurdes de Syrie, créé le 26 octobre 2011.

12 Pour plus de détail, voir notamment le rapport d'*International Crisis Group* de janvier 2013, *Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle*.

13 Pour le document signé en juillet 2012 voir « Erbil: Renewed talks between People's Council and Kurdish National Council-YPG denies dissolution », <https://kurdwatch.ezks.org/?aid=2704&z=en> (Consulté le 15 août 2020).

14 « Duhok: Kurdish National Council and TEVDEM form new body », <https://kurdwatch.ezks.org/?aid=3266&z=en>, (Consulté le 15 août 2020).

15 « Syrian Kurdish parties agree on “common political vision” », <https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/170620202> (Consulté le 16 juin 2020).

16 « Delegation of Kurdish National Unity Parties, ENKS announce a common political vision », <https://hawarnews.com/en/haber/delegation-of-kurdish-national-unity-parties-enks-announce-a-common-political-vision-h17230.html>, (Consulté le 18 juin 2020).

17 « Rojava Kurds sign memorandum with Syrian party in Moscow », <https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/31082020> (Consulté le 31 août 2020).

India Ledeganck

Les tribus en Cezîre :

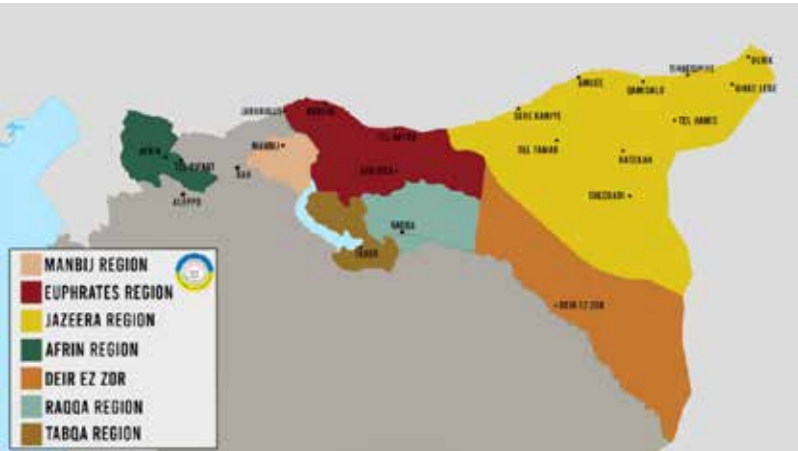
**conserver des
espaces entre
les solidarités
et les démocraties**

arabe tandis qu’un jeune adolescent vient nous apporter de l’eau fraîche et du café au lait. L’un des hommes, le plus âgé, porte une dishdasha (dišdāša) beige, un vêtement long qui arrive aux chevilles. Son shemagh (šmāġ), une coiffe traditionnelle de la région, est à damiers rouges et blancs, et est maintenu par une corde noire, l’agal (‘aqāl). Celui-ci, que je saurai plus tard être un dignitaire de la tribu Akedat (‘akaydāt), tribu de la région de Deir-ez-Zor, prendra part à l’entretien effectué avec le responsable de l’Assemblée.

Après quelques minutes de discussion, le responsable se tourne vers nous et s’excuse du temps long de la discussion. Il nous demande si nous souhaitons quelque chose d’autre à boire en attendant et s’il fait assez frais dans la pièce. S’étant assuré de notre confort, il revient vers ses invités. Deux autres hommes arrivent et s’ensuivent des salutations codifiées. Outre la personne âgée, tous se lèvent et lèvent la main droite : « que la paix soit sur vous » disent-ils ensemble. Ils sont invités à s’asseoir et le jeune adolescent réapparaît avec des verres d’eau. Le responsable se tourne vers moi et m’invite à poser les questions que je souhaite. Il me présente l’Assemblée comme une entité indépendante de l’administration autonome. Plusieurs fois, cet élément reviendra dans la discussion : l’administration autonome n’est d’aucune manière impliquée dans la gestion de l’Assemblée.

Introduction

Depuis 2012, l’administration autonome du nord-est syrien gouverne *de facto* sept régions autonomes du régime de Bachar al-Assad. Enclavé entre la Turquie, le régime syrien et le Bașûr (Kurdistan irakien), le nord-est syrien, aussi appelé Rojava, se



Carte 1. Situation militaire des régions autonomes de facto au régime de Bachar al-Assad en 2020. Carte des sept régions, dont la région de Cezîre (Jazeera), composant les territoires e l'administration autonome du nord-est syrien. « Autonomous Administration of North and East Syria ». https://www.syriandemocraticcouncil.us/1418-2/

retrouve depuis la révolution syrienne de 2011 au sein de conflits géopolitiques majeurs. Néanmoins, même si la guerre civile syrienne et l’invasion par la Turquie des régions d’Efrîn et Serê Kaniyê ont fortement ébranlé l’administration autonome, elle continue à organiser le vivre-ensemble.

Dans un contexte où les espaces sont mouvants et les relations de pouvoir sont en perpétuel changement depuis 2011, il semble difficile de pouvoir cerner les enjeux locaux par le prisme de la « question kurde ». Il faut en outre souligner que l’administration autonome base son système judiciaire sur un pluralisme juridique ; que les forces armées ont joué un rôle capital dans l’instauration du modèle politique actuel ; que la mémoire traumatique de l’extermination, socio-culturelle et physique, est toujours horriblement présente : autant de facteurs qui complexifient les relations entre les différentes composantes ethniques, religieuses et politiques du nord-est syrien.

Dans cet article, j’étudierai les tribus situées dans la région de Cezîre, région orientale du nord-est syrien qui borde la



Carte 2. Situation militaire des régions autonomes de facto au régime de Bachar al-Assad en 2020. https://rojavainformationcenter.com/2020/07/annual-report-of-the-autonomous-administration-of-north-and-east-syria/

frontière avec le Bașûr et l’Irak. Je montrerai qu’elles conservent des espaces relationnels hétéroclites qui outrepassent la dimension ethnique du groupe. À travers l’analyse de trois études de cas, je montrerai que les enjeux locaux ne reflètent pas indéniablement les frontières ethniques, mais plutôt les différentes articulations entre tribus d’un côté et politique de partis de l’autre. Le cadre méthodologique sur lequel se repose cet article sera tout d’abord présenté.

Les données récoltées sont issues de plusieurs enquêtes ethnographiques¹ circonscrites à Cezîre. Plusieurs séjours à Erbil, capitale du Bașûr, ont toutefois été effectués. Cette « zone de passage et d’attente » entre mon terrain de recherche et la Belgique a cristallisé de nombreux questionnements méthodologiques et anthropologiques, notamment quant à la construction et la transmission d’une image orientalisée du nord-est syrien vers l’Europe par différents vecteurs idéologiques (journalistes, chercheur·se·s, employé·e·s dans des organisations non-gouvernementales, etc.)³. En réaction, j’éviterai dans cet article

d'utiliser des définitions normatives relatives au système politique mis en place au nord-est syrien ou aux enjeux de pouvoir qui animent la région.

L'analyse sémantique des discours des acteur·trice·s de terrain sera le tenant de cet article⁴. Les entretiens au centre de l'analyse seront bien entendu étoffés par des descriptions provenant de mon cahier de terrain, ainsi que par des informations issues des récits de vie ou d'autres entretiens réalisés. Il s'agit d'un choix méthodologique qui permet d'appréhender les acteur·trice·s de terrain comme des sujets capables de prendre du recul par rapport à leur propre discours, et ce, en fonction de l'interlocuteur·trice avec qui ils·elles interagissent [Jeanne Favret-Saada, 1977]. Par cela, je souhaite contrecarrer un regard épistémologique qui conçoit ces dernier·ère·s comme dépourvu·e·s de capacité analytique quant à leur environnement [Ahlan Muhtaseb, 2020].

Tisser une relation de confiance avec les acteur·trice·s du terrain s'effectue sur un temps long, voire très long, et il semble évident que les discours se meuvent en fonction de la place assignée et négociée de l'interlocuteur·trice. Ainsi, je mobiliserai lesdits discours en tant que formes discursives productrices de sens. En parallèle, je soulignerai ma position d'*outsider*, malgré les huit mois passés sur le terrain. Comme l'énonce Gérard Mauger [1991]:

« Les pratiques, les réactions, les opinions se définissent toujours dans la relation entre dispositions et perception de la situation, qu'il s'agisse de la situation d'enquête (située, en général, du côté de "l'officialité") ou de toute autre situation (publique ou privée). »

Pour conclure cette section, il est à préciser que mes données ethnographiques furent

récoltées plus du côté des populations kurdes qu'arabes pour des raisons linguistiques. Toutefois, ma cohabitation de plusieurs mois au Başûr avec de jeunes réfugiés syriens arabes et kurdes, mes rencontres au nord-est syrien avec des dignitaires de tribus arabes, ainsi que mes échanges avec des habitant·e·s arabes des villes de Qamîşlî et Hesîçe permet de pallier cette lacune et d'adopter un regard critique sur la région, d'appréhender les différentes perspectives sans forcément y adhérer [J. Jongerden, 2016].

L'Assemblée des sages de Qamîslî : Revendiquer une autonomie

Malgré les suspicions et les mémoires encore vives, la recherche de terrain effectuée a amené à penser le nord-est syrien par le prisme des tribus et non des frontières ethniques. Les différents champs sociaux qui animent la région de Cezîre ne sont, effectivement, pas cantonnés à des questions d'ethnicité⁵. La définition de la tribu par Ben Hounet est ici très pertinente. En tant que « champ social semi-autonome », la tribu se définit comme un « espace relationnel en rapport avec d'autres et/ou inscrit dans d'autres champs plus conséquents (le champ de l'État-nation, par exemple), au sein duquel s'élaborent des règles spécifiques mais [qui prennent en compte celles] des autres champs sociaux » [Yazid Ben Hounet]. Cette définition a pour avantage de prendre en compte d'un côté le caractère dynamique du champ, de l'autre la volonté des acteur·trice·s de maintenir une cohésion au sein de celui-ci.

Ceci fait sens avec les données du terrain, où l'intention de « conserver des valeurs »

revenait couramment au sein des discussions entretenues avec des dignitaires de tribus, ainsi qu'avec des individus ne disposant pas d'une place particulière au sein de celles-ci. Ces valeurs étaient présentées comme spécifiques aux tribus, et, en parallèle, dissociées de l'administration autonome, structure qui se réfère à « la politique ». Ma première rencontre avec l'Assemblée des sages de Qamîşlî (Meclîsa rûspî yên Qamîşlî), décrite dans l'avant-propos, illustre bien ce phénomène : mon interlocuteur mettait un point d'honneur sur l'indépendance de l'Assemblée.

D'ailleurs, les Assemblées des tribus ne suivent pas le modèle officiel de l'hevseroketî propre à l'administration autonome et aux structures qui lui sont liées. Ce mécanisme consiste à nommer un homme et une femme à chaque fonction politico-administrative, et ce à tous les niveaux de pouvoir. À l'inverse, trois personnes sont à la tête de l'Assemblée des sages de Qamîşlî. Chaque tribu désigne un dignitaire qui la représentera au sein de l'Assemblée, et chaque représentant est éligible et élit les trois personnes qui géreront celle-ci. Le représentant d'une tribune ne doit pas obligatoirement détenir un titre mais doit, selon les mots de mon interlocuteur, « être connu [...] et occuper une certaine position dans la tribu ». La réputation personnelle et le réseau d'alliances sont un enjeu crucial au sein des tribus [Alice Wilson, 2016] et joue donc un rôle important pour être désigné comme représentant. En plus du statut social, l'âge du dignitaire est aussi crucial : « Il ne peut pas être jeune » me précisait le responsable. Cette hiérarchisation pouvait d'ailleurs facilement être perçue à travers la distribution du temps de parole, l'emplacement des individus dans la pièce ou encore la posture, assise ou levée, lors

des salutations. Dans la salle de réception de l'Assemblée, le jeune adolescent guettait l'arrivée des invité·e·s et s'assurait de leur confort. Il apparaissait sporadiquement, jetait un coup d'œil à l'air conditionné, puis s'asseyait silencieusement près de la porte pour ensuite repartir chercher une boisson. À noter que le terme « rûspî » en kurmancî est littéralement la fusion de « visage » et de « blanc ». Ceci appelle à l'imaginaire de la barbe blanche. Martin van Bruiness en indique que les rûspî sont les aînés de différents lignages⁶ dont la fonction est de conseiller l'agha, le chef de tribu, d'élire son successeur et de collecter la dîme. Le terme, en plus de s'intégrer dans une conception gérontocratique de la gestion des affaires sociales, renvoie à la notion de sagesse. Il peut être supposé qu'elle se réfère à la fonction historique de conseiller, ainsi qu'à la capacité de gérer les conflits [Yasin Duman, 2017] et d'organiser des médiations⁷. Pour mes interlocuteurs, cette appellation en kurmancî aurait pour avantage de se référer à un modèle social plus générique qui permettrait d'inclure des composantes ethno-religieuses diversifiées.

Plusieurs Assemblées sont présentes en Cezîre, notamment à Hesîçe, Amûdê et Qamîşlî, ancienne capitale de l'administration autonome du nord-est syrien. Elles sont relativement nouvelles, puisque créées après l'autonomisation *de facto* de la région. Elles auraient par la suite été fédéralisées entre elles, l'Assemblée principale étant située à Hesîçe. L'évolution de ces Assemblées rend ainsi compte de différents enjeux locaux. Entre revendication d'une autonomie face à l'administration autonome et incorporation d'une organisation structurelle spécifique – « les Assemblées locales n'étaient pas, il y a quelques années, fédéralisées comme



© India Ledenganck

maintenant » me disait le responsable –, elles semblent devoir concilier différentes perspectives politiques. À la question de savoir quels sont les objectifs de l'Assemblée, le responsable répondit :

« En premier lieu, nous souhaitons conserver nos traditions, celles propres aux tribus. Nous souhaitons conserver les significations qu'elles donnent au peuple. Les tribus sont ce qui a régné avant le gouvernement. Elles ont de bons côtés et sont puissantes sans avoir besoin de lois. [...] Les tribus servent notamment à résoudre les problèmes. Il s'agit de problèmes graves, par exemple un meurtre qui implique deux familles. Nous nous coordonnons avec la Cour de justice.

De plus, nous résolvons les problèmes entre l'administration autonome et la population⁸. »

Le responsable me cita un exemple actuel de conflit qui avait suscité l'intervention de l'Assemblée entre la population et l'administration autonome. En juin 2020, le nord-est syrien traversait une crise économique extrêmement grave. La dévaluation de la livre syrienne avait débuté dès l'été 2019, mais avec la crise du coronavirus et, par conséquent, la fermeture du poste-frontière de Faysh Khabur reliant le nord-est syrien avec le Başûr, la livre syrienne était dès lors en chute libre. La crise financière qui secouait le Liban avait en outre ébranlé l'économie syrienne et la loi César, loi étatsunienne qui régit le blocus économique

envers la Syrie, était rentrée en application depuis quelques semaines. La population du nord-est syrien subissait donc de plein fouet une inflation démesurée qui amenuisait des conditions de vie déjà précaires. « Je vais aller acheter mon pain avec ma brouette » me disait ironiquement un ami de la capitale. Pour information, la volatilité de la devise syrienne est extrêmement forte. Il est ainsi courant d'acheter de l'or afin de pouvoir le revendre lorsque la valeur de la livre baisse. Durant la crise, les bijouteries et bureaux de change étaient des endroits de passages fréquents et les habitant·e·s guettaient constamment les variations des taux de change afin de pouvoir faire la meilleure affaire. Les conversations tournaient généralement autour des prix qui ne faisaient que grimper. « J'ai vu un marchand vendre ses légumes en dollars... En dollars ! » me confiait une mère de famille, les larmes aux yeux. Dans ce contexte, l'administration autonome avait acheté aux fermier·ère·s le blé à 225 livres le kilo. L'offre de l'administration autonome était donc bien moins avantageuse que celle proposée par le régime de Damas, qui achetait le kilo de blé pour 400 livres. En conséquence de la crise économique, l'administration autonome avait interdit la vente du blé au régime syrien, provoquant la colère de la population. Après une rencontre entre la Meclisa Rûspî yê Qamîşlî et l'administration autonome, un accord a été trouvé le 10 juin 2020 : l'Administration Autonome maintient l'interdiction de vendre du blé à Damas mais augmente son offre à 0.17 dollar le kilo (493 livres à la date du 17 juin). Pour information, la livre a atteint un taux de change de 4000 livres syriennes pour 1 dollar. À la date du 17 juin, son taux était à 2900 livres syriennes pour un dollar selon le Rojava Information Center⁹.

Un double discours : différencier le politique du social

D'autres acteurs rencontrés sur le terrain dressaient une frontière entre tribus et administration autonome, en exprimant la différence essentielle qui sépare les deux entités : d'un côté, le politique ; de l'autre, le social. Les tribus disposeraient ainsi d'une dimension solidaire et internationale – la 'asabîyya ou solidarité tribale pour Ibn Khaldoun¹⁰ – qui ferait face à des structures politiques qui amèneraient, quelle que soit leur nature, à des formes de divisions sociales. Les propos de Sheikh Hamidi Daham al-Hadi, sheikh de la tribu arabe des Shammars (Şammar) [Madawi al-Rasheed, 1992] restèrent dans cet ordre d'idées. Pour information, les Shammars désignent les membres d'une confédération de tribus arabes yéménites issues de la dynastie al-Rashid (al-Rašyd). Éleveur·se·s de chameaux, ils·elles occupaient en 1836 une oasis située au nord de l'Arabie Centrale, le Ha'il (Hā'il), ainsi que la montagne Shammar. Le Ha'il fut conquis par la dynastie d'Ibn Saoud (Ibn Sa'ūd) en 1921 après de nombreuses rivalités entre les Saoud wahhabite et la dynastie al-Rashid. Dorénavant divisé·e·s entre l'Afrique et l'Asie, les Shammars résident principalement au Yémen, en Irak et en Syrie. Sheikh Hamidi Daham al-Hadi me déclara ainsi :

« Nous faisons en sorte de ne pas nous mêler de la politique. [...] Nous regroupons des personnes au-delà de la Syrie. Nous ne sommes pas des personnalités politiques, voilà pourquoi nous sommes unis¹¹. »

Une autre fois, lors d'une discussion qui portait sur les affiliations tribales en Cezîre



© India Ledenganck

et leur rapport avec le TEV-DEM¹², mon interlocuteur, fin de vingtaine et habitant sur Qamîşlî, m'avait ainsi rappelé : « les tribus veulent être en dehors des sentiers politiques... Je veux dire, quand il s'agit de traiter avec les partis politiques ».

Il est intéressant de constater par ces récits que les acteurs de terrain mettent en avant, notamment au travers d'une première rencontre avec une personne extérieure, l'indépendance d'une forme de vivre-ensemble particulière vis-à-vis des structures politiques de l'administration autonome. Par cela, il n'est, évidemment, pas question d'appréhender les tribus comme des entités hermétiques et dichotomiques à l'administration autonome [Richard Trapper, 2009], mais plutôt de poser un regard sur

les discours en tant qu'objet signifiant. La création des espaces politiques au travers des discours a sa place dans cette analyse anthropologique : si les dignitaires présentent les tribus comme des espaces antinomiques aux partis politiques, c'est que cela fait sens de me le présenter de telle manière. Un point me semble ici important : la création d'espaces de vivre-ensemble pluriels au sein des discours. L'imbrication entre politique et tribus est ainsi en constante négociation et se base sur une dialectique discursive d'adhésion-rejet pour créer un entre-soi qui, dans une géographie limitée à une région (Cezîre), cohabite avec d'autres.

Le double discours par rapport aux tribus, d'un côté détentrices d'une essence exclusivement « sociale », d'un autre

côté entités qui regroupent, règnent, se coordonnent et résolvent les discordes, montre une véritable volonté de se distancer, de se conserver de l'administration autonome, champ créateur de divisions. L'éthos démocratique – les croyances et valeurs autour de l'idéal démocratique – [Alice Wilson] qui anime les tribus est une composante majeure des discours récoltés. Il se base sur un mécanisme d'exclusion vis-à-vis de structures qui ont, pourtant, les mêmes vocations et intérêts qu'elles : la résolution des conflits, l'entretien de relations avec d'autres unités politiques, la protection des personnes et des ressources, l'appropriation et la distribution de ces dernières, et, enfin, l'organisation d'une autorité politique pour la gouvernance [Alice Wilson]. D'ailleurs, concernant le système judiciaire établi au nord-est syrien, les tribus sont des éléments constitutants « [...] qu'il s'agisse des tribus arabes ou kurdes. Les tribus règlent les différends dans le cadre des institutions de justice sociale de plusieurs manières »¹³. Dans les affaires pénales, les tribus aident les bureaux de justice, représentant le droit public, à décider d'une peine au nom de la population. Quant aux affaires civiles, les chefs et dignitaires tribaux, le Sénat ainsi que les Comités de Réconciliation et de Paix instaurés au sein des communes résolvent conjointement les conflits [Yasin Duman].

En résumé, les acteur·trice·s du terrain présentent les tribus comme des entités démocratiques, par leur capacité à gouverner et à unir. Les chefs et dignitaires tribaux font partie du système juridique du nord-est syrien et l'Assemblée des sages peut influencer les décisions politiques. Toutefois, tribus et administration autonome sont séparées, de par une essence qui serait radicalement différente.

Les tribus pour réactualiser les frontières : dualiser le politique

Au sein des discours précédents, l'articulation entre unité et politique dresse une distinction entre les différents champs : structures politiques de l'administration autonome d'un côté, les tribus de l'autre. Ces dernières reçoivent leur légitimité par le fait qu'elles ont précédé les systèmes étatiques dans la gestion du vivre-ensemble. Par cela, elles détiendraient une signification particulière vis-à-vis du peuple. Les tribus auraient ainsi la capacité à unir et gouverner, tout en restant proches de la population. Cette manière de séquencer des champs au travers des rapports entre tribus et éthos démocratique va être retrouvée lors de ma rencontre avec Mahmûd Hîso, membre de la tribu Gabara :

« Mahmûd Hîso semble fatigué. Il scrute à travers ses lunettes carrées un texte sur son smartphone. Nous avons déjà eu l'occasion de nous croiser lorsque je venais rendre visite à sa fille, qui habite avec lui et qui travaille au centre de jineolojî. Mahmûd provient d'une famille qui a « donné beaucoup de şehîd » [de nombreuses personnes de sa famille sont tombées martyres, N.d.A]. Son cousin est tombé en 1996, quant à la nièce de sa femme, elle est tombée à Raqqa quelques années auparavant. (Extrait du cahier de terrain) »

Mahmûd Hîso est de la tribu Gabara, nom qui se réfère à l'histoire originelle de la tribu : un homme, après avoir tué l'émir qui aurait ravi sa sœur, se serait enfui avec elle, ses deux autres frères et sœurs, en emportant leur bœuf¹⁴. Toujours selon ses dires, les membres

de la tribu Gabara étaient répartie·s, entre 1940 et 1950, parmi 56 villages bordant Amûdê et Hesîçe. Cependant, en 1953, 11 000 dounams¹⁵ de leurs terres leur seront expropriées en faveur des Rhamars (Ġamar)¹⁶.

Au cours de l'entretien, il appuiera son discours sur des composantes basiques du discours nationaliste, telle que la construction d'une légitimité sur le sol par l'appel à un passé historiquement lié au territoire (à l'inverse, les « tribus arabes » sont rendues illégitimes), tout en présentant l'administration autonome comme généreuse envers les « tribus arabes » – plus en tout cas que le régime al-Assad ne l'aurait été avec elles. Il rappelle ainsi :

« Les Shammars ont pu créer leurs forces car l'administration autonome leur en a donné l'opportunité. Cela n'aurait pas été possible sous le régime¹⁷. »

Tandis que nos discussions portaient sur les forces militaires présentes dans la région, Mahmûd Hîso déclare que les Gabara ne nécessitent aucunement des forces militaires – contrairement aux Shammars – car ils·elles ont « les partis pour [les] représenter ». Ainsi se dresse une nouvelle distinction édifîée sur des tensions historiques majeures : une politique militarisée d'un côté, une politique de partis de l'autre. Alors que la discussion portait sur les Shammars et l'armée al-Sanadid (al-Şanādyd)¹⁸, Mahmûd Hîso les a affiliés à un autre espace relationnel, celui des « tribus arabes », qui s'oppose de manière essentialisée aux « tribus kurdes » – représentées par un « nous » dans son discours. Les partis politiques sont ici mis en perspective avec les forces armées : deux figures englobées dans une vision dualiste s'organisent autour de l'espace relationnel tribal dans son discours – un système politique délibératif, un autre coercitif. Les tribus sont

ainsi porteuses d'une vision nationaliste du politique, par leur relation particulière créée avec les partis politiques : leur capacité à représenter « les tribus kurdes ». La nature de la politique est assimilée à une catégorie ethnicisée des tribus.

Au nord-est syrien, des configurations diverses sont ainsi créées autour de la monopolisation de l'éthos démocratique. Ce dernier est utilisé pour réactualiser des frontières ethniques ou, à l'inverse, les rendre poreuses. Les tribus sont des champs activés par les acteur·trice·s qui affirment les frontières ethniques ou les rendent perméables. Penser le nord-est syrien à travers la « question kurde » ne rend compte ni de la compétition entre acteur·trice·s vis-à-vis de cet éthos, ni des imbrications entre tribus et structures politiques de l'administration autonome.

Faire solidarité par l'affiliation tribale : au-delà des frontières ethniques

Ceci doit notamment être mis en perspective avec le contexte de guerre du nord-est syrien. Comme ce dernier récit le révèle, la constitution de tribus en tant qu'entités militaires joue un rôle dans la création d'un vivre-ensemble dans la région. Comme le témoignent les entretiens réalisés avec Sheikh Hamidi Daham al-Hadi, sheikh des Shammars, son fils Bandar al-Hamidi, commandant de l'armée al-Sanadid, ainsi qu'avec Saîd Abdul Azîz Nayef Mustafa, dignitaire de la tribu kurde Mîran, la défense d'un territoire commun et la reconnaissance des souffrances de l'autre forgent un espace

d'entendement commun qui outrepassa la dimension ethnique. La tribu Mîran s'est établie dans la région de Karaçok après s'être sédentarisée il y a un siècle. Elle fait partie des dix tribus composant la confédération des Shoksor et tire ses origines des régions sud du lac Wan. Sa notoriété, encore actuelle, tire ses sources de Mustafa Paşa, commandant des milices tribales Hamidiye. Les personnes recrutées en leur sein venaient majoritairement de tribus kurdes nomades ou semi-nomades [Van Bruinessen, 1992]. Fin du 19^e siècle, Mustafa Paşa était une des personnes les plus influentes de la région. Selon Saîd Mustafa, arrière-petit-fils de Mustafa Paşa, les Shammars auraient été protégé·e·s au début du 20^e siècle par Abdul Kerîm Beg de la tribu Mîran. Les Shammars avaient effectivement été défait·e·s face aux forces armées d'Ibrahim Paşa de la tribu Milan, tribu kurde originaire de Mardîn et de la vallée Khabur qui étendit son influence sous le règne d'Abdulhamid II [S. Winter, 2006]. Avant la montée au pouvoir d'Ibrahim Paşa en 1863, de nombreuses tribus kurdes de la région étaient tributaires des Shammars [Van Bruinessen, 1992].

« Lorsqu'il y a eu ce problème au stade, les Arabes ont combattu les Kurdes. Sauf les Shammars¹⁹. »

« Quand le chaos est arrivé dans la région, nous étions côte à côte. Nous étions alliés avant l'arrivée de l'État Islamique : contre le régime syrien, ou contre Ahrar al-Sham [ahrâr al-şâm, N.d.A]. Nos alliances étaient réalisées principalement pour préserver la région. Nous nous sommes battus deux ans avant que la coalition soit née. [...] Même à l'époque de l'Empire Ottoman, nous avions un ennemi commun. Les Ottomans ont tué mes ancêtres. Nous

entretenons des relations avec les Kurdes, pas les partis politiques. Les partis politiques peuvent s'allier et se faire la guerre ; nous, nos relations avec les Kurdes sont un tout. [...] Durant les événements de 2004, nos amis Kurdes avaient ouvert les restaurants pour cette personne de la tribu Shammar. Pendant trois jours, il a pu boire et manger²⁰ ! »

À travers les récits, les acteurs définissent les événements constitutifs de leur fraternité. La solidarité qui les unit est ainsi présentée par la particularité de leur relation historique, renforcée par la défense du territoire commun. Les relations sont promues comme sincères, purifiées par la distanciation émise envers les partis politiques, synonymes d'entités perturbatrices du lien social. L'authenticité de leurs liens est attestée par le fait qu'ils ne sont pas mus par des intérêts politiques, et donc, égoïstes et stratégiques.

Pour Saîd Mustafa, l'unité avec les Shammars se construit à travers leur affiliation tribale, seul·e·s qui ne se sont pas levé·e·s contre les Kurdes durant les émeutes de 2004, événements de tensions interethniques majeures. Quant à Bandar al-Hamidi, il se réfère, lui aussi, à une solidarité envers les Kurdes par son affiliation tribale. D'ailleurs, il rappela à plusieurs reprises le soutien des droits des Kurdes par son père, sheikh de la tribu. Le caractère unanimement démocratique de la tribu Shammar est ici figuré d'un côté par l'accusation des inégalités, de l'autre par la solidarité créée durant les périodes de conflits interethniques. En parallèle, la tribu kurde Mîran s'est dressée contre la tribu kurde Milan pour défendre les Shammars, me rappela Saîd Mustafa. L'affiliation tribale joue ici un rôle central, en ce qu'elle les unit, leur donne une essence démocratique qui, en parallèle, les différencie des autres tribus.



* * *

Dans un contexte de défiance, les frontières ethniques semblent étrangement imprécises lorsqu’il s’agit de l’affiliation tribale, une source première dans l’identité sociale en Syrie au 21^e siècle [Katarina Lange, 2015]. La recherche de terrain a montré que les champs sociaux du nord-est syrien ne se calquent pas de manière univoque sur une composante ethnique. Diviser le politique du social, ou un politique démocratique d’un autre militarisé ou oppressif, sont des techniques de monopolisation de l’éthos démocratique. Au sein des discours des acteur·trice·s du terrain, l’affiliation tribale crée des espaces communs et divisés, fondés sur une manière de faire solidarité et de faire la politique.

Au sein de cet article, j’ai montré que les discours récoltés portent sur une volonté d’autonomisation des tribus vis-à-vis de l’administration autonome du nord-est syrien. À Qamîşlî, les tribus, en tant que champs sociaux semi-autonomes, s’adaptent avec les autres cadres avec qui elles interagissent à travers les Assemblées. Elles influencent les décisions politiques et font partie inhérente des processus judiciaires de

la région. En parallèle, elles sont perçues par mes interlocuteur·trice·s comme des entités démocratiques par leur détachement à toute forme de politique de partis. La distanciation émise envers les partis politiques peut être aussi source d’unité, comme cela est le cas avec les Shammars et les Mîran. À l’inverse, dans l’étude de cas suivante, les partis politiques sont capables de représenter les tribus. Ces dernières sont ainsi porteuses d’un projet nationaliste par le rapport spécifique qu’elles entretiennent avec les partis politiques. Penser le nord-est syrien par les enjeux locaux de la région de Cezîre a permis de rendre compte que les frontières ethniques sont réactualisées ou, à l’inverse, amenuisées à travers l’affiliation tribale et son caractère présenté comme éminemment démocratique.

Il serait dorénavant intéressant d’étudier les articulations entre tribus et administration autonome sur un temps long²¹. Cette perspective permettrait d’appréhender d’une nouvelle manière la fluidité et la complexité des espaces, pluriels, propres au terrain de recherche. Une approche empirique par le recours à l’ethnographie, développée sur une longue période, mettrait notamment en exergue la multiplicité des configurations dispositionnelles entre les acteur·trice·s qui l’animent. ■

Bibliographie

- Ahlan Muhtaseb, « US Media Darlings: Arab and Muslim Women Activists, Exceptionalism and the « Rescue Narrative » », *Arab Studies Quarterly*, vol.42, n° 1-2, Pluto Journals, 2020.
- Alice Wilson, « Sovereignty in Exile », *A Saharan Liberation Movement Governs*, Pen Press, 2016.
- Christian Papinot, « De quoi la longue participation est-elle la garantie dans l’enquête ethnographique? », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 61, 2016, p. 43-52.
- Edward W. Said, « L’orientalisme », *L’Orient créé par l’Occident*, Le Seuil, Paris, 1980.
- Gérard Mauger, « Enquêteur en milieu populaire », *Genèses*, n° 6, 1991, p. 125-143.
- Ibn Khaldoun, « *Al-Muqaddimah* », Londres, 1958
- Jeanne Favret-Saada, « Les mots, la mort, les choses », *La sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard, 1977.
- Jongerden J. « Making sense: research as active engagement », *Kurdish Studies*, vol. 4, n° 1, 2016, p. 94-104.
- Jordi Tejel, « Syria’s Kurds », *History, Politics and Society*, Routledge, 2009.
- Khatarina Lange, « « Bedouin » and « Shawaya »: The Performative Constitution of Tribal Identities in Syria during the French Mandate and Today », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. 58, n° 1/2, 2015.
- 1 Les séjours ethnographiques ont été réalisés entre juillet 2019 et juillet 2020 dans le cadre d’un doctorat en anthropologie.
- 2 L’orientalisme désigne le corps de doctrines et de pratiques, institutionnalisées, qui restructure et domine l’Orient. L’orientalisme est un système de connaissances articulé sous forme de discours qui renvoie à une série d’intérêts suscités par la création d’un Orient sans correspondance avec un Orient « réel ». Elle n’est cependant pas confinée au cadre universitaire, car elle est une forme d’échange dynamique entre institutions et individus, de telle sorte qu’elle impacte l’intellect et l’imaginaire. Pour de plus amples informations, voir l’ouvrage éponyme d’Edward W. Said [1980].
- 3 Par exemple, la mise en place de technologies de différenciation qui annihilent le caractère politique de l’implication des femmes dans le secteur politique ou militaire de l’administration autonome; la distinction ontologique entre idéologie et individus, ou système politique et population, qui ne permet pas d’appréhender les individus en tant qu’acteur·trice·s politiques. Sans souhaiter m’étendre sur le sujet, ceci pose la question de la construction des savoirs en tant qu’*outsiders* sur des terrains sensibles où les opinions politiques sont fortement polarisées.
- 4 De ce fait, l’observation participante (des communes locales, des espaces sociaux tels que les mariages ou enterrements, des activités collectives de villageoises, des manifestations ou sit-ins, des réconciliations tribales etc.) et l’analyse de la presse écrite (en anglais et kurmançî) et des archives relatives aux tribus de la région étudiée ne seront pas, ici, utilisées en tant que matériaux premiers.
- 5 Selon Barth, l’ethnicité au sens d’organisation sociale. Voir Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, « Théories de l’ethnicité », suivi de Fredrik Barth, « Les groupes ethniques et leurs frontières », PUF, 2008.
- 6 Niveau d’organisation dans la structure segmentaire de la tribu. Martin van Bruinessen, [1992].
- 7 Le responsable de l’Assemblée m’a d’ailleurs informé qu’ils avaient souhaité organiser des médiations entre l’Administration autonome

- Madawi al-Rasheed, « Durable and non-durable dynasties: the Rashidis and Saudis in Arabia », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 19, n° 2, 1992, p. 144-158.
- Martin van Bruinessen, « Agha, Shaikh and state », *The Social and Political Structures of Kurdistan*, Zed Books Ltd, 1992.
- Myriam Ababsa, « Frontières de développement en Syrie. L’adaptation du projet ba’thiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazîra », A contrario, *Revue interdisciplinaire de sciences sociales*, vol. 3, n° 2, BSN Press, 2005, p. 11-25.
- Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, « Théories de l’ethnicité », suivi de Fredrik Barth, « Les groupes ethniques et leurs frontières », PUF, 2008.
- Richard Tapper, « Tribe and state in Iran and Afghanistan: An Update », La tribu à l’heure de la globalisation, *Études Rurales*, vol. 2, n° 184, 2009, p. 33-46.
- Stefan Winter, « The other « Nahda »: The Bedirxans, the Millîs and the tribal roots of Kurdish nationalism in Syria », *Oriente Moderno*, Anno 25, vol. 86, n° 3, 2006, p. 461-474.
- Yasin Duman, « Peacebuilding in a Conflict Setting: Peace and Reconciliation Committees in De Facto Rojava Autonomy in Syria », *Journal of Peacebuilding & Development*, vol. 12, n° 1, 2017, p. 85-90.
- Yazid Ben Hounet, « La tribu comme champ social semi-autonome », *L’Homme, Des maisons et des pierres*, n° 194, 2010, p. 57-74.
- et le gouvernement syrien. Ce dernier n’aurait cependant pas répondu.
- 8 Anonyme, membre de l’Assemblée des sages de Qamîşlî.
- 9 Rojava Information Center, tweet du 22 juin 2020.
- 10 Ibn Khaldoun, « Al-Muqaddimah », Londres, 1958, *in* Martin van Bruinessen [1992].
- 11 Entretien avec Hamidi Daham al-Hadi, 26 juin 2020.
- 12 Tevgera Civaka Demokratîk, en français (traduction libre), Mouvement de la Société Démocratique
- 13 Entretien avec Rîma Berekat, coresponsable du système judiciaire de l’administration autonome du nord-est syrien, 15 juin 2020.
- 14 « *Ga* » étant le bœuf et « *-bara* » se référant à une charge, une chose qui est transportée (traduction libre).
- 15 La valeur par rapport au mètre carré oscille selon les régions, mais équivaudrait, de manière approximative, à 1100 ha. Il peut être supposé que les chiffres informés ont été gonflés afin de souligner d’un côté la perte vécue, de l’autre la grandeur du territoire occupé par la tribu.
- 16 En arabe, « immersion » (traduction libre). L’expression se réfère aux déplacé·e·s arabes qui, lors des réformes agraires, ont été relogé·e·s dans les 41 villages bâtis par l’État sur les terres de grands propriétaires kurdes expropriés [Myriam Ababsa, 2005].
- 17 Entretien avec Mahmûd Hîso, mai 2020.
- 18 *Qawat al-Şanâdyd* est un groupe armé membre des Forces Démocratiques Syriennes.
- 19 Entretien avec Saïd Abdul Azîz Nayef Mustafa, 16 juin 2020.
- 20 Entretien avec Bandar al-Hamidi, 20 juin 2020.
- 21 Il semble cependant important de rester critique quant aux capacités intrinsèques accordées à l’enquête ethnographique réalisée sur le long-terme: par mes propos, il n’est pas question de découvrir une sorte de vérité imputée à l’objet de recherche, qui se révélerait au fil du temps, ni de supposer que la confiance tissée entre les acteur·trice·s et l’anthropologue déboucherait sur l’oubli du statut du·de la chercheur·se par les premier·ère·s. [Christian Papinot, 2016].

La (re)considération de la problématique kurde par les autorités turques au regard de l'évolution du conflit syrien

La guerre civile qui déchire la Syrie depuis 2011, année du soulèvement contre le gouvernement de Bachar al-Assad, a eu des répercussions considérables à l'échelle régionale. L'intrusion de puissances étrangères dans le conflit, la participation de mouvements transnationaux, les déplacements de population induits par la guerre et la fragmentation du territoire syrien ont contribué à internationaliser ce drame, avec des conséquences politiques, économiques, et sociales lourdes pour les États voisins. Parmi ces derniers, la Turquie s'est trouvée particulièrement exposée aux contrecoups de la crise, pour des raisons géographiques (une frontière terrestre de 822 km sépare les deux pays), démographiques (cette frontière traverse une zone de peuplement kurde parcourue par une mouvance autonomiste cohérente) et politiques (le gouvernement turc a décidé de soutenir le mouvement de rébellion contre Bachar al-Assad, avec lequel il avait pourtant

entamé un processus de rapprochement diplomatique dans les années 2000). En quelques années, la crise syrienne est ainsi devenue une problématique cruciale dans l'espace public turc, obligeant l'ensemble de ses acteurs à se repositionner en fonction de ses conséquences [Janna Jabour, 2017].

Dans un premier temps, cette question a pu sembler, pour Ankara, se limiter au terrain stratégique, avec une ambition revendiquée de faciliter un changement de régime. Mais l'autonomie acquise par les régions kurdes syriennes à partir de 2012 (et officialisée l'année suivante) a fait ressurgir des enjeux beaucoup plus sensibles. C'est ainsi que parallèlement, le gouvernement turc modifie son approche de ce qui était qualifié depuis les années 1980 la « question kurde », renvoyant aux revendications d'indépendance ou d'autonomie culturelle, sociale et politique des Kurdes de Turquie¹, et le refus qui leur est opposé par l'État et ses institutions, au nom de l'unité nationale. L'arrivée au pouvoir en 2002 de l'AKP² avait pourtant permis une nouvelle approche du sujet, marquée par une certaine ouverture culturelle et des tentatives de négociations de paix avec le PKK³. Ce dernier devient alors, aux yeux du parti au pouvoir, l'acteur essentiel de la question kurde et le partenaire principal pour sa résolution. Or, au fur et à mesure que la guerre civile syrienne impacte le champ politique turc, on voit l'AKP renoncer à cette approche puis bâtir une alliance inédite avec la mouvance nationaliste, qui critiquait justement sa politique d'ouverture. Faut-il y voir une conséquence directe du conflit syrien ? Comment l'irruption de cette guerre frontalière a-t-elle pu modifier les perceptions de l'AKP et le conduire à redonner la priorité à l'angle sécuritaire face aux nouvelles dynamiques kurdes ?



© Unsplash.

Comprendre l'ampleur de l'impact du conflit syrien implique, dans un premier temps, de revenir brièvement sur la politique poursuivie par l'AKP à l'égard du militantisme kurde au cours de sa première décennie de gouvernance. On pourra ensuite s'intéresser au phénomène de polarisation identitaire et politique, qui conduit à une opposition entre différentes approches, au sein de la société turque, du conflit syrien, favorisant le retour d'une violence politique dont les Kurdes sont tout à la fois acteurs, enjeux et victimes. Cette violence se cristallise au cours de l'année 2015, qui marque un tournant dans l'organisation du paysage politique turc. Dès lors, une nouvelle dynamique se met en place qui voit l'AKP se rapprocher de la mouvance nationaliste et restreindre son approche de la question kurde à la vision sécuritaire mise en avant par ces nouveaux alliés.

Ouverture kurde et processus de paix : retour sur la dynamique du pré-conflit syrien

Le parti AKP arrive au pouvoir à l'occasion des élections législatives de 2002, alors que les affrontements entre le PKK (fondé par Abdullah Öcalan en 1978 et passé à la lutte armée en 1984) et les forces de sécurité turques maintiennent un climat d'insécurité, en particulier dans le sud-est de la Turquie. Ayant relancé le processus d'adhésion à l'Union Européenne, le parti que Recep Tayyip Erdoğan (Premier ministre de 2003 à 2014, puis président de la République)

a porté au pouvoir adopte une approche relativement nouvelle de cette problématique. Des réformes démocratiques réduisent le rôle de l'armée [Antoine Zakka, 2016], des ouvertures sont proposées aux minorités [Ahmet Insel, 2015] et, dans la lignée d'une politique amorcée au cours des années 1980, le développement économique du sud-est du pays est favorisé en vue d'en faire une plaque tournante économique et commerciale à destination du Moyen-Orient et d'obtenir la paix par la prospérité⁴. Une politique de libéralisation culturelle, notamment à partir de 2009, facilite l'ouverture d'un « processus de paix » avec le PKK. Initié en 2012 par des rencontres entre les services secrets turcs et Abdullah Öcalan, leader du PKK emprisonné sur l'île d'Imralı depuis sa capture en 1999 [Olivier Grojean, 2014; Alain Rodier, 2014], ce processus se traduit par l'ouverture en 2013 de négociations de paix. La dynamique suivie au cours des dix premières années de mandat de l'AKP semble ainsi tendre, sans l'atteindre encore, vers une approche davantage pacifiée qu'au cours des deux décennies précédentes de la problématique kurde. Il est alors possible d'envisager une convergence entre le parti au pouvoir et la mouvance autonomiste kurde en vue de réformer les structures étatiques turques. Mais cette évolution n'est pas sans susciter certaines critiques venues des milieux nationalistes et attachés à l'héritage kémaliste.

En effet, sur la problématique kurde, les deux principaux partis d'opposition parlementaire, le CHP, qui revendique l'héritage de Mustafa Kemal, et le MHP, nationaliste et plus conservateur, ont alors des positions similaires. Au nom d'une conception très jacobine de la nation, ils s'opposent tous deux aux ouvertures culturelles mises en place par l'AKP. Ainsi Deniz Baykal, à la tête du CHP, accuse

le gouvernement de privilégier l'identité ethnique au détriment de l'identité nationale [Jean Marcou, 2009]. Surtout, ils se montrent absolument hostiles à toute négociation avec le PKK. Devlet Bahçeli, *leader* du MHP, assimile ces discussions à une trahison : « ce n'est pas ainsi que l'on met fin à la terreur », dénonce-t-il en octobre 2011⁵. Toutefois dans le contexte des manifestations de Gezi, qui rassemblent au printemps 2013 des factions très larges de l'opposition contre le gouvernement, deux approches distinctes commencent à émerger. Tandis que le CHP se montre plus favorable à une libéralisation culturelle et modère ses critiques contre le processus de paix, le MHP, radicalement hostile à toute approche autre que sécuritaire, porte la critique la plus dure et constante à l'égard de cette politique d'ouverture.

L'impact de la crise syrienne : identification identitaire et retour d'un cadre conflictuel

La Turquie n'est pas immédiatement impactée par la crise politique, puis la situation de guerre civile qui frappe la Syrie dans le sillage des révolutions arabes de 2011. Alors que son soutien aux mouvements rebelles combattant le régime de Bachar al-Assad s'accroît au cours de l'année 2012, il faut attendre 2013 pour que les répercussions s'en fassent sentir sur le sol turc, avec notamment un attentat – imputé par la Turquie aux services secrets syriens [Jean Marcou, 2013] – qui fait 51 morts à

Reyhanlı, le 11 mai. Dès lors, s'accélère le processus d'identification des différentes composantes de la société turque, aux forces respectives en présence en Syrie, entamé dès le début de la crise. Dans ce contexte, la proximité culturelle, politique et stratégique des Kurdes de Turquie avec ceux de Syrie n'est pas sans conséquence sur leur rapprochement avec l'AKP. Mais c'est surtout avec le siège de Kobané que la problématique kurde finit par échapper au contexte national turc et s'internationalise, prenant une dimension nouvelle.

Sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu (2009-2014) et de centres de recherches proches du pouvoir comme la SETA⁶, le gouvernement turc adopte en 2012 une politique de soutien à l'opposition syrienne fortement marquée par un discours de solidarité. Une mise en parallèle est ainsi faite entre la Turquie nouvelle, démocratisée sous l'égide de l'AKP, et la population syrienne luttant contre un régime tyrannique [Ahmet Davutoglu, 2013]. Mais si ce processus d'identification repose sur un discours politique, il mobilise aussi la référence religieuse : en déplorant la mort de « 51 citoyens sunnites » à Reyhanlı⁷ ou en promettant d'autoriser les Syriens à prier à Damas⁸ (laissant entendre que le régime actuel les en empêche), Recep Tayyip Erdoğan élabore un message spécifique à destination des populations conservatrices sunnites, présentées comme opprimées en Syrie et défendues par la Turquie, alors que, en parallèle, se développe un discours assimilant les adversaires turcs de l'islam politique au régime de Bachar al-Assad. Ainsi le ministre de la Culture et du Tourisme, Ertuğrul Günay (2007-2013), fait-il scandale en comparant le CHP au parti Baas syrien⁹.



© Ahmed Aakacha, Pexels.

En jouant sur ces fractures identitaires, le gouvernement turc pousse les mouvements d'opposition à développer un processus d'identification similaire. Son approche confessionnelle du conflit syrien est aussi perçue comme une forme d'hostilité aux alévis¹⁰, dont les croyances sont réputées proches de celles des Alaouites syriens, la minorité dont est issu Bachar al-Assad. En accusant Kemal Kılıçdaroğlu, chef du CHP et lui-même alévi, de solidarité confessionnelle avec le régime syrien, Recep Tayyip Erdoğan contribue à accélérer le processus d'affirmation identitaire : les partis d'opposition, en réaction, en viennent à assimiler l'opposition syrienne à l'islam politique qu'ils combattent en Turquie. À ces marqueurs de solidarité religieuse – réelle ou supposée – viennent s'ajouter des motivations ethno-linguistiques. En effet, la situation des

Turkmènes de Syrie attire l'attention à partir de 2012, suscitant l'intérêt des centres de recherches¹¹ ou des militants politiques. Les milieux nationalistes développent en outre un discours de solidarité à l'égard de cette minorité turcophone, ce qui permet à Kubilay Çelik, porte-parole du MHP, de décrire la Syrie comme « une patrie turkmène » et « un problème intérieur » turc¹². Dans ce contexte d'identification communautaire aux groupes en présence en Syrie, les liens traditionnellement forts entre Kurdes syriens et Kurdes turcs vont lourdement influencer la perception et la stratégie de ces derniers.

Alors que l'identification des Turcs aux acteurs du conflit syrien relève largement d'un discours politique, les liens existants entre Kurdes de Turquie et de Syrie ont un fondement bien plus solide. Linguistiquement, ils partagent le même



© Ahmed akacha,
Pexels.

dialecte, le kurmanji ; géographiquement, malgré la politique syrienne d’installation de populations arabes aux frontières turque et irakienne dans les années 1960, il existe une continuité territoriale entre les régions kurdes de Turquie et de Syrie. C’est toutefois sur le plan politique que ces liens vont avoir les plus lourdes conséquences. Le PYD¹³, dont les forces militaires (YPG¹⁴) prennent le contrôle du nord syrien à partir de 2012, est depuis sa fondation en 2003 lié au PKK, dont il devait constituer une filiale locale¹⁵. En novembre 2013, l’autonomie de cette région, sous le nom de Rojava, est annoncée par le PYD, malgré les réticences du Conseil

National Kurde, son partenaire au sein du Conseil Suprême Kurde, qui se voit dès lors marginalisé. Ces nouvelles dynamiques kurdes, qui se traduisent par une gestion politique inédite du nord syrien, inquiète considérablement les observateurs turcs, qui craignent de voir le PKK disposer d’une base territoriale de soutien et de repli au Rojava. Dès mars 2012, Yalçın Akdoğan, un des conseillers de Recep Tayyip Erdoğan, accuse ainsi le PKK d’investir le nord syrien, avec la complicité silencieuse de Bachar al-Assad¹⁶. Cette crainte d’un axe PKK-PYD-régime syrien est évoquée dans les publications tant scientifiques que journalistiques de

l’époque¹⁷ et s’avère d’autant plus justifiée que la Rojava apparaît en effet aux yeux du PKK comme un lieu de possible réalisation de son projet politique de « confédéralisme démocratique » [Olivier Grojean, 2017]. Aussi y mandate-t-il un certain nombre de conseillers, cherchant à remplacer l’État syrien là où il s’est retiré, et fournissant au PYD des fonds et des renseignements [Patrick Haenni, 2019].

Le gouvernement turc, qui vient d’ouvrir les négociations de paix avec le PKK, redoute alors que ce dernier ne profite de son implantation au Rojava pour renforcer ses positions et s’y installer, dans une politique de fait accompli. Aussi cherche-t-il à en dissocier le PYD, dont les dirigeants, au cours de l’été 2014, sont reçus à Ankara par Hakan Fidan, pour évoquer une possibilité de *modus vivendi* [Aaron Stein, 2014]. Le gouvernement turc se retrouve ainsi dans une situation paradoxale : alors même que sa rhétorique a favorisé une identification des différents courants de la société civile avec les forces en présence en Syrie, il essaie de diviser les deux mouvements qui entretiennent les liens institutionnels transfrontaliers les plus solides. L’entreprise apparaît vouée à l’échec, d’autant que plusieurs sujets de désaccords empêchent un réel rapprochement entre Ankara et le PYD, en particulier leurs positionnements respectifs vis-à-vis de Bachar al-Assad, de l’opposition syrienne et des groupes djihadistes¹⁸. Dans ce contexte, l’identification des Kurdes de Turquie, et en particulier des mouvements autonomistes au PYD, devient un élément ralentissant considérablement le processus de paix, en particulier lorsque le Rojava se voit menacé.

Ainsi se développe un processus d’identifications transnationales par lequel

les acteurs politiques turcs en viennent à calquer leurs propres craintes et aspirations identitaires sur leur analyse du conflit syrien. Les fractures potentielles entre sunnites, alaouites, Arabes, Turkmènes et Kurdes sont ainsi perçues comme le prolongement des clivages identitaires qui structurent le pays. Au fur et à mesure que ce phénomène d’identifications se cristallise, les acteurs kurdes de Turquie s’inscrivent dans une dynamique de plus en plus dépendante des évolutions du conflit syrien, tant pour ce qui concerne le processus de paix que la vie politique turque.

Le tournant de l’année 2015 : de la crise politique à la spirale de violence

À partir de l’automne 2014, la politique kurde de l’AKP se voit impactée de plus en plus directement par les représentations identitaires projetées sur la Syrie. Son refus d’intervenir dans la bataille de Kobané, où les milices kurdes syriennes sont assiégées par l’État islamique (EI), est perçu par les Kurdes de Turquie comme un acte d’hostilité. La désaffection qui s’ensuit lui coûte sa majorité absolue au Parlement, tandis que parallèlement le processus de paix avec le PKK continue de s’affaiblir. La rupture, en juin 2015, se traduit par une crise de violence encore inédite sous l’AKP, rebattant profondément les cartes.

Le siège de la petite ville de Kobané, à la frontière turco-syrienne, a lieu du 13 septembre 2014 au 26 janvier 2015. Pendant plus de quatre mois se développe au sein de la population kurde de Turquie et de ses soutiens à l’international un

double mouvement de solidarité envers les combattants des YPG, qui défendent la localité face aux assauts djihadistes, et de critique à l'égard de la Turquie, qui refuse d'intervenir en leur faveur, notamment d'ouvrir sa frontière pour permettre aux volontaires du PKK de leur prêter main-forte. L'épisode cristallise donc les tensions nées des identifications transfrontalières. La réaction de l'AKP suscite la colère de la sphère militante kurde, qui voit dans Kobané un symbole de la « kurdicité¹⁹ » menacée d'annihilation. Des manifestations ont lieu en Turquie, et à partir d'octobre, le gouvernement, pour son inaction, est directement ciblé par les manifestants²⁰. « Nous avons vu le double visage de l'État turc », explique ainsi un cadre du HDP²¹ d'Istanbul, qui dit avoir perdu sa confiance dans la bonne volonté gouvernementale : « alors que Recep Tayyip Erdoğan prétendait vouloir la paix, il soutenait les extrémistes qui massacraient les Kurdes en Syrie. Pour nous, c'était inacceptable »²². Il y a cependant là une dynamique nouvelle : ces manifestations et ces violences ne s'inscrivent plus dans le cadre d'un strict face-à-face « turco-kurde » mais bien d'un mouvement de solidarité transnationale qui dépasse la question des frontières et se rattache au symbole politique du Rojava. Les protestataires sont soutenus par des mouvements de gauche, tandis que des Kurdes conservateurs s'opposent au contraire à eux²³. La proposition d'Ankara de faciliter l'acheminement de groupes armés kurdes irakiens à Kobané, et le refus opposé par le PYD et ses soutiens en Turquie, montre un affrontement qui ne réduit plus à la seule question identitaire kurde, mais s'inscrit dans des rivalités politiques transcendant les frontières. Malgré des déclarations cherchant



à désamorcer la colère, comme celles de Yalçın Akdoğan qui affirme ressentir de l'empathie pour la population de Kobané²⁴, le mécontentement des militants kurdes reste vif au terme de la bataille, alors que la Turquie entre en séquence électorale.

La campagne pour les élections législatives du printemps 2015 est marquée en Turquie par l'émergence du HDP²⁵, nouveau parti pro-kurde, mais ne se limitant pas à cette thématique et affichant également des options progressistes et libertaires. Créé en 2012, ce parti s'est déjà fait remarquer par la performance de son co-fondateur et candidat à l'élection présidentielle de 2014, Selahattin Demirtaş – il y a obtenu près de 10 % des suffrages, tandis que Recep Tayyip Erdoğan accédait à la présidence dès le premier tour, avec plus de 51 % des voix. Bien que soutenant le processus de paix avec le PKK²⁶, le HDP s'en distingue en condamnant

la violence politique et en défendant l'idée d'un combat parlementaire en faveur d'une autonomie kurde renforcée²⁷. En cela, son émergence perturbe aussi l'approche de l'AKP, qui reposait sur des négociations directes avec le PKK, ainsi considéré comme interlocuteur principal sur la question kurde. Or, aux élections législatives qui se tiennent le 7 juin, le HDP obtient 13,2 % des voix, entrant au Parlement où il obtient 80 sièges. Avec 258 sièges sur 550, l'AKP perd dès lors sa majorité absolue. Sa chute est particulièrement sensible dans le sud-est à majorité kurde : c'est ainsi qu'il est dessaisi des circonscriptions d'Agır, Ardahan, Bitlis, Kars et Siirt, qu'il avait remportées en 2011. Ces résultats témoignent de la désaffection d'une partie des électeurs kurdes ainsi que des insuffisances d'une approche centrée sur les négociations avec le PKK, sans prendre en compte les acteurs parlementaires.

Or, parallèlement, la réaction turque au siège de Kobané et les tensions croissantes avec les YPG ont eu des répercussions directes sur le processus de paix. Dès les premières semaines de la bataille, le PKK a menacé de rompre les négociations²⁸, poussé par une base militante qui s'identifiait aux combattants du PYD et assimilait l'attentisme turc à une hostilité déclarée. D'octobre 2014 à juin 2015, le processus de paix s'est donc trouvé au point mort, d'autant que l'AKP se concentrait sur la campagne électorale. Si l'héritage de Kobané a gelé le processus de paix, c'est bien le débordement de la guerre civile syrienne sur le sol turc qui va catalyser la rupture. Le 20 juillet, un attentat attribué à l'EI entraîne la mort de 33 militants pro-kurdes à Suruç ; deux jours plus tard, deux policiers turcs sont assassinés. La responsabilité de ce meurtre fait débat : dans un premier temps, il est revendiqué par

une branche du PKK ; mais une semaine plus tard, un porte-parole du mouvement nie cette responsabilité²⁹. Bien qu'au sein de l'opinion publique turque, on ne puisse s'empêcher de faire un parallèle avec les années 1990³⁰, cette conflagration de violence apparaît aussi comme un prolongement direct du conflit syrien : les victimes de l'attentat de Suruç, ville frontalière, étaient de jeunes militants rassemblés pour participer à la reconstruction de Kobané. Quant aux policiers assassinés, ils étaient accusés dans les premiers communiqués du PKK d'être des sympathisants de l'EI [Emine Çift, 2018].

Cette flambée de violence marque par conséquent la fin du processus de paix. La réponse du gouvernement turc se traduit par des frappes militaires en Syrie et en Irak qui ne ciblent pas seulement l'EI, mais également le PKK. Le 25 juillet, ce dernier, dont les combattants en Irak ont été attaqués par l'aviation turque³¹, annonce la fin du cessez-le-feu avec Ankara. C'est au cours de cette séquence qu'évolue la rhétorique de l'AKP : désormais, le PKK est présenté comme une menace comparable à l'EI, d'une part, et transnationale, d'autre part, qu'il s'agit de combattre tant en Syrie qu'en Turquie même. Ce sont tout d'abord les milieux académiques proches du parti qui impulsent ce changement de discours : dès le 21 juillet, au lendemain de l'attentat de Suruç, Fahrettin Altun, coordinateur de la SETA à Istanbul, accuse le PKK d'avoir importé la guerre syrienne sur le sol turc et d'être ainsi co-responsable de l'attentat³². Quant au chercheur et journaliste conservateur Ufuk Ulutaş, alors très actif dans le débat public, il présente le PKK et l'EI comme « deux organisations terroristes, copie carbone l'une de l'autre »³³ et des outils d'influence émanant de puissances extérieures contre la Turquie³⁴.



Des drapeaux du HDP dans un quartier kurde d'Istanbul. © Aurélien Denizeau.

Ces thématiques apparaissent au cours des mois qui suivent dans le discours de l'AKP, notamment en vue des élections législatives anticipées prévues pour le 1^{er} novembre. C'est ainsi que le Premier ministre Davutoğlu déclare que le PKK est aussi « malveillant », « traître » et « lâche » que l'EI et qu'il ne fait « aucune différence entre eux³⁵ », tandis que son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, s'en prend aux partis européens ayant défendu le PKK, alors que ce dernier aurait montré sa nature terroriste³⁶.

Cette évolution de la rhétorique de l'AKP est accompagnée d'une aggravation de la spirale de la violence. Au cours de l'été 2015, le sud-est de la Turquie, en particulier la région de Şırnak, est le théâtre

de véritables scènes de guerre civile. Tandis que les attentats du PKK se multiplient, l'armée turque mène des sièges armés contre des villes kurdes comme Cizre ou Silvan, avec de lourdes conséquences pour la population civile. Désormais qualifié de « prolongement politique du PKK³⁷ » par l'AKP et ses partisans, le HDP s'avère la victime collatérale de cette explosion de violence : aux élections législatives anticipées du 1^{er} novembre, il passe de 80 à 58 sièges. Au terme de l'année 2015, il apparaît ainsi que la politique kurde de l'AKP a été profondément modifiée : les tensions liées au conflit syrien puis l'irruption de violence sur le sol turc³⁸ ont conduit le parti majoritaire à remettre au premier plan de son discours une

rhétorique sécuritaire, dans laquelle le PKK n'est plus un partenaire de discussion pour pacifier le pays, mais une menace terroriste transnationale.

Vers la cristallisation d'un bloc national-conservateur face aux nouvelles dynamiques kurdes

Le tournant de 2015, métastase de la guerre syrienne, impulse une nouvelle dynamique pour l'AKP, en particulier dans son approche de la question kurde. Idéologiquement et stratégiquement, il s'est rapproché des forces nationalistes, adoptant leur vision sécuritaire faisant du PKK une menace existentielle et considérant toute négociation comme vaine. L'évolution de la guerre civile syrienne et la persistance d'un Rojava contrôlé par le PYD allié au PKK ont intensifié ce que l'on désigne comme « syndrome de Sèvres » : la crainte des Turcs de subir un dépècement territorial comparable à celui prévu en 1920 par le traité de Sèvres – finalement résilié au profit du traité de Lausanne, qui préservait l'intégrité du bloc anatolien. Comme l'explique Oytun Orhan, chercheur sur la Syrie à l'ORSAM³⁹, « le développement d'une entité kurde autonome *de facto* en Syrie, ainsi d'ailleurs qu'en Irak, a attisé en Turquie le spectre d'une menace de partition. Après la tentative de coup d'État de 2016, cette crainte d'un dépècement encouragé par l'étranger s'est accentuée »⁴⁰. Alors même que l'AKP, dans les années 2000, cherchait à sortir de ce syndrome de Sèvres

en vue de faciliter l'ouverture du pays, il adopte désormais le discours sécuritaire qu'il dénonçait initialement. « Le gouvernement a considéré que, dès lors que le PKK, via les YPG, essayait de construire un État reconnu internationalement, les questions de sécurité nationale redevaient prioritaires », précise Oytun Orhan.

Cette évolution se manifeste politiquement par une alliance avec le parti nationaliste MHP, à partir de 2017, et stratégiquement par un rapprochement inédit entre le président Erdoğan et les institutions militaires [Sumbul Kaya, 2017] : les purges massives qui suivent le coup d'État manqué de 2016 lui permettent de chasser de l'Armée les cadres qui lui sont les plus hostiles. Ceux-ci se voient remplacés par des figures nationalistes qui, en raison de la nouvelle approche sécuritaire de l'AKP, sont plus disposées à s'y montrer loyales⁴¹.

C'est dans ce contexte que les forces armées turques, à partir de 2016, sont envoyées à plusieurs reprises dans le nord syrien pour y affronter les YPG. Sur le plan interne, une répression judiciaire féroce frappe désormais le parti HDP dont les dirigeants, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, sont emprisonnés depuis novembre 2016. En rupture avec sa propre histoire, avec son approche initiale de la question kurde, l'AKP reprend ainsi à son compte l'héritage et le discours du nationalisme turc cristallisant autour de lui un bloc national-conservateur.

Dans ce cadre, l'enjeu pour les années à venir ne consiste pas seulement en la capacité de l'AKP à maintenir cette ligne idéologique, mais également en les opportunités que l'opposition peut y trouver pour faire évoluer son propre discours. « Étant donné que le gouvernement a adopté une ligne beaucoup

Des drapeaux de l'AKP et du HDP côte à côte à Istanbul, dans le quartier populaire de Fatih. © Aurélien Denizeau.

plus dure sur la question kurde, le CHP peut être tenté de porter à son tour une vision plus libérale »⁴², explique ainsi l’universitaire Ozan Örmeci. Même l’opposition nationaliste a pu paraître ouverte à une certaine évolution⁴³, tandis que le HDP paraît hésiter entre des dynamiques nouvelles et contradictoires, à savoir la volonté de normaliser politiquement l’autonomisme kurde, et les tentatives de réinventer un modèle de lutte politique inspirée du Rojava. En ce sens, la guerre civile syrienne pourrait bien avoir impacté

le discours porté par l’AKP sur la question kurde, mais aussi conduit l’ensemble du champ politique turc à s’interroger sur son propre positionnement. Il s’agit en effet d’appréhender des dynamiques nouvelles, de nature plurielle et parfois contradictoire, qui fragmentent les populations kurdes elles-mêmes. Il est donc bien difficile d’en anticiper l’impact, mais elles laissent entrevoir une possibilité de rompre avec l’approche héritée des années 1980 et 1990. ■

Bibliographie

« AKP ve HDP’nin çözüm sürecinde *anlaştıkları* 10 madde » [10 points relatifs au processus de résolution sur lesquels AKP et HDP se sont mis d'accord], *Sözcü*, 28 février 2015.

« Bahçeli: PKK ile müzakerenin sonu karanlık ve yıkımdır » [Bahçeli : le terme des négociations avec le PKK n’est qu’obscurité et anéantissement], *T24*, 4 octobre 2011.

« Cumhurbaşkanı Erdoğan’dan HDP açıklaması » [Déclaration sur le HDP du président Erdoğan], *CNN Türk*, 11 juin 2016 (disponible sur : https://www.cnnturk.com/turkiye/cumhurbaskani-erdogandan-hdp-aciklamasi).

« Dışişleri Bakanı Çavuşoğlu’undan Koalisyon Yorumu » [Commentaire sur la coalition du ministre des Affaires étrangères Çavuşoğlu], *Haberler*, 16 août 2015 (disponible sur : https://www.haberler.com/disisleri-bakani-cavusoglu-undan-teror-aciklamasi-7602912-haberi/).

« KCK: Operasyonun nedeni Suruç ya da Ceylanpınar değil seçim yenilgisi » [KCK: la raison de l’opération n’est pas Suruç ou Ceylanpınar, mais la défaite électorale], *Evrensel*, 29 juillet 2015.

« Suriye’de Yaşayan Türkmenler » [Les Turkmènes vivant en Syrie], *SonDakika*, 20 avril 2013 (disponible sur : https://www.sondakika.com/haber/haber-suriye-de-yasayan-turkmenler-4545173/).

Yalcın Akdoğan, « Kandil’in Suriye hesapları » [Les comptes de la Syrie à Kandil], *Haber7*, 9 mars 2012 (disponible sur : http://www.haber7.com/yazarlar/yalcin-akdogan/854552-kandil8217in-suriye-hesaplari).

« Esad PKK’ya destek veriyor mu ? » [Assad soutient-il le PKK?], *Hürriyet*, 6 juillet 2012.

Fahrettin Altun, « İŞİD Krizi Neden Türkiye’ye Taşındı ? » [Pourquoi l’EI s’est-il implanté en Turquie?], *SETA*, 21 juillet 2015 (disponible sur : https://www.setav.org/isid-krizi-neden-turkiyeye-tasindi/).

Ahmet Davutoğlu, « İş dünyası artk politikanın öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique], *Turkish Time*, 15 avril 2004.

Hilmi Hacaloğlu, « Davutoğlu: ‘Nankör İŞİD’ » [Davutoğlu: ‘İngrat EI’], *VOA*, 23 octobre 2015 (disponible sur : https://www.amerikaninseesi.com/a/davutoglu-nankor-isid/3020188.html).

Fawaz Hussein, « Que font les Kurdes de Syrie à Raqqa ? », *Les Cahiers de l’Orient*, n° 131, été 2018, p. 163-166. Jacob Resneck, « Kurds say Turkey not doing enough to stop Islamic State », *USA Today*, 29 septembre 2014 (disponible sur : https://eu.usatoday.com/story/news/world/2014/09/28/turkey-syria-kurds-airstrikes/16387335/).

Marie Jégo, « En Turquie, les manifestations prokurdes ont fait plus de 30 morts », *Le Monde*, 10 octobre 2014.

Jenna Krajjeski, « What Kobani means for Turkey’s Kurds », *The New-Yorker*, 8 novembre 2014 (disponible sur : https://www.newyorker.com/news/news-desk/kobani-means-turkeys-kurds).

Constanze Letsch, « Syrian conflict brings sectarian tensions to Turkey’s tolerant Hatay province », *The Guardian*, 3 septembre 2013.

Jean Marcou, « L’opposition piégée par la question kurde », *OVIPOt*, 13 août 2009 (disponible sur : https://ovipot.hypotheses.org/895).

Jean Marcou, « L’attentat de Reyhanlı, début d’un engrenage syrien pour la Turquie ? », *OVIPOt*, 15 mai 2013 (disponible sur : https://ovipot.hypotheses.org/8843).

Taha Özhan, « Suriye Kürtleri PKK’ya Esir Olur mu ? » [Les Kurdes de Syrie sont-ils tenus par le PKK?], *SETA*, 28 juillet 2012 (disponible sur : https://www.setav.org/suriye-kurtleri-pkky-a-esir-olur-mu/).

Ayşe Şahin, « HDP leader admits brother being PKK member, blames gov’t for not permitting politics », *Daily Sabah*, 28 mai 2015 (disponible sur : https://www.dailysabah.com/elections/2015/05/28/hdp-leader-admits-brother-being-pkk-member-blames-govt-for-not-permitting-politics).

Ufuk Ulutaş, « PKK ve İŞİD’in Terör Kardeşliği » [La fraternité dans la terreur du PKK et de l’EI], *Akşam*, 24 juillet 2015.

Ufuk Ulutaş, « Esed, İran ve Rusya DAEŞ’i, Amerika PKK’yı Kullandı » [Assad, l’Iran et la Russie ont instrumentalisé Da’esh, et l’Amérique le PKK], *Star*, 28 juillet 2015.

Daniel Vallot, « Kobane: la mise en garde du mouvement rebelle kurde de Turquie PKK », *RFI*, 12 octobre 2014 (disponible sur : http://www.rfi.fr/moyen-orient/20141012-turquie-syrie-kobane-pkk-kurde-paix-processus-guerilla).

Mesut Yeğen, « The Kurdish peace process in Turkey: Genesis, evolution and prospects », *Global Turkey in Europe*, working paper n° 11, mai 2015 (https://web.archive.org/web/20190502133228/http://www.iai.it/sites/default/files/gte_wp_11.pdf).

Travaux

Ramazan Altürk, *Kürt jeopolitiğinin Türk dış politikasına etkileri* [Les effets de la géopolitique kurde sur la politique étrangère turque], Istanbul, Belge Yayınları, 2014, 374 p.

Hamit Bozarslan, « Les Kurdes et l’option étatique », *Politique étrangère*, 2014/2, p. 15-26.

Emine Çift, *AK Parti’nin Kürt sorunu politikaları 2002-2015* [Les politiques de l’AKP pour la question kurde 2002-2015]: Thèse de doctorat sous la direction de Ertan Özensel, Konya, 2018, 150 p.

Emel Parlar Dal, « Entre précaution et ambition: Le ‘néo-ottomanisme’ de la nouvelle politique extérieure de l’AKP en question », In Uğur Kaya (dir.), *Dynamiques contemporaines en Turquie: Ruptures, continuités ?* Paris, L’Harmattan, 2010, n° Hors-Série d’Eurorient, p. 35-55.

Ahmet Davutoğlu, « Turkey’s Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 77-96.

Ahmet Davutoğlu, « The Three Major Earthquakes in the International System and Turkey », *The International Spectator: Italian Journal of International Affairs*, vol. 48, n° 2, 2013, p. 1-11.

Aurélien Denizeau, « Le HDP, un nouveau venu en quête d’ancrage », IFRI, note franco-turque n° 16, janvier 2016 (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/denizeau-final.pdf).

Olivier Grojean, « Turquie: le mouvement kurde à l’heure du “processus de paix” », *Politique étrangère*, n° 2/2014, été 2014, p. 27-37.

Olivier Grojean: « Le PKK n’est pas une institution monolithique », *Revue Ballast*, 15 décembre 2017.

Olivier Grojean, *La Révolution kurde: Le PKK et la fabrique d’une utopie*, Paris, La Découverte, 2017, 258 p.

Patrick Haenni, « Gouverner les anciens territoires djihadistes: l’avortement géopolitique d’une utopie autogestionnaire », *Moyen-Orient*, n° 41, janvier-mars 2019, p. 38-43.

Ahmet Insel, *La nouvelle Turquie d’Erdogan: Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2015, 205 p.

Jana Jabbour, *La Turquie: L’invention d’une diplomatie émergente*, Paris: CNRS, 2017, 346 p.

Hasan Kanbolat, « Suriye Türkmenleri » [Les Turkmènes de Syrie], *ORSAM*, 30 avril 2014 (disponible sur : https://www.orsam.org.tr/tr/suriye-turkmenleri/).

Sümbül Kaya, « Turquie: la mise au pas de l’armée », *Moyen-Orient*, n° 35, juillet-septembre 2017, p. 74-79.

Jean-François Pérouse, « “Retour aux années 1990 à l’est de la Turquie?” Brève critique d’un lieu déjà commun », *OVIPOt*, 20 août 2015 (disponible sur : https://ovipot.hypotheses.org/13832).

Alain Rodier, « Turquie: Les services secrets dans la tourmente ? » *CF2R*, note d’actualité n° 341, 13 janvier 2014 (disponible sur : http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/turquie-les-services-secrets-dans-la-tourmente.php).

Aaron Stein, *Turkey’s new foreign policy: Davutoglu, the AKP and the Pursuit of Regional Order*, Londres, RUSI, 2014, 96 p.

Ömer Taşpınar, « The Rise of Turkish Gaullism: Getting Turkish-American Relations Right », *Insight Turkey*, vol. 13, n^o 1,‎ 2011, p. 11-17

Notes de fn

1 En l’absence de statistiques officielles postérieures à 1965 ou d’étude démographique faisant autorité, il est difficile d’évaluer la part des Kurdes dans la population turque. En fonction des sources, on peut proposer une fourchette allant de 15 à 20 millions, soit approximativement 18 à 25 % de la population.

2 *Adalet ve Kalkınma Partisi* [Parti de la Justice et du Développement], parti national-conservateur d’inspiration islamique, au pouvoir depuis 2002.

3 *Partiya Karkerên Kurdistan* [Parti des Travailleurs du Kurdistan]. Ce mouvement, considéré comme terroriste par la Turquie, ainsi que par les États-Unis et l’Union Européenne, mène une lutte armée en vue d’obtenir davantage d’autonomie pour les Kurdes de Turquie.

4 Ce rôle du facteur économique pour résoudre les difficultés politiques est particulièrement évoqué dans: Ahmet Davutoğlu, « İş dünyası artık politikanın öncülerinden » [Le monde du travail est désormais un des pionniers de la politique], *Turkish Time*, 15 avril 2004. Voir aussi Ömer Taşpınar, « The Rise of Turkish Gaullism: Getting Turkish-American Relations Right », *Insight Turkey*, vol. 13, n^o 1,‎ 2011, p. 17. Sur la nécessité des ouvertures culturelles, on peut citer Ahmet Davutoğlu, « Turkey’s Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », *Insight Turkey*, vol. 10, n^o 1,‎ 2008, p. 79-80. Voir aussi Emel Parlar Dal, « Entre précaution et ambition: Le ‘néo-ottomanisme’de la nouvelle politique extérieure de l’AKP en question », In Uğur Kaya (dir.), *Dynamiques contemporaines en Turquie : Ruptures, continuités ?* Paris, L’Harmattan, 2010, n^o Hors-Série d’Eurorient, p. 49-52.

5 « Bahçeli: PKK ile müzakerenin sonu karanlık ve yıkımdır » [Bahçeli: le terme des négociations avec le PKK n’est qu’obscurité et anéantissement], *T24*, 4 octobre 2011.

6 *Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı* [Fondation pour la Recherche Politique, Économique et Sociale].

7 Constanze Letsch, « Syrian conflict brings sectarian tensions to Turkey’s tolerant Hatay province », *The Guardian*, 3 septembre 2013.

8 « Premier vows to pray in Damascus mosque “soon” », *Hürriyet Daily News*, 26 septembre 2012.

9 « ‘Araplar kendi CHP’sini devirmeye çalışıyor’haberine yalanlama » [Démenti de la nouvelle “Les Arabes cherchent à renverser leur propre CHP”], *HaberVitrini*, 7 février 2011 (disponible sur : http://www.habervitrini.com/gundem/araplar-kendi-chpsini-devirmeye-calisiyor-haberine-yalanlama---505996).

10 Quoiqu’officiellement rattaché à l’islam, l’alévisme se présente davantage comme une forme de syncrétisme, tirant ses principes de plusieurs courants spirituels. En l’absence de chiffres officiels, il est difficile d’évaluer la proportion des alévis : selon les sources, très disputées, ils représentent entre 10 et 25 % de la population turque.

11 Hasan Kanbolat, « Suriye Türkmenleri » [Les Turkmènes de Syrie], *ORSAM*, 30 avril 2014 (disponible sur : https://www.orsam.org.tr/tr/suriye-turkmenleri/).

12 « Suriye’de Yaşayan Türkmenler » [Les Turkmènes vivant en Syrie], *Son Dakika*, 20 avril 2013 (disponible sur : https://www.sondakika.com/haber/haber-suriye-de-yasayan-turkmenler-4545173/).

Antoine Zakka, *La Turquie face à l’Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l’islamisme turc depuis 2002: émergence, conséquences et perspective*: Thèse de Doctorat sous la direction de Michel Bozdémir, Paris, 2016, 363 p.

13 *Partiya Yekîtiya Demokrat* [Parti de l’Union Démocratique].

14 *Yekîneyên Parastina Gel* [Unités de Protection du Peuple]. Ces milices forment la branche armée du PYD.

15 Olivier Grojean : « Le PKK n’est pas une institution monolithique », *Revue Ballast*, 15 décembre 2017.

16 Yalcın Akdoğan, « Kandil’in Suriye hesapları » [Les comptes de la Syrie à Kandil], *Haber7*, 9 mars 2012 (disponible sur : http://www.haber7.com/yazarlar/yalcin-akdogan/854552-kandil8217in-suriye-hesaplari).

17 « Esad PKK’ya destek veriyor mu ? » [Assad soutient-il le PKK?], *Hürriyet*, 6 juillet 2012. Taha Özhan, « Suriye Kürtleri PKK’ya Esir Olur mu ? » [Les Kurdes de Syrie sont-ils tenus par le PKK?], *SETA*, 28 juillet 2012 (disponible sur : https://www.setav.org/suriye-kurtleri-pkkya-esir-olur-mu/).

18 Fawaz Hussein, « Que font les Kurdes de Syrie à Raqqa ? », *Les Cahiers de l’Orient*, n^o 131, été 2018, p. 163-166. Jacob Resneck, « Kurds say Turkey not doing enough to stop Islamic State », *USA Today*, 29 septembre 2014 (disponible sur : https://eu.usatoday.com/story/news/world/2014/09/28/turkey-syria-kurds-airstrikes/16387335/).

19 Jenna Krajeski, « What Kobani means for Turkey’s Kurds », *The New-Yorker*, 8 novembre 2014 (disponible sur : https://www.newyorker.com/news/news-desk/kobani-means-turkeys-kurds).

20 Mesut Yeğen, « The Kurdish peace process in Turkey: Genesis, evolution and prospects », Global Turkey in Europe, working paper n^o 11, mai 2015, p. 10.

21 *Halkların Demokratik Partisi* [Parti Démocratique des Peuples].

22 Entretien avec l’auteur à Istanbul (17 septembre 2020).

23 Marie Jégo, « En Turquie, les manifestations prokurdes ont fait plus de 30 morts », *Le Monde*, 10 octobre 2014.

24 « Yalçın Akdoğan’la çözüm süreci ve Kobani » [Le processus de paix et Kobané, avec Yalçın Akdoğan], *Hürriyet*, 18 octobre 2014.

25 Aurélien Denizeau, « Le HDP, un nouveau venu en quête d’ancrage », IFRI, note franco-turque n^o 16, janvier 2016 (disponible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/denizeau-final.pdf). Il est à noter que la nouveauté du parti ne réside pas vraiment dans la thématique politique qu’il porte (de nombreux partis pro-kurdes ont déjà existé au sein de la vie politique turque), mais par sa capacité à bouleverser les équilibres partisans au sein du Parlement, d’une part, et d’autre part par sa volonté de dépasser la stricte thématique identitaire pour développer un discours progressiste plus global.

26 « AKP ve HDP’nin çözüm sürecinde anlaştıkları 10 madde » [10 points relatifs au processus de résolution sur lesquels AKP et HDP se sont mis d’accord], *Sözcü*, 28 février 2015.

27 Ayşe Şahin, « HDP leader admits brother being PKK member, blames gov’t for not permitting politics », *Daily Sabah*, 28 mai 2015 (disponible sur : https://www.dailysabah.com/elections/2015/05/28/hdp-leader-admits-brother-being-pkk-member-blames-govt-for-not-permitting-politics).

28 Daniel Vallot, « Kobane: la mise en garde du mouvement rebelle kurde de Turquie PKK », *Rfi*, 12 octobre 2014 (disponible sur : http://www.rfi.fr/moyen-orient/20141012-turquie-syrie-kobane-pkk-kurde-paix-processus-guerilla).

29 « KCK: Operasyonun nedeni Suruç ya da Ceylanpınar değil seçim yenilgisi » [KCK : la raison de l’opération n’est pas Suruç ou Ceylanpınar, mais la défaite électorale], *Evrensel*, 29 juillet 2015.

30 Jean-François Pérouse, « “Retour aux années 1990 à l’est de la Turquie ?” Brève critique d’un lieu déjà commun », *OVIPOT*, 20 août 2015 (disponible sur : https://ovipot.hypotheses.org/13832).

31 AFP, « Turquie : nouveaux tirs d’artillerie turcs sur le PKK dans le nord de l’Irak », *L’Orient Le Jour*, 26 juillet 2015.

32 Fahrettin Altun, « İŞİD Krizi Neden Türkiye’ye Taşındı ? » [Pourquoi l’EI s’est-il implanté en Turquie?], *SETA*, 21 juillet 2015 (disponible sur : https://www.setav.org/isid-krizi-neden-turkiyeye-tasindi/).

33 Ufuk Ulutaş, « PKK ve İŞİD’in Terör Kardeşliği » [La fraternité dans la terreur du PKK et de l’EI], *Akşam*, 24 juillet 2015.

34 Ufuk Ulutaş, « Esed, İran ve Rusya DAES’i, Amerika PKK’yı Kullandı » [Assad, l’Iran et la Russie ont instrumentalisé Da’esh, et l’Amérique le PKK], *Star*, 28 juillet 2015.

35 Hilmi Hacaloğlu, « Davutoğlu: ‘Nankör İŞİD’ » [Davutoğlu: ‘l’ingrat EI’], VOA, 23 octobre 2015 (disponible sur : https://www.amerikaninsesi.com/a/davutoglu-nankor-isid/3020188.html).

36 « Dışişleri Bakanı Çavuşoğlu’undan Koalisyon Yorumu » [Commentaire sur la coalition du ministre des Affaires étrangères Çavuşoğlu], *Haberler*, 16 août 2015 (disponible sur : https://www.haberler.com/disisleri-bakani-cavusoglu-undan-teror-aciklamasi-7602912-haberi/).

37 « Cumhurbaşkanı Erdoğan’dan HDP açıklaması » [Déclaration sur le HDP du président Erdoğan], CNN Türk, 11 juin 2016 (disponible sur : https://www.cnnturk.com/turkiye/cumhurbaskani-erdogandan-hdp-aciklamasi).

38 Après celui de Suruç, les attentats se multiplient sur le sol turc. On peut évoquer, en particulier, celui qui frappe une manifestation pacifiste à Ankara le 10 octobre 2015 (102 morts), attribué à l’EI; deux attaques à la voiture piégée, à Ankara, le 17 février et le 13 mars (respectivement 28 et 35 morts), revendiquées par les Faucons de la Liberté du Kurdistan [*Teyrênbazê Azadiya Kurdistan*, TAK], un groupe terroriste issu du PKK; un triple attentat-suicide à l’aéroport Atatürk d’Istanbul, le 28 juin, (47 morts), attribué à l’EI; un attentat-suicide dans un mariage kurde, à Gaziantep, le 20 août (57 morts), attribué à l’EI; deux attaques aux véhicules piégés, le 26 août à Cizre et le 9 octobre à Semdinli (respectivement 11 et 18 morts), revendiquées par le PKK; un double attentat au centre d’Istanbul, le 10 décembre (44 morts), revendiqué par les TAK; une fusillade meurtrière dans une discothèque d’Istanbul, le soir du nouvel an (39 morts), revendiquée par l’EI.

39 *Ortadoğu Araştırmaları Merkezi* [Centre de Recherches pour le Moyen-Orient]. Ce *think tank* propose des publications en turc, en arabe et en anglais, essentiellement consacrées au Moyen-Orient et à l’Afrique du Nord. S’intéressant plus spécifiquement à la question des Turkmènes d’Irak et de Syrie, il a la réputation d’être lié au ministère des Affaires étrangères de Turquie, tout en demeurant plus indépendant que la SETA.

40 Entretien avec l’auteur à Ankara (25 septembre 2020).

41 Entretien, avec l’auteur, d’un cadre militaire à Ankara (23 septembre 2020) et d’un contre-amiral à la retraite à Istanbul (10 octobre 2020).

42 Entretien avec l’auteur à Istanbul (18 septembre 2020).

43 « Akşener says she would accept to have breakfast with Demirtaş », *Hürriyet Daily News*, 8 septembre 2020.

Remettre en question la « question » par les dynamiques¹ kurdes

Compte tenu du caractère « ouvert » (au débat) des contributions proposées ici, de la diversité des terrains rapportés comme des angles d'approche et de la multiplicité des dynamiques socio-spatiales en jeu, il serait présomptueux voire déplacé de prétendre conclure. On se contentera donc de formuler quelques remarques, qui sont en fait autant d'interrogations nourries à la lecture des articles.

Deux « moments-symboles » peuvent être retenus pour illustrer concrètement l'impact du chaos syrien sur l'espace kurde entendu dans un sens large (espace politique, espace du débat public, mais aussi espace social et physique ; ainsi qu'espace diasporique²) : les violences survenues en Turquie lors « la guerre pour Kobané³ » à l'automne 2014 et l'attentat de Suruç⁴ (ville du sud du département d'Urfa, à proximité de la frontière syrienne⁵) le 20 juillet 2015. Le lendemain de ce dernier, l'activiste kurde Ahmet Saymadi, titrait son papier sur le site « Siyasi Haber » : « Désormais Kobané c'est Istanbul ». Mais le « débordement » de la violence comme répertoire d'action privilégié n'est pas le seul effet *des guerres syriennes*⁶ sur l'espace kurde. Ces effets se font sentir, inégalement dans le temps et l'espace, à de multiples niveaux et selon de multiples modalités, directement et indirectement. Effets sur les économies

locales et les marchés locaux du travail, effets sur les équilibres démographiques et la morphologie sociale (arrivée de « réfugiés » parfois apparentés aux populations locales⁷), redistribution voire bouleversement des priorités et des agendas politiques ; mais aussi émergence de nouvelles sources de légitimité, de nouvelles sollicitations, opportunités et ressources, ainsi que de nouvelles références pour le(s) mouvement(s) kurde(s). Sans parler des effets sur les représentations et l'image de soi (ou du « nous ») ou des « autres » : les rapports de force symboliques se nourrissent de faits, parfois guerriers, diversement appropriés et interprétés. Pour prendre un exemple frappant, la « guerre des fossés », qui s'est déroulée dans certaines villes de l'est de la Turquie (entre la fin de l'été 2015 et le printemps 2016) n'aurait pas eu lieu sans l'exemple kurde syrien – si proche et contagieux –, ni sans la victoire de Kobané de la fin janvier 2015. Autrement dit, comme le rappelle la contribution d'Adrien Denizeau, l'épisode « Kobané/Ayn al-Arab/عين العرب » des guerres en Syrie a entraîné une brutale *remilitarisation* de la politique kurde en Turquie⁸.

Dans le cas de l'Iran, il est difficile de savoir – compte tenu des difficultés d'accès au terrain et aux sources fiables, on comprendra l'absence de contribution ici sur le sous-ensemble iranien de l'espace kurde – dans quelle mesure certaines manifestations de rue violemment réprimées au Kurdistan iranien depuis 2015 sont pour partie liées ou non aux développements sur les théâtres syriens dont le régime iranien est un acteur. Et si l'Irak n'est évoqué que dans une contribution (celle de Charlotte Wattelet), l'analyse proposée permet parfaitement de saisir en quoi les conflits d'intérêts au quotidien peuvent mettre à mal les supposées

solidarités ethniques. Le rêve pankurde – sans parler des phantasmes macro-identitaires des chercheurs et autres analystes extérieurs souvent trop enclins à parler « des Kurdes » de façon indifférenciée – souffre sévèrement à l'épreuve triviale des faits. On réalise aussi combien la « centralité de l'Irak du Nord » dans l'espace kurde transnational qu'évoquait Cyril Roussel⁹ dans un article de 2013, s'est dissipée depuis le début des années 2010. En effet, à la suite du processus d'autonomisation et d'*empowerment* initié sous la protection américaine après la seconde Guerre du Golfe, le nord de l'Irak a émergé dans les années 1990 comme un pôle de réélaboration identitaire, de référence et d'attraction pour nombre de Kurdes de la région. Ce rayonnement, lié également au relatif boom économique enregistré alors, semble avoir laissé la place à un désenchantement lié à la fois aux évolutions politiques internes au KRG, à la guerre avec l'EI comme à l'émergence du Rojava comme pôle concurrent d'identification et source rayonnante d'énergie politique.

Au-delà des considérations générales de haute (géo)politique ou de haute diplomatie sur la nouvelle place prise (puis perdue après 2016, suite au retrait américain et aux opérations russes et turques¹⁰?) par « les Kurdes » dans l'ordre régional à la faveur de cette interminable guerre – considérations qui alimentent beaucoup de publications¹¹ –, il était utile de changer de perspective pour pouvoir sortir des ornières convenues d'une approche du « fait kurde » trop ethnicisante et globalisante et excessivement coupée des dynamiques socio-territoriales dans lesquelles il prend corps. C'est la raison pour laquelle il a finalement été décidé de reformuler le titre de ce dossier, en substituant « les dynamiques kurdes » à la « question kurde ».

1. Faut-il proclamer pour autant la fin de *la* « question kurde »? Qu'on ne se méprenne pas, nous n'avons pas la prétention de nous débarrasser de ou de dépasser Élisabeth Picard¹² ou Hamit Bozarslan : en ce qui concerne ce dernier, son *La question kurde* paru en 1997 reste une référence magistrale pour nous tous¹³. Selon H. Bozarslan (1997, p. 16), la « question kurde » est une « question politique complexe aux données changeantes dans la durée et dans l'espace ». Cette question politique résulte de l'absence d'une forme d'organisation politique adéquate et moderne, l'État, que requerrait l'évidente « réalité » kurde, à la fois démographique, historico-territoriale, ethnique et culturelle. Et d'un certain point de vue (celui d'une normativité politique qui viserait à faire correspondre la forme « État » à l'existence d'une population supposée travaillée par un projet national(iste) propre), autant qu'une question, il s'agirait d'une anomalie voire d'un scandale politique. En cela, la « question kurde » peut être considérée comme un sous-produit ou un dérivé du modèle, voire de l'impératif politique de l'Etat-Nation-Territoire, autant qu'un symptôme lancinant de la faillite politique chronique des Etats post-ottomans¹⁴.

C'est aussi en 1997 qu'a paru en anglais, et ensuite aussitôt en turc, l'ouvrage de K. Kirişçi et Gareth M. Winrow titré en turc « La question kurde. Origines et développement¹⁵ ». La traduction turque marque l'entrée dans le champ académique turc, jusque-là fort prudent sinon franchement réticent, de la question en tant que telle¹⁶. Mais c'est une entrée qui résulte d'une commande extérieure faite aux auteurs (en 1993 par l'United States Institute of Peace ou USIP). Donc même si les auteurs dans leurs remerciements insistent sur la

nécessité de s'approprier la question en Turquie et en langue turque, en s'appuyant également sur des sources en langue turque, leur point de vue demeure nettement forgé de l'extérieur. Comme si l'objet « question kurde » (institué comme objet d'études à part entière en dehors de la région) était enfin, par leur truchement, domestiqué, adopté et adapté en Turquie¹⁷.

Robert Olson¹⁸, autre référence importante de ce champ d'étude, dans son ouvrage *The Kurdish Question and Turkish-Iranian Relations from World War I to 1998* (publié en 1998 chez Mazda Publishers, Costa Mesa/California), définit, lui, la question (dans la première page de sa préface) comme « the challenge of the Kurds and of Kurdish nationalism in the interstate relations of Turkey and Iran ». Plus tard, il estime qu'elle réside dans l'absence de reconnaissance politique des Kurdes dans les deux Etats qu'il étudie (la Turquie et l'Iran).

Dès lors, force est d'admettre qu'il y a autant de questions kurdes que d'États régionaux (et extra-régionaux) considérés, et autant de questions kurdes que de périodes considérées. Pour Olson en définitive, il y a des questions kurdes, pour chacun des États qu'il étudie, qui sont d'abord et avant tout des questions posées – voire des défis – aux États existants. Dans son cas, et en cela il se distingue de Hamit Bozarslan, la question n'existe que par rapport à un Etat sommé de prendre en compte politiquement une réalité qui ne peut être niée ou détournée. Le problème pour Olson n'est pas, « comment donner aux Kurdes l'existence politique à laquelle ils aspirent? » mais « comment les Etats institués de la région peuvent faire face « politiquement » à la montée de leurs revendications kurdes respectives¹⁹? ».

C'est en Turquie sans doute que la

déclinaison « nationale » de la question dans les champs politique et académique est la plus abondante, compte tenu du poids des populations kurdes dans la population totale du pays, de l'exclusion systémique des Kurdes en tant que tels (et d'abord avec leurs différences ethno-linguistiques) dans la construction de la République turque à partir de 1923 et de l'absence de toute forme de réponse institutionnelle ou territoriale aux revendications kurdes, à l'instar de ce qui a pu être tenté (avec toutes les limites que l'on sait) en Irak ou en Iran.

En Syrie, les évolutions du mouvement kurde depuis le déclenchement des guerres qui n'en finissent pas ont conduit à une territorialisation de la question à l'échelle d'un pays dont les dirigeants depuis les années 1950, comme le soulignent dans ce numéro à la fois Joseph Daher et Özcan Yılmaz, ont pratiqué un peu à l'instar de ceux de la Turquie, un déni de toute forme de réalité kurde. Et après 2014, l'opposition syrienne organisée semble évoquer la « question kurde » (l'usage de l'expression dans la Charte Nationale de 2017 est très évocateur) dans sa stratégie de communication avec la même méfiance et extériorité que le régime²⁰.

De tout ce qui précède il résulte que, du point de vue des disciplines les plus porteuses et engagées, les chercheurs « fabricants » et « gérants » de la question kurde d'abord cadrée comme question institutionnelle et politique se situent surtout du côté des sciences politiques – largement dominantes dans ce champ²¹ –, et dans une moindre mesure, du droit (international et constitutionnel), des relations internationales ou de la sociologie politique. Les contributions à ce numéro, en ce sens, ont permis de faire entendre d'autres voix et

participé à la salubre diversification des approches des dynamiques kurdes.

2. En suggérant la nécessité de « remettre en question la question » dans le titre de cette note conclusive, il ne s'agit évidemment pas de nier les politiques encore discriminatoires des Etats à l'encontre des Kurdes ou de faire montre d'un optimisme insensé en suggérant que la « question » aurait été résolue ou serait en voie de l'être²²... Il s'agit plutôt d'inviter à faire la genèse de la fabrique de cette question comme question politique et scientifique, à examiner dans quelles mesures et circonstances les intéressés la convoquent (et à quelle fin), pour en casser sa prétendue évidence surplombante, intemporelle²³, a-sociale et a-spatiale. Il ne faut pas oublier qui l'a posée, dans quelles circonstances et à quelle fin. La question doit en tout cas être historicisée et contextualisée pour éviter qu'elle ne devienne, ainsi figée, plus un obstacle à la pensée qu'un objet à penser... Dès lors, l'examen devrait d'abord porter sur le questionneur (celui qui fait usage de la question) qui, en la brandissant, se désigne à l'étude.

Et puis pour paraphraser P. Bourdieu (quand il parlait au début de son *Cours sur l'État*, de cette instance étrange seule habilitée à définir le « point de vue sur tous les points de vue²⁴ ») on peut dire que la question c'est le plus souvent le fait du maître; c'est ce dernier qui fixe les termes et les contours de la question et précise les règles de résolution de celle-ci²⁵. Quand on change de perspective et qu'on s'efforce de sortir des cadres et modes de cadrage du maître, pour faire parler ceux qui font problème, la question se dissout ou en tout cas elle se complexifie. D'ailleurs dans les langues kurdes, l'expression « Pîrsa Kurdî », tardive, sent fortement la traduction et révèle

une laborieuse tentative de rendre éminue un point de vue d'abord étique²⁶.

Donc quand on fait l'histoire de cette expression (en mettant à part ses usages journalistiques²⁷), on s'aperçoit que la « question kurde » est à bien des égards une invention européenne (exogène) des lendemains immédiats de la Première Guerre mondiale, qui a été par la suite intégrée/relayée par les acteurs de la région concernée, et déclinée pays par pays suite à la formation des différents États post-ottomans. Au même titre que les questions « Des détroits » ou « d'Orient », ou que celle de Mossoul voire de la Palestine, l'expression « question kurde » sent Genève, les coulisses diplomatiques européennes de l'après Première Guerre mondiale, les principes wilsoniens sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes²⁸, les premières années de la Société Des Nations²⁹ (SDN) et les salles de rédaction des grands journaux occidentaux des premières décennies du vingtième siècle³⁰. Ainsi ce n'est sans doute pas un hasard si une des premières publications à mentionner explicitement la « question kurde » (et à l'instituer comme telle dans le débat international) soit une adresse à la communauté internationale, à savoir le pamphlet rédigé par Sureya Bedirhan³¹ (sous le pseudonyme « Docteur Bletch Chirguh/ Bleç Şerkô ») et édité au Caire en français en 1930 intitulé *La Question kurde, ses origines et ses causes*, Publication de la Ligue nationale kurde Hoyboun n° 6, Le Caire : Imprimerie Paul Barbey).

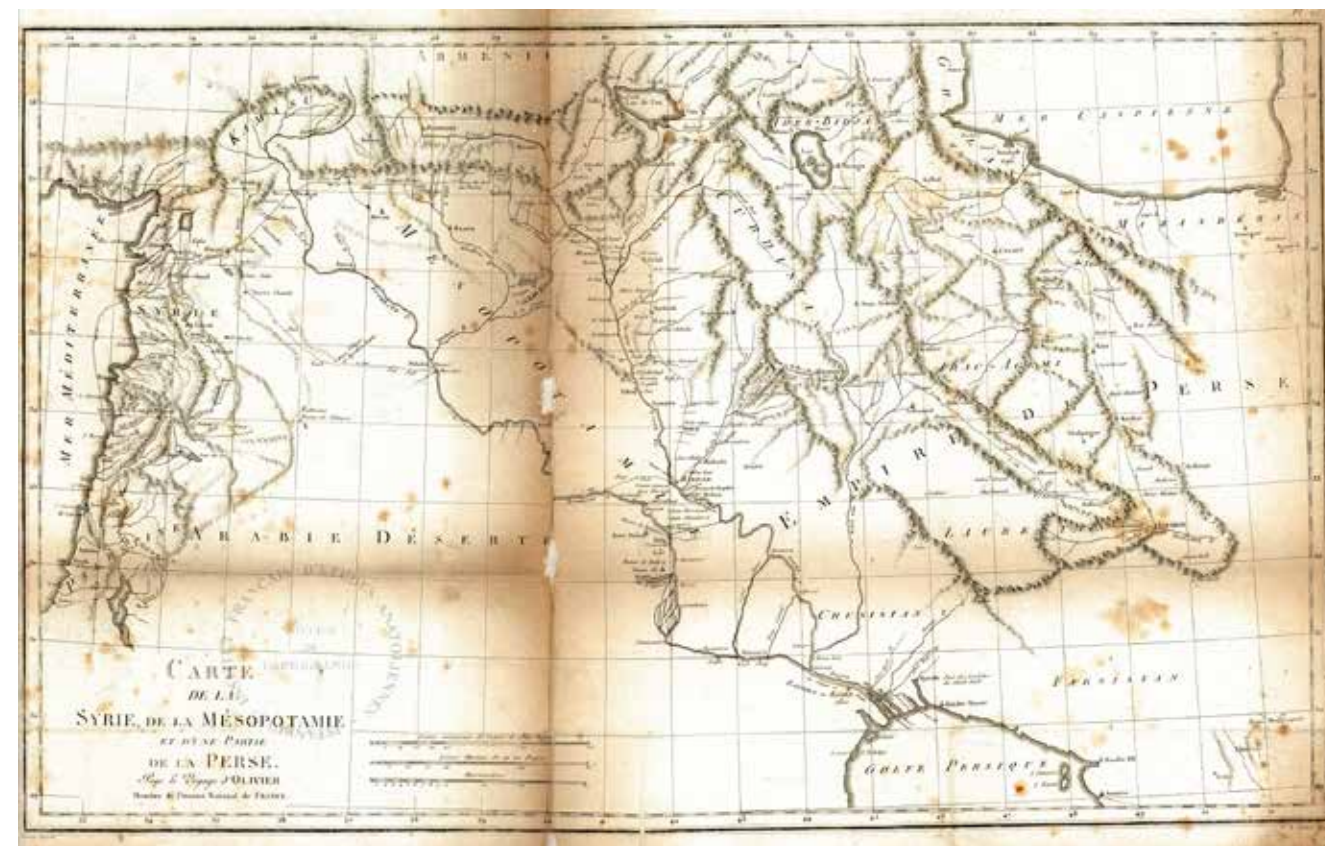
Cette même veine nourrit la lettre envoyée à la SDN parue en 1933, en langue française, de Mehmet Şükrü Sebkan³² autre membre fondateur de la ligue Hoyboun³³ (Dr Chukru Mehmed Sekban; *La Question Kurde : Des problèmes des minorités*, Paris :

Les Presses Universitaires de France, 1933). Autrement dit, ce qui était formulé en termes de « cause kurde³⁴ » du côté des (proto-)nationalistes à la veille et pendant la Première Guerre et en termes de « carte kurde » par certains militaires et diplomates européens au même moment, s'est mué en « question kurde » dans les années 1920/1930, à la faveur de la formation des États-nations post-ottomans³⁵. Et ce tout particulièrement dans le cadre turc, État-Nation-Territoire alors en voie douloureuse de consolidation (Celadet Alî Bedirhan ne parle dans son adresse de 1930 que des Kurdes de Turquie). Pour en finir avec les premiers usages de l'expression, le 30 avril 1943, Kamuran Bedirhan présente aux puissances alliées le « Mémoire sur

la question kurde » et enfin un nouveau mémorandum est établi au nom de la Ligue kurde, le 30 mars 1945, qui paraît sous la forme d'un manifeste de 4 pages : *Kurdistan. La question kurde*.

3. Cette remise en question de la question – qui, à l'examen *from below*, est loin de s'imposer dans une espèce d'unicité indifférenciée – ne doit pas nous empêcher de redire que les phénomènes socio-politiques qu'elle condense procèdent de questions politiques, philosophiques, anthropologiques, sociologiques ou géopolitiques générales, comme la question nationale³⁶, la question ethnique, la question minoritaire, la question étatique ou la question territoriale... Réinscrire les dynamiques kurdes dans ces questions est une nécessité et un devoir pour

© Institut français
d'études anatoliennes
fonds cartographiques.



les chercheurs, chacun montant en généralité à partir de son propre point de vue³⁷.

De même, l’espace kurde transnational n’est pas une utopie, ce n’est pas qu’une communauté imaginée par quelques idéologues ou fabriquées par des chercheurs. C’est une réalité multidimensionnelle depuis des décennies : politique (comme en témoigne, bien avant « l’accord des trois frontières – *Peymana Sê Sinor* – conclu au point d’intersection des frontières turques/ iraniennes et irakiennes en août 1944 par des organisations kurdes d’au moins deux pays différents³⁸, l’organisation transnationale Hoybûn³⁹ évoquée plus haut, fondée en 1927), socio-démographique, économique, militaire, culturelle... Comme le suggère la contribution d’Aurélien Denizeau, le mouvement kurde de Turquie a ainsi été fortement reconfiguré par les évolutions sur les terrains syriens. Le départ de nombreux volontaires de Turquie pour les champs de bataille du Kurdistan de Syrie en est la preuve la plus flagrante. Le panthéon des martyrs du mouvement kurde s’est de ce fait subitement élargi aux volontaires tombés à Kobané ou ailleurs en Syrie. La participation d’élus kurdes de Turquie aux enterrements des victimes rapatriées dans les années 2014-2017 – participation ayant suscité l’ire du pouvoir turc – a été l’expression la plus frappante de cette fusion des territoires d’identification et de projection⁴⁰.

Mais prendre acte de ces dynamiques « macro-identitaires » ne signifie pas que l’on puisse s’en tenir à *une* question kurde qui serait transnationale et transhistorique. S’il y a des communautés de condition entre les populations kurdes, des logiques et sentiments transnationaux puissants, des stratégies parfois concertées des Etats (ce qu’Özcan Yılmaz montre bien quand il

évoque le *statu quo*), force est de constater l’écatement des destinées et trajectoires de segments participant à des dynamiques politiques nationales (souvent imposées) fortement différenciées les unes des autres, depuis très longtemps dans le cas de l’ensemble Empire perse/Iran. Il n’y a pas d’unicité des dynamiques kurdes dans la région : il existe plutôt, comme on le saisit bien à travers les articles de Boris James et de Lucile Irigoyen, une dialectique permanente entre les dynamiques unitaires et les processus de diversification et d’autonomisation des terrains et segments nationaux du « Grand Kurdistan ».

La prise en compte nécessaire de la vigueur contraignante des cadres nationaux oblige à comparer les mouvements kurdes (*de facto* autonomisés), chacun acculturé aux pratiques politiques du cadre national dans lequel il se déploie⁴¹. Cependant, tout en admettant la force incontournable des cadres nationaux, notre effort de compréhension doit sortir des approches trop stato-centrées (comme celle du numéro spécial de *Peuples Méditerranéens* de 1994 « Les Kurdes et leurs Etats », pour ne pas parler d’une grande partie de la littérature anglo-saxonne sur le sujet) et des études macro-politiques/macro-identitaires encore dominantes dans la bibliographie⁴². La contradiction entre ces deux soucis n’est qu’apparente. D’un côté il faut prendre acte et tirer toutes les conséquences de la singularisation des dynamiques kurdes les unes par rapport aux autres, ce malgré les logiques transnationales et transfrontalières toujours agissantes selon des modalités très diverses⁴³, mais de l’autre il faut sortir d’une appréhension de la question qui s’en tiendrait exclusivement à un rapport entre les « Kurdes » (posés comme faisant communauté homogène) et des Etats refusant obstinément

de leur faire une place dans les différents espaces politiques nationaux considérés⁴⁴.

Parallèlement, comme l’a soutenu de façon très convaincante Adnan Çelik dans sa thèse⁴⁵, il est temps de sortir du discours victimaire et globalisant sur « le peuple kurde » et son prétendu « destin » maudit, en entrant dans les dynamiques contradictoires, souvent hybrides et trans-ethniques, qui travaillent des populations diverses (socialement stratifiées) évoluant dans des contextes différents et changeants. A. Çelik, en centrant d’emblée sur les « conflits intra-kurdes », montre ainsi la nécessité de prendre à bras-le-corps la complexité des dynamiques, histoires et sociétés locales pour cesser de parler « des Kurdes » comme d’un sous-ensemble ethno-culturel homogène et isolable, opposable à d’autres composantes isolables des Etats considérés. Cette même fine attention aux configurations socio-historiques locales alimente la contribution d’India Ledeganck, qui explore et met en valeur des dynamiques cristallisées en-deçà du « tout ethnique » ou « du tout partisan ».

Toute la difficulté réside dans la manière de composer avec des sentiments (plus ou moins politisés) de faire communauté à part et des logiques socio-politiques, économiques et territoriales d’écatement, de différenciation et d’hybridation. Dans un entretien daté de 2006 (« Rompre avec l’hypothèse d’une singularité kurde. Entretien avec Hamit Bozarslan⁴⁶ »), ce dernier ouvre d’ailleurs parfaitement à la nécessaire pluralité des interrogations, au-delà de la formulation générale transnationale et comparative à laquelle il avait procédé dans sa somme de 1997.

En conséquence, dans ce numéro original, grâce à ces contributions de première main et ciblées sur des objets situés/définis socialement, historiquement et spatialement, la possibilité nous a été donnée d’être plus attentifs aux dynamiques de l’ordinaire, aux pratiques quotidiennes, aux micro-rapports sociaux. Ce, enfin, loin des « grandes et éternelles questions » identitaro-politiques obstinément assignées, reproduites et incessamment remises à l’agenda politique ou scientifique. ■

Bibliographie

Anonym (1994), *Kürt Ulusal Sorunu: teorik, programatik perspektifler ve siyasal değerlendirme*, İstanbul : Eksen Yayınları.

Anonym (1996), *Kürt Sorunu ve Demokratik çözüm önerileri*, İstanbul : Avesta.

Anonym (1996), *Kürt Sorunu Nasıl Çözülür ?*, İstanbul : Nûbihar.

Akyol M. (2006), *Kürt Sorununu Yeniden Düşünmek*, İstanbul : DK.

Bedirhan Süreyya (Prens) (1994), *Kürt Davası ve Hoybun*, İstanbul : Med Yayınları.

BİR/ADİM, n°2, Haziran 1999, “Kürt Sorunu Tartışmaları”, İstanbul : Umut.

Bektaş M. (2012), *Kürt Sorununda dayatma*, İstanbul : Su Yayınları, 328 s.

Beşikçi İ. (1969), *doğuda değişim ve yapısal sorunlar (göçebe alıkan aşireti)*, Ankara : Doğan Yayınevi.

Bulut F. (1998), *Kürt sorununa çözüm arayışları (Devlet ve Parti raporları, Yerli ve Yabancı Öneriler)*, İstanbul : Ozan Yayıncılık.

Çalışlar O. (1993), *Öcalan ve Burkalı’la Kürt Sorunu*, İstanbul : Pencere Yayınları.

Ekinci T. Z. (1997), *Vatandaşlık açısından Kürt Sorunu ve Bir çözüm önerisi*, İstanbul : Küresel Yayınları.

Ergil D. (2009), *Kürt Raporu*, İstanbul : Timaş Yayınları.

Gökalp D. (2005), “The Elusive Solution to Turkey’s Kurdish Question”, *New Perspectives on Turkey*, n° 32, Spring 2005, p. 217-225.

Gökalp D. (2007), *BEYOND ETHNOPOLITICAL CONTENTION: THE STATE, CITIZENSHIP AND VIOLENCE IN THE ‘NEW’ KURDISH QUESTION IN TURKEY*, Doctor of Philosophy, The University of Texas at Austin August 2007. (URL : <https://repositories.lib.utexas.edu/bitstream/handle/2152/3720/gokalpd71072.pdf?sequence=2&isAllowed=y>).

Gültekin M. B. (1993), *İkibinlerin Eşiğinde Kürt Sorunu*, İstanbul : Kaynak Yayınları.

Jmor S. (1995), *L’origine de la question kurde*, Paris : L’Harmattan.

Karabekir Kazım (1994), *Kürt Meselesi*, İstanbul : Emre Yayınları.

Konda Araştırma (2010), *Kürt Meselesinde Algı*, İstanbul, İletişim (Araştırma).

Malmîsanij (2009), *İlk Kürt gazetesi Kurdistan’ı yayımlayan Abdurrahman Bedirhan (1868-1936)*, İstanbul : Vate Yayınevi.

Mesafe, Dosya “Kürt Sorunu”, n°4, 2010 (Bahar), İstanbul : Internasyonal Yayıncılık.

Sever M. (1992), *Kürt Sorunu. Aydınlarımız ne düşünüyor*, İstanbul : Cem Yayınevi.

Notes de fin

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Notes et références

1 En suggérant de substituer à l’analyse de *la question* (kurde), celle des *dynamiques* (kurdes), on se situe dans la lignée du très stimulant dossier de la revue *Praksis* paru en 2012 invitant à réinscrire la question dans des dynamiques historiques, géographiques et de classe (“Tarih, sınıf ve coğrafya ekseninde Kürt Meselesi/Dinamiği-1”, *Praksis*, N° 28, 2012/1).

2 Donc réticulaire: les diasporas kurdes sont des acteurs constitutifs de l’espace kurde.

3 Sur ces événements, on pourra se reporter à notre brève note rédigée « à chaud »: « L’entrée d’Istanbul dans la guerre en Syrie ? Quelques remarques à propos des événements du 7 au 13 octobre 2014 », Blog OVIPOT; posté le 14 10 2014; URL : http://ovipot.hypotheses.org/10558

4 À propos de cet attentat meurtrier commis contre de jeunes militants socialistes idéalistes, partis à l’aide des enfants de Kobâne, voir notre : « Le « massacre de Suruç/Pîrsûs » (20 juillet 2015): cinq points », publié 23 juillet 2015, mis à jour 27 juillet 2015; URL : https://ovipot.hypotheses.org/13675

5 Sur la frontière turco-syrienne et ses usages depuis le début de la guerre, voir : « La frontière turco-syrienne à la cruelle épreuve des faits: l'exemple du sud du département d’Urfa en septembre 2014 », Blog OVIPOT, posté le 26 09 2014; URL : http://ovipot.hypotheses.org/10499

6 Le pluriel, sciemment adopté, renvoie à la multiplicité des théâtres d'affrontement, à la multiplicité des acteurs engagés (et des stratégies développées par chacun d'entre eux), à la variabilité des systèmes d'alliance et enfin à une chronologie étirée (plus de dix ans désormais) qui oblige à distinguer des phases très différentes les unes des autres.

7 Sur le camp de Maxmur on se référera à: *Arzu Yılmaz, Atruş’tan Maxmur’a. Kürt Mülteciler ve Kimliğin yeniden İnşası*, İstanbul : İletişim, 2016. À propos d’un épisode vite oublié, celui de l’arrivée massive de réfugiés kurdes irakiens au sud-est de la Turquie en 1988, voir: Sabri Cigerli, *Les réfugiés kurdes d’Irak en Turquie. Gaz, exode, camps*, Paris: L’Harmattan, collection « Comprendre le Moyen-Orient », 1998.

8 En l’occurrence, on pourrait faire l’hypothèse d’une espèce d’inversion par « effet de retour », le mouvement kurde de Turquie ayant dans les années 1990/2000 fortement déterminé la structuration de celui de Syrie. L’idée fréquemment avancée sans nuance d’un « téléguidage » du YPG par le PKK est en effet infirmée par plusieurs des contributions de ce numéro qui montrent que certaines dynamiques « locales » récentes sont à l’œuvre, sans parler des *dynamiques* proprement nationales (syriennes) ou infranationales souvent négligées.

9 Roussel C., 2013 : « Circulations à la frontière entre Kurdes d’Irak et Kurdes d’Iran. Clandestinité économique et politique au Moyen-

Sönmez M. (2012), *Kürt Sorunu ve Demokratik Özerlik*, Ankara : NotaBene Yayınları.

Tahmaz H. (2007), *Şemdinli’den Ankara’ya Kürt Meselesi*, İstanbul : Agorakitaplığı.

“Tarih, sınıf ve coğrafya ekseninde. Kürt Meselesi/Dinamiği-1”, *Praksis*, N°28, 2012/1.

TOBB (Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği) (1995), *Doğu Sorunu. Teşhisler ve Tesbitler*, Özel Araştırma Raporu, Stratejik Araştırmalar Dizisi 1.

Yeğen M. (1999), *Devlet Söyleminde Kürt Sorunu*, İstanbul : İletişim.

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Notes et références

Le Kurdistan kurde, territoire d'origine des Kurdes

Orient », EchoGéo, n° 25 | 2013, mis en ligne le 10 octobre 2013. http://echogeo.revues.org/13550

10 Voir Kristof Kietzmann (2019), “The end of Rojava?”, *Cadus*, Published 25.11.2019 (URL : https://www.cadus.org/en/article/the-end-of-rojava).

11 Comme, par exemple, Keskin T. (2015), “The Impact of the Arab Springs on the Kurds”, in : J. Karakoç (ed.), *Authoritarianism in the Middle East*, London : Palgrave Macmillan, p. 127-140; ou bien Güneş C. & Lowe R. (2015), “The impact of the Syrian War on Kurdish Politics Across Middle East”, London: Chatham House Research Paper, MENA Programme (URL : https://syria.chathamhouse.org/assets/documents/20150723SyriaKurdsGunesLowe.pdf); ou enfin: Michael Gunter and Mohammed Ahmed (eds), *The Kurdish Spring: Geopolitical Changes and the Kurds*, Costa Mesa: Mazda, 2013.

12 Picard, Elizabeth (éd.) *La question kurde*, Bruxelles: Complexe, 1991. On n’oubliera cependant pas, dix ans avant : G.Chaliand, A. R. Ghassemlou & alii, *Les Kurdes et le Kurdistan: la question nationale kurde au Proche-Orient*, Paris, François Maspéro, 1981, 369 p.

13 Son père, Mehmet Emin Bozarslan a publié en 1966 un ouvrage intitulé « Les questions de l’Est » (*Doğu’nunSorunları*), analyse centrée, elle, sur un seul pays, la Turquie, et déclinée en plusieurs « problèmes » (successivement économiques, culturels, sociaux, sanitaires et politiques). De la même façon İsmail Beşikçi publiait en 1969 « Changement à l’est et questions structurelles » (Ankara: SevinçMatbaası), préférant lui aussi le pluriel et se concentrant comme Mehmet Emin Bozarslan sur la Turquie de l’est.

14 H. Bozarslan (1994), « Etats et modes de gestion du problème kurde », in « Les Kurdes et les Etats », *Peuples Méditerranéens*, N° 68-69, juillet-août 1994, p. 185-214. L’ensemble du numéro est d’ailleurs caractéristique d’un mode de construction très macro-politique de la question.

15 *Kürt sorunu. Kökeni ve gelişimi*, İstanbul : Tarih Vakfı Yurt Yayınları n° 47 (çevir. Ahmet Fethi). Pour la version originale, en anglais, voir: Kemal Kirişçi and Gareth M. Winrow, *The Kurdish Question and Turkey: An Example of a Trans-State Ethnic Conflict* (London and Portland, Oregon: Frank Cass, 1997). Pp. 253. Une étude de la traduction en elle-même serait intéressante; elle révélerait des manières d’adaptation à la sensibilité du lectorat turc).

16 À ce propos, voir le numéro spécial de la revue on line *European Journal of Turkish Studies* (2006/5: « Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies ») consacré en partie à cette entrée en considération (https://journals.openedition.org/ejts/761). On se reportera aussi utilement à la solide synthèse de Martin Van Bruinessen (2014): « Kurdish Studies in Western and Central Europe », in: *Wiener Jahrbuchfür KürdischeStudien* 2. Jahrgang 2014, Wien: Wiener Verlagfür Sozialforshung, p. 18-96.

17 On peut se reporter à la courte bibliographie à la fin de cette note, qui constitue juste un écho non exhaustif des nombreuses

publications en langue turque dédiées à la question dans les années 1990/2000.

18 Il salue d’ailleurs dans sa préface (p. xviii) l’ouvrage de Kirişçi et Winrow précédemment évoqué, qu’il qualifie de « (…) *first book published in English to deal seriously and in a scholarly way with the great challenge posed to the Turkish state by the Kurds…* ».

19 Ainsi p. 75: « *The struggle (…)* *was how and by what circumstances the state was going to accommodate the challenge of Kurdish nationalism.* »

20 Voir “National Charter: the Kurdish Issue in Syria”, 28 April 2017, http://www.syriancouncil.org/en/issues/item/620-national-charter-the-kurdish-issue-in-syria.html; on se reportera aussi utilement à: Harriet Allsopp and Wladimir van Wilgenburg, *The Kurds of Northern Syria: Governance, Diversity, and Conflicts* (Bloomsbury: 2019).

21 L’article de Yohanan Benhaïm et d’Arthur Quesnay (« L’espace politique kurde dans le conflit syrien: intégration régionale et polarisation partisane », *Confluences Méditerranée*, 2016/3 (N° 98), p. 75-87), en rapport direct avec la problématique du présent numéro, évoque ainsi (p. 5), les craintes d’Ankara que « …la question kurde ne soit instrumentalisée par le régime de Damas en vue de déstabiliser la Turquie… ». La « question » est ici implicitement « objectivée », comme une faiblesse/faille structurelle de long terme d’un système étatique donné. Voir aussi Olivier Grojean (2017), « Entre dynamiques locales, régionales et internationales: les reconfigurations de la question kurde en Turquie », *Mouvements*, 2017 n° 90, p. 149-156.

22 À ce propos, pour le cas de la Turquie, voir notre: « Nouvelles perspectives pour la “question kurde” ? » in A. Kazancıgil, F. Bilici, D. Akagül (dir.), *La Turquie, d’une révolution à l’autre*, Paris: Pluriel, Sciences-Po/CERI, 2013, pp. 171-198.

23 À cet égard, il faut se méfier de certaines publications récentes en langue turque concernant des rapports sur l’est du pays rédigés dans les années 1930-1950; les titres donnés bien après la rédaction desdits rapports à ces compilations de documents (comme « *Doğu Sorunu/Necmeddin Sahir Silan Raporları (1939-1953)* », Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2010) renvoient à des questions présentes… La projection dans le passé de la « question kurde » aboutit à dé-historiciser cette dernière. C’est pour cette raison que la compilation de documents transcrits intitulée « Question Kurde » (Kürt Meselesi) attribuée à Kâzım Karabekir (1882-1948), héros de la Guerre d’Indépendance sur le front oriental, nous apparaît fort problématique; en effet, non seulement le militaire n’a jamais vraiment publié un ouvrage portant ce titre, mais sont mélangés des documents (lettres, rapports ou extraits de rapport) du début des années 1920 à des documents datant de la fin des années 1930. On peut avoir les mêmes doutes sur le « rapport İnönü » daté de 1935 et publié en 2007: Öztürk, *İsmet Paşa’nın kürt Raporu*, İstanbul, Doğan Kitap.

24 P. Bourdieu (2012), *Sur l’Etat. Cours au Collège de France 1889-1992*, Paris: Seuil, « Raisons d’agir », p. 16.

25 En cela l’ouvrage de Mesut Yeğen titré *La question kurde dans le discours de l’État* (1999) est très éclairant pour le cas turc, puisqu’il consiste en une analyse d’abord centrée sur le fabricant de la question. Pour Yeğen (1999 : 16) la question kurde peut être considérée comme le produit du « processus de modernisation » initié par les fondateurs de l’Etat turc (qui ont dès les débuts de la République stigmatisé les Kurdes comme des arriérés périphériques).

26 Dans les publications originellement en langue kurde, jusqu’à une date assez récente, c’est plutôt le terme « Doz » (cause) qui est utilisé, comme Zinar Silopi, *Doza Kurdistan*, Beyrut, 1969 (republié sous le même titre à Ankara, en 1991). Le fait qu’une des premières maisons d’édition en langue kurde de Turquie fût dénommée « Doz » n’est d’ailleurs sans doute pas un hasard…

27 Dans le registre journalistique, pour un exemple précoce, voir: E. Rouleau, « Le problème kurde source de conflits », *Le Monde*

Diplomatique, février 1959, p. 3. Pour la version turque de la question, d’ailleurs essentiellement politique et journalistique (plus qu’universitaire), un travail spécifique serait à conduire, qui ferait apparaître les années 1990-2000 comme des décennies d’usage intensif de l’expression *kürt sorunu*. Les très nombreuses publications de chercheurs-écrivains et autres dossiers spéciaux dans la presse s’y référant explicitement mériteraient d’être systématiquement répertoriés. Le supplément spécial « Identité kurde » du quotidien *Milliyet* (publié par le groupe Aydın Doğan) fin juillet 1993 est emblématique de cette ouverture médiatique à la question, qui fait suite à la première Guerre du Golfe (cf. *EP Politika*, 25/07-01/08 1993). Ultérieurement, en 2004 par exemple, on ne dénombre pas moins de trois quotidiens turcs qui proposent des longues séries « Question kurde », à leurs lecteurs, en relation étroite avec la perspective de l’ouverture des négociations d’adhésion avec l’UE (*Vatan*, janvier-février 2004; *Radikal*, mai-juin 2004; *Birgün*, juillet 2004).

28 Voir à cet égard le *Mémemorandum sur les revendications du peuple kurde* rédigé par Mehmet Şerif Paşa (« Général Chérif Pacha, Président de la Délégation Kurde à la Conférence de la Paix ») à l’adresse des vainqueurs (daté de mars 1919); disponible grâce à l’Institut kurde de Paris à l’adresse suivante: https://bnk-institutkurde.org/images/pdf/4E3MFC7V1N-pdf

29 Le petit ouvrage de l’historien kurdo-arméno-soviétique Mihoyan sur “la question kurde en Irak entre les deux guerres mondiales” est à cet égard passionnant, en tant qu’il montre combien les Britanniques (et les Français et les Soviétiques, dans une moindre mesure) ont alors objectivé la question kurde, au service de leurs intérêts; voir: Prof. Dr. Şakirê Xidoyê Mihoyan, *İki dünya savaşı arasında Irak’ta Kürt sorunu*, Jîna Nû-1990.

30 Jordi Tejel suggère la même chose en concluant son article de 2017 de la sorte: « *En somme, s’il existe bel et bien une question kurde, elle se décline de manière différenciée en fonction du contexte sociopolitique des quatre États (Irak, Iran, Syrie et Turquie) dans lesquels les Kurdes constituent une forte « minorité ». En même temps, la question kurde, de par sa nature transfrontalière, ne peut pas être comprise dans sa complexité si l’on néglige les connexions intra-kurdes, mais également la gestion régionale du conflit kurde par les États concernés.* »; voir: Jordi Tejel, « Aux origines de la « question kurde » », *Anatoli* [En ligne], 8 | 2017, mis en ligne le 22 mars 2018, consulté le 24 novembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/anatoli/604; DOI : https://doi.org/10.4000/anatoli.604; voir aussi un autre chercheur helvète (et diplomate par ailleurs) un peu oublié, Salah Jmor (1995), *L’origine de la question kurde*, Paris: L’Harmattan (son malheureux destin, il a été tué accidentellement en 2005 à Bagdad par une soldate américaine, est sans doute responsable de cet oubli).

31 C’est le même, Celadet Alî Bedirhan (sous un autre pseudonyme, - Herekol Azîzan), qui publiera en français, toujours au Caire en 1934: *De la question kurde: La loi de déportation et de dispersion des Kurdes*, 1934.

32 Sur Mehmet Şükrü Sebkân, voir Mehmet Ö. Alkan (2013): « Kürtlerin Türklüğüya da”…patlıcandır ama sen kabak diyebilirsiniz! », *Birikim*, Kasım 2013, sayı 295, p. 88-96 (URL: https://www.academia.edu/36707896/Kürtlerin_Türklüğü_Ya_Da_Patlıcandır_Ama_Sen_Kabak_Diyebilirsiniz.pdf)

33 Sur la ligue Khoyboun/Hoybun/Hoybûn (les orthographes varient selon les sources) fondée en 1927 en Syrie, voir le remarquable numéro, Hors Série n° 11, de la *Revue d’Études Kurdes* (Paris: Institut Kurde) juin 2007: https://www.institutkurde.org/publications/etude_kurdes/pdf/etudes_kurdes_hs3.pdf

34 Et à la fin des années 1920, l’expression « Case of the Kurdistan » était utilisée par la communication en anglais des nationalistes kurdes; cf. Ligue Khoyboun, *The Case of Kurdistan Against Turkey*, Philadelphia, 1928 (traduction en turc publiée en 1994, chez

Med Yayınları, avec une attribution du texte au prince Süreya Bedirhan, 1883-1938, fils aîné de Mir Bedirhan, 1851-1926 et neveu d'Abdurrahman Bedirhan, 1868-1936; Süreya est par ailleurs le grand (demi-) frère de Celadet Ali, 1893-1951, et de Kamuran Ali, 1895-1978, plus connu en France où il a travaillé et est décédé). À signaler qu'en 1925 la ligue Khoybun avait publié (au Caire) en arabe sous le titre *Al-Qaddiyah El-Kurdiyah* (republié en 1930 par Scherko, Bladsch/Şerkô Bleç), soit « la cause du Kurdistan », le terme utilisé étant du registre juridique.

35 Dans la lettre du Khoyboun datée du 12 mars 1943 adressée à W. Churchill, il est écrit: « ...gouvernement turc qui (...) projette la liquidation définitive de la Question kurde par l'extermination de notre peuple... »; cf. *Revue d'Études Kurdes* (Paris: Institut Kurde), Hors Série N° 11, juin 2007, p. 122.

36 En Turquie, comme dans tous les autres pays concernés, la « question kurde » peut se comprendre aussi dans l'acception du Lénine des *Thèses sur la question nationale* (1913); les partis de gauche sont enclins à la formuler dans ce sens, celui de « la libre disposition *politique*, c'est-à-dire du droit de se séparer pour former un Etat indépendant ». Depuis le milieu des années 1990, cette déclinaison est passablement déclinante. Elle a alimenté des comparaisons multiples avec d'autres mouvements de libération nationale, comme en Irlande; voir notamment Maraşlı R. (2010), « Rizgarî'nin Sosyalist Hareket ve Kürdistan Ulusal Kurtuluş Mücadelesindeki Yeri Üzerine Bir Deneme », *Mesafe*, Dosya « Kürt Sorunu », n° 4, 2010 (Bahar), 68-93..

37 Pour notre part, nous nous sommes efforcé de faire ce travail principalement à travers le prisme du territoire; voir notamment: « Le Kurdistan: quel territoire pour quelle population ? », *In*: Bonnemaison, J. (éd.): *Le territoire: lien ou frontière ?*, ORSTOM-éditions, « Colloques et séminaires », Paris/L'Harmattan, 1998, p. 19-35; ainsi que: "Le Kurdistan, au-delà du territoire et de l'ethnie", *Grande Europe*, n° 11, Paris, La Documentation Française, p. 1-9.

38 Nous n'entrerons pas ici dans les vives polémiques relatives au sens et à l'importance de cet épisode qui précède l'avènement de l'éphémère « République de Mahabad » en Iran; voir, par exemple, l'article bien documenté d'Aso Zagrosi, qui s'emploie à réduire l'importance de l'événement: « Kürdistan'ın 4 parçasıarasındaimzalanandanpeymanasêşînordiyebirşeyyok!!! » (URL: HTTP://ZAGROSNAME.COM/KUERDISTANIN-4-PARCASI-ARASINDA-IMZALANAN-PEYMANA-SE-SINOR-DIYE-BIR-SEY-YOK.HTML)

39 Aux références déjà données, on peut ajouter: Rohat Alakom (1998), *Hoybûn örgütü ve Ağrı ayaklanması*, İstanbul: Avesta.

40 À propos des manifestations à l'occasion de l'enterrement à Antakya de militants du MLKP tombés lors de la libération de Tal Abyad (Gîre Spî) en juin 2015, voir « Enterrement international pour les martyrs », *ÖzgürGündem*, 27 06 2015, p. 5.

41 Le remarquable rapport de Patrick Haenni et Arthur Quesnay sur le nord de la Syrie après la dernière opération militaire turque le montre clairement: *Survivre à la disparition de l'État islamique. La stratégie de résilience du mouvement kurde syrien*, European University Institute, Middle East Directions, Research Project Report, 2020/02 (URL: https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/65924/MED_PR_2020_02.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

42 Dans cette veine, voir par exemple (encore une étude parue à la fin des années 1990): Barkey H.J. & Fuller Graham G. (1998), *Turkey's Kurdish Question*, Lanham, MD: Rowman&Littlefield Publishers.

43 Et travailler aux marges des territoires nationaux, aux frontières turco-syriennes, turco-irakiennes, turco-iraniennes ou irano-irakiennes, permet de réaliser à la fois l'arbitraire, la violence et la vanité de cet ordre politico-territorial établi dans les années 1920... et obstinément transgressé symboliquement et physiquement depuis; sur ce sujet voir, entre autres: Roussel C., 2014 : « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », *Politique Étrangère*, n° 2/2014, p. 63-77. http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-63.htm & Roussel C., 2014 : « Transformations of Trans-Border Areas in the Context of the Syrian Conflict », NORIA (network of researchers in international affairs). http://www.noriaresearch.com/2014/02/19/transformations-of-trans-border-areas-in-the-context-of-the-syrianconflict/

44 Parmi les efforts notables et salutaires, récents, pour déplacer le regard, signalons: Çelik A. &Dreschelova L. (2019), *Kurds in Turkey: Ethnographies of Heterogeneous Experiences*, Series "Kurdish Societies, Politics and International Relations", London: Lexington Books.

45 Çelik A. (2018), *Temps et espaces de la violence interne. Revisiter les conflits kurdes en Turquie à l'échelle locale (du XIX^e siècle à la guerre des années 1990)*, thèse en « Anthropologie sociale et ethnologie » sous la direction de Hamit Bozarslan et Michel Naepels, Paris: EHESS.

46 Voir: https://doi.org/10.4000/ejts.761

Marilyn Moreaux

Étudiante en histoire contemporaine à l'Université de Toulouse Jean-Jaurès, laboratoire Framespa (UMR 5136) et auteure du mémoire de Master 1 : « L'Europe au musée. La Maison de l'histoire européenne à Bruxelles », sous la direction de Bertrand Vayssière, 2020.

La Maison de l'histoire europeenne à Bruxelles :

Projet culturel ou projet politique ?

Dans un contexte d'eupéanisation des musées, phénomène occurrent depuis la fin des années 1980 ayant pour ambition d'établir un récit de l'histoire de l'Europe, l'Union européenne n'a pas dérogé à cet engouement. Le Parlement européen a choisi de mettre en œuvre son propre musée de l'Europe, affichant ainsi une volonté en matière de politique culturelle, historique et mémorielle. Le 13 février 2007, le nouveau président du

Parlement européen, l'Allemand Hans-Gert Pö ttering, propose dans son discours inaugural à Strasbourg la création de la Maison de l'histoire européenne (MHE) qui sera un musée d'histoire de l'Europe. Guidé par la devise de l'UE « Unie dans la diversité » et par les valeurs communes de l'unification européenne, l'idée est de promouvoir, par le biais d'expositions et de publications, la représentation du progrès d'une coexistence pacifique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et d'engager les Européens à s'impliquer davantage dans



© Norbert Oriskó, Pixabay.

la prise de décision politique dans l'Europe unie. Ce projet présente une rupture dans l'élaboration d'un musée de l'Europe : une institution politique européenne entend, à travers une structure muséale située au cœur du quartier européen à Bruxelles et au moyen d'un budget communautaire, investir l'écriture de l'histoire de l'Europe dans une perspective transnationale et s'appropriier l'interprétation de son passé. La MHE, qui a ouvert ses portes le 6 mai 2017, peut être perçue non seulement comme la conséquence d'une ambition culturelle récente parmi les institutions européennes, mais également comme l'aboutissement d'un travail muséal innovant. Un projet d'une telle envergure pose la question de l'existence d'une culture européenne, de la possibilité d'un récit pour l'histoire de l'Europe, du rôle de ce musée dans l'espace européen et de la place du citoyen européen dans ce processus. Ce sont des interrogations auxquelles l'analyse du substrat politique sur lequel la MHE a été conçue peut apporter des réponses.

Le triptyque Identité-Mémoire-Citoyenneté, fondement de la politique culturelle européenne

L'étude de la politique culturelle à l'échelle européenne est essentielle à la compréhension de la réalisation d'un tel projet muséal. Cette politique marque la reconnaissance publique de la culture en tant que vecteur de développement d'une société. Elle repose sur une action favorisant l'intégration. L'élaboration de ce type de politique convoque un ensemble de facteurs préalables qui sous-tendent un sentiment d'appartenance à une même culture.

Le premier élément de cette construction est la naissance de la citoyenneté européenne. L'implication des peuples européens dans la construction européenne n'a pas été

la préoccupation première du processus communautaire. Si une des volontés stipulées dans le préambule du traité de Rome, qui a créé la Communauté économique européenne (CEE) en 1957, est d'« établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens »¹, l'ambition de ce nouveau projet est avant tout la mise en place d'un marché commun visant à rapprocher les politiques économiques des États membres. Toutefois, à partir des années 1970, les États membres émettent le souhait de relancer le débat sur un potentiel processus d'unification politique. Le manque d'adhésion des peuples au projet européen, exacerbé par les déficits économiques, devient ainsi le cœur de l'émergence de la dimension citoyenne de la construction européenne. Les institutions européennes constatent que la nécessité politique d'un renforcement de l'adhésion populaire pèse sur l'avenir de la communauté. Ainsi dès 1979, le Parlement européen expérimente une nouvelle disposition cruciale pour le citoyen européen : l'élection au suffrage universel direct². Les premières élections européennes, tenues au mois de juin, n'emportent pas le succès escompté. La chute du mur de Berlin en 1989 et la réunification allemande en 1990 deviennent en revanche les catalyseurs d'une nouvelle étape de la construction européenne et offrent une nouvelle dynamique portée par la volonté franco-allemande de parer au déficit démocratique qui se fait de plus en plus prégnant. Les États membres signent un nouveau traité le 7 février 1992 à Maastricht aux Pays Bas, qui entre en vigueur le 1^{er} novembre 1993 et institue l'Union européenne (UE). Il attribue *de facto* la citoyenneté européenne à toute personne qui détient la nationalité d'un État membre de l'Union (article 8). L'art d'être citoyen est

protéiforme et l'UE peut être alors considérée comme un laboratoire pour l'expérimentation de cette nouvelle citoyenneté. Certes, c'est une citoyenneté européenne superposée à la citoyenneté nationale et, alors qu'elle procure de nouveaux droits³, sa portée est néanmoins limitée et le statut juridique doté d'un objectif politique n'est que le point de départ d'un projet de société qui s'appuierait sur une identité culturelle supposant des valeurs et des références communes, gages de cohésion.

L'identité européenne, concept flou, constitue le deuxième élément. Si le débat autour d'elle a été lancé parmi les intellectuels dès l'entre-deux-guerres [Frank, 1998], il a été totalement occulté avec l'établissement de la CECA en 1952 [Nabli, 2007] faisant de l'Européen un « homo œconomicus »⁴, travailleur, producteur, consommateur. En considérant que l'essence de l'identité culturelle repose sur des valeurs communes et que l'identité politique s'appuie sur un sentiment d'appartenance basé sur le patriotisme constitutionnel [Habermas, 1994] mettant en valeur l'importance de l'adhésion du peuple aux institutions démocratiques [Prutsch, 2017], on retrouve effectivement ces deux dimensions dans l'article 2 du Traité de Maastricht où la « communauté de valeurs » réunit le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, la liberté, la démocratie, l'égalité, la tolérance, la solidarité, la justice, l'État de droit et l'égalité homme-femme⁵, valeurs universelles que l'UE s'approprie pour légitimer sa démarche. Selon l'*Eurobaromètre* [Soufflot de Magny, 2009] et les recherches récentes en histoire [Passerini, 2003], les symboles participent aussi de ce socle identitaire : le drapeau, l'hymne européen, la devise « Unie dans la diversité », la Journée de l'Europe le 9 mai, et enfin la monnaie unique, référence la plus probante de l'alliance entre

1 Traité de Rome, Préambule, p. 11.
2 Acte du 20 septembre 1976 portant élection des représentants à l'assemblée au suffrage universel direct, *Journal officiel* n° L 278 du 08/10/1976.
3 *Traité sur l'Union européenne*, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes, 1992, Deuxième partie – La citoyenneté de l'Union – Articles 8A à 8E. Ces droits mêlent la libre circulation au sein de l'UE, le droit de vote et d'éligibilité à l'échelle européenne, la protection consulaire, le droit à présenter une pétition devant le Parlement européen ou encore le droit de déposer plainte auprès du Médiateur européen.
4 Terme qui semble être né à la fin du XIX^e siècle sous la plume de l'économiste britannique John Stuart Mill.
5 Traité sur l'Union européenne, *op.cit.*, Article 2.

identité nationale et européenne grâce à sa double face. Cet héritage culturel⁶ se fonde sur le patrimoine, l’histoire et la volonté de créer un récit commun [François et Serrier, 2017] qui suit la pensée d’Hannah Arendt sur l’« espace public d’appartenance » [Arendt, 1983]. En 1973, la Déclaration de Copenhague sur l’identité européenne pose alors trois piliers : l’héritage culturel commun, les deux guerres mondiales et l’intégration européenne⁷. En outre, l’identité européenne est un élément immanent à l’identité nationale [Castillo, 2014], ce qui témoigne de l’impossibilité de séparer les deux. La Charte des droits fondamentaux de l’UE (7 décembre 2000) maintient la diversité des identités nationales⁸ et garantit par conséquent la sauvegarde du caractère pluriel de l’Union européenne. Face au défi d’un potentiel renversement de l’intégration européenne (crise financière, crise des réfugiés, *Brexit*, élections américaines de 2016) [Prutsch 2017], l’émergence d’une identité culturelle est primordiale pour l’UE. C’est alors que se manifeste une mémoire historique commune comme vecteur de l’identité européenne, où le travail de mémoire, déjà élaboré à l’échelle nationale des États européens [Ledoux, 2014], prend alors une dimension plus large.

Ainsi, le troisième élément est la mémoire, qui a supplanté l’histoire. Ou plutôt, « l’histoire, celle des historiens, s’est mise au service de cette Mémoire, très historienne, en fait, dans ses démarches, car enquêtrice, soucieuse d’archives et de traces de toutes sortes. Il s’agit de mémoires volontaires, plus à construire qu’à retrouver, […]». Des mémoires à faire reconnaître dans l’espace public comme un droit : un droit à la Mémoire » [François, Serrier, 2017]. Si une démarche mémorielle est à l’œuvre dans les nations européennes depuis les années 1990, son européanisation s’y est rapidement adjointe. Les années 1990

constituent un « tournant de la pratique commémorative européenne » [Gensburger, Lavabre, 2012] et un « retour en force de la mémoire sur l’agenda politique et intellectuel de l’UE » [Calligaro, Foret, 2012]. Les actions mémorielles se multiplient telle que la mise en valeur de lieux historiques nationaux transformés en « lieux de mémoire européens » [Calligaro et Foret, 2012], à l’instar du concept de lieu de mémoire de Pierre Nora. L’historien Étienne François parle d’« émergence d’une mémoire européenne » [François, in Jeanneney] et inventorie avec d’autres historiens les potentiels lieux de mémoire européens [François et Serrier, 2012 ; Bossuat, 1999]. En 2006, une décision du Parlement européen et du Conseil européen institue un programme d’action communautaire appelé « L’Europe des citoyens », destiné à promouvoir une « mémoire européenne active »⁹. Mais la mémoire divise plus souvent qu’elle ne rassemble et l’instrumentalisation politique de la mémoire ne fait qu’attiser la concurrence des victimes sans pour autant faire obstacle à la poursuite d’initiatives telle que la Journée européenne du souvenir pour la commémoration des victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires¹⁰. La mémoire, assimilée à l’histoire, devient un outil privilégié par l’UE visant à la construction de l’identité et de la citoyenneté. Et ces trois notions fournissent un socle sur lequel repose une toute nouvelle politique.

De la politique culturelle européenne aux musées de l’Europe

L’entrée de la culture à l’échelle européenne est graduelle. Dès 1954, le Conseil de

l’Europe signe à Paris le 19 décembre une Convention culturelle¹¹ dont les ambitions sont multiples : « sauvegarder la culture européenne » (introduction), promouvoir le « patrimoine culturel commun » (article 5), « l’étude des langues, de l’histoire et de la civilisation » (article 2) afin de « réaliser une union plus étroite entre ses membres » (introduction), qui n’est pas sans rappeler le préambule du Traité de Rome trois ans plus tard. Des entreprises, telles que la déclaration de l’identité européenne de 1973 ou le programme Erasmus en 1987, qui prévoit de faciliter les échanges et l’apprentissage des langues étrangères entre autres, viennent renforcer l’entrée de la culture en Europe. Toutefois, c’est l’article 128 du traité de Maastricht qui intègre officiellement la culture dans l’Union européenne et « visé à encourager la coopération entre États membres, à appuyer et compléter leur action » dans plusieurs domaines liés à la culture, l’histoire, le patrimoine et les arts des peuples européens¹². Pléthore d’actions culturelles ont été instituées à partir des années 1990 et 2000. La Capitale européenne de la culture, les Journées européennes du patrimoine ou encore le Label du patrimoine européen sont autant d’entreprises culturelles mises en place afin d’utiliser le patrimoine commun comme vecteur de conscience européenne. L’européanisation des politiques culturelles constitue donc une nouvelle étape de ce processus avec un champ lexical - héritage, culture, patrimoine, transmission, partage, sauvegarde, commun, au service du discours communautaire. On peut aisément admettre que le musée est un élément intrinsèque de cette politique culturelle et il est d’ailleurs considéré comme un outil d’éducation à la citoyenneté.

La vocation à mettre en scène l’histoire et la culture pour tous les Européens dévoile

une finalité multiforme du musée qui se meut à la fois en lieu de mémoire, en outil démocratique, en médium d’identification à un groupe, en lieu d’éducation politique à la citoyenneté [Mazé, 2014]. Le musée semble être ainsi le lieu par excellence pour l’émergence d’un espace public [Weisbein, 2004], et guiderait les citoyens, voire légitimerait les institutions européennes. Le risque d’instrumentalisation du musée à des fins politiques semble dès lors inexorable. Comme le déplorent de nombreux historiens, le musée tend à être un outil privilégié dans l’élaboration de politiques du passé [Hartog et Revel, 2001] et de politiques de représentation, voire de communication, ainsi que de l’action publique historique et mémorielle [Andrieu, Lavabre, Tartakovski, 2006]. Le Conseil de l’Europe le résume ainsi : « l’histoire sert de base à l’éducation des citoyens d’Europe [...], permettant la compréhension et la confiance mutuelle entre peuples »¹³. Par conséquent, le musée est un outil qui doit servir à combler le déficit démocratique de l’UE, et il est vu par les institutions européennes comme une des bases de l’éducation civique et politique des Européens avec un rôle à jouer dans le développement du sentiment d’appartenance à l’Europe, qui exhorterait le citoyen à « faire l’Europe ». Le prix du musée européen de l’année ou EMYA¹⁴, créé en 1977 sous l’égide du Conseil de l’Europe, ne déroge pas à cette démarche en récompensant « l’exploration des idées en matière de citoyenneté démocratique »¹⁵. La production d’un « musée de l’Europe » n’est donc pas considérée comme un acte politiquement neutre, mais comme « un geste hautement politique » [Mazé, 2012].

Qu’il s’agisse de musée « recyclé » ou de musée créé *ex nihilo*, l’européanisation des musées s’est construite à partir de deux

6 Rappelons toutefois que les symboles de l’UE susmentionnés ont été enlevés du Traité de Lisbonne, traité qui s’apparente à une mise à jour des traités de l’UE et qui a été signé le 13 décembre 2007.

7 Déclaration sur l’identité européenne, *Bulletin des Communautés européennes*, n° 12, décembre 1973, Luxembourg, Offices des publications officielles des Communautés européennes.

8 Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, *Journal officiel des Communautés européennes*, n° C du 18/12/2000. Chapitre V – Citoyenneté- Articles 39 à 46.

9 Décision n° 904/2006/ CE du Parlement et du Conseil, du 12 décembre 2006, établissant, pour la période 2007-2013, le programme « L’Europe pour les citoyens » qui vise à promouvoir une citoyenneté européenne active, *Journal officiel* L 378 du 27 décembre 2006.

10 Résolution du Parlement européen sur la conscience européenne et le totalitarisme, 2 avril 2009, article 15, P6_TA (2009)0213.

11 Convention culturelle européenne du 19 décembre 1954, ratifié le 5 mai 1955 – STE (Série des traités européens) n° 18.

12 TUE, *op.cit.*, pp. 48-49.

13 Sur le site du Conseil de l’Europe : https://www.coe.int/fr/web/history-teaching/accueil.

14 European Museum of the YearAward, qui est attribué par le Forum européen du musée (FEM).

15 http://www.assembly.coe.int/nw/Page-FR.asp?LID=Prizes [dernière consultation le 25 mars 2020].



© M. Moreaux.

16 C'est-à-dire par des représentants de la société civile parmi lesquels se côtoient aussi bien des historiens, des professionnels du musée, des entrepreneurs culturels mais aussi des entrepreneurs économiques ou des représentants politiques locaux, tous voués au projet européen et porteurs de programmes muséaux justifiés par les concepts d'identité européenne, de citoyenneté européenne, de conscience européenne et autre esprit européen, et financés par des fonds privés comme publics, notamment par l'État, les collectivités régionales et/ou locales. [COHEN, DELAZAY, MARCHETTI, 2007].

modèles. D'abord le modèle du musée ethnographique, encore appelé musée d'arts et de traditions populaires, est un lieu où culture et folklore riment avec identité, dont le concept a suscité aux échelles nationales un « discrédit nationaliste » [Mazé, 2014] et qui exhorte les institutions culturelles à l'eupéanisation comme « option privilégiée » pour sortir de la critique de l'identité nationale [Mazé, 2014]. Ensuite, le modèle du musée d'histoire nationale, lieu par excellence de conservation et de représentation du passé investi d'une mission politique « pour le présent et le futur » [Werner, 2001] est « dénationalisé de ses contenus » [Mazé, 2014] au profit d'un récit historique revisité dans une dimension plus européenne. Si l'écueil de la représentation officielle du passé semble inévitable, comme cela s'est fait notamment ressentir par les échecs de musées d'histoire nationale en France et aux Pays-Bas, l'émergence de musées de l'Europe a profité de la volonté croissante de différents acteurs de voir naître une conscience européenne [Frank, 2004].

Si tous les musées en Europe ne tendent pas forcément vers une eupéanisation de leur contenu, tel que le *London Imperial Museum* [Wahnich, 2005], beaucoup sont progressivement séduits par cette initiative. En 2001 naît le Réseau des musées d'Europe, sous l'égide de la Ville de Turin et avec la coordination du Conseil européen des musées d'histoire, dans le but de fédérer des musées spécifiquement consacrés à l'Europe ou aux différents aspects de la civilisation européenne. Le réseau est alimenté par les projets de musées européens mis en œuvre par les « entrepreneurs des musées d'Europe »¹⁶. Il met en lumière « la pluralité et la diversité des projets [...] porteurs de visions multiples de la culture et du passé européen » [Mazé, 2014] comme le font les musées allemands *Deutsches Historisches Museum* à Berlin et la *Haus der Geschichte* à Bonn qui portent une dimension européenne à leur histoire ou encore le MuCEM à Marseille qui est passé d'un projet axé sur la formation à la citoyenneté européenne à un angle plus euro-méditerranéen [Colardelle,

Chevalier, 2001]. Néanmoins, l'entreprise d'un musée de l'Europe n'est pas toujours un succès, et plusieurs projets n'ont pu aboutir comme la *Bauhaus* à Aix-la-Chapelle, le *Museion per l'Europa* à Turin, le Musée de l'Union au Luxembourg, ou encore le Musée de l'Europe à Bruxelles, projet lancé en 1997 qui devait ouvrir ses portes en 2006, soutenu par le Parlement européen qui avait évoqué un apport financier et matériel au projet, avant de revenir sur sa décision en 2007 [Mazé, 2014]. Car entreprendre de « mettre l'Europe au musée », selon l'expression de Camille Mazé, n'est pas « un simple projet muséographique » mais se compose de « visions intellectuelles, politiques, idéologiques et géopolitiques qui se dessinent et qui s'affrontent » [Mazé, 2014]. En outre, le Parlement européen avait envisagé sa propre idée de la muséification de l'Europe.

Vers un musée sur l'Europe par l'Europe

Un premier choix du Parlement européen en 2005 a été de privilégier le *Parlamentarium*, centre de visiteurs en son sein, qui occupe désormais les locaux prévus initialement pour l'installation du Musée de l'Europe. Le budget de réalisation de 21 millions d'euros avait déjà fait polémique parmi les eurodéputés, polémique liée à la crise de la zone euro et à l'appel à l'austérité des États membres. Le *Parlamentarium* voit le jour en 2011 avec l'ambition d'accueillir 450 000 visiteurs par an¹⁷ et propose une visite interactive retraçant la construction européenne, essentiellement centrée sur le fonctionnement de l'UE. Mais le Parlement européen n'entend pas s'arrêter à la création

d'un centre de visiteurs, il choisit de mettre en œuvre son propre musée de l'Europe, la MHE. Le caractère inédit de l'initiative annoncée par Pöttering le 13 février 2007 n'a pas tardé à faire polémique, aussi bien au sein des institutions européennes, pour lesquelles le coût est lourd en temps de crise (un budget de 55 millions d'euros entièrement pris en charge par le Parlement européen est mis en place pour la réalisation du projet), mais aussi parce qu'un autre projet culturel, Erasmus, voyait ses moyens baisser¹⁸, qu'au sein de la communauté scientifique internationale, qui voit dans une telle démarche une intervention politique dans la mise en scène de l'histoire. Cette dernière critique est contrée par Pöttering puisqu'il propose de mettre en place, afin d'éviter toute manipulation politique, deux corps indépendants : un comité scientifique et un comité de supervision, où tous les groupes politiques seraient représentés¹⁹. Toutefois, la marque des chrétiens-démocrates allemands, dont le groupe parlementaire CDU²⁰ est celui du président du Parlement européen, restait prégnante.

En effet, la Maison de l'histoire allemande à Bonn sert de modèle à la Maison de l'histoire européenne. Pöttering, qui a rejoint la CDU « par admiration pour Konrad Adenauer et sa vision européenne »²¹ est devenu député au Parlement européen dès 1979, fonction qu'il a conservée jusqu'en 2014. Sa nationalité et son parti mais aussi le choix du directeur adjoint du comité d'experts (premier comité dont le but était d'établir des lignes directrices pour le musée), Wlodzimierz Borodziej, historien conservateur polonais, nourrissent les détracteurs du projet qui y voit un « musée centralisateur, autoritaire, voire un projet politique de la CDU, une vision démocrate-

17 Les chiffres actuels ont plutôt tendance à montrer une affluence d'environ 350 000 visiteurs par an : voir l'article de CLARK Stephen, "The House of European History as a hybrid project. An administrative point of view", in *Creating the House of european history*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2018, p. 44-45.

18 Entretien avec Christine DUPONT, conservatrice à la MHE, 23.01.2020, MHE, Bruxelles.

19 WELLE Klaus, "The making of the House of European history. How was it possible?", in *Creating the House...*, p. 13.

20 De l'allemand *Christlich Demokratische Union*, l'union chrétienne-démocrate est un parti conservateur allemand.

21 PÖTTERING Hans-Gert, « La Turquie ne devrait pas être membre de l'Union européenne », *Famille chrétienne*, 4 juin 2009.

chrétienne de l’Europe » orientant ainsi la grille de lecture de l’histoire de l’Europe [Mazé, 2014]. De même, la proximité de Pöttering avec Hans Walter Hütter, futur directeur du comité d’experts, qui était devenu président de la Maison de l’Histoire allemande à Bonn en 2007 (dont il était le directeur adjoint depuis 1991), n’est pas anodine. Ils se sont rencontrés lors de la remise du prix du musée européen que le musée allemand a obtenu en 1995, et l’idée partagée entre les deux hommes sur le principe d’un musée d’histoire est primordiale pour comprendre la conception de la MHE. D’abord, la Maison de l’histoire allemande n’a pas pris le nom de musée. Ce terme, étant un peu poussiéreux et à « connotation traditionaliste » [Simansons, 2018], est aux antipodes d’une approche historique récente. La Maison de l’histoire allemande constituait un nouveau type de musée d’histoire qui se concentrait sur l’histoire contemporaine récente et notamment sur le XX^e siècle, contribuant à l’émergence d’une mémoire collective européenne portée par les politiques de mémoire et d’identité. Ce concept avait été mis en place peu après l’arrivée du chancelier allemand chrétien-démocrate Helmut Kohl au pouvoir en RFA en 1982, qui souhaitait mettre en avant une collection muséale post-1945, projet qui vit le jour en 1994 après la réunification de l’Allemagne. Il n’est donc pas étonnant que Pöttering, dont Kohl était le mentor, suive ses traces lors de son arrivée à la présidence du Parlement européen. La décision de Pöttering de suivre le modèle allemand est d’ailleurs totalement assumée par la MHE qui présente la Maison de l’histoire allemande comme l’inspiration du projet. À la suite des lignes directrices de 2008, le comité scientifique mit en place l’ancien directeur adjoint,

Borodziej, à sa tête, tout en gardant l’expertise de Hütter au sein du comité. Une autre figure entrante importante de l’équipe fut TajaVovk Van Gaal. Ancienne directrice du Musée de la ville de Ljubljana en Slovénie, elle a longtemps fait partie du Forum du Musée européen. Elle a été choisie pour diriger le projet à partir de 2011 et mener à bien l’ouverture de la MHE. Son implication dans la longue durée dans le FEM (et par conséquent dans l’eupéanisation des musées) a été un « facteur décisif » dans le choix de l’inclure dans le projet [Simansons, 2018]. Par l’organisation d’un réseau stratégique entre la MHE, le FEM et son prix du musée européen attribué à la « Haus der Geschichte », les politiciens, les historiens et les conservateurs de musée, le modèle allemand a été pris en exemple par l’Europe institutionnelle, gagnant des soutiens politiques de tous les bords et permettant des collaborations essentielles à la conception du projet de la MHE. Néanmoins, il serait erroné d’affirmer que la MHE n’est qu’une copie conforme de la Maison de l’histoire allemande de Bonn.

La longue gestation de la MHE (2007-2017)

La MHE demeure en effet inédite sous de nombreux aspects. Ce projet a d’abord dû être inclus dans une infrastructure déjà existante. Le fait d’avoir une source financière unique, qui plus est, venant de l’institution politique européenne porteuse du projet, constitue une base solide pour le financement du projet [Welle, 2018]. D’ailleurs, le coût initial de 55 millions d’euros a été revu à la baisse mais le temps pour accomplir le projet a été plus

long [Welle, 2018]. Depuis l’ouverture de la MHE, le Parlement européen continue de financer le musée à hauteur de neuf millions d’euros annuels dont trois millions sont pris en charge par la Commission européenne²². Par ailleurs, la dépendance administrative de la MHE envers le Parlement implique une facilité d’organisation au sein de divers services : le budget susmentionné, la sécurité, la maintenance (technique, informatique, entretien), le service juridique, le staff du musée, les collections [Clark, 2018]. *In fine*, ce projet muséal incarne une ambition politique de grande envergure, bien cadrée et financée pour mener à bien sa réalisation. Le lieu choisi pour la MHE corrobore ce postulat. L’idée mise en place par le Parlement européen était de l’inclure au sein du quartier européen à Bruxelles, capitale informelle de l’Europe. La coopération (dont Taja Vovk van Gaal est l’élément clé²³) du Parlement européen avec les autorités régionales bruxelloises a été déterminante pour développer le quartier Léopold, emblème de la technocratie européenne, en tant que destination touristique. Pour le Parlement européen, le musée est un élément culturel attractif au sein des institutions européennes. Pour les autorités bruxelloises, cela pouvait ajouter une plus-value au tourisme et pallier le désamour entre Bruxellois et eurocrates, « dont la mixité [...] est un leurre » [Adant, 2012]. Le choix s’est donc porté sur l’Eastman Building, clinique dentaire pour enfants défavorisés dans les années 1930, bâtiment classé en 1976 et situé dans le parc Léopold, converti en bureaux, qui avait été offert à la ville de Bruxelles par le philanthrope américain George Eastman de la fameuse entreprise Kodak. Le bâtiment a été totalement restauré afin de mettre en valeur une structure classique et la marier

avec un design contemporain. L’alliance de l’ancien et du nouveau préfigure la rencontre entre l’histoire, symbole du passé, et la construction européenne, expression d’un regard vers l’avenir, concept illustré dans la campagne d’ouverture de la MHE intitulée : « Changez votre perspective ». Un comité d’experts, dirigé par l’Allemand Hütter assisté du Polonais Borodziej et composé d’universitaires et de professionnels du musée venant de toute l’Europe, entendait incarner aussi des perspectives multiples, représenter l’actualité de la recherche et maîtriser les méthodes de communication contemporaine. Judicieusement, Pöttering comme Hütter ont bien perçu « l’indépendance académique »²⁴ comme une condition *sine qua non* et d’une finalité claire : elle garantissait la crédibilité et le succès de ce nouveau type de musée²⁵ et prévenait surtout une polémique autour d’une histoire officielle portée par les institutions européennes. Le comité s’est attaché à établir les « lignes directrices » du projet. Neuf ans se sont écoulés entre l’approbation de celles-ci par le comité le 15 septembre 2008 puis le 15 décembre par le Bureau du Parlement européen et la Commission Culture et Éducation et l’ouverture de la MHE en 2017, alors que l’ambition initiale était une ouverture à l’été 2014 (article 26 du rapport). Ces lignes directrices ont été maintes fois remaniées voire annulées. L’article 3 du document est néanmoins clair quant à l’objectif de la MHE qui consistait à « approfondir la connaissance de l’histoire des Européens » et où l’« établissement doit devenir un lieu où l’idée européenne prend vie »²⁶. Plusieurs éléments conceptuels et muséographiques ont montré la volonté d’établir une « indépendance scientifique et l’objectivité de la présentation » (article 9), la

22 Entretien avec Christine DUPONT, *ref.cit.*

23 BORODZIEJ Włodzimierz, “The Academic Committee of the House of European History. Personal impressions and memories, 2009-2017”, *Creating the House...*, p. 30.

24 HUTTER Hans Walter, “Independence and objectivity. À committee of experts lays the foundation”, *Creating the House...*, p. 27.

25 *Ibidem*

26 Comité d’experts – Maison de l’histoire européenne, *Lignes directrices pour une Maison de l’histoire européenne*, Manuscrit achevé en octobre 2008, Bruxelles, Belgique, p. 5.



Atrium. © M. Moreaux.

MHE étant conçue comme une « instance de vulgarisation » (article 11), dont la présentation et les explications sont faites en « plusieurs langues » (article 15), l'élaboration d'une « narration chronologique » (article 14), la MHE en tant que *passage obligé* dans le programme de visite des institutions européennes » (article 19) ou encore la « gratuité de l'accès, dans la mesure où la Maison de l'histoire européenne doit servir à l'éducation politique de tous » (article 21) et enfin le fil conducteur de l'exposition permanente qui comprendra des « objets présentés, dont la puissance d'évocation doit permettre un accès émotionnel aux problématiques historiques » (article 24). L'exposition permanente du musée est envisagée dans l'optique de l'histoire du temps présent, avec un accent fort sur la période allant de la Première Guerre mondiale à nos jours, où l'intégration européenne est amplement abordée (article 22) sans être le point culminant de l'histoire européenne.

Le rapport des lignes directrices, accessible en ligne, constitue le seul élément présenté pendant toute la période de gestation de la MHE. Or, les universitaires et certains hommes politiques n'ont eu de cesse d'encourager une communication plus large sur le projet muséal²⁷, communication jugée défailante de la part de la MHE [Simansons, 2018]. Włodzimierz Borodziej ironise même sur le sujet dans le catalogue de l'exposition permanente en évoquant le « secret Brussels project » dont se moquaient ses collègues universitaires, tant l'absence de communication sur le projet était patente²⁸. De fait, cette opacité a attisé de nombreuses critiques de la part des historiens²⁹ qui n'avaient que les lignes directrices auxquelles se référer. Le choc des interprétations,

exacerbé par la non-communication, a creusé l'écart de compréhension mutuelle entre le projet et la communauté scientifique. En particulier, c'est le modèle allemand qui est critiqué, accusé de focaliser l'histoire sur le passé récent et de donner trop peu de place à l'histoire commune européenne d'avant 1914, aboutissant à un « compactage de la périodisation » [Maurel, 2014]. Néanmoins, l'équipe de la MHE s'est rapidement rendu compte des limites du modèle muséal allemand et a constaté que le XX^e siècle ne pouvait être exposé sans entraîner une « place importante au XIX^e siècle et à la Révolution française, acte de naissance de la politique moderne »³⁰. L'adaptation a donc été constante.

À la suite des lignes directrices, deux comités ont pu coexister et furent institués le 18 février 2009. D'une part, un comité d'administration a été mis en place sous l'égide de Pöttering, composé d'anciens représentants politiques du Parlement³¹, du Commissaire européen à la Culture et à l'Éducation, et du Président de la Région Bruxelles-capital³². D'autre part, un comité scientifique a vu le jour dont la direction a été sciemment attribuée au Polonais Borodziej pour pallier le sentiment anti-polonais ressenti par les détracteurs du projet³³. Composé d'historiens et spécialistes du musée, recrutés par le Bureau de sélection du personnel européen, de nationalités et de langues différentes et spécialisés dans les quatre périodes historiques, ce groupe atteste d'une « excellence et [d'une] indépendance académique »³⁴ avec, selon Borodziej, une même vision du projet, alors que tout pouvait potentiellement les séparer³⁵. Si cette équipe est directement rattachée depuis 2011 à la Direction générale de la Communication ainsi qu'à la Direction

27 Entretien avec Raivis SIMANSONS, messagerie électronique, 2 avril 2020.

28 BORODZIEJ Włodzimierz, "The Academic Committee of the House of European History. Personal impressions and memories, 2009-2017", *Creating the House...*, p. 35.

29 JARES Jakub, "The House of European History: In search of a Common History and its Future" in *Cultures of History Forum* (12.10.2017), DOI: 10.25626/0076, ImreKerteszKolleg, 2017, p. 2.

30 Entretien avec Christine Dupont, *ref.cit.*

31 WELLE Klaus, "The making of the House of European History: how was it possible?", *Creating the House...*, p. 13.

32 ITZEL Constanze, "Creating a European museum under the auspices of the European Parliament. A unique venture in an unusual environment", *Creating the House...*, p. 48.

33 BORODZIEJ Włodzimierz, *op.cit.*, p. 32.

34 ITZEL, *op.cit.*, p. 49.

35 BORODZIEJ, *op.cit.*, p. 36.

des Relations avec les Citoyens, Martin Schulz, président du Parlement européen de 2012 à 2016, s’est porté garant contre toute intervention politique en interférence avec le travail de l’équipe qui devait constituer un récit européen qui ne soit pas la « somme d’histoires nationales »³⁶. L’équipe devait adopter une perspective transnationale incluant vingt-huit pays et intégrant des pays extérieurs tels que les États-Unis ou la Russie³⁷. S’ajoutait une difficulté technique inédite pour un musée, qui sont les vingt-quatre langues parlées dans l’UE³⁸, difficulté qui devait être résolue par l’élaboration et la distribution aux visiteurs de tablettes multimédias multilingues. Et aux *sujets* d’histoire ont dû être accolés les *objets* d’histoire. L’article 18 du rapport sur les lignes directrices stipule de « constituer une collection propre au musée », ce qui représente un ultime défi : quel objet est européen ?

Une visite à la MHE

Les objets d’importance historique et d’aspect tridimensionnel sont le cœur du design du musée³⁹. Les objets doivent parler à *tous* les citoyens européens et mettre en lumière des éléments clé de l’histoire européenne. Il s’agit d’un objet-témoin⁴⁰, telle une Bible endommagée par les éclats d’une bombe… l’objet-histoire, *témoin du temps* à l’instar de Cicéron. Monter une collection fut loin d’être un pensum mais plutôt une aventure enrichissante : rien qu’entre 2012 et 2013, les conservateurs du musée ont visité 250 musées dans 30 pays⁴¹. La création d’un réseau de collections publiques et privées en Europe a permis une recherche approfondie d’objets, de documents, de photos, de matériel audio-visuel dans une approche

paneuropéenne qui représente le plus de pays de l’UE que possible⁴². C’est aussi une aventure humaine pour la conservatrice belge, Christine Dupont, membre de l’équipe, car l’acquisition d’objets n’aurait pas été possible sans l’émulation entre homologues européens⁴³. L’ensemble des acquisitions s’est donc fait par achats, prêts ou cadeaux, issus d’Europe, d’Asie ou des États-Unis, par le biais de musées, centres d’archives, bibliothèques, entreprises privées, collections privées⁴⁴. Ce sont quelque 1370 objets qui font partie de la collection de la MHE, dont 530 sont exposés en permanence⁴⁵. Les conservateurs de la MHE peuvent se targuer d’avoir multiplié les trouvailles originales, inestimables parfois, oubliées dans un recoin de la réserve d’un musée, souvent.

L’ouverture le 6 mai 2017 met fin au mystère autour de l’élaboration du musée. La visite démarre en imposant au visiteur la première et peut-être la plus cruciale des questions : « Qu’est-ce que l’Europe ? ». La MHE entend inlassablement éveiller la réflexion chez le visiteur en affirmant la confluence culturelle tout en la nuancant. La conservatrice en chef du musée, Andrea Mork, revendique cette approche critique de l’histoire européenne où l’Europe ne présente pas forcément une unité culturelle mais est un patchwork de convergences et d’antagonismes qui toutefois l’unifie⁴⁶. Les objets exposés sont déclinés en thématiques dans un ordre chronologique partant de la philosophie et la démocratie grecques aux génocides du XX^e siècle en passant en revue les étapes d’une évolution historique politique et sociétale autour de l’État de droit, l’omniprésence du Christianisme, la traite des esclaves, l’Humanisme, le colonialisme, les Lumières, les révolutions, le capitalisme, l’État-Nation, les idéologies

telles que le marxisme, le communisme et le socialisme. Tout semble concourir à esquisser le dessein d’une même évolution des nations européennes, illustré par exemple par des versions française, allemande, italienne ou polonaise du Code civil napoléonien ou par la révolution industrielle. Néanmoins ce musée prône une résonance avec le présent qui ne transparait que peu quant au passé tyrannique récent de l’Europe industrielle et coloniale et les conséquences qui sont encore palpables aujourd’hui, qu’elles soient sociales, écologiques ou économiques. Ce n’est pas le manque d’exhaustivité du récit (impossible), mais les choix qui interrogent.

C’est d’ailleurs à cet endroit que l’on s’aperçoit que Mnemosyne supplante Clio. L’histoire se délite. La mémoire, ce rapport au passé qui est utilisé comme ressource politique par les institutions, occupe l’espace. De la sorte, le visiteur est exhorté à vivre une « expérience émotionnelle », terme récurrent de la communication de la MHE. La scénographie est pourvue d’images chocs, d’objets issus d’une histoire « from below »⁴⁷, où cartes postales, images de soldats de 14-18 et de leurs objets personnels, obus, balles, masques à gaz, photos de cimetières embrasent le cœur du visiteur sous les notes sinistres et percutantes du « Sacre du printemps » d’Igor Stravinsky. Certes, comprendre la violence de la Grande Guerre permet de comprendre l’idée européenne post-1945 rappelle Andrea Mork⁴⁸. C’est bien l’histoire et son aspect dramatique qui sont ici au service de la construction d’une légitimité politique. L’orientation du récit se dévoile notamment à travers la vision manichéenne que prend la suite chronologique de l’exposition. L’histoire européenne à partir des années 1930 prend une orientation est-ouest, marginalise le nord et le sud de

l’Europe, les reléguant à la périphérie de l’histoire contemporaine. L’attention se porte délibérément sur une opposition binaire entre le nazisme et le stalinisme en occultant d’autres régimes tel que le fascisme italien. Rappelons d’ailleurs que la concurrence des victimes n’est plus un sujet en marge du débat scientifique ni du débat sociétal et que la centralité de la mémoire de la Shoah bouscule forcément les sensibilités. Christine Dupont décrit ainsi les premières critiques : « Le rôle prépondérant attribué à la mémoire contribuerait à mettre davantage l’accent sur ce qui divise (les guerres, les totalitarismes) plutôt que sur ce qui unit (la culture, la construction européenne) »⁴⁹. La pluie de bombardements aériens qui occupe l’espace dédié à la Seconde Guerre mondiale laisse en outre la place à l’intégration européenne qui se veut « fille de la guerre froide » où l’Europe de l’Ouest s’unit face à la menace communiste sous une ambiance sonore cette fois apaisante. De même, l’essor de la société de consommation et du bien-être occidental submerge le visiteur d’une insouciance onirique qui oblitère les méfaits du consumérisme, relégués à des considérations secondaires par sa disposition dans l’espace… l’hédonisme, valeur indéfectible de la société européenne d’après-guerre… et d’aujourd’hui ?

La MHE tente pourtant de multiplier les regards. Une exposition permanente est complétée par une exposition temporaire (annuelle) et d’autres ressources afin d’approfondir les sujets proposés⁵⁰. L’exposition temporaire est envisagée comme un approfondissement des thèmes de l’exposition permanente, avec une déclinaison moins politique [Vovk Van Gaal, 2017]. *Interactions* et *Jeunesse rebelle*, expositions à vocation « culturelle », semblent effectivement

47 Une histoire vue « d’en bas », en référence au courant historiographique influencé par l’école des Annales.

48 MORK, *op.cit.*, pp.149-150.

49 DUPONT Christine, « La Maison de l’histoire européenne », Biens symboliques/ SymbolicGoods [En ligne], 6 | 2020, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 20 juin 2020. URL : <https://revue.biens-symboliques.net/436>, p. 3.

50 HUTTER Hans Walter, *op.cit.*, p. 30.

avoir illustré, à travers une visite interactive, le musée participatif par excellence, celui qui « rend l’histoire vivante »⁵¹. Tout un programme éducatif est également mis en place, des stations audiovisuelles interactives sont présentes à chaque étage du musée, ainsi que des jeux, des ateliers créatifs et fiches d’activité qui sont mises à disposition des familles. Si les chiffres et les retours des visiteurs, familles ou établissements scolaires sont encore ténus et ne permettent pas d’avoir un recul suffisant sur le profil type du visiteur du musée, la communication de l’UE reste active mais présente des limites géographiques. Forte d’une action plus intensive en Belgique, épicentre politique de l’Union et lieu hôte de la MHE, elle s’est amplement manifestée dans les pays limitrophes, ayant une influence certaine sur les nationalités des visiteurs. Le site Internet du musée est en revanche accessible dans les vingt-quatre langues de l’UE et propose une palette généreuse d’événements culturels : rencontres, conférences, ateliers, concerts, films et résidences. L’aspiration de l’institution culturelle est non seulement de multiplier les déclinaisons mais aussi de solliciter le citoyen européen par le biais de la discussion et du débat d’idées, en ligne comme sur place grâce à un auditorium de 90 places. Si les attentes en termes de visiteurs du musée (400 000 par an) ont été abaissées à 300 000, la réalité montre plutôt un nombre de visites proche des 200 000 visiteurs⁵².

Conclusion

Cette étude nous montre la volonté de l’UE d’être visible, et cela passe par le biais d’une institution culturelle qui prend place dans le paysage européen sous plusieurs formes. D’abord, c’est un concept muséal

innovant, d’inspiration allemande certes, mais un modèle pour d’autres musées européens peut-être. Il contribue à l’émergence d’un espace public européen et constitue un espace de représentation symbolique de l’Europe. Ensuite, c’est un lieu potentiel de développement du sentiment d’appartenance à l’Europe à travers la construction d’un récit européen ouvert à la discussion. Enfin, la combinaison objet-émotion au service de l’histoire et de la culture européennes a une dimension scénographique forte et une dimension politique subséquente qui envoie un message par l’image, où l’émotion, la mémoire, la répétition servent à exalter la conscience européenne. Comme pour toute civilisation, le récit commun appartient au mythe fondateur où histoire et culture forgent l’identité. La lecture transnationale de l’histoire par la MHE fait preuve d’originalité, offre des outils utiles à la connaissance et à la réflexion pour les visiteurs, et multiplie les efforts de vulgarisation de la part de l’équipe muséale, même si elle n’a pu éviter plusieurs écueils.

La mise en scène de l’histoire initiée par une institution politique suscite toujours le questionnement quant aux choix qui peuvent rester orientés malgré l’indépendance scientifique prônée. En outre, si la distanciation critique est difficile de l’intérieur, l’objectivité absolue l’est aussi de l’extérieur. La responsabilité est grande quant à la portée d’une telle entreprise sur le visiteur. Érudit ou non, Européen convaincu ou non, l’interprétation est telle que chacun défend ses propres intérêts et ses propres visions. La réception de cette démarche muséale auprès des visiteurs est un élément qu’il serait pertinent de développer afin de mesurer son efficience et son amplitude quant à l’établissement d’une « communauté de destin » chère à Edgar Morin [1987]. ■

Bibliographie

ADANT Jérôme, « L’Europe vue de la Belgique. La dernière histoire belge », in VAYSSIÈRE Bertrand (dir.), *Reflets de la construction européenne. Réflexions, références et refus du débat sur l’Europe*, Bruxelles, P.I.E Peter Lang, Coll. Euroclio, 2012.

ANDRIEU Claire, LAVABRE Marie-Claire, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Politiques du passé*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2006.

ARENDT Hannah, *Condition de l’homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 (éd. orig. 1958).

BOSSUAT Gérard, « Des lieux de mémoire pour l’Europe unie », in *Vingtième Siècle, revue d’histoire*, n° 61, janvier-mars 1999, pp. 56-69.

CALLIGARO Oriane, FORET François, « La mémoire européenne en action. Acteurs, enjeux et modalités de la mobilisation du passé comme ressource politique pour l’Union européenne », *Politique européenne*, 2012/2, n° 37, p. 19.

CASTILLO Monique, « Identité nationale et identité européenne. Un destin commun ? », *Études*, 2014/12 décembre, pp. 53-61.

CLARK Stephen, “The House of EuropeanHistory as a hybridproject. An administrative point of view”, in *Creating the House of european history*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2018, p. 44-45.

COHEN Antonin, DELAZAY Yves, MARCHETTI Dominique (dir.), « Esprits d’État, entrepreneurs d’Europe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 166-167, mars 2007, p. 5-13.

COLARDELLE Michel, CHEVALIER Denis, « Un musée des civilisations de l’Europe et de la Méditerranée à Marseille. Pourquoi et comment ? », *Europa e Musei. Identità e rappresentazioni*, Turin, Celid, 2001.

FRANÇOIS Étienne, SERRIER Thomas, « Lieux de mémoire européens », *Documentation photographique*, N° 8087, 2012.

FRANÇOIS Étienne, SERRIER Thomas (dir.), *Europa, notre histoire. L’héritage européen depuis Homère*, Paris, Les Arènes, 2017.

FRANÇOIS Étienne, « L’émergence d’une mémoire européenne », in JEANNENEY Jean-Noël et JOUTARD Philippe (dir.), *Du bon usage des grands hommes en Europe*, Paris, Perrin, 2003, p. 112-126.

FRANK Robert (dir.), *Les identités européennes au XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.

FRANK Robert, « Les contretemps de l’aventure européenne », *Vingtième Siècle, revue d’histoire*, n° 60, octobre-décembre 1998, pp. 82-101.

GENSBURGER Sarah, LAVABRE Marie-Claire, « D’une ‘mémoire’européenne à l’européanisation de la ‘mémoire’ », *Politique européenne*, 2012/2, n° 37, pp. 9-17.

HABERMAS Jürgen, « Struggles for Recognition in the Democratic Constitutional State », dans : TAYLOR Charles, et GUTMANN Amy (éds), *Multiculturalism : Examining the Politics of Recognition*, Princeton, Princeton University Press, 1994, pp. 107-148.

HARTOG François, REVEL Jacques, (dir.), *Les Usages politiques du passé*, Paris, Editions de l’EHESS, 2001.

LEDoux Sébastien, *Le temps du devoir de mémoire des années 1970 à nos jours*. Thèse de doctorat : histoire contemporaine, Paris,

Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

MAUREL C., « Démonter le discours idéologique sur l’histoire de l’Europe », *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique* [en ligne], 124 | 2014, mis en ligne le 1^{er} juillet 2014. URL:http://journals.openedition.org/chrhc/3793. [Dernière consultation le 17 avril 2020 – p. 3].

MAZÉ Camille, *La Fabrique de l’identité européenne. Dans les coulisses des musées de l’Europe*, Paris, Belin, Socio-histoires, 2014.

MAZÉ Camille, « Des usages politiques du musée à l’échelle européenne », *Politique européenne*, 2012/2, n° 37, p. 81.

MORIN Edgar, *Penser l’Europe*, Paris, Gallimard, 1987.

NABLI Béligh, « Identité européenne et communauté politique », *La Revue internationale et stratégique*, n° 66, été 2007, 11 p.

PASSERINI Luisa (dir.), *Figures d’Europe, [Actes du colloque organisé par l’Institut universitaire européen de Florence, Italie, avril 2002]*, Bruxelles, Bern, Berlin, etc., PIE P. Lang, 2003.

PRUTSCH Markus J., *Recherche pour la commission CULT – L’identité européenne*, Bruxelles, Parlement européen, département thématique des politiques structurelles et de cohésion, 2017, p. 17.

SIMANSONS Raivis, *Europe’s journey to modernity: developing the House of european history in Brussels*. Thèse de doctorat : Études muséales, Université de Leicester, Royaume-Uni, soutenue en juin 2018.

SOUFFLOT de MAGNY Renaud, « L’identité européenne. Perception et construction », Presses *Universitaires de France*, « *Relations internationales* », 2009/4 n° 140, pp. 103-112.

VOVK Van GAAL Taja, “Introduction”, *Interactions – Temporary Exhibition Catalogue*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2017, pp. 7-8 et p. 14.

WAHNICH Sophie, « Les Musées d’histoire au XX^e siècle en Europe », *Études*, 2005/7-8, t. 403, pp 29-41.

WEISBEIN Julien, « Citoyenneté européenne et espace public: dimensions horizontale et verticale », in CAUTRES Bruno (dir.), *La citoyenneté européenne, Problèmes politiques et sociaux*, La documentation française, n° 901, juin 2004, pp. 47-49.

WELLE Klaus, “The making of the House of european history. How was it possible?”, in *Creating the House of european history, Luxembourg, Publications Office or the European Union*, 2018.

WERNER Michael, « Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande. Les expériences du *Deutsches Historisches Museum* (Berlin) et du *Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland* (Bonn) », in HARTOG François, REVEL Jacques, (dir.), *Les Usages politiques du passé*, Paris, Editions de l’EHESS, 2001

51 SMILANSKY Blandine, “Learning and audiences”, *Ibid.*, p. 27.

52 Entretien avec Christine DUPONT, *ref.cit.*

Entretien avec
Christophe Batardy,
docteur en histoire
Autour du Programme
commun de la gauche

La publication de votre thèse de doctorat sur le Programme commun intervient presque ½ siècle après la signature d'un accord entre les trois forces principales qui composent la gauche du début des années 1970, PCF, PS et Radicaux de gauche. Le temps de l'histoire – et de l'historien – est-il venu pour comprendre le processus qui se met en place à l'époque ?

Quarante ans après la victoire de François Mitterrand en mai 1981 il est temps de revenir sur la décennie 1971-1981 marquée également à gauche par un évènement quelque peu oublié qui est celui de la signature du Programme commun en juillet 1972. Il convient de porter un regard différent de celui des militants de cette époque, regard emprunt souvent tout à la fois de nostalgie – les bons mots de Georges Marchais à la télévision et la remontée de la rue Soufflot par François Mitterrand en mai 1981 – mais aussi d'amertume suite au « tournant » de la

rigueur en 1983, incarnant pour beaucoup une forme de trahison sociale. Il s'agit de sortir de la tradition historiographique de l'union de la gauche qui s'attache plus volontiers à écrire l'histoire des vainqueurs à savoir les socialistes, oubliant le poids et l'influence du PCF dans les années 1970. Cette Historiographie qui laisse sous-entendre que la stratégie mitterrandienne de rééquilibrage de la gauche au profit du PS, et au détriment de l'allié communiste, était gagnée d'avance et donc que l'Histoire était déjà écrite aboutissant tout naturellement à la victoire du candidat socialiste en mai 1981. Or cette période qui s'écoule du congrès d'Épinay en juin 1971 à la victoire de François Mitterrand en mai 1981 ne peut être considérée comme une simple parenthèse aboutissant naturellement à la victoire à l'élection présidentielle. Car si l'Union de la gauche avec son programme impose ses thèmes dans le débat public, elle ne parvient pas à gagner lors de cette décennie



les élections nationales – législatives de 1973, présidentielle de 1974, législatives de 1978. C'est une histoire qui est donc loin d'être linéaire même si les images inscrites dans les mémoires de la remontée de la rue Soufflot par François Mitterrand jusqu'au Panthéon le 21 mai 1981 peuvent en donner l'illusion.

C'est une décennie au cours de laquelle la gauche impose la notion de contrat avec l'électeur à travers l'adoption de résolutions, de communiqués, de programmes. Elle promet de *Changer la vie* comme le rappelle Serge Reggiani à Michel Piccoli dans le film de Claude Sautet « Vincent, François, Paul et les autres », en 1974. Jamais, depuis lors, l'électeur de gauche n'a autant espéré. Alors oui ! Il est temps de revenir sur le « moment Programme commun » pour reprendre l'expression de Marc Lazar¹, afin de mieux comprendre ce temps où la gauche propose un programme partagé malgré des divergences. Un programme qui impose les termes du débat, qui divise la société française, marqué alors par un affrontement électoral droite/gauche, mais qui entraîne des taux de participation aux élections de plus de

80 % des inscrits – bien au-delà des chiffres obtenus ces dernières années.

Alors même que l'appellation « de Gauche » n'est plus guère revendiquée en 2021 et que l'idée même de programme semble étrangère aux formations politiques, cette période offre donc des éclairages utiles².

Ce travail est issu de sources multiples. Quels sont les supports que vous avez principalement utilisés ? Avez-vous vu des archives nouvelles ?

L'originalité de cette recherche ne réside pas tant dans l'utilisation de sources inédites, que dans la confrontation d'archives diverses.

L'analyse propose un regard croisé portant sur les deux principales formations politiques à gauche à l'époque à savoir le PCF et le PS. Les archives des organes centraux de ces deux formations sont consultables aux Archives départementales de Bobigny pour le PCF et à la Fondation Jean Jaurès (FJJ) pour celles du PS. Plusieurs archives des fédérations départementales de ces deux organisations ont également été consultées pour donner un éclairage local. Et, certaines d'entre elles, de par la qualité de leurs documents, complètent les archives des organes centraux (par exemple les archives de la fédération du PCF en Isère conservées aux AD de Grenoble). Le Centre d'Histoire du Travail à Nantes (le CHT) met à disposition les archives du dirigeant socialiste Jean Poperen, ce qui constitue un fonds essentiel pour comprendre le PS au cours du moment Programme commun. Les notes qu'il prend à l'occasion de certaines réunions (Bureau Exécutif, Secrétariat) permettent en effet de connaître la teneur des débats au sein de certains moments clés de la vie du PS, mais aussi lors des rencontres au sommet – pour reprendre le terme de l'époque – entre dirigeants communistes, socialistes et radicaux de gauche. À ce titre, la simple feuille

1 Marc Lazar dans, *L'Union sans Unité*, PUR, Rennes, 2010.

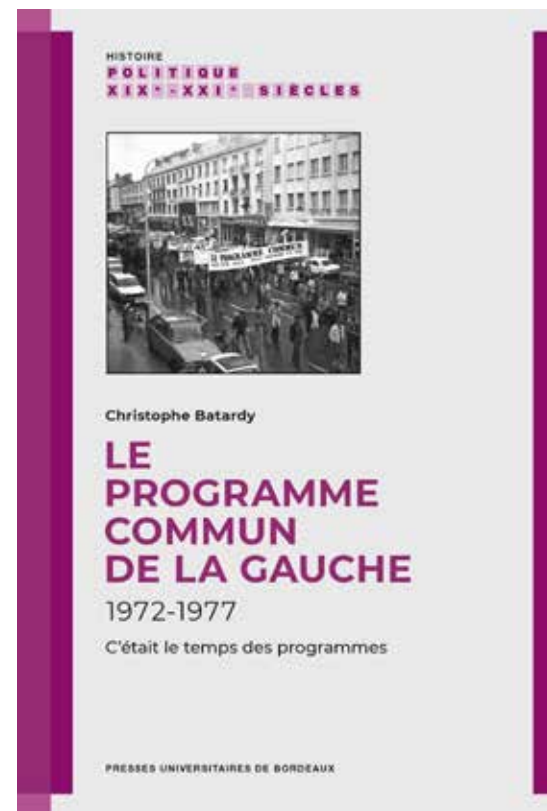
2 France Culture, *Concordance des Temps*

contenant les notes prises par Jean Poperen lors de la rencontre au sommet du 19 octobre 1972 constitue un document incontournable pour comprendre le moment Programme commun. Il permet presque d'entendre ce qui sera tout au long de ces années l'attitude du PS lors de ce « moment Programme commun » : à savoir une fidélité stratégique à l'Union, mais sur le terrain, l'adoption d'une tactique réduisant les actions communes avec les communistes au strict minimum, en raison de la prépondérance militante de ces derniers. Ce document permet par ailleurs à travers les retranscriptions des échanges, d'« entendre » le radical de gauche Jean Filippi qui donne son avis sur l'Union de la gauche, lui qui fut secrétaire général aux Affaires économiques de Vichy de juillet 1941 à juin 1942.

Les archives privées de Charles Fiterman – alors officieusement numéro 2 du PCF – conservées aux Archives Nationales, contiennent de très précieuses notes, prises en réunion qui sont essentielles pour comprendre la période correspondant à l'actualisation du Programme commun (avril 1977 – septembre 1977).

De leur côté, les archives de la Présidence de la République offrent un éclairage sur le regard porté par la Droite sur le programme de la gauche, avec des dossiers rédigés dès juillet 1972 par des conseillers techniques, des chargés de mission, des membres du conseil d'État. La Droite peine à répondre dans les années qui suivent, sur le terrain programmatique.

Le fonds documentaire de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) consulté à Rennes a permis de réécouter les débats des émissions politiques de l'époque et de restituer les temps d'antenne par personnalité et donc leur poids médiatique. La télévision joue un rôle important, même crucial, au moment



de l'actualisation du Programme commun en septembre 1977. Les débats sont alors interrompus pour que Georges Marchais et François Mitterrand puissent répondre aux sollicitations du direct à l'Antenne. Cette médiatisation est l'une des hypothèses d'explication de la rupture des négociations.

Enfin les archives de police – celles des Renseignements généraux (ministère de l'Intérieur) – permettent comme la presse, mais parfois de façon plus précise, de saisir la manière dont se passe l'Union sur le terrain. Les comptes rendus des officiers de police donnent en effet des indications sur les assistances aux meetings, ou mentionnent les actions menées sur le terrain comme les distributions de tracts devant les usines.

Les archives du PCF, déposées au Centre des AD de Bobigny ont-elles été particulièrement importantes ?

Pour faire le lien avec la question précédente, la seule archive originale utilisée

est peut-être celle dite des « cahiers de la misère et de l'espoir ». Censés recueillir en janvier 1977 la parole de celles et ceux qui connaissent alors les plus grandes difficultés sociales, des centaines de cahiers sont proposés par les militants communistes, sur les marchés, à l'occasion de porte-à-porte dans les cages d'escalier... à tout un chacun. Pensée dans le cadre d'une action de propagande juste avant les élections municipales, cette opération a lieu l'année où le million de chômeurs est atteint (deux millions en 1983). Même si ce recueil de témoignages n'a pas eu alors l'ampleur souhaitée par la direction communiste (et au premier chef, Pierre Juquin tout nouveau responsable du secteur de la propagande en remplacement de René Piquet), les doléances recueillies sont celles des classes populaires, alors que la crise fait durablement sentir ses effets et que la désindustrialisation frappe de plein fouet de nombreuses régions. Bien que partiel, ce recensement est l'une des rares sources permettant avec les sondages de tenter de saisir l'état de l'opinion publique à l'époque.

L'écoute de certains des enregistrements des sessions du Comité Central (CC) du PCF permet aussi de se rendre compte de conflits latents au sein de cette instance, surtout considérée – à juste titre – comme une simple chambre d'enregistrement des décisions du Bureau Politique et du Secrétariat. C'est le cas en avril 1978 avec l'affrontement verbal entre Charles Fiterman et Henri Fizbin, alors secrétaire fédéral de la Fédération de Paris, la plus puissante du Parti. Par ailleurs certains CC revêtent une grande importance pour comprendre le moment programme commun. C'est le cas de celui du 9 septembre 1977. Charles Fiterman expose devant les membres du CC le mandat qui sera celui de la délégation communiste pour l'actualisation du Programme commun

le 14 septembre, à savoir l'obtention d'un accord mais avec des « divergences », ce que les militants communistes ne sauront jamais car cela ne sera pas publié dans *L'Humanité* comme cela l'était l'habitude. On comprend ainsi qu'à ce moment-là, la direction du PCF ne souhaite pas l'échec des négociations mais tente de préserver son originalité au sein de l'Union de la gauche. Cela revient donc à réinterroger les raisons de l'échec des discussions le 23 septembre 1977.

Les archives des dirigeants communistes apportent également certains éclairages. Ainsi le fonds Georges Marchais comporte une version écrite de son rapport devant le CC du 29 juin 1972 pour lequel il n'y a pas d'enregistrement sonore. Or cette version écrite n'est pas celle qui sera publiée dans l'« Union est un combat » en 1975 et qui sera appelée dans la presse le « rapport secret ». Certaines archives personnelles de tel ou tel dirigeant communiste contiennent par ailleurs des prises de notes lors de réunions au sein des instances de la direction communiste comme les BP. Ces notes s'avèrent précieuses pour saisir les processus de prise de décision au sein du PCF. C'est le cas en mai 1977, au moment de l'adoption du rapport présenté par Jean Kanapa actant la conversion de la direction du PCF à l'adoption de la force de frappe (nucléaire stratégique), avant même le début des discussions avec les socialistes sur l'actualisation du Programme commun. Charles Fiterman et Gaston Plissonnier doutent de la validité du calendrier adopté pour cette conversion et s'opposent alors à Georges Marchais. Ces rares traces montrent que des divergences s'expriment au sein de la direction communiste. Mais bien entendu celles-ci ne sont pas rendues publiques en raison du mode de fonctionnement du PCF – centralisme démocratique, absence

de tendances – c'est-à-dire en raison d'un manque de fonctionnement démocratique.

Vous avez recueilli de nombreux témoignages pour cette recherche. Dans quel état d'esprit se trouvaient vos témoins par rapport à ce « moment programme commun » ? (PCF et PS)

Les témoignages recueillis constituent la seule source créée par l'historien lui-même. Les témoins rechignent généralement dans un premier temps à revenir sur cette période. De manière classique, ils jugent au premier abord que c'est une période lointaine, empreinte d'une certaine forme de nostalgie, celle de leur pleine activité de militant. Mais tous prolongent finalement l'entretien au-delà de ce qui était initialement prévu. Les lieux de l'interview témoignent du capital social et économique des personnes interviewées. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement ont été interviewés dans les locaux de leur fondation alors que les dirigeants communistes René Piquet, Pierre Juquin, et Roland Leroy l'ont été à leur domicile.

Pour les dirigeants socialistes le moment Programme commun pèse peu au regard de la période qui suit, à leur arrivée au pouvoir en mai 1981, et aux fonctions ministérielles qu'ils ont pour certains exercées. Leur propre programme, « Changer la vie », adopté à peine quelques semaines plus tôt, en mars 1972, raisonne plus pour eux. Réécrivant en partie l'histoire de leur organisation, ils évoquent une parenthèse, un passage obligé via un Programme commun auquel ils n'auraient pas attaché d'importance. Ainsi, Jean Pierre Cot minimise-t-il l'importance du texte jugeant *a posteriori* avec ironie que ce n'était « quand même pas le petit livre rouge ». Seule compte la victoire de François Mitterrand et donc la victoire d'un socialiste. Ils oublient qu'alors, sans les militants

communistes présents lors des *meetings* de la Porte de Versailles en 1972 et 1974, les rangs auraient été plus clairsemés. Mais, à l'époque, ils en avaient parfaitement conscience.

Pour les anciens dirigeants communistes, cela ramène à une période ambiguë. Celle de l'apogée militante de leur formation sous la V^e République, mais également une période au cours de laquelle le PS devient à gauche la première force électorale. Certains communistes évoquent spontanément au cours de l'entretien la fameuse phrase de Marchais en disant avec sourire « Liliane, fais les valises... ». Ils tentent peut-être ainsi de sauver la face en se souvenant de ce bon mot (*cf. infra*) qui joue comme une revanche de l'histoire face à la marginalisation progressive de leur organisation depuis le début des années 1980. Philippe Herzog, Pierre Juquin et Charles Fiterman ont été interrogés plus spécifiquement sur les dernières heures des discussions portant sur l'actualisation du Programme commun. Ils éprouvent des difficultés à expliquer les raisons de l'échec, de ce qui devient finalement une rupture au fil des mois. Aucun ne parvient à expliquer ce moment si ce n'est en évoquant la volonté d'un seul, Georges Marchais, jugé responsable de l'échec en raison de son intransigeance à propos du nombre de filiales à nationaliser. Et aucun d'entre eux ne se souvient du mandat validé pourtant le 9 septembre devant le CC.

Dans les « mémoires » des principaux dirigeants socialistes apparaît l'idée que le PS a cherché par l'alliance avec le PCF à se renforcer, voire à prendre l'avantage électoralement. Est-ce réellement une stratégie préconçue par l'entourage de F. Mitterrand ? Cette thèse souvent reprise, par G. Marchais lui-même lorsqu'il explique la rupture quelques années plus tard, correspond-elle à une réalité ou est-ce un mythe ?

Au congrès d'Épinay de juin 1971



Georges Marchais (secrétaire général du PCF), © Centre d'Histoire du Travail (CHT, Nantes).

François Mitterrand indique vouloir rééquilibrer la gauche : « Je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou reconquérir le terrain perdu sur les communistes. Je pense qu'il n'est pas normal qu'il y ait aujourd'hui cinq millions, et quelques fois plus de Françaises et de Français qui choisissent le Parti communiste sur le terrain des luttes, et même sur le terrain électoral, parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti qui défend leurs intérêts légitimes, c'est-à-dire leur vie³. »

Une dépêche de l'AFP reprend les propos de François Mitterrand prononcés devant l'Internationale socialiste le 28 juin 1972. « Notre objectif fondamental c'est de refaire un grand PS sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes trois peuvent voter socialiste. » Interrogé à ce propos Georges Marchais répond alors :

« Que François Mitterrand ait le souci de renforcer le PS je le comprends fort bien... Nous avons aussi la volonté de renforcer le PCF. Mais ce n'est pas au détriment de nos partenaires..., nous voulons gagner les hommes et les femmes qui sont encore sous l'influence de la réaction⁴. » Même si ces propos n'ont peut-être jamais été prononcés comme le démontre Gilles Vergnon⁵, ils sont utilisés à partir de 1975 par le PCF pour dénoncer une soi-disant duplicité originelle des socialistes, alors même que c'est le PS qui profite le plus électoralement à gauche de l'alliance autour du Programme commun. Dans le cadre de l'alliance, la question de la prédominance électorale est un enjeu tout au long du moment Programme commun. Même si aux élections municipales de 1977 et dans les villes de plus 30 000 habitants des listes communes défendent l'Union

3 FJJ, base de données des débats, congrès d'Épinay, le 13 juin 1971.

de la gauche, les semaines qui précédèrent donnèrent lieu à d’âpres négociations pour savoir qui d’un communiste ou d’un socialiste devait être tête de liste.

Là où il y a mythe, c’est dans les affirmations selon lesquelles la stratégie Mitterrandienne ne pouvait que réussir. Car la force militante du PCF est sans commune mesure avec celle du PS. Le 19 octobre 1972 à l’occasion de la rencontre au sommet déjà évoquée, François Mitterrand concède en s’adressant aux représentants communistes « Vous êtes organisés ». Le PCF compte alors 315 000 adhérents selon les RG. Soit 3 à 4 fois plus que le PS. Le PS n’est pas un parti de masse. Ce jour-là François Mitterrand concède l’organisation d’un meeting commun à Paris. Mais il sait d’avance que ce jour-là l’assistance sera composée très majoritairement de communistes.

La victoire électorale de François Mitterrand en mai 1981 tend à réécrire l’histoire des rapports avec les communistes qui deviennent les vaincus. Certes, en 1976 à l’occasion des élections cantonales, le PS devient premier parti à gauche, mais le PCF ne cesse de gagner des adhérents.

Dans l’esprit de F. Mitterrand et de son entourage proche, l’élection présidentielle de 1974 qui en fait le grand leader de l’opposition et la solution de remplacement aux droites n’acte-t-elle pas déjà la rupture du Programme commun ? Ou est-ce un mouvement progressif ? Plus tardif ?

En 1974 François Mitterrand et son équipe de campagne Tour Montparnasse ne mènent pas campagne avec pour porte-drapeau le Programme commun. Mais le PS n’opte pas néanmoins pour une stratégie de rechange. Pour cette campagne électorale, le PCF lance toutes ses forces militantes dans la bataille. Les

archives de la direction communiste montrent que les dirigeants communistes considèrent après l’élection que le Parti a trouvé toute sa place. Surviennent les élections législatives partielles d’octobre 1974 qui montrent que c’est le PS qui profite le plus de la dynamique de l’Union de la gauche. Dans les années 1980, les communistes parleront d’erreur à propos du fait de ne pas avoir présenté de candidature communiste à l’occasion de l’élection présidentielle de 1974. Ces élections partielles déclenchent une période de polémiques entre le PCF et le PS qui durera jusqu’en juin 1976. Le PCF publie *L’Union est un combat* aux Editions sociales en 1975. C’est un ouvrage à destination des militants qui reprend, entre autres, les propos prononcés par Georges Marchais en juin 1972. Même si celui-ci demande au CC d’approuver l’accord, il exprime des doutes pour l’avenir de son Parti. Chargé pour le PS d’un rapport à propos de ce texte, Lionel Jospin considère que cela démontre que le PCF a, dès le départ, une ligne politique qui est celle de l’Unité mais qu’il peut y renoncer « par opportunité » car le PCF a une stratégie que la tactique peut contredire.

Mais, même si le PCF doute, il poursuit jusqu’en septembre 1977 sa stratégie actée par la signature du *Programme commun*. Exposé devant le CC, le mandat de la délégation communiste en septembre 1977 est d’aller aux négociations en actant des divergences. En septembre 1977, le PCF veut préserver la place du Parti, fait de la surenchère à propos du nombre de filiales à nationaliser pour préserver un marqueur propre et finit à ce double jeu par faire capoter les discussions. Or, il n’a pas de stratégie de rechange. Si la volonté de rompre a existé dans la tête des négociateurs communistes elle n’a peut-être véritablement existé que dans les 10 minutes qui suivent

la présentation par Jacques Attali des dernières propositions socialistes en matière de nationalisation (document appelé les 9 points)⁶.

La fin des négociations portant sur l’actualisation du *Programme commun* a lieu en septembre 1977, mais les dirigeants ne parlent de rupture que quelques mois plus tard... Après l’élection présidentielle de 1974 les futures élections nationales prévues sont les élections législatives de 1978. Il n’est pas prévu de changer de Programme d’ici là. Surtout que, même si l’élection présidentielle est perdue pour la gauche en 1974, tout le monde sent que la gauche peut l’emporter le coup d’après. Les élections cantonales de 1976 puis les élections municipales de 1977 confirment la dynamique qui est favorable à la gauche, et de nombreux observateurs prédisent une victoire certaine de l’Union de la gauche en mars 1978.

Votre thèse met en évidence un décalage entre les stratégies de ceux qui dirigent les partis, qui semblent très complexes, et les perceptions qu’ont les militants de l’époque de l’accord des gauches. Pourriez-vous résumer l’état d’esprit de la base dans les diverses forces ?

Les stratégies ne deviennent complexes qu’en 1977. Auparavant chacun tente de vivre avec le *Programme commun* qui est le programme des trois forces signataires. En 1977, dans le cadre des négociations portant sur l’actualisation du Programme commun, le PCF tente d’obtenir un marqueur identitaire à travers la surenchère sur les nationalisations.

Il est difficile d’apporter une réponse car cela revient à évaluer l’état de l’opinion des militants. La seule façon objective de mesurer l’état d’esprit des militants est de se rapporter



Affiche CGT (CHT, Nantes).

aux sondages ou à certaines notes internes retrouvées dans les archives des formations. En 1973, une note interne au PS conservé dans les archives de Jean Poperen montre que si le report des voix au second tour s’était mieux effectué, le PCF aurait eu 10 députés de plus et le PS, 2. De nombreux électeurs socialistes rechignent à voter communiste. Comme le précise François Mitterrand le 19 octobre à l’occasion de la rencontre au sommet déjà évoquée, l’électorat socialiste est « plus à droite ». Au cours du moment programme commun, un électeur communiste a plus facilement voté pour un candidat socialiste que l’inverse au second tour d’une élection. Et en 1974 François Mitterrand est seul candidat de l’Union de la gauche. Le PCF entérine donc à cette occasion le fait qu’il soit impossible dans le cadre des institutions de la V^e République d’élire un président de la République communiste.

Il est possible à partir de 1977 de considérer que l’électorat communiste reste

6 Le Monde, 24 septembre 1977.

4 L’Humanité, 1^{er} juillet 1972.

5 Gilles Vergnon, « Convaincre du Programme commun ? François Mitterrand et les grands partis socialistes européens », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L’Union sans Unité*, Rennes, PUR, 2010.

L'entretien des cahiers

plus unitaire que l'appareil communiste, voire que la base militante. L'électorat communiste aura du mal à suivre le PCF quand il dénoncera le virage à droite du PS. En 1981, Georges Marchais obtient 15 % des voix. À l'inverse, au PS, l'appareil reste unitaire pour deux. En 1981, les 110 propositions de François Mitterrand reprennent la quasi-totalité du contenu du Programme commun. En 1981, les nationalisations prévues dix ans plus tôt deviennent une réalité.

D'un point de vue des idées, on a souvent dit que le point de divergence qui suscitait les conflits au moment de la renégociation du Programme commun voulu par le PCF tournait autour de la question des nationalisations. Est-ce l'arbre qui cache la forêt de désaccords plus profonds ?

La question des nationalisations est le dernier point abordé en juin 1972. À l'époque, le PCF souhaite la nationalisation de 25 groupes industriels. François Mitterrand menace de rompre les négociations à propos de la nationalisation de la sidérurgie souhaitée par le PCF. Finalement le Programme commun propose une prise de participation majoritaire dans ce secteur, la nationalisation de la totalité du secteur bancaire et financier et de 9 groupes industriels. En septembre 1977, l'essentiel des discussions lors des rencontres au sommet des 14, 21, 22 et 23 septembre porte à nouveau sur la question des nationalisations, mais plus précisément sur le nombre d'entreprises à nationaliser *via* la définition des filiales de ces neuf groupes. Le terme de « filiale » n'avait pas été employé dans le Programme commun.

À 23 h 30, le 22 septembre, la délégation socialiste remet un document appelé dans la presse « document en 9 points » rédigé par Jacques Attali alors conseiller technique,

présent ce jour-là sans être membre à part entière de la délégation socialiste. Le PS accepte la nationalisation totale d'une entreprise détenue à 98 % par un des groupes, et la nationalisation des participations dans les filiales quand cette participation est inférieure. Comme le résume le document « Ainsi sera nationalisé, dans le strict respect du programme commun, tout ce que possèdent ces 9 groupes industriels ». Comme le précise le verbatim des discussions dans *l'Humanité*, malgré cette proposition, dix minutes plus tard la délégation communiste revient à la table des discussions pour annoncer l'impossibilité de se mettre d'accord sur cette question.

Malgré un bilan des discussions du groupe des 15 jugé fin juillet positif dans *l'Humanité*, les rencontres de septembre ne devaient régler que quelques points de divergence. Les délégations se quittent donc le 23 septembre pour ne plus se rencontrer. La gauche en 1978 se présente aux élections législatives avec chacune un programme actualisé.

Le désaccord n'est pas stratégique, il est tactique. Le PCF a besoin de divergences pour s'affirmer face à un PS qui gagne du terrain électoralement. Il choisit la question des nationalisations.

Rien ne permet de comprendre cette question du nombre de filiales si n'est pas connu le mandat de la délégation communiste énoncé le 9 septembre devant le CC. Mais ce point de divergence utilisé est à ce point un marqueur identitaire, qu'il devient un point de rupture. La délégation communiste ne propose pas à la délégation socialiste d'acter une version actualisée du Programme commun avec des divergences. Et de fait cela semble impossible car cela voudrait dire que les deux partis ne sont pas d'accord sur ce qui est considéré comme



François Mitterrand
(CHT, Nantes)

le point central de leur programme. Les négociateurs communistes interrogés (Pierre Juquin, Charles Fiterman et Philippe Herzog) font porter la responsabilité de cette décision à Georges Marchais qui aurait décidé seul de ne pas aboutir à un accord. Mais aucun ne témoigne avoir exprimé alors un désaccord. Ils assument la décision. Ils ne s'en doutent peut-être pas sur le moment, mais les discussions ne reprendront jamais.

Cette question des nationalisations cache surtout la question du leadership à gauche. Le PCF tente d'exister au risque de la désunion. En avril 1978 suite aux élections perdues, Henri Fizbin premier secrétaire de la fédération communiste de Paris s'oppose à Charles Fiterman au cours d'un CC. Il ne comprend pas que le mandat du 9 septembre n'ait pas été respecté.

On a souvent retenu de cet épisode de la rupture la célèbre phrase de G. Marchais, « Liliane, fait les valises on rentre à Paris » : prononcée à la télévision devant Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach. Dans cet extrait où le dirigeant communiste est très en colère, et où il explique qu'il a compris durant l'été 1977 que le PS n'appliquerait pas les mesures de l'accord s'il parvenait au pouvoir, on ressent chez lui une vive amertume. Les dirigeants communistes croyaient-ils à un accord sincère ? Ont-ils fait preuve de naïveté, ou se pensaient-ils suffisamment forts pour continuer à dominer le PS ?

Les propos de Georges Marchais dont il est fait mention dans la question sont prononcés à l'émission *Cartes sur table* en janvier 1980. Contrairement à la mémoire militante Georges Marchais ne prononce pas le prénom Liliane. Et le lendemain dans *L'Humanité* la phrase jugée sans doute trop misogyne est transformée et devient « On

fait les valises et on rentre à Paris ». Mais il ne rentre pas précipitamment de Corse fin juillet 1977. Il assiste au BP du 3 août comme cela était prévu.

Celui qui sera candidat à l'élection présidentielle de 1981, tente d'expliquer que la rupture de septembre 1977 n'a pas eu lieu à propos d'une mesquine histoire du nombre de filiales, mais à propos d'une question plus essentielle, celle de la défense nationale. Il tente de montrer qu'à ce moment-là le PS, qui propose par la voix de François Mitterrand un référendum sur cette question, trahit l'esprit du Programme commun alors que les négociations sur l'actualisation sont en cours. Or c'est le PCF qui s'est converti en mai 1977 à l'armement stratégique (force de frappe), avant même le début des discussions portant sur l'actualisation. Cette conversion, si elle affirme la volonté communiste d'accéder au pouvoir, a également pour objectif de mettre en difficulté le PS qui n'a toujours pas pris en interne de décision collective et qui donc s'en tient toujours au contenu du Programme commun (maintien de l'armement tactique mais renoncement à l'armement stratégique).

Dès 1964, le PCF souhaite pour sortir de son isolement, la signature d'un Programme commun. Le programme adopté en 1972 est publié au format de poche et fait l'objet d'une intense campagne de propagande de la part du PCF. Le PS se détourne peu à peu localement des alliances dites de Troisième force. La SFIO n'est plus et le PS se « gauchise » (programme Changer la Vie). Le PS est sincèrement favorable au contenu programmatique du texte même s'il n'en fait pas son « petit livre rouge ». Par ailleurs le PCF gagne des militants venus au Parti en raison du Programme commun et de l'Union de la gauche. La stratégie



François Mitterrand et Pierre Mauroy (CHT, Nantes).

« Programme commun » est favorable au PCF, même si les communistes observent que peu à peu le PS devient le premier parti à gauche. Mais le PCF est fort de sa force militante, de sa galaxie communiste (relais au sein de la CGT, Secours Populaire, sections d'entreprise et d'établissements scolaires, Tourisme et Travail, FSGT). Au-delà des scores électoraux, le poids de la culture communiste au sein de la société française garantit une place à part au PCF. Cette

place du Parti dans la société française est une préoccupation constante pour tous les secrétaires généraux du PCF.

Entre décembre 2020 et juin 2021, les gauches ont eu à célébrer divers événements commémoratifs : congrès de Tours donnant naissance au PCF (décembre), commune de Paris (printemps), victoire de F. Mitterrand en 1981 (mai), congrès d'Épinay du PS (juin)... En 2022, année électorale, ce sera le 50^e anniversaire de la

signature du Programme commun de la Gauche, voyez-vous venir un cycle commémoratif? Que reste-t-il aujourd’hui du Programme commun dans la mémoire des gauches?

En 1978 une vaste enquête menée par la SOFRES pour le compte du CEVIPOF et du CNRS auprès de 4 500 individus offre une photographie de l’opinion juste après le second tour des élections législatives. Près de 50 % des sondés se disent « très favorables » ou « favorables » aux nationalisations. Dans les années 1970, la gauche impose les termes du débat politique.

En 2021-2022 la situation à gauche a bien changé. Il y a un bien un cycle commémoratif pour la gauche, mais dans un contexte où celle-ci est en difficulté électorale et a perdu la bataille de l’hégémonie culturelle. Qui plus est, dans le cadre de ces commémorations la victoire de François Mitterrand l’emporte sur le reste, signe également de la présidentialisation du régime. L’anniversaire des 50 ans du congrès d’Épinay n’a pas véritablement été fêté. Dans le cadre de l’année électorale en 2022, il est possible que les questions programmatiques, et la question de l’unité à gauche (candidature commune ?) remettent à l’honneur cette période au cours de laquelle les gauches, malgré leurs divergences, ont su s’allier autour d’un programme.

Il reste par ailleurs le nom de ce programme. Même si le vrai nom est *Programme commun de gouvernement*, il est très vite question dès 1972 plus simplement de Programme commun. En 2021 quand un homme politique de gauche aborde la question de l’Union et s’il le fait en parlant de programme, il lui est difficile d’utiliser à ce propos un autre qualificatif que celui de « commun ». Il pourrait parler de programme « partagé » mais l’Histoire le rattrape peut-

être à travers ce vocabulaire qui s’impose. Même si le terme de gauche est récusé par bon nombre de forces politiques comme la France Insoumise par exemple, il n’en reste pas moins qu’il manque à la gauche un socle idéologique commun, qu’il soit qualifié de social-démocrate ou de rupture. Paradoxalement, alors que la vague libérale a tout emporté dans les années 1980, justifiant de s’entendre, il manque à la gauche cette volonté de renouer avec l’idée d’entente autour de principes communs et donc d’un programme fut-ce-t-il *a minima*.

Revenir sur ce programme de 1972 permettrait de revenir sur les mesures proposées et appliquées depuis (dont certaines par la droite après 1974), mais aussi de s’interroger sur les combats non abordés à l’époque comme le féminisme, l’écologie et les retards pris à gauche dans l’intégration de ces questions. Par exemple, en 1972, la gauche ne prend pas en compte l’importance du rapport Meadows enfermée qu’elle est dans une vision productiviste de la société. Par ailleurs retravailler ces questions programmatiques permettrait de s’interroger sur la conversion à l’armement nucléaire en 1977-1978 qui n’a plus été discuté à gauche malgré un changement conséquent d’environnement géopolitique depuis.

Revenir sur cette période offrirait peut-être des éclairages pour mieux appréhender les échéances électorales futures et tenter de gagner à nouveau la bataille de l’hégémonie culturelle en France détenue depuis de nombreuses années par l’extrême droite. ■

Frédéric Cépède

Historien, journaliste, archiviste de l’OURS

Arthur Delaporte

Agrégé d’histoire, est secrétaire général adjoint de l’OURS.

L’Office universitaire de recherche socialiste (OURS) : archives, histoire et mémoire du mouvement socialiste français

Connu et fréquenté par tous ceux – étudiant.e.s, chercheur.e.s, militant.e.s, citoyen.ne.s, Français et étrangers – qui s’intéressent à l’histoire et à la mémoire du mouvement socialiste, l’Office universitaire de recherche socialiste (OURS) est à la fois un centre d’archives et de documentation¹ (plus de 11 000 livres et brochures dans la bibliothèque, près de 1 000 collections de périodiques, des photographies, des affiches, tracts, disques, films...) et un lieu de réflexions et de recherche². Il édite un mensuel, une revue semestrielle et publie

des ouvrages. Membre fondateur en 2000 du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (Codhos), il poursuit aujourd’hui ses activités dans un environnement archivistique et scientifique profondément bouleversé depuis sa création en juin 1969, par Guy Mollet (1905-1975).

L’OURS, formation et sauvegarde

Un retour rapide sur l’histoire des archives politiques et associatives de la gauche est nécessaire pour comprendre la place singulière de l’OURS : l’office est créé en

1 Cf., Son action dans la sauvegarde de la mémoire et de l’histoire du mouvement socialiste en France est abordée dans plusieurs thèses et travaux: Fabrice d’Almeida, *Histoire et politique en France et en Italie: l’exemple des socialistes, 1945-1983*, préface de G. Arfè, École Française de Rome BEFAR 302, 1998, 629 p.; Philippe Marlière, « La mémoire socialiste. Un cas d’étude sociologique du rapport au passé », 528 p., thèse de doctorat de sciences politiques et sociales, Institut universitaire européen, Florence, mai 2000, sous la direction de S. Lukes (éditée en 2008 chez L’Harmattan); P. Marlière, « L’OURS: trajectoire d’un lieu de mémoire socialiste », dans *Associations et champ politique, La loi de 1901 à l’épreuve du siècle*, (sous la dir. de) Cl. Andrieu, G. le Beguec, D. Tartakowsky, Publications de la Sorbonne, 2001; Vincent Chambarlhac, « Le parti et ses archives: à distance de l’archive socialiste », dans F. Audigier, D. Colon, F. Fogacci, (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l’histoire politique*, volume 4, Bruxelles, Peter Lang, collection « France contemporaine », 2012. Frédéric Cépède, « L’Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d’histoire (et) d’archives socialistes », *Histoire@Politique*, vol. 24, n° 3, 2014, p. 163-179.

2 Sur cet aspect, voir Ismail Ferhat, « À l’ombre du pouvoir: l’Office universitaire de recherche socialiste dans les années 1980. Analyse des mutations d’une association socialiste », mémoire de master 2, Sciences Po, 2005, 188 p.

juin 1969 par Guy Mollet et des militants socialistes. Association loi 1901, il se place au service du Parti socialiste et son premier conseil d’administration reflète la volonté de rassembler les diverses sensibilités du PS : Pierre Mauroy est l’un des vice-présidents, Roger Fajardie est secrétaire général adjoint³. Son siège est fixé au 86 rue de Lille (Paris 7^e), dans un appartement qui a servi depuis 1959 de local à l’hebdomadaire de Guy Mollet *Démocratie*, puis au *Populaire*, et de siège à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) née durant la campagne présidentielle de 1965 et présidée par François Mitterrand. L’objet de cet office est défini à l’article 2 de ses statuts : « recherche et études sur tous les problèmes humains de notre temps, dans les domaines économique, politique, social et culturel, vus sous une optique socialiste ; publication d’études sous forme de monographies ou périodiques ; création d’une école de cadres en vue de former une université socialiste »⁴. Ses animateurs estiment que le manque de formation des militants et leur vieillissement les ont coupés de la société, et qu’il faut donc, sans interférer sur l’action quotidienne du parti, pouvoir leur offrir ainsi qu’aux nouveaux cadres de les former en mobilisant des équipes, et en proposant un programme de travail. Il s’agit aussi de se distinguer des clubs de réflexion socialistes – comme le CERES (créé en 1966 par Jean-Pierre Chevènement), ou le CEDEP de Pierre Mauroy – en mettant l’office au service de tous les socialistes. Le nom de l’association créée forme l’acronyme OURS en hommage au militant socialiste Bracke, pseudonyme de l’universitaire Alexandre-Marie Desrousseaux (1861-1955), professeur de grec à l’École normale supérieure, traducteur de Marx, et propagandiste guesdiste des temps pionniers,

que ses camarades avaient surnommé le « père ours » pour ses fameuses colères... le plus souvent feintes. Les premiers pas de l’OURS coïncident avec la première étape de la réunification de la famille socialiste, après le départ du général de Gaulle et l’élection présidentielle de 1969, et les congrès d’Alfortville (mai) et d’Issy-les-Moulineaux (juillet). L’élection d’Alain Savary à la tête du nouveau Parti socialiste en juillet contre Pierre Mauroy provoque son départ et celui de ses amis du conseil d’administration de l’Office. Quelques semaines plus tard, le PS signe avec l’OURS un contrat d’association par lequel il le charge d’animer la formation des militants et cadres. Son programme de travail, qui combine études politiques, économiques, historiques, cours par correspondance, séminaires et colloques (notamment pour le 100^e anniversaire de la Commune de Paris en 1971), se met en place. Il édite un journal mensuel, avec des tribunes et des critiques d’ouvrages, et un « cahier et revue » mensuel dans lequel il publie des études sur le capitalisme, le syndicalisme, et des documents (discours de Blum à Tours, à l’occasion du 50^e anniversaire de ce congrès, son intervention face aux néos en 1933, des textes choisis de Bracke, Guesde, Lénine, etc.). Les débuts sont très prometteurs avec un an après sa création près de 3 800 abonnés⁵. Des appels sont lancés aux militants pour qu’ils déposent à la bibliothèque en constitution des livres et brochures, et tous types de documents intéressant l’histoire du mouvement socialiste. Mais au lendemain du congrès d’Épinay, en juin 1971, Savary et Mollet battus, l’office est vu par la nouvelle majorité mitterrandiste comme un « repère de molletistes » et le contrat d’association est rendu caduc. Il va désormais poursuivre sa vie associative

en toute indépendance jusqu’en 1997, date à laquelle une convention sur l’histoire et la mémoire du mouvement socialiste est signée avec le PS et la fondation Jean-Jaurès, fondation politique reconnue d’utilité publique créée en 1992 par Pierre Mauroy. Dans ce cadre, une subvention annuelle lui permet de mener ses activités et de compenser la diminution du nombre des abonnements. Pendant 27 ans, l’OURS a donc, à côté du PS, rempli son siège de la rue de la Lille de toute la documentation que des militants et des responsables ont bien voulu lui confier. Il est alors le seul lieu où est concentré l’essentiel des sources sur l’actualité du PS, puisqu’il tente de conserver tout ce que ce parti, ses fédérations, ses groupes à l’Assemblée nationale, au Sénat, au Parlement européen et ses courants « produisent » (presse interne et externe, circulaires, tracts, affiches...). Dans les années 1970 et le début des années 1980, il conserve les archives du PS des années 1969-1971, les fonds de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS, 1965-1969) et différents fonds privées dont les archives de Guy Mollet et d’autres cadres de la SFIO (Jacques Piette, Ernest Cazelles, Maurice Deixonne...). L’OURS reçoit aussi en dépôt par l’entremise de l’historien Georges Lefranc une partie des archives de Marcel Sembat. Les déménagements du PS de la Cité Malesherbes vers la place du Palais Bourbon en 1975, puis vers le 10 rue de Solferino en 1980 sont l’occasion pour lui de faire de la place et de se préoccuper des archives entassées dans ces différents locaux. Le temps passant, le sérieux avec lequel l’Office mène la mission qu’il s’est fixée lève en grande partie l’ostracisme des responsables socialistes de tous courants et tendances à

l’égard de son origine molletiste. Entre 1982 et 1985, sans que la convention un temps imaginée ne soit formalisée, l’Office se voit confier les documents (brochures, collections du *Populaire*...) et archives de la SFIO qui « dormaient » dans les caves (dont une partie avait été microfilmée par l’universitaire Philippe Machefer et déposée dans son centre d’histoire socialiste à l’université Paris X Nanterre) : comptes rendus sténographiques des congrès depuis 1944, débats des comités directeurs, correspondances avec les fédérations socialistes (métropole et outre-mer), dossiers internationaux, dossiers des délégués et assistants fédéraux, dossiers des groupes d’études, etc. La victoire de François Mitterrand à la présidentielle de 1981 a créé une curiosité pour l’histoire du mouvement socialiste jusqu’alors plutôt délaissée par la recherche. Le classement et l’ouverture rapide de ces différents fonds déposés dans les années 1980-1990 voient donc un développement très important des travaux (mémoires, DEA, thèses) sur l’histoire du PS SFIO et du PS depuis Épinay ainsi que sur la construction européenne. En effet, l’OURS pratique une politique très libérale d’ouverture des archives de la SFIO, notamment de ses débats internes (comités directeurs, conseils nationaux, correspondances...). Il continue également à recueillir des fonds privés de militants : Albert Gazier (ministre, député, archives déposées aux Archives nationales avec un accord de consultation à l’OURS), Claude Fuzier (secrétaire de la fédération socialiste de la Seine, 1958-1966, puis de Seine-Saint-Denis, sénateur), Germaine Degrand (députée 1945-1958, première femme secrétaire d’une fédération socialiste en Seine-et-Oise en 1938), Charles Pot (élu de la Seine, responsable de la Propagande),

3 Sur l’histoire interne de l’OURS, l’article de Denis Lefebvre, « Jalons pour une histoire de l’OURS », en ligne sur le site de l’OURS : <https://www.lours.org/ce-quest-lours/lhistoire>.
4 *L’OURS*, publication mensuelle éditée par l’Office universitaire de recherche socialiste, tract numéro spécial, non daté, juin 1969.
5 *Ibid.*

Pierre Rimbert, René Hug... À partir des années 1980, le rôle et l'utilité des centres associatifs privés comme l'Ours dans la collecte, le classement et la mise en consultation des archives, notamment de « militants de base », sont reconnus et soutenus par les Archives nationales. Des partenariats se mettent en place, les contacts avec d'autres centres de même nature s'intensifient, favorisant la recherche et la prospection de nouveaux fonds.

Quelques précisions sur le paysage des archives socialistes

Si un poste d'archiviste était prévu dans les statuts du Parti socialiste à sa création en 1905, et même antérieurement dans ceux du Parti ouvrier de Jules Guesde, les moyens pour collecter et conserver des archives n'ont jamais été dégagés par la SFIO puis le PS jusqu'à la fin des années 1990.

L'organisation et le fonctionnement du Parti socialiste ont des conséquences sur la nature de ses archives. Statutairement, d'hier à aujourd'hui, le PS est une fédération de fédérations, elles-mêmes étant des fédérations de sections, soucieuses de leur indépendance. Il n'y a pas avant les années 2000 de fichier national des adhérents, les militants adhérant à des sections. La représentation proportionnelle dans la répartition des postes de direction et la place des tendances et courants, sa démocratie interne ne poussent pas non plus à la centralisation des sources documentaires. Les moyens de son « appareil » sont longtemps très réduits (le parti ne sera propriétaire de son siège national qu'en 1926); au niveau fédéral, hormis quelques grosses fédérations (Nord,

Pas-de-Calais...), et plus encore au niveau des sections, la situation n'est pas meilleure. Toute recherche sur le Parti socialiste doit donc prendre en compte ces éléments pour identifier le niveau auquel des sources ont été produites, et où elles ont pu être conservées.

L'histoire interne conditionne évidemment les traces conservées. Ainsi, au lendemain de la scission du congrès de Tours, en 1921, les militants minoritaires de la « vieille maison » SFIO se retrouvent sans rien, les majoritaires conservant notamment les archives du siège national⁶. Nouveau séisme archivistique en juin 1940, avec l'entrée des Allemands dans Paris qui vident le siège du Parti socialiste, cité Malesherbes. Le PS SFIO, parti d'élections, n'était pas prêt à la clandestinité. Et si une partie des archives avait sans doute été déménagée avant, elles n'ont pas été retrouvées. En 1999, l'Ours – désigné par le PS comme gestionnaire des archives de la SFIO – a récupéré ces archives emportées par les Nazis puis par les Soviétiques : au total, seulement 22 boîtes d'archives, essentiellement des dossiers de la période 1938-1940. À la Libération, la SFIO doit reconstruire ses outils de propagande, et notamment ses brochures de formation. La continuité dans les archives centrales du Parti socialiste commence donc en 1944. Une continuité compliquée par les scissions (PSU, 1948, PSA, 1958), les regroupements (NPS, 1969, PS, 1971, Assises du socialisme, 1974...), les départs (Jean-Pierre Chevènement, 1993, Jean-Luc Mélenchon, 2008...) qui ont des incidences sur la dispersion des sources.

Il faut également prendre en compte une « culture socialiste » peu portée sur la discipline interne et le respect de l'« autorité » ou de l'appareil. Ainsi, bien des responsables de secteurs emportaient-ils ou jetaient-ils

« leurs » archives au moment de quitter leur fonction. Ce manque d'intérêt également – voire de respect – pour son histoire et l'absence d'un véritable centre d'archives ont joué aussi dans la dispersion des archives. Des responsables ont conservé par-devers eux des « documents ». Dans le fonds Daniel Mayer – déposé au Centre d'histoire de Sciences Po, Paris –, sont conservés les circulaires de la SFIO et les comptes rendus des débats du comité directeur pour la période durant laquelle il fut secrétaire général (1944-août 1946), documents qu'il avait dû emporter avec lui. Guy Mollet, dont les archives sont déposées à l'Ours, avait également conservé un exemplaire des comptes rendus des débats du comité directeur de la SFIO (1944-1969) et des dossiers sur la résistance socialiste. Tanguy-Prigent avait emporté un exemplaire des sténographies des congrès nationaux de 1945 et 1946, aujourd'hui consultables au Centre d'Histoire du Travail à Nantes...! Après le congrès d'Épinay (1971), des proches de l'ancienne direction ont confié à l'Office les collections des bulletins intérieurs et d'autres documents édités par la SFIO. Dans les années 1980, quelques militants-historiens ont aussi rapporté des dossiers qu'ils avaient empruntés dans le cadre de leurs travaux. En tout état de cause, ces « emprunts » divers montrent qu'à aucun moment les socialistes n'ont pensé à inventorier sérieusement leurs archives. Le Parti socialiste d'Épinay n'a pas innové en la matière. À tel point que Pierre Guidoni, quittant en 1986 le secrétariat international du PS, et craignant un nettoyage par le vide, a préféré déposer « ses » archives à l'Ours.

Souignons, s'agissant de la période avant 1940 – mais c'est aussi valable après –, que bien des traces de l'action et des débats des socialistes demeurent. En effet, la presse

socialiste fait depuis ses origines office de garde mémoire des débats internes et des prises de position du Parti (les résultats des votes des congrès fédéraux étaient publiés dans la presse interne fédérale et nationale), et que l'édition de la sténographie des congrès annuels – et des rapports d'activité – était de tradition jusqu'en 1939. Et comme pour la plupart des organisations politiques, les sources de la surveillance policière offrent bien des éléments pour restituer les activités des socialistes.

Tous ces éléments et cet environnement convergent pour attirer l'attention sur les archives de militants, elles aussi bien éparpillées dans différents lieux de conservation. S'agissant de celles des ministres, des « grands » élus ou des personnalités politiques, les archives nationales et départementales ont développé des pratiques de collecte (Jules Moch, Edouard Depreux, Louis Mermaz...). Le Centre d'histoire de Sciences Po Paris a également recueilli les fonds de Léon Blum, Vincent Auriol, Daniel Mayer, Alain Savary. LE CHT à Nantes, ceux de Tanguy Prigent et Jean Poperen.

La Convention de 1997 entre le PS, la FJJ et l'Ours a permis l'inventaire, le rassemblement et la conservation des fonds dispersés de la direction du PS. Depuis 2007, l'Ours partage les locaux et les espaces de stockage de la FJJ au 6 Cité Malesherbes et la salle de lecture où sont accueillis les chercheurs. Les sténographies des congrès de la SFIO (1939-1971), du PS (1971-1997), les bulletins intérieurs et bien d'autres documents des collections de l'Ours ont été numérisés par la FJJ et sont consultables en ligne. La FJJ recueille désormais les archives produites par le PS. Le rassemblement en un seul lieu de l'essentiel des archives

⁶ Historien et responsable pendant huit ans des archives du Parti communiste français, Frédéric Genevée, dans son ouvrage *La fin du secret, Histoire des archives du Parti communiste français* (Les éditions de l'atelier, 2012, 172 p.), écarte vite la question du destin des sources de la période 1905-1920.

socialistes et l’accueil dans une même salle de consultation des chercheurs permet une meilleure information et visibilité des fonds déposés.

Le paysage des archives socialiste est désormais à la fois bien identifié, notamment grâce aux échanges d’information au sein du Codhos⁷ qui regroupe les principaux centres de documentation et d’archives sur l’histoire du mouvement ouvrier et social, mais aussi en constante évolution⁸. Il est en effet à la fois profondément modifié par la diversification des supports et la conservation des nouvelles archives comme par leur traitement et leurs conditions de consultation.

Faire une recherche à l’OURS

Le centre d’archives et de documentation de l’Ours accueille désormais les chercheurs sur rendez-vous. Les inventaires de la quasi-totalité des 120 fonds d’archives de militants qu’il conserve sont consultables en ligne. Parmi les fonds récemment inventoriés, signalons, ce qui va à l’encontre de l’idée selon laquelle l’Office ne conserverait que des fonds « historiques » de la SFIO et de ses militants, les archives déposées par Pierre Moscovici (questions européennes, implantation dans le Doubs, 1991-2002), Luc Soubré (membre du cabinet de Lionel Jospin, ministre de l’Éducation nationale, 1988-1992), Pervenche Berès (Europe, convention européenne, 2000-2003), Alain Bergounioux (débats des organismes centraux, 1993-2008), Gérard Delfau (militant de la CIR, puis du PS, député de l’Hérault).

De même, compte tenu des parcours des militants socialistes, l’Office met à la disposition des chercheurs d’importantes

archives privées sur des moments cruciaux de l’histoire du Parti socialiste autonome (PSA, 1958-1960) et du Parti socialiste unifié (PSU, 1960-1985), au niveau local et national :

- Raymond Bernheim, membre successivement des JS, de la SFIO, du PSA, puis du PSU, secrétaire fédéral dans le Haut-Rhin dans l’été 1961, puis dans la fédération de la Seine.
- Bernard Chambellant, militant socialiste parisien ayant participé à la création du PSA.
- Michel Hérody (1930-2003), membre de l’UGS, adhérent du PSU dans l’Aisne (Chierry, Château-Thierry) en 1961, responsable fédéral à la presse (1964), membre du bureau fédéral (1966), secrétaire fédéral. Maire PSU Chierry de 1983 à 2002. Un fonds très important sur la fédération de l’Aisne, avec un fichier des adhérents).

– Jacques Moreau (1927-2004), membre des Étudiants socialistes s’est lié d’amitié avec Michel Rocard. L’année 1958, entre soutien socialiste au gaullisme et incapacité à résoudre la « crise » algérienne, marque son éloignement des organisations partisans après un bref passage au Parti socialiste autonome. Mais il est toujours en contact avec un réseau d’amis, autour d’Alain Savary et de Michel Rocard, et actif dans des clubs politiques.

- Pierre Palau. Membre du PSU en Côte d’Or dans les années 1960, puis membre du bureau national du PSU (1961-1962).
- Robert Verdier (1910-2009), militant socialiste (SFIO, PSA, PSU, UCRG⁹, PS), membre fondateur du PSA, il a notamment conservé deux cahiers procès-verbaux de la CAP (commission administrative permanente) du PSA, 7 janvier 1959-16 mars 1960.

Avec les importants fonds privés de Robert Chapuis (ministre de Michel Rocard,

député-maire du Teil en Ardèche) et de Michel de la Fournière (1933-1988), élu du Loiret, c’est à la fois le militantisme à la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), à l’UNEF, au PSU, puis le passage au PS lors des Assises du socialisme qui peuvent être étudiés.

L’Ours conserve d’importantes collections de périodiques et de bulletins internes du PSA et du PSU, le plus souvent complètes (*Tribune socialiste*, *Critique socialiste*, *Directives...*). Mais aussi des affiches, tracts, etc.

Si les sources sur l’histoire de la SFIO et du PS, à travers les archives de ces organisations et de ses militants, constituent la spécificité principale du fonds de l’OURS, bien d’autres sujets conduisent donc les chercheurs à venir consulter nos archives. Comme toutes les formations politiques, les socialistes se sont positionnés sur tous les sujets économiques, politiques, sociaux, culturels, environnementaux, internationaux...

Mais, il ne faut pas le cacher, la période est aussi difficile, à la fois en ce qui concerne la recherche sur le socialisme et au plan associatif. Nous constatons depuis des années une baisse de la fréquentation de la salle de lecture, et un manque d’intérêt manifeste des étudiants pour l’histoire politique. La facilité des consultations en ligne – pourtant bien utiles pendant la pandémie – éloigne aussi des sources elles-mêmes. La crise du socialisme a des répercussions sur la recherche, mais aussi sur notre environnement. 50 ans, c’est à la fois un bel âge pour une association, mais cela suppose aussi un renouvellement dans les modes de fonctionnement, et dans le modèle économique, alors que nous constatons une

baisse du nombre de nos adhérents et des abonnés aux publications.

Sur un plan plus général, malgré les progrès réalisés dans la collecte des archives du PS dans le cadre de la Convention, et la plus grande sensibilisation des acteurs aux enjeux archivistique, historique et mémoriel, il reste encore beaucoup à faire pour ancrer ces réflexes de sauvegarde quand l’action politique immédiate prime. Le développement des archives numériques pose aussi des défis, à la fois pour la collecte, mais aussi pour la consultation future. Attentif à ces problématiques nouvelles, l’Ours entend continuer à prendre sa place dans la construction des archives socialistes de demain. ■

7 <https://www.codhos.org/>

8 Laurent Jalabert, « Construire une recherche en histoire immédiate du politique : les sources de l’histoire du socialisme des années 1970 à nos jours », dans « Bilan et perspectives de l’histoire immédiate, numéro spécial actes du colloque, *Cahier d’histoire immédiate*, revue n° 30-31, automne 2006-printemps 2007, p. 113-129.

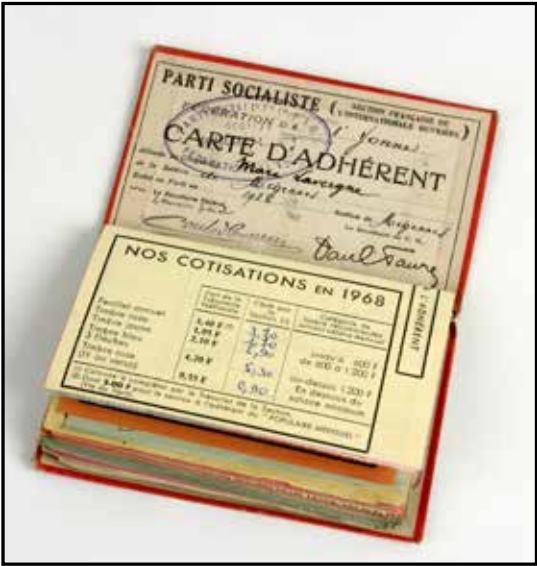
9 L’Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) regroupe essentiellement le club Socialisme et démocratie d’Alain Savary ainsi que le club Socialisme moderne animé par Pierre Bérégovoy et proche de Pierre Mendès France, deux structures issues du PSU.

« Coup d’œil sur les fonds de l’OURS »

Adhérer au PS

L'appartenance au Parti socialiste se matérialise par la remise d'une carte d'adhérent. Ils doivent y coller les timbres mensuels de cotisation (le dessin figurant sur le timbre sera le même jusqu'en 1969). La première carte est éditée en 1906, elle doit être changée tous les ans. Par souci d'économie, la carte devient permanente, avec des feuillets annuels insérés, en 1924. L'évolution de ces cartes depuis 1905 témoigne de l'identité et du mode de fonctionnement de ce parti. Ici, les cartes de militants de l'Yonne et de la Seine (1907, 1912, 1936-1968), et différentes cartes (JS, GSE...).

Fonds : André Lebey, Michel Cépède, PS SFIO.



Les symboles
1905-2015

Les socialistes ont utilisé plusieurs symboles et logos. En 1905, le soleil levant et le drapeau rouge annoncent les lendemains qui chantent, et l’espoir dans les luttes. On les retrouve sur les insignes diffusés par le parti, et portés lors des manifestations. L’églantine rouge et le coquelicot appartiennent aussi à l’imagier socialiste et pacifiste. À partir de 1934, les Trois flèches, inventées pour barrer les croix gammées sur les murs, symbolisent la lutte antifasciste. Elles s’imposent dans la propagande sur le terrain, mais elles ne sont adoptées officiellement par la SFIO qu’après la guerre (sur les tracts, affiches, dépliants...). Elles s’effacent dans les années 1960. On les retrouve aujourd’hui dans la propagande de mouvements d’extrême gauche (récemment le NPA). Depuis 1971, le PS a repris le symbole du Poing et la Rose inventé par le CERES en 1970. Il figure toujours dans le dernier logo « relooké » par le PS en 2015.

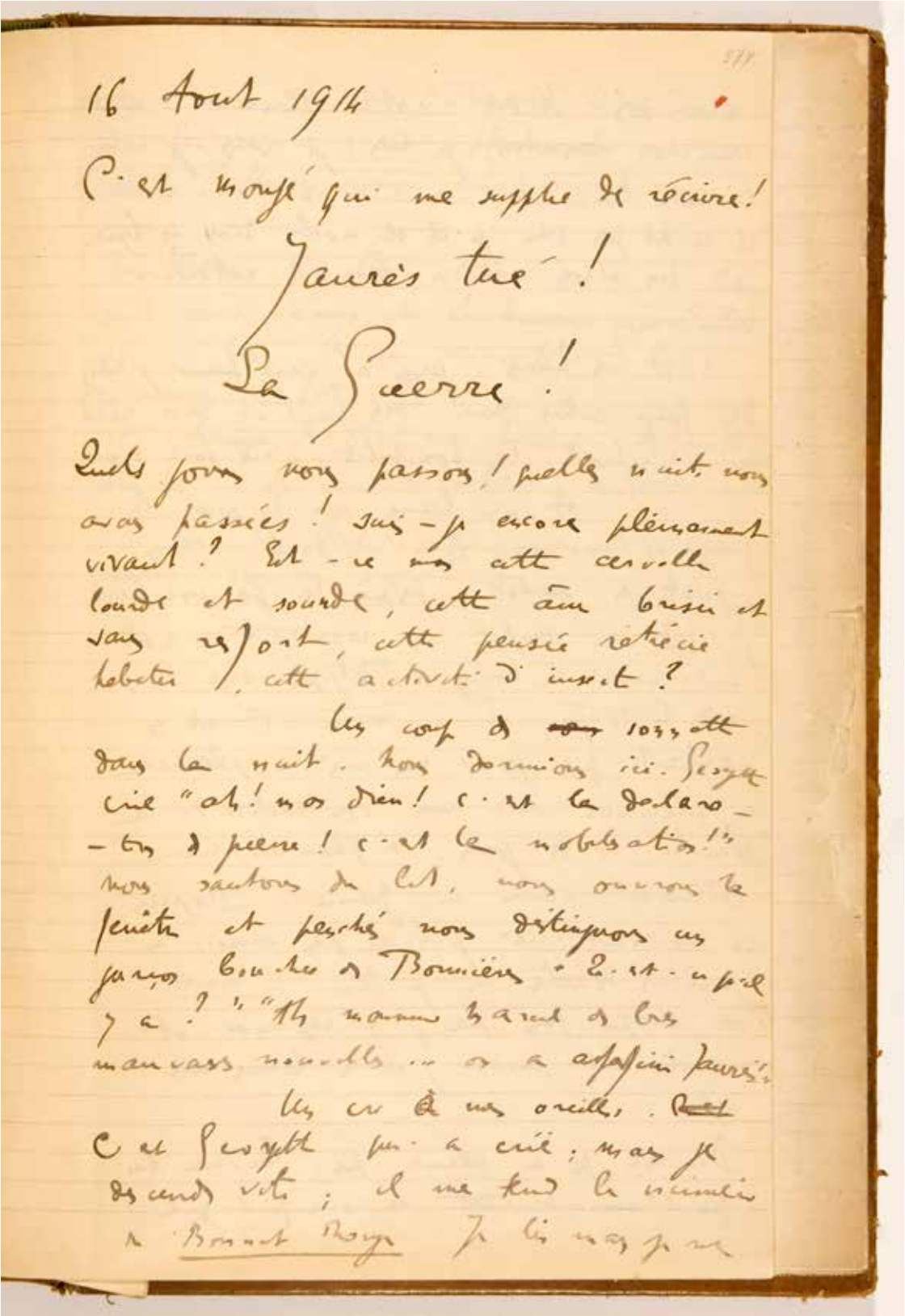
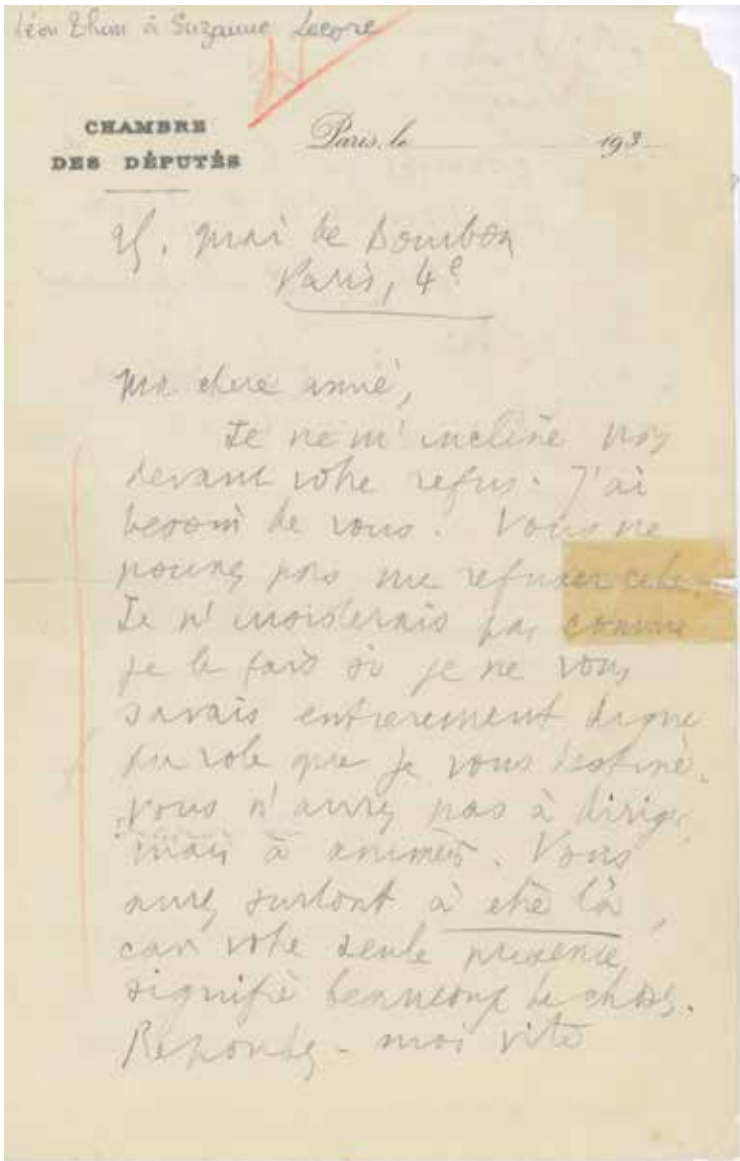
Fonds PS SFIO, PS.



L’importance des fonds privés :
l’accès à l’intime

Les fonds privés donnent parfois accès à des sources intimes qui éclairent l’action politique. Ici, une page du journal de Marcel Sembat, député socialiste, journaliste et ami des arts (sa femme Georgette Agutte est peintre). Son journal a été exposé lors de l’exposition « Matisse, comme un roman » au Centre Pompidou en 2020. Ici la page de son journal consacrée à la mort de Jaurès. Également, la première page de la lettre adressée en juin 1936 par Léon Blum à Suzanne Lacore pour la convaincre d’accepter d’entrer dans son gouvernement.

Fonds M. Sembat, S. Lacore.



Les cartes postales, les photos et la presse

Les cartes postales ont été un vecteur important de la diffusion des portraits des responsables politiques. Elles portent également les souvenirs de manifestations. Ici, deux cartes postales d’une série de 8 déposées par Philippe Catonné, petit-fils d’Amédée Dunois, journaliste au *Populaire* et à *l’Humanité* redonne vie à la première fête organisée par *Le Populaire*, bimensuel créé par Jean Longuet et Paul Faure en 1916. Devenu quotidien en 1918, il accompagne l’histoire de la SFIO et paraîtra jusqu’au premier mois de 1970.

Fonds Ph. Catonné et PS SFIO.



La Une au lendemain de la scission de Tours, Fds PS SFIO.





De gauche à droite :
Paul Faure, Jean
Longuet, au centre
avec une lavallière,
Amédée Dunois.

Communication politique

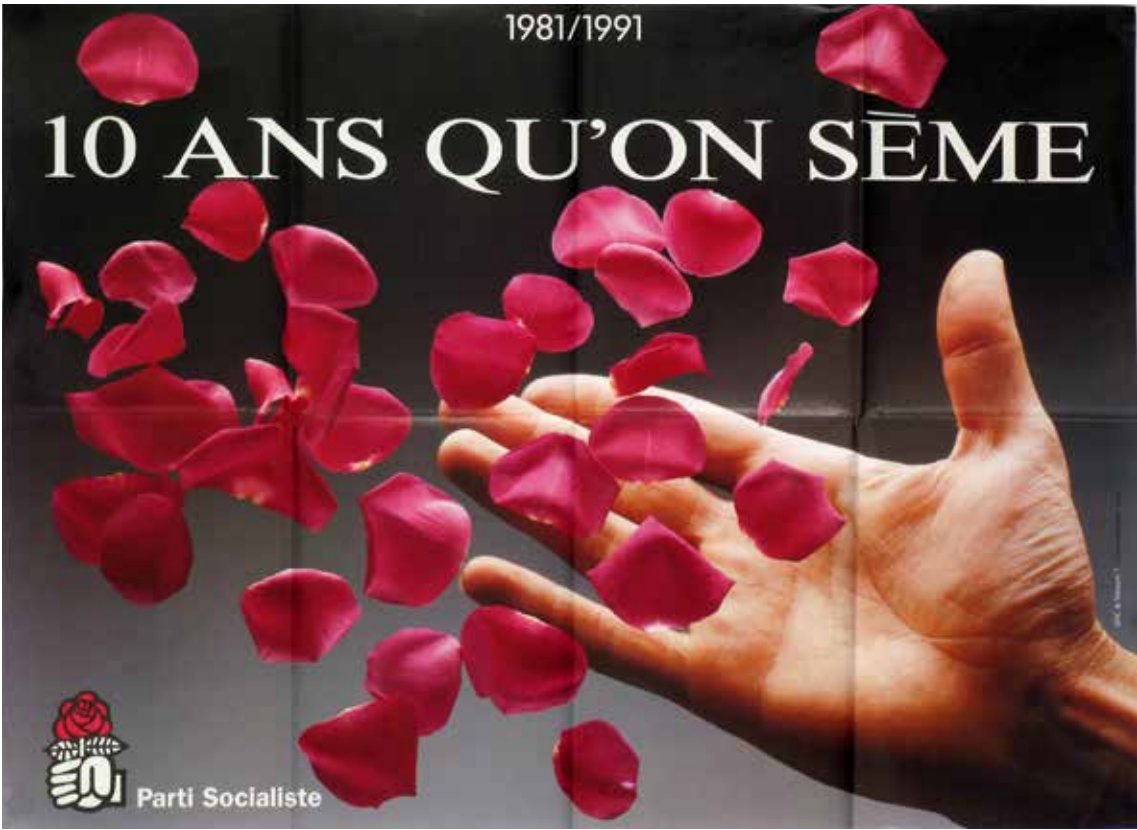
Les affiches ont longtemps été un vecteur primordial de la propagande et de la communication politique. Avec parfois des maladresses comme sur cette affiche publiée en 1991 par le PS pour vanter son bilan, et dont la droite avec ces pétales de rose éparpillés tourne le slogan en dérision.

Le merchandising politique continue à accompagner les campagnes (un pin's reprend l'image de l'affiche, des badges, autocollants, pins). De leur côté, les candidats socialistes à la présidentielle (Ségolène Royal en 2007 et François Hollande en 2012) se distinguent de leur Parti.

Fonds M. Braud et F. Chavanette.



Une fédération
parisienne.



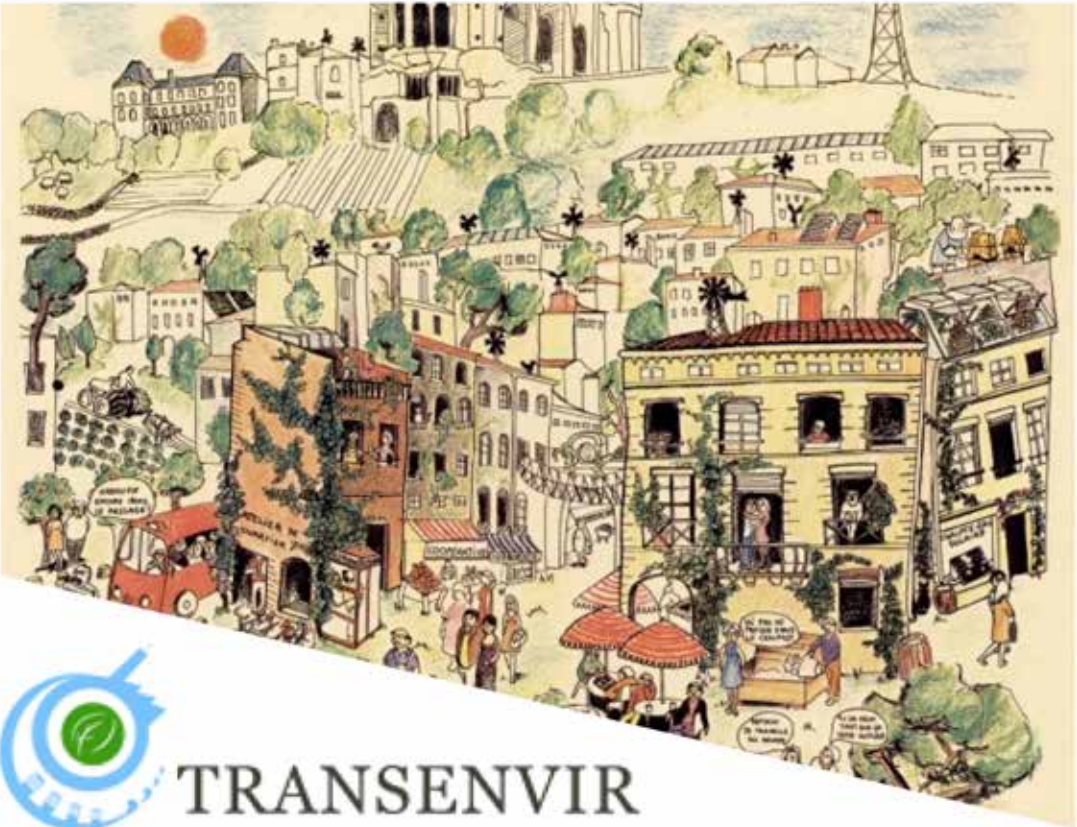
Stéphane Frioux

Maître de conférences en histoire contemporaine
(Université Lumière-Lyon 2)
Membre de l'UMR 5190 LARHRA
Membre junior de l'Institut universitaire de France
(2018-2023)

Le projet
TRANSENVIR
Approche historique
de la transition
environnementale

Les questions environnementales sont désormais un des sujets incontournables dans le traitement de l'actualité. La limitation de la consommation de plastique, de l'étalement urbain et de l'artificialisation des sols, ou de l'émission des gaz à effet de serre s'invite tant dans les colonnes de la presse grand public que dans les travaux menés par des scientifiques de diverses disciplines. L'ANR TRANSENVIR, préparée dès l'automne 2014 et retenue à l'appel générique 2016, visait à mettre en

perspective historique cette récente attention sociale et médiatique à l'environnement, notion diffusée en France au tournant des années 1970, en explorant, par des études empiriques précises, l'essor des politiques et des mobilisations environnementales dans le second vingtième siècle. Le projet, coordonné par Stéphane Frioux, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Lyon 2, depuis septembre 2011, a plusieurs racines. L'une d'entre elles tient au dialogue pluridisciplinaire auquel il a pu prendre part au sein du LabEx Intelligences des mondes urbains (université de Lyon/Saint-Etienne),



TRANSENVIR
PLATEFORME DOCUMENTAIRE SUR
L'HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE

Expositions virtuelles | Chronologie |
Notices biographiques | ABCVert | Cartes
Ressources et Données

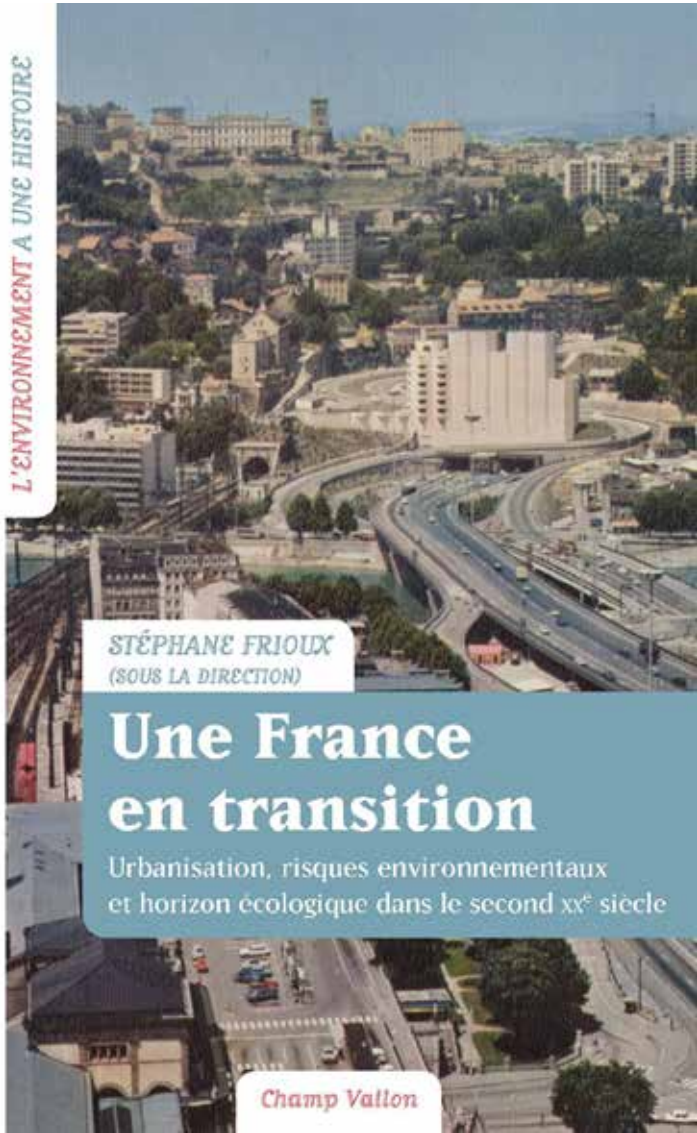
Découvrez. Apprenez. Contribuez.
Visitez la plateforme <https://transenvir.fr/>

CLIMAT
POLLUTIONS
RISQUES
ALTERNATIVES
POLITIQUES
MOBILISATIONS



LABORATOIRE DE RECHERCHE
HISTORIQUE RHÔNE-ALPES





sur les questions environnementales, avec des chercheurs en géographie, économie, microbiologie, écotoxicologie, etc. Ce dialogue s'est noué tout particulièrement sur la question des risques, pour laquelle l'histoire contemporaine, qui a pu travailler sur les archives de la surveillance des établissements polluants, était capable de mettre en évidence son ancienneté. Une autre racine est relative à la pratique du territoire de l'agglomération lyonnaise par le chercheur-

habitant. Par exemple, en constatant, au cours de promenades cyclistes, les différences de qualité de l'environnement entre l'ouest et l'est de cette Métropole, la poursuite d'opérations de construction qui grignotaient l'espace rural et les contestations de grands projets (grand stade de football, autoroute A45 Lyon/Saint-Étienne). À l'agglomération lyonnaise, nous avons ajouté celle de Grenoble, car les deux villes sont relativement proches, avec des similarités (passé industriel, appartenance à la même région administrative), mais également une forte autonomie et des formes de « verdissement » spécifiques (aménagement des berges du Rhône à Lyon, retour précoce du tram et promotion du vélo à Grenoble). L'ancrage empirique, fortement territorialisé, était un point crucial du projet. On le retrouve ailleurs puisqu'au cours des dernières années, d'autres zones du territoire hexagonal ont fait l'objet d'une attention pluridisciplinaire : au moins quatre thèses ont été préparées sur le territoire de Fos et de l'étang de Berre, et plusieurs chercheurs ont étudié la gestion et la perception des risques dans la région de Dunkerque.

En étudiant les agglomérations de Lyon et de Grenoble, nous voulions comprendre la place occupée par les villes françaises dans la montée, l'institutionnalisation puis la reconfiguration de politiques environnementales. Nous avons fait l'hypothèse d'une transition environnementale de moyenne durée dans la société française, comme dans les autres sociétés occidentales comparables ; s'il existe des « biographies environnementales » de villes dans l'historiographie anglo-saxonne (Pittsburgh, Los Angeles, Houston...), ce sont souvent des ouvrages collectifs qui rassemblent des études diverses et ne prennent pas particulièrement une tranche

chronologique précise (la période dite « progressiste » des années 1880-1920 ayant d'ailleurs été qui a engendré le plus de recherches).

Le programme TRANSENVIR a conjugué quatre approches principales : l'histoire urbaine, l'histoire environnementale, l'histoire sociale et l'histoire politique. Au fil des chapitres de l'ouvrage qui rend compte des résultats (*Une France en transition*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2021), celles-ci se combinent en fonction des spécialités des auteurs (issus de plusieurs laboratoires et disciplines, mais principalement de l'histoire et de l'UMR LARHRA), et varient selon les études de cas. D'autres pistes ont d'ailleurs pu être explorées comme l'histoire sociale des savoirs et des professions scientifiques, car l'environnement est un domaine qui mobilise abondamment la notion d'expertise. En parallèle de chantiers spécifiques qui ont pu mobiliser des jeunes chercheurs – tels les stages de master de Blanche Weiss-Kervaon et de Yann Brunet qui ont fait

chacun l'objet d'une restitution dans un chapitre de l'ouvrage – nous avons pu mener un programme de séminaire et de journées d'études, conduit par Renaud Bécot, post-doctorant du projet de 2017 à 2019. Des rencontres avec des témoins de l'époque ont pu être organisées.

À l'issue de plus de deux ans d'enquête empirique, c'est une double transition qui est apparue : dans un premier temps, des années 1950 aux années 1970, une forte croissance démographique et un mode de fabrique du tissu urbain en faveur de l'automobile et de l'industrie ont engendré un cadre de vie de plus en plus mal supporté par une partie de la population, alimentant une fuite vers les nouvelles zones pavillonnaires périurbaines. Gwenaëlle Le Goullon, sur le terrain des grands ensembles, et Louis Baldasseroni, sur celui des mobilités et de la transformation des rues, en apportent des éléments tangibles. On se trouve en présence d'une transition entre deux états de l'environnement urbain, de l'agglomération industrielle et encore



relativement compacte, à la métropole tertiaire étalée spatialement. Dès lors, face aux menaces pesant sur certains espaces jugés sensibles (zones humides ou boisées par exemple), la deuxième transition concerne les formes sociales et culturelles. Elle s'est opérée des années 1970 aux années 1990 en direction d'un militantisme très hétérogène mais globalement tourné vers la contestation du mode de vie consumériste et la protection de l'environnement. Ce phénomène apparaît *a posteriori* comme une des innovations sociales et politiques majeures des politiques du dernier siècle et un des moteurs de la réflexivité croissante des sociétés sur elles-mêmes. Les vingt années qui courent de 1968 à 1988 furent décisives pour l'acclimatation de la thématique environnementale en France. Loin de surgir d'un événement unique, ce mouvement est progressif. Son rythme est complexe à saisir et ses prolongements se font toujours sentir.

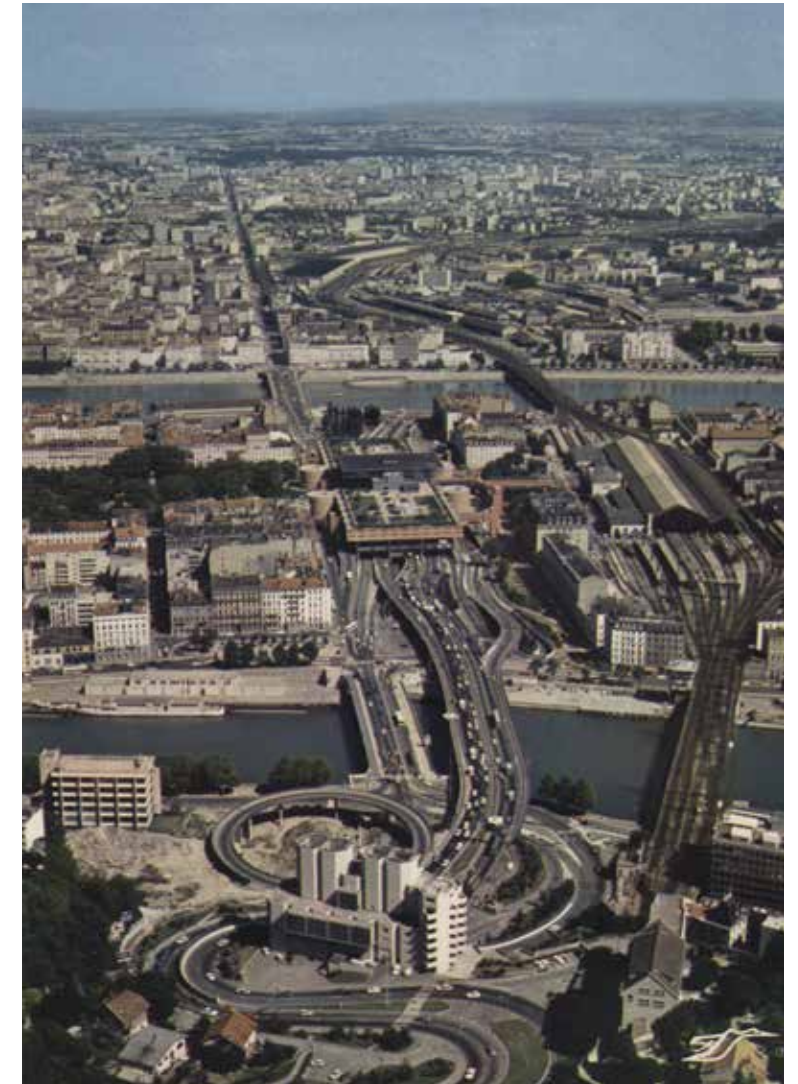
Sur le plan géographique, l'approche territorialisée a mis en évidence l'action précoce de différents types d'acteurs : municipalités parfois, associations souvent, collectifs de riverains ou syndicats, qui ne sont pas restés impassibles face aux mutations du territoire, aux aspirations à un meilleur cadre de vie et aux transformations progressives du quotidien. Renaud Bécot, Gwenola Le Naour et Vincent Porhel ont investi le terrain de la « vallée de la chimie » au sud de Lyon, célèbre pour ses odeurs et l'accident de la raffinerie de Feyzin le 4 janvier 1966. De ce terrain, auparavant investigué par des géographes, sociologues, ethnologues, ils ont tiré une nouvelle problématique, autour de l'environnementalisme ouvrier et des mobilisations d'acteurs pour faire le lien entre risques au travail et pollutions extérieures

aux usines. Anne Marie Granet-Abisset retrace quant à elle l'histoire du Pôle alpin sur les risques naturels de Grenoble, en exploitant un entretien avec son premier directeur. Notre enquête collective a permis de réévaluer la part des initiatives locales dans l'élaboration des politiques publiques de l'environnement, surtout pour une époque où le ministère dédié est encore fragile et pauvre en moyens d'action (*Le ministère de l'impossible*, écrira en 1975 Robert Poujade, son premier titulaire). Elle invite à sortir d'une approche trop « statocentrée » ou qui fonctionnerait essentiellement à partir d'histoires de textes législatifs ou de grands débats – songeons pour l'avenir au Grenelle de l'Environnement ou au débat sur la transition énergétique, qui ont engendré leur lot d'archives – et à emprunter les chemins de l'histoire des collectivités locales, des échanges d'expérience, en reconstituant les configurations d'acteurs ayant permis d'enclencher des innovations. Ce regard horizontal et volontiers transnational avait été d'ailleurs au cœur des travaux de Stéphane Frioux sur l'hygiène urbaine sous la III^e République (*Les batailles de l'hygiène*, Paris, PUF, 2013) et n'a pas perdu de sa pertinence, à l'heure du prochain cinquantenaire du premier sommet de la Terre de Stockholm.

Au moment où les conclusions scientifiques s'affirmaient, il nous est apparu intéressant de proposer des résultats au public intéressé en organisant divers événements mis au programme de la Fête de la science 2020 dans la Métropole de Lyon, après l'échec d'une première tentative programmée aux « Nocturnes de l'histoire » du 1^{er} avril 2020, annulées par le grand confinement. Hélas, la 2^e vague de la Covid-19 était déjà en train d'arriver,

l'agglomération de Lyon était déjà soumise au port du masque obligatoire, aux jauges restreintes pour des manifestations publiques, et de nombreux événements furent basculés sous un format numérique. Nous avons cependant pu organiser trois événements : un « jeu sérieux », participatif, autour des 50 ans des Cent mesures pour l'environnement (en comparant les mesures originales et celles que les participants de l'événement en 2020 imaginaient), une balade de type *toxic tour* sur des sites représentatifs de la pollution et des risques industriels, et une promenade cycliste commentée à travers un échantillon du tissu périurbain de l'est de l'agglomération, qui permet de se rendre compte des profonds bouleversements de l'environnement causés par l'urbanisation accélérée de nos modes de vie depuis la Seconde Guerre mondiale. Un partenariat a été lancé avec l'École urbaine de Lyon, qui fédère des recherches sur l'urbain anthropocène ; un post-doctorant de cet institut poursuit l'enquête Transenvir en étudiant la genèse de la rocade est de Lyon et ses effets sur le tissu social et spatial des communes qu'elle traverse.

À l'avenir, le porteur du projet devra aussi composer avec la dispersion des membres de l'équipe constituée de 2015 à 2017, pour des raisons fort heureuses car les jeunes chercheuses et chercheurs qui ont pris part à TRANSENVIR ont pu pour la plupart trouver des postes de maître de conférences dans des établissements d'enseignement supérieur. Au vu des habitudes de consommation de l'information prises ces dernières années, et de ce qui est produit par d'autres collègues (exemple : site <https://fos200ans.fr/>), une forme de médiation de type « webdocumentaire » serait bienvenue. Pour l'heure, l'ambition de documenter la transition environnementale



perdure, avec l'amélioration d'une base de données construite pendant le projet, et le travail sur la pérennisation d'un portail qui puisse accueillir des contributions de jeunes chercheurs, de citoyens, et qui dispose déjà de quelques « expositions virtuelles » : <https://transenvir.fr/> ■

Laurent Jalabert

Professeur d'histoire
contemporaine à l'université
de Pau et des Pays de l'Adour,
directeur des Cahiers d'histoire
immédiate.

François Quantin,
*Chimères autochtones,
le malentendu identitaire
en Méditerranée*

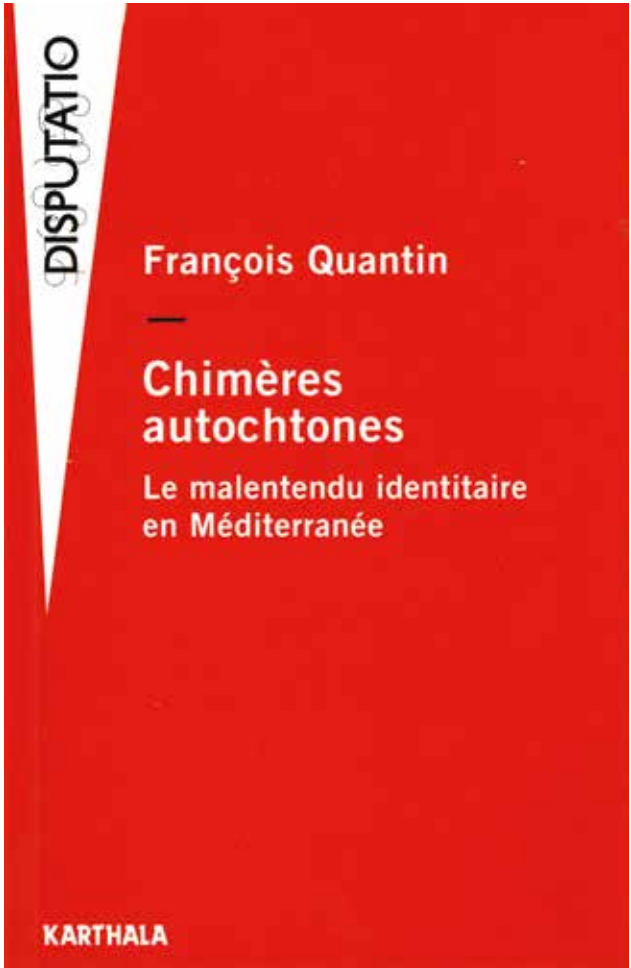
Paris, Khartala, coll. Disputatio, 2020, 120 p., 13 €

Historien de l'antiquité,
François Quantin,
professeur à l'université
d'Aix-Marseille,
porte dans cet essai
historique, une réflexion dynamique autour
de la notion « d'autochtonie ». Cette
« exploration non exhaustive des autochtonies
méditerranéennes » relève surtout d'une
analyse des usages contemporains d'un

mot, parfois intempestifs, mis en rapport
ici avec ses sens étymologique et historique.
C'est avec rigueur que François Quantin
s'appesantit d'abord sur l'origine du mot,
partant du Littré, avant de mener des
introspections dans l'usage qu'en faisaient
les anciens, distinguant l'étymologie, les
ressentis des contemporains, les mythes
qui naissent autour de la notion etc. Il
conclut que souvent, « l'autochtonie est
par son histoire une idée instrumentalisée,
un discours essentialiste, qu'il soit
national, régional ou continental » (p. 18).
Le champ lexical et la rhétorique sont

passés au crible d'une expression souvent
polysémique et pour lequel, l'auteur
appelle à la nécessité de lui redonner du
sens (p. 21). De l'invention antique, aux
approches « nouvelles », notamment dans
ses composantes patrimoniales (l'auteur
préfère le terme anglophone « cultural
heritage »), aux inquiétudes contemporaines,
et à l'emploi conjugué et souvent confus
entre « autochtonie » et « identité », le
livre emporte le lecteur dans une réflexion
profonde et foisonnante aux travers des âges
et des terres méditerranéennes, évoquant
notamment de façon assez originale le terrain

de l'Albanie. Concluant sur l'idée d'une
« aporie » autochtone, il considère que « les
autochtonies sont des commencements qui
n'ont jamais eu ni lieu ni temps » (p. 63),
des « utopies », « illusions »... mais surtout
des constructions, souvent politiques. Ce
court essai historique, qui vient alerter la
communauté scientifique sur la prudence
à adopter sur le sens des mots et leurs
usages dans la société contemporaine, est
une réflexion stimulante qui mérite d'être
lue et débattue, ce à quoi appelle François
Quantin. ■



Les cahiers d'

Histoire immédiate

**Retrouvez les précédents
numéros de la revue**



La revue Cahier d'histoire immédiate, dont la direction scientifique est assurée par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (ITEM EA 3002) est éditée par les éditions CAIRN

Bulletin d'Abonnement

(2 numéros par an)

Tarif France métropolitaine: 1 an: 35 euros – 2 ans: 60 euros

Tarif DOM/TOM: 1 an: 40 euros – 2 ans: 70 euros

Tarif Étranger: 1 an: 40 euros – 2 ans: 70 euros

Je m'abonne au Cahier d'histoire immédiate pour an(s), au prix de TTC

Particuliers:

Nom Prénom

Adresse

.....

Institutions:

Nom

Adresse

.....

Les chèques sont à adresser à l'ordre de Cairn et à expédier à l'adresse suivante:
Édition Cairn - 14 rue des Bruyères - 64160 Morlaàs

à commander sur editions-cairn.fr



